

**ЧЕТВЪРТЪК 7 ЮЛИ 2011 Г.  
JUEVES 7 DE JULIO DE 2011  
ČTVRTEK 7. ČERVENCE 2011  
TORSDAG DEN 7. JULI 2011  
DONNERSTAG, 7. JULI 2011  
NELJAPÄEV, 7. JUULI 2011  
ΠΕΜΠΤΗ 7 ΙΟΥΛΙΟΥ 2011  
THURSDAY, 7 JULY 2011  
JEUDI 7 JUILLET 2011  
GIOVEDÌ 7 LUGLIO 2011  
CETURTDIENA, 2011. GADA 7. JŪLIJS  
2011 M. LIEPOS 7 D., KETVIRTADIENIS  
2011. JŪLIUS 7., CSÜTÖRTÖK  
IL-HAMIS, 7 TA' LULJU 2011  
DONDERDAG 7 JULI 2011  
CZWARTEK, 7 LIPCA 2011  
QUINTA-FEIRA, 7 DE JULHO DE 2011  
JOI 7 IULIE 2011  
ŠTVRTOK 7. JÚLA 2011  
ČETRTEK, 7. JULIJ 2011  
TORSTAI 7. HEINÄKUUTA 2011  
TORSDAGEN DEN 7 JULI 2011**

4-002-000

**VORSITZ: DAGMAR ROTH-BEHRENDT***Vizepräsidentin***1. Eröffnung der Sitzung**

4-004-000

*(Die Sitzung wird um 9.00 Uhr eröffnet.)***2. Vorlage von Dokumenten: siehe Protokoll**

### 3. Regelung für die Abgabe von Nahrungsmitteln an Bedürftige in der Union (Aussprache)

4-007-000

**Die Präsidentin.** – Als nächster Punkt folgt die Erklärung der Kommission zur Regelung für die Abgabe von Nahrungsmitteln an Bedürftige in der Union [2011/2722(RSP)].

4-008-000

**Maria Damanaki,** *Member of the Commission* . – Madam President, I would like to start by thanking you all for giving me the opportunity to make a statement on behalf of the Commission on the European scheme for food distribution to the most deprived persons.

First, I would like to emphasise the importance of this programme for the most deprived citizens of Europe. I can mention two figures here. Each year more than 18 million people receive more than 440 000 tonnes of food distributed under this programme. Over the years this programme has become one of the main sources of supply to charities working in the field of food aid. More than half the products distributed by the members of the European Federation of Food Banks in 2010 originated from this programme. So it is really important.

Last April the general Court set aside the provisions of the 2009 plan for products purchased in the market. Specifically, the Court ruled that the Commission cannot define the volume of the programme independently of the volume of existing stocks. The total volume of the plan must also be adapted to the volume of the existing stocks when the plan is drawn up. The proportion of products purchased in the market in relation to the total volume of the plan must reflect their exceptional nature.

Following the Court's judgment and given the limited volume of intervention stocks available, the 2012 plan had to be greatly reduced. The Commission has recently adopted the 2012 plan in order to give the participating Member States and charities time to find additional resources to replace the volume that will not be provided at European level. As regards the future, the Commission made various initial proposals in 2008, followed by an amended proposal in September 2010.

The express aim of these proposals was to make the scheme sustainable as intervention stocks become increasingly scarce. This subject was thoroughly discussed in the Committee on Agriculture and Rural Development of this Parliament and in the plenary on the basis of the report prepared by Mr Siekierksi. The Commission has always appreciated the clear stance of Parliament on this matter. However, a sufficient majority has not yet been obtained in the Council. But the Commission is firmly committed to the continuation of the scheme in the future and is ready to make any adjustments.

Against this background, in its recently released communication for a multiannual budget for the period 2014-2020, the Commission has proposed a budget of EUR 2.8 billion at current prices. Considering the important contribution that the programme makes to meeting the poverty reduction target of the Europe 2020 strategy, it will in future be financed from the budget for social policies. The necessary legal proposals will come in due course. In the meantime, the Commission recalls that an agreement on the basis of its 2010 proposal is needed with a view to securing a food distribution plan in 2013.

I am confident that this package will help an agreement between the Council and Parliament to be reached, so as to ensure legal certainty and stable financing for the scheme. For this compromise we need strong support from this body.

4-009-000

**Elisabeth Morin-Chartier**, *au nom du groupe PPE*. – Madame la Présidente, Madame la Commissaire, chers collègues, je suis absolument scandalisée des dernières décisions de la Cour de justice sur cette aide alimentaire aux plus démunis. Le Parlement européen a montré combien, lui aussi, était soudé et scandalisé par cette décision, qui est une décision purement juridique.

En effet, en 2010, nous avons voté l'Année de la lutte contre la pauvreté. Nous sommes en 2011 et, aujourd'hui, nous sommes en train de remettre en cause, pour les deux ans qui viennent, et spécifiquement pour 2012 et 2013, l'aide alimentaire aux plus démunis. Cette aide touche des Européens. Nous avons beaucoup de nos concitoyens, dans les vingt-sept États membres, qui ont besoin de cette aide pour survivre. Cela arrive en plus à un moment de crise; avec la conjonction de ces deux facteurs, il est évident que nous nous acheminons vers des difficultés absolument considérables qui vont encore frapper les plus démunis.

En tant que rapporteurs chargés du Fonds social européen pour les vingt-sept États membres, nous sommes bien sûr tout à fait mobilisés, dans les politiques sociales, pour aider les plus démunis. Cela, bien sûr, peut être une solution momentanée pour combler une lacune, mais cela ne peut pas être une solution durable, parce que nous avons besoin des politiques sociales pour réintégrer dans la vie professionnelle les chômeurs, ceux qui sont touchés dans leur emploi. Telle est la vocation du FSE.

Je voudrais vous dire que nous resterons extrêmement mobilisés pour empêcher que les politiques sociales ne soient entamées par des politiques d'aide, à un moment où nous avons besoin que toutes les volontés convergent vers cette aide aux plus démunis. C'est la raison pour laquelle le Parlement sera totalement mobilisé pour veiller à ce que le FSE soit préservé, à ce que le Fonds d'ajustement à la mondialisation, qui aide aussi les salariés en difficulté, soit préservé, mais aussi à ce que nous puissions assurer la lutte contre la pauvreté et trouver les aides alimentaires qui conviennent.

J'en appelle vraiment au Conseil et à sa responsabilité pour appuyer ces politiques sociales.

4-010-000

**Pervenche Berès**, *au nom du groupe S&D*. – Madame la Présidente, Madame la Commissaire, chers collègues, lorsque le programme européen d'aide alimentaire aux plus démunis a été mis en place pour permettre le fonctionnement des réseaux d'excellence que constituent les banques alimentaires ou les restos du cœur – qu'avait intelligemment, malheureusement, créés Coluche –, nous traversions un hiver trop rigoureux, celui de 1986-1987. Peut-on dire que l'hiver qui est devant nous, au beau milieu d'une crise qui n'est pas derrière nous, sera moins rigoureux? Je ne le crois pas. Pour quelles raisons, alors, faudrait-il renoncer à ce programme? Pourquoi faudrait-il le tailler en pièces, comme la Commission vient de le faire dans sa présentation du budget 2012? C'est ici la même bataille qui est engagée que lorsque nous avons eu la négociation sur la stratégie Europe 2020.

On nous avait dit que la question de la lutte contre la pauvreté était une question pour les États membres, une question subsidiaire ne relevant pas de la compétence de l'Union européenne. Finalement, nous en avons décidé autrement. Là encore, on voudrait nous

dire qu'il s'agit d'une politique à mener uniquement au niveau des États membres. Non! Le concept de solidarité doit être un concept européen car, sinon, cette solidarité perd son âme.

Puis, ce programme est aujourd'hui victime des succès de la politique agricole, qui a conduit à épuiser les stocks et qui interdit la reconstitution de ceux-ci. Il y a là matière à interrogation. Enfin, l'article 9 du traité de Lisbonne, certains semblent l'avoir oublié. Pourtant, il nous dit que, dans toutes les politiques de l'Union européenne, la question de la lutte contre l'exclusion sociale doit être au cœur des politiques définies, des moyens mis en œuvre et des actions engagées. Où est cette cohérence de l'action de l'Union européenne? Madame la Commissaire, nous vous demandons de rétablir les moyens budgétaires du programme d'aide alimentaire aux plus démunis, et nous vous demandons de prendre des engagements clairs pour que pas un seul centime ne manque pour mobiliser cette aide au service des plus démunis dans les perspectives financières.

4-011-000

**Marielle De Sarnez**, *au nom du groupe ALDE* . – Madame la Présidente, Madame la Commissaire, comme mes collègues l'ont dit, alors même que nous sortons de l'Année de la lutte contre la pauvreté et que le nombre de pauvres ne cesse d'augmenter en Europe, le plan européen d'aide aux plus démunis, incontournable pour l'aide alimentaire en Europe, est aujourd'hui sérieusement et gravement menacé. Son montant va être divisé par cinq pour 2012, et il n'est même pas sécurisé pour 2013. Il est donc urgent que vous trouviez une solution concrète pour les millions de bénéficiaires. Tout d'abord, pour les deux prochaines années, la Commission doit mettre en œuvre, le plus rapidement possible, une solution transitoire pour garantir le programme et préserver l'aide alimentaire dont bénéficient aujourd'hui les plus démunis.

Pour l'avenir, sachez que notre Parlement exige, attend, souhaite que la Commission mette en œuvre un dispositif pérenne, consacrant durablement l'objectif de sécurité alimentaire pour l'Europe fixé aux environs de 500 millions d'euros par an, ce montant devant tenir compte de l'évolution des prix alimentaires. Il vous faut donc mobiliser les moyens budgétaires nécessaires. C'est, pour nous, ce que notre Parlement attend de vous.

Sur le long terme, nous devons nous engager plus avant pour limiter la spéculation sur les matières premières afin de permettre une meilleure maîtrise des prix alimentaires. Il est évident que, demain, les agriculteurs européens doivent pouvoir vivre de leur production; les consommateurs ne doivent plus subir de hausses continues des prix et les plus démunis doivent pouvoir subvenir à leurs besoins alimentaires. La solidarité entre Européens est plus que jamais une exigence.

Il est donc de notre devoir et de votre devoir de pérenniser cette aide, essentielle pour des millions de personnes. Il est de notre devoir et de votre devoir de lutter contre la pauvreté et l'exclusion en Europe.

4-012-000

**James Nicholson**, *on behalf of the ECR Group* . – Madam President, can I first of all say this has been, and probably will continue to be, an extremely important scheme. I think it has helped many people throughout Europe on many occasions; but just because something has been achieved in one way in the past does not mean you cannot change it for the future.

I think the CAP has a responsibility to produce the food. That does not necessarily mean they are the right people to distribute that aid. I think that is the question that has to be answered here. We live in a time when everybody talks about the same thing: food security, food security, food security. When I came to this Parliament we had beef mountains, butter mountains, milk lakes – this is all gone. There is no food security anymore. Now we have the challenge of ensuring that we are able to feed the world, able to feed the people of Europe. I think that is the challenge that is before us. That is what the CAP has got to do. Food waste is a terrible thing, and I think we can do an awful lot to bring it under control.

4-013-000

**Marije Cornelissen**, *namens de Verts/ALE-Fractie*. – Voorzitter, 13 miljoen arme mensen zijn afhankelijk van het Europese voedselprogramma. Deze afhankelijkheid heeft de Europese Unie zelf gecreëerd, inclusief Duitsland en alle andere landen, die dit programma nu plots willen stopzetten. Het is onmenselijk om deze 13 miljoen mensen nu honger te laten lijden. Voor dit acute probleem moet acuut een oplossing gevonden worden.

Op de langere termijn mogen we hopen dat voedselhulp in Europa niet meer nodig zal zijn. Het is natuurlijk schandalig dat meer dan 40 miljoen mensen te weinig te eten hebben op een continent dat zo rijk is als het onze. Ik verwacht van de Commissie en van de lidstaten dat ze alles op alles zetten zodat de armoede in 2020 met een kwart is teruggedrongen, zoals wij dat hebben afgesproken. Maar ook dan duurt het nog 40 jaar voordat armoede helemaal uit Europa verdreven is en tot die tijd hebben mensen voedselhulp nodig.

Over de afgelopen twee jaar heb ik voedselbanken bezocht door heel Europa, van Frankrijk tot Servië en van IJsland tot Slowakije. Sommige voedselbanken zijn totaal afhankelijk van het Europese programma, andere voedselbanken totaal niet. Maar ze kunnen allemaal wel hulp gebruiken. Bij veel van hen is voedsel niet zozeer het probleem, dat halen ze bij supermarkten, bij boeren en bij bedrijven. Zij zijn vooral geholpen met geld en expertise voor de logistiek, het transport en de opslag.

Voor de nieuwe begrotingsperiode moeten we onderzoeken hoe we de Europese middelen het best kunnen inzetten om zo veel mogelijk mensen in armoede te helpen. Tot die tijd moet er een zorgvuldige overgangperiode zijn waarin wij met z'n allen verantwoordelijkheid nemen voor die 13 miljoen allerkwetsbaarste Europeanen die op ons rekenen.

4-014-000

**Ilda Figueiredo**, *em nome do Grupo GUE/NGL* – Senhora Presidente, é lamentável termos chegado a esta situação de suspensão ou de redução drástica de um regime de ajuda alimentar num dos momentos de maior crise económica e social em diversos Estados-Membros da União Europeia.

A decisão do Tribunal de Justiça Europeu, por queixa da Alemanha, de reduzir o financiamento de 500 milhões de euros em 2011 para apenas 113 milhões nos anos seguintes, e isto tudo no ano subsequente ao Ano Europeu de Luta contra a Pobreza, contradiz todas as declarações oficiais da União Europeia de empenhamento nesta luta e as próprias metas de combate à pobreza e à exclusão social. É um escândalo que se reduza a ajuda alimentar em 80 %, da qual actualmente beneficiam cerca de 13 milhões de pessoas aqui na União Europeia.

Neste Parlamento Europeu, por diversas vezes, sublinhámos a natureza fundamental do direito à alimentação e a necessidade de melhorar o acesso de todos, em qualquer momento, a uma alimentação necessária a uma vida activa e saudável. Por isso, defendemos a continuação deste apoio, tendo em conta que mais de 80 milhões de pessoas da União Europeia estão em risco de pobreza. Em 2010, aprovámos aqui um relatório que defende a aplicação de rendimentos mínimos garantidos em todos os Estados-Membros na base de pelo menos 60 % do rendimento mediano nacional de cada país.

Assim, insistimos que a Comissão e o Conselho encontrem, no imediato, a forma de prosseguir o programa e o regime de distribuição de géneros alimentícios às pessoas mais carenciadas na base dos 500 milhões de euros mas que, a seguir, apresentem igualmente uma proposta e um calendário para o cumprimento do regime de rendimento mínimo.

4-015-000

**Czesław Adam Siekierski (PPE).** - W Unii Europejskiej dużo mówimy o wolności, demokracji, prawach człowieka. Szczycimy się osiągnięciami i szerzeniem tych wartości. A czym jest ubóstwo, z czego wynika? W zdecydowanej większości, to brak pracy czy inne przyczyny niezależne od ludzi dotkniętych biedą. Jak możemy akceptować to, że w Europie mamy 40 milionów ludzi żyjących w ubóstwie, a kolejnych 40 jest na granicy biedy? Czy taka sytuacja nie jest ograniczeniem praw człowieka, wolności? Czy na tym polega demokracja? Mamy czas kryzysu, zwiększyło się bezrobocie, a co robi Komisja? Ogranicza środki na dystrybucję bezpłatnej żywności dla biednej ludności. Należy utrzymać kwoty dotychczasowe na poziomie 500 milionów euro rocznie na ten cel.

Nie mogę się zgodzić z poglądem, że orzeczenie Europejskiego Trybunału Sprawiedliwości anulowało rozporządzenie 983 z 2008 roku jako podstawę prawną programu. Proszę zauważyć, że to orzeczenie anulowało jedynie artykuł 2 orzeczenia, który dotyczy dodatkowego kupowania żywności na rynku. Dlatego rozporządzenie to pozostaje nadal w mocy i może stanowić podstawę prawną dla programu. W mojej opinii nie trzeba tworzyć nowego programu, musimy jedynie zmodyfikować istniejący, aby zwiększyć ilość żywności znajdującej się w jego dyspozycji. Jednocześnie w Unii Europejskiej w ostatnich latach wydajemy ogromne kwoty na ograniczanie produkcji. Jak to jest możliwe, czemu to służy?

4-016-000

**Frédéric Daerden (S&D).** - Madame la Présidente, la décision de la Commission de réduire aussi fortement le financement de ce programme d'aide alimentaire est pour le moins interpellant.

Pourquoi la Commission n'a-t-elle pas fait appel de la décision de la Cour de justice de l'Union? Pourquoi ne pas avoir, immédiatement, proposé une alternative? Comment peut-on trouver une base légale pour un financement de cent treize millions, mais pas pour 500?

Ce programme est, malheureusement, nécessaire car tous les Européens ne sont pas nourris à leur faim. Il concerne en effet dix-huit millions de personnes, vous l'avez rappelé. La stratégie Europe 2020 a pour objectif de réduire le nombre de pauvres en Europe de vingt millions. La pauvreté alimentaire en est une facette.

Dans le cadre du rapport sur la plate-forme européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, tant dans mon projet de rapport que dans l'avis de la commission des

budgets, nous avons réagi à cette décision en demandant que des actions à court terme, d'une part, et à moyen terme, d'autre part, soient mises en œuvre pour ne pas abandonner, ainsi, les plus démunis.

Ces solutions, à concrétiser d'urgence, devront couvrir à la fois les aspects sociaux et agricoles de la problématique et cela ne devra pas se faire au détriment de montants alloués à d'autres politiques sociales. Cette situation, que personne ici n'a voulue, et que personne ne peut accepter, nécessite la mobilisation rapide de tous et cette résolution, qui sera soumise au vote ce midi, demande un soutien massif.

4-017-000

**Sylvie Goulard (ALDE).** - Madame la Présidente, Madame la Commissaire, je crois qu'il est possible d'envisager des changements de ligne budgétaire. Nous ne demandons pas le conservatisme, mais nous demandons deux choses à la Commission.

La première, c'est de prendre conscience que la montée des inégalités en Europe est probablement le plus grand danger pour l'intégration européenne depuis la création de l'Union. La montée des inégalités, cela veut dire des personnes qui galèrent au quotidien et qui n'arrivent plus à nourrir leurs enfants, pendant qu'on entend parler de bonus par millions. C'est là une réalité, c'est la perception que les gens ont des choses, c'est ce qu'ils entendent tous les soirs à la télévision. Vous pourrez faire tout ce que vous voudrez comme campagne de communication; si nous n'arrivons pas à enrayer la montée des inégalités, ce projet risque d'aller très mal.

Deuxième chose: j'aimerais que la Commission soit cohérente. C'est une très belle victoire que, dans la stratégie Europe 2020, l'un des cinq objectifs majeurs soit la lutte contre la pauvreté et contre l'exclusion. C'est pourquoi nous vous demandons simplement un peu de cohérence par rapport à cet objectif-là, et sachez que vous trouverez, dans ce Parlement, un appui par rapport à des États membres qui ne seraient pas d'accord.

4-018-000

**Janusz Wojciechowski (ECR).** - Wczoraj, kiedy prowadziliśmy dyskusję na temat priorytetów polskiej prezydencji w Unii Europejskiej, słyszeliśmy dużo o tym, że państwa Unii Europejskiej to jest najszczęśliwsze miejsce na Ziemi, do którego wielu spoza Europy usiłuje się dostać. Jednak w tym szczęśliwym miejscu są też ludzie, i to całkiem liczni, którzy cierpią biedę, którzy znajdują się w ubóstwie i których często nie stać na zakup żywności. Takich ludzi może być coraz więcej, dlatego że sytuacja żywnościowa na świecie się zmienia, mamy coraz większy niedobór żywności, ceny żywności rosną i coraz większa liczba ludzi nie będzie mogła sobie pozwolić na jej zakup.

Dlatego pomoc żywnościowa, która była świadczona do tej pory przez Unię, jest szczególnie ważną rzeczą, jedną z najlepszych rzeczy, jaką tutaj wspólnie czynimy. I to powinno być kontynuowane. 500 mln euro w skali rocznej to jest tyle, co składka przypadająca po jednym euro rocznie na każdego obywatela Unii na rzecz tej pomocy. Problemy prawne nie powinny być w tym przeszkodą. Należy je jak najszybciej rozwiązać i stworzyć takie warunki, aby ta pomoc – przynajmniej w tej dotychczasowej wysokości – była kontynuowana, ponieważ naprawdę jest tak wielu ludzi, którzy tej pomocy potrzebują i jej oczekują.

4-019-000

**Jacky Hénin (GUE/NGL).** - Madame la Présidente, nous sommes ici confrontés à un véritable scandale, à un déni de justice. Alors que, depuis 1987, l'Europe vient en aide aux plus démunis, en leur fournissant un complément alimentaire sans lequel de très nombreuses familles ne mangeraient pas tous les jours, voilà que, parce que quelques États bloquent la mécanique, parce qu'en Europe, malheureusement, on ne sait faire des économies que sur le dos des faibles, nous allons droit vers une catastrophe alimentaire pour plus de 20 millions d'Européens.

De 500 millions en 2011, la participation au plan d'aide passerait à 113 millions en 2012, alors qu'en pleine crise, les riches sont toujours plus riches, alors que les grands groupes gavent leurs actionnaires de dividendes, l'Europe enverrait à ceux qui souffrent un message des plus honteux. Ceux qui ont faim n'ont que faire de querelles imbéciles; notre Parlement se doit, pour rétablir l'honneur de l'Europe politique, de revenir, d'une manière ou d'une autre, sur cette décision scandaleuse.

4-020-000

**Agustín Díaz de Mera García Consuegra (PPE).** - Señora Presidenta, la realidad: treinta millones de personas malnutridas y 79 millones de pobres; el drama: una resolución judicial; la vergüenza: que permitamos eso.

El Parlamento Europeo tiene que hacer oír su voz unánime y poderosa. Es la ocasión para que demostremos el compromiso con los más débiles. Nosotros debemos marcar la diferencia entre la retórica egoísta y la verdadera solidaridad. Nosotros, señora Presidenta, debemos hacer posible el impulso para que el Consejo permita acabar con la minoría de bloqueo. Nosotros invocamos, de todo corazón, la solidaridad —comprometida ayer en esta Cámara— del Presidente en ejercicio del Consejo, de la Presidencia polaca.

Señorías, el Parlamento no puede desamparar a millones de personas, a los pobres de entre los pobres, a los que más sufren las consecuencias críticas de la crisis. Estamos hablando de una partida presupuestaria que pasa de 500 millones a 113 millones de euros, estamos hablando de una reducción equivalente al 63 %.

El Parlamento, señora Presidenta, Señorías, dentro de una hora, debe pronunciar su voz inequívoca diciendo que, con independencia de lo que marque una resolución judicial, la esencia de la Unión Europea, que es la solidaridad, reside aquí, en esta Casa, en la casa del pueblo y de los pueblos europeos.

4-021-000

**Eider Gardiazábal Rubial (S&D).** - Señora Presidenta, señora Comisaria, la sentencia del Tribunal de Justicia de la Unión Europea ha supuesto un duro golpe al programa europeo de ayuda alimentaria a los más desfavorecidos.

Con esta sentencia se reduce de 500 millones a tan solo 113 millones de euros el dinero destinado a la compra de alimentos que las entidades sociales podrán distribuir el próximo año.

La solidaridad con los más necesitados y la lucha contra la exclusión social son fundamentos de la Unión y de la Estrategia Europa 2020. Por ello, en un momento de crisis económica como la actual y teniendo en cuenta nuestros propios compromisos, se hace aún más imprescindible este programa.



No nos podemos olvidar de esos más de 18 millones de personas sin recursos que se benefician directamente de este programa y, por lo tanto, no nos podemos permitir que esta sentencia acabe con la ayuda europea.

Por ello, pido, tanto a la Comisión como al Consejo, que estudien todas las posibilidades para que este programa pueda continuar, que busquen otras fuentes de aprovisionamiento o que sustituyan el programa por otro que permita seguir atendiendo las necesidades de estas personas. Y les pido que lo hagan con urgencia, porque esta sentencia llega en el peor momento, porque estamos ante una situación preocupante debido a la importancia que este programa tiene en la vida de cada vez más personas que no disponen de recursos para poder adquirir alimentos.

Les pido que busquen rápidamente una solución temporal, mientras trabajan en una solución definitiva, en un nuevo programa que pueda seguir ayudando a los que más lo necesitan.

4-022-000

**Stéphane Le Foll (S&D).** - Madame la Présidente, Madame la Commissaire, nous sommes tous réunis ce matin pour dire notre colère. Il y a peut-être des justifications juridiques à la décision qui a été prise, mais sur un plan politique, celle-ci n'a aucun sens et, politiquement, il est injustifiable, dans la crise que nous connaissons, dans la situation dans laquelle nous sommes, de voir baisser, comme vous le proposez, ce budget consacré à l'aide alimentaire, c'est-à-dire l'aide aux plus démunis. Vous ne pouvez pas en rester là. C'est impossible! Ce Parlement, tous groupes confondus, vous demande de prendre des décisions qui soient à la hauteur de l'enjeu. Ce n'est pas une question de 500 ou de 100 millions; il s'agit, au minimum, de maintenir le niveau précédent de l'aide alimentaire. Dans tous les pays, les demandes sont de plus en plus importantes.

J'ajouterai un point sur la question agricole: là aussi, je m'adresse à la Commission. La question des stocks agricoles n'est plus la même qu'il y a dix, quinze ou vingt ans, avec des stocks d'intervention qui faisaient pléthore de produits. Aujourd'hui, nous avons besoin, dans le cadre européen, d'une politique de stocks de sécurité alimentaire, à la fois pour l'Europe et pour le reste du monde. Et quand je le dis, c'est au vu de la situation de la faim dans le monde et de la situation que nous connaissons aujourd'hui en Europe. Ces deux messages sont clairs! Vous devez revenir à un niveau budgétaire décent, qui permette de régler ce problème et, au niveau de la politique agricole, la Commission doit, dorénavant, faire des propositions claires pour qu'on mette en place ce que nous appelons des stocks de sécurité alimentaire.

Oui, l'accès à l'alimentation, à l'aube du vingt-et-unième siècle, est un problème majeur, que ce soit en Europe ou dans le reste du monde. Ce Parlement, aujourd'hui, ce matin, vous envoie un message très clair. Soyez à la hauteur de ce défi essentiel!

4-023-000

**Patrizia Toia (S&D).** - Signora Presidente, onorevoli colleghi, dietro la prosperità diffusa del nostro continente, c'è un'Europa nascosta, spesso invisibile o di cui parliamo come numeri, statistiche e sociologia e non come persone in carne ed ossa, spesso donne e bambini o anziani, cioè la popolazione più fragile.

Tuttavia l'Europa non sarà credibile presso i cittadini se non imparerà ad essere coerente e noi qui vogliamo essere coerenti, in questo Parlamento e in questa fase della vita

dell'Europa. E allora se diciamo di fondare l'Unione sui valori, sui diritti umani, non credo che possiamo interrompere o tagliare così drasticamente un programma per chi non mangia – insomma, per chi non ha diritto al cibo, all'accesso al cibo, ossia ai diritti fondamentali – per una questione giuridica irrisolta – è fondo agricolo, è fondo sociale – e se sarà sociale, signora Commissario, che non sia a scapito di altri programmi sociali, ma sia un fondo nuovo ad hoc con risorse appropriate.

Diciamo di voler garantire la sicurezza alimentare agli europei, ma il primo diritto alla sicurezza è quello di averlo, il cibo, e poi che sia sano. Allora ecco, la nostra coerenza è il nostro impegno. Occorre quindi trovare una soluzione giuridica che dia continuità e che, con l'aiuto delle organizzazioni non governative del volontariato, garantisca il primo diritto umano fondamentale: quello al cibo.

4-024-000

**Silvia-Adriana Țicău (S&D).** - Programul pentru persoanele cele mai defavorizate este unul dintre cele mai cunoscute și apreciate programe europene de către cetățenii Uniunii Europene, întrucât el sprijină furnizarea de alimente către persoane sau familii deosebit de vulnerabile care se găsesc într-o situație dificilă. La nivelul Uniunii Europene, 43 de milioane de persoane nu își pot permite să mănânce o masă completă o dată la două zile, iar în urma crizei economice și financiare, numărul acestora a crescut. În 2009, 18 milioane de cetățeni din 19 state membre au beneficiat de 440 de mii de tone de produse alimentare. Susținem continuarea programului și revenirea la bugetul de 500 de milioane de euro pe an. Consider că este urgent să găsim surse pentru finanțarea programului în perioada 2011-2013 și, ulterior, să stabilim o soluție sustenabilă, inclusiv din punct de vedere juridic, pentru perioada 2014-2020. Raportul Națiunilor Unite privind criza alimentară ne obligă să acționăm imediat și responsabil.

4-025-000

**Σπύρος Δανέλλης (S&D).** - Κυρία Πρόεδρε, κυρία Επίτροπε, η φτώχεια είναι ένα πολιτικό, οικονομικό και κοινωνικό πρόβλημα, που απαιτεί πολύ περισσότερα πράγματα από μια επιφανειακή ελάφρυνση της ανθρώπινης δοκιμασίας. Γι' αυτό και θεωρούμε δύο σημεία ιδιαίτερα σημαντικά στο ζήτημα που μας απασχολεί.

Πρώτον, ότι η τρέχουσα οικονομική κρίση σε πολλές χώρες της Ευρωπαϊκής Ένωσης θα επιδεινώσει τις συνθήκες διαβίωσης και μάλιστα για μια νέα, πολύ μεγαλύτερη μερίδα του πληθυσμού και αυτό θα πρέπει να αντιμετωπιστεί με ένα βιώσιμο και συνεκτικό τρόπο.

Δεύτερον, καμιά γραφειοκρατική νομικιστική προσέγγιση δεν μπορεί να υπερκεράσει την ουσία, την πολιτική αλλά και ουμανιστική, ενός τέτοιου ζητήματος, και μάλιστα στις σημερινές συνθήκες που περνάμε.

Θέλω να σημειώσω, ενόψει της υποκρισίας με την οποία έχουμε συνηθίσει να προσεγγίζουμε το σύνολο των ζητημάτων, ότι, σύμφωνα με τις συνθήειές μας, φαίνεται ότι ο καθένας από τους κατοίκους της Ευρώπης των 27 μπορεί ακόμη να πετάει περίπου 179 κιλά τροφή, η οποία βεβαίως μπορεί να είναι βρώσιμη για εκείνους που δεν μπορούν να επιβιώσουν καν.

4-026-000

**Sari Essayah (PPE).** - Arvoisa puhemies, EU-tuomioistuimen keväinen päätös kieltää interventiovarastoja täydentävät ostot markkinajärjestelyjä koskevan asetuksen vastaisena.

Tuomioistuimen päätös katsoo, että elintarvikeapuohjelmassa jaettavat tuotemäärät on sopeutettava interventiovarastojen määriin.

Monissa maissa EU:n ruoka-apu on jaettu seurakuntien ja avustusjärjestöjen eli vapaaehtoistyön kautta. Ruoka-apuohjelman tuotevalikoiman voimakas supistuminen saattaa vaarantaa koko ruokajakeluohjelman, vapaaehtoisverkostot hajoavat, ja muualta, muun muassa kaupoista, lahjoituksena tuleva ruoka-apu saattaa myös jäädä jakamatta.

EU-tuomioistuimen päätös on irvokas, kun ottaa huomioon, että viime vuonna vietimme köyhyyden ja syrjäytymisen vastaista teemavuotta ja tänä vuonna vietämme vapaaehtoistoiminnan teemavuotta. Ovatko teemavuodet pelkkiä juhlapuheita varten? Mitä komissio aikoo tehdä asian korjaamiseksi?

4-027-000

**Marc Tarabella (S&D).** - Madame la Présidente, Madame la Commissaire, chers collègues, si l'on peut déplorer l'attitude de la Commission européenne qui, en n'ayant pas fait appel de la décision de justice, a entériné de facto l'amputation du budget alloué aux plus démunis de quasiment 400 millions d'euros, je me réjouis, cependant, de l'intervention qu'a faite M. Barroso, ce mardi, devant le Parlement, qui s'inscrit dans l'esprit de la proposition de résolution qui vient d'être déposée par le Parlement.

En effet, dans le débat qui a eu lieu sur le cadre financier pluriannuel, M. Barroso a rappelé combien les citoyens européens les plus démunis avaient besoin de notre aide pour survivre. Il a donc demandé le renouvellement du programme d'aide aux plus démunis pour la période 2014-2020, mais aussi promis d'inviter le Conseil à se positionner enfin sur le projet de règlement qui est sur la table depuis 2008, en se donnant pour urgence la reprise des programmes 2012.

Je rebondis donc sur ces propos en demandant au Conseil – mais il ne répondra pas aujourd'hui – pourquoi il ne peut nous expliquer les raisons pour lesquelles ce dossier traîne dans ses frigos depuis 3 ans. La balle est donc, clairement dans le camp du Conseil, qui doit trouver une solution pour 2012.

4-028-000

**Anneli Jäätteenmäki (ALDE).** - Arvoisa puhemies, köyhyys on valitettavasti Euroopassa ongelma. Suomessakin on ruokajonoja, ja yli 50-vuotias perheellinen, työtön nainen, on yleisin ihminen tällaisissa jonoissa.

EU on luonut turvaverkot finanssimarkkinoille, mutta EU ei ole luonut vahvoja turvaverkkoja köyhille ja haavoittuville. On häpeä, että Euroopassa on vielä ruokajonoja ja että täytyy jakaa ruokaa.

Toivoisin, että komissio keksisi ja laatisi kestävän ohjelman, jolla tätä köyhyyttä voitaisiin poistaa, niin että ihmisten ei tarvitse jonottaa ruokaa. Mutta niin kauan kuin sitä ei ole, minun mielestäni on syytä jatkaa tätä ohjelmaa.

4-029-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE).** - Señora Presidenta, estos últimos días he recibido, como, seguramente, muchas y muchos de ustedes, numerosos mensajes de apuro de muchos bancos. Pero son bancos que no especulan, son bancos que no invierten en guerras, son bancos que ayudan a la gente a sobrevivir. Sería indignante —y, de hecho, lo es ya—

que la Unión Europea fuera capaz de salvar a ciertos bancos que sí se dedican a esas actividades de especulación e inversión y, en cambio, fuéramos incapaces de ayudar a aquellos bancos que están precisamente pensados para ayudar a que 13 millones de personas puedan sobrevivir día a día. Esto, como parlamentarios, no nos lo podemos permitir y espero que no solamente la votación de hoy, sino también la Presidencia polaca, resuelvan el problema del programa de alimentos, para que este debate que tenemos hoy simplemente sea una anécdota.

Sería —insisto— indignante que, por un lado, se salvase a los bancos y a los financieros y, por otro, se nos impidiese resolver el problema de la ayuda básica.

4-030-000

**Giovanni La Via (PPE).** - Signora Presidente, onorevoli colleghi, credo che questo Parlamento oggi debba mandare un messaggio forte alla Commissione e al Consiglio, un messaggio europeo, un messaggio di attenzione ai più deboli.

Questo Parlamento, eletto liberamente dai cittadini europei, non credo possa mostrarsi insensibile di fronte a un problema che è più giuridico che di natura reale. Abbiamo la necessità di una nuova base giuridica perché questo progetto di aiuti agli indigenti possa continuare in questa programmazione finanziaria e nella prossima.

Per questa ragione oggi chiedo a tutti i colleghi di tutte le forze politiche un voto unito, coerente a sostegno di questa "motion" perché possa arrivare al Consiglio un messaggio forte e in grado di far ravvedere chi in questo momento blocca la nuova base giuridica. Abbiamo bisogno di una nuova base giuridica e il Parlamento la vuole con forza.

4-031-000

**Gilles Pargneaux (S&D).** - Madame la Présidente, Madame la Commissaire, c'est une vague de révolte contre l'injustice qui déferle sur nous ces dernières semaines, ces derniers mois. Non seulement les Européens, les Européennes sont inquiets face à la décision, qui apparaît trop technocratique, injuste, de ramener cette aide de 500 millions à 100 millions pour l'année 2012, mais ils nous disent également qu'il s'agit d'une décision politique menée par un certain nombre de chefs de gouvernement, ici, au sein de l'Union européenne, notamment par la chancelière allemande, Mme Merkel, et le premier ministre britannique, M. Cameron.

Nous leur demandons donc, bien évidemment, de revenir sur leur prise de position politique à ce sujet, et nous vous demandons, Madame la Commissaire, de veiller à ce que la Commission européenne permette ce rapport de force et de prendre devant nous l'engagement d'assurer le rétablissement de cette aide de 500 millions pour l'année 2012.

4-032-000

**Karima Delli (Verts/ALE).** - Madame la Présidente, chers collègues, en 1986, un grand artiste français, fondateur des restos du cœur, disait: "Il est grand temps de faire preuve de solidarité". Vingt-cinq ans après, où en sommes-nous? La pauvreté, les inégalités explosent.

Il est grand temps que vous preniez vos responsabilités que, notamment, vous fassiez bouger tous les États membres qui ne sont pas capables d'aider les plus pauvres d'entre nous. Il est grand temps, également, d'éradiquer cette pauvreté. Combien de temps allons-nous attendre pour adopter une véritable directive-cadre sur un revenu minimum, qui permettrait à chacun de vivre dans la dignité, mais surtout de manger à sa faim et d'avoir

accès à l'ensemble des droits fondamentaux? À l'heure où nous parlons de plate-forme de lutte contre la pauvreté, et où on nous dit que quarante-trois millions d'Européens sont menacés, vous réduisez le budget. C'est scandaleux! Je le dis très fort, c'est scandaleux! Il est grand temps aujourd'hui...

*(La Présidente retire la parole à l'oratrice)*

4-033-000

**Elie Hoarau (GUE/NGL).** - Madame la Présidente, je me fais l'écho de milliers de citoyens comptant parmi les plus démunis, de citoyens européens vivant à plus de 10 000 km d'ici. Je veux parler des habitants des régions ultrapériphériques de l'Union européenne, qui sont désespérés de voir disparaître, avec la suppression de ces 400 millions attribués au programme, leur seul moyen de survie.

Aussi, avec les autres collègues qui se sont exprimés dans ce sens, je demande à la Commission de ne pas supprimer ces crédits, quitte à trouver, par la suite, les modalités adéquates pour rendre ce régime d'aide alimentaire aux plus pauvres pérenne et conforme au règlement.

En tout état de cause, nous demanderons la réintroduction de ces 400 millions dans le budget de 2012.

*(Applaudissements)*

4-034-000

**Jaroslav Paška (EFD).** - Všetci sa usilujeme o to, a úprimne si želáme, aby životné podmienky a životná úroveň našich občanov boli také, aby neboli odkázaní na humanitárnu pomoc pre ľudí v núdzi.

Napriek tomu nám život ukazuje, že program rozdeľovania potravín najodkázanejším osobám v Únii má stále svoje opodstatnenie. Takmer 13 miliónov ľudí v Únii odkázaných na pomoc tohto programu je bohužiaľ realitou a nedobrou vizitkou aj našej práce. Súhlasím s tými kolegami, ktorí hovoria o tom, že takýto program rozdeľovania potravín by nemal byť dlhodobou súčasťou politiky Európskej únie a mali by sme sa skôr usilovať o integráciu sociálne vylúčených osôb do štandardných programov zamestnanosti či štandardných systémov sociálnej ochrany.

V súčasnej situácii si však asi nemôžeme dovoliť bez primeranej náhrady, pristúpiť k redukovaniu programu rozdeľovania potravín najodkázanejším osobám v Únii. Preto je logické, že na prechodný čas rozpočtového obdobia 2012 – 2013 bude potrebné pripraviť náhradný finančný program.

4-035-000

**Mario Mauro (PPE).** - Signora Presidente, onorevoli colleghi, signora Commissario, se qualcosa si poteva fare per far odiare l'Europa, devo dire che ce la stiamo mettiamo tutta.

Evidentemente rischiamo di produrre una contraddizione pur ottemperando alle disposizioni di una Corte. Devo però dire che oltre a rimediare, quindi rifinanziare questo capitolo di bilancio, dobbiamo anche avere la lungimiranza di capire come fare. La filiera agricola, la filiera dell'agricoltura è una filiera tutta europea, dal finanziamento del bilancio fino alla distribuzione. La filiera del sociale non lo è. E in molti paesi si fa fatica a capire qual è il ministero del sociale e che competenze abbia.

Organizzare per i banchi alimentari un'interlocuzione con il sociale a livello di ministeri nazionali sarà complicato e costoso, per cui oltre a rimettere dentro i soldi subito, cerchiamo di capire anche qual è lo strumento più adeguato, altrimenti metteremo ulteriormente in difficoltà tutti.

4-036-000

**Wojciech Michał Olejniczak (S&D).** - Pani Przewodnicząca! Pani Komisarz! Koleżanki i Koledzy! Przed nami bardzo trudna decyzja. Po pierwsze stworzyliśmy wspólny łańcuch pomocy. Najpierw Komisja Europejska przekazuje pieniądze, a potem organizacje pozarządowe dostarczają podstawowe produkty do najbardziej potrzebujących ludzi. Te podstawowe produkty to kasza, ryż, mąka, czasami konserwy, mleko i masło. Nie rozumiem, jak można dzisiaj wielu ludzi w trudnej sytuacji pozbawić tej podstawowej pomocy. Ja wielokrotnie z tymi osobami się spotykałem. Wyrażali oni ogromną wdzięczność. Dzisiaj nie tylko w imieniu własnym, ale także w imieniu Federacji Polskich Banków Żywności, ludzi, którzy korzystają z pomocy, wzywam Komisję do wycofania się z tej złej, szkodliwej decyzji. Jest jeszcze na to czas. Wspólna polityka rolna to wiele miliardów, które wydajemy. Nie warto pozbywać się tak wspólnego programu.

4-037-000

**Vasilica Viorica Dăncilă (S&D).** - Cu toate că în Europa avem cele mai ridicate standarde de viață din lume, sunt milioane de persoane care se află în imposibilitatea de a-și asigura necesarul de hrană. Prin reducerea fondurilor totale pentru programul de aprovizionare cu alimente a persoanelor celor mai defavorizate din Uniunea Europeană, multe persoane vor fi lipsite de un drept fundamental, dreptul la hrană. Hotărârea Curții de Justiție trebuie dublată de găsierea unor soluții de continuare a programului pe termen mediu și lung, cu caracter permanent, și care să corespundă situației juridice. Politică agricolă comună este o politică socială, în care trebuie să se găsească reprezentanți nu numai agricultorii, ci toți cetățenii europeni, în calitate de contribuabili. De aceea, sprijinirea persoanelor nevoiașe este o responsabilitate care trebuie să demonstreze unitatea în diversitate la nivel european.

4-038-000

**Maria Damanaki, Member of the Commission.** - Madam President, I very much appreciate this lively discussion. The message of all the speakers to the Commission is very clear. The Commission has to keep it in mind and I hope also the other institutions will do the same. All European institutions will have to make joint efforts.

I share your concerns about these people, the most deprived people, and I can also accept what we have said: that a European idea is not only about principles and values; it also has to do with implementation and results. So after 2010, the Year of Poverty, we have to face the situation, and we cannot be happy about the results on our continent. We have to fight poverty in a real and very inclusive way.

So let me be clear about the future, the Commission now has to assess the situation following the decision of the Court. We have to assess the situation, not in a legalistic way, and we have to respect the European institutions.

Let me remind you of the decision of the Court: the Court ruled that the volume covered by the plan had to be adapted to the volume of existing stocks. I would also like mention that the wording of the judgment and its grounds left very little room for any change to this position. That is why the Commission did not appeal. This is the reason.

So what can we do now? We have two problems to face: how to find a permanent solution and an interim solution, as you have very clearly pointed out. What I can say on the interim solution is that the Commission proposal for 2010, if adopted, can provide the sum of up to EUR 500 million for 2013. We have to work on the basis of your proposals and we are trying to take on board your suggestions about the next two years.

With regard to the long-term solution, we have decided to fund this programme through social funding. I can understand your concerns. We all have to work together in order to have this funding. But this should not be to the detriment of other purposes; this is also important.

I would like to inform you that the Commission has proposed EUR 2.8 billion for the social programme for the years 2014 to 2020. We really need to implement our 2020 strategy, which includes the goal of poverty reduction. So this is the situation and we are going to do our best and keep in mind all of your suggestions.

Let me close with a small reference to my portfolio, I am the Commissioner for Fisheries. In the framework of the reform for the fisheries policy – which I will propose to the Commission next week – we also will create a facility for fish food. We are going to stop discarding, and distribute the fish and the food that would have been discarded in these programmes. So we can all work together to do our best.

4-039-000

**Die Präsidentin.** – Zum Abschluss der Aussprache wurden gemäß Artikel 110 Absatz 2 der Geschäftsordnung vier Entschließungsanträge <sup>(1)</sup> eingereicht.

Die Aussprache ist geschlossen.

Die Abstimmung findet heute um 12.00 Uhr statt.

### **Schriftliche Erklärungen (Artikel 149)**

4-040-000

**Liam Aylward (ALDE), i scríbhinn.** – Is léir ó fhigiúirí an Chláir Eorpaigh do na Daoine is Díothaí go bhfuil an clár thar a bheith tábhachtach don 43 mhilliún duine san AE atá i bpriacal na bochtaineachta bia. Cuireann an Clár cúnamh bia ar fáil i 19 Bhallstát do 13 mhilliún duine atá beo bocht agus tá 240 banc agus carthanas bainteach leis.

Ós rud é gurb é ceann de chuspóirí Straitéis 2020 an AE an bhochtaineacht a laghdú san AE, ní mór go mbeadh tacaíocht láidir ann don scéim seo, go háirithe agus an ghéarchéim eacnamaíoch ag cur leis an mbrú atá cheana féin orthu siúd is leochailí san AE. Bíonn bia atá ar ardchaighdeán á tháirgeadh ag feirmeoirí na hEorpa agus is é mo bharúil féin gur buntáiste suntasach don AE é go bhfuil an Comhbheartas Talmhaíochta (CBT) in ann bia folláin a chur ar fáil dóibh siúd san AE a bhfuil deacrachtaí sóisialta agus eacnamaíocha acu.

Cé go bhfuil mórán daoine ann a bhíonn ag ceistiú an ról shóisialta seo atá ag an CBT agus an AE, creidim go bhfuil dualgas ar an AE gnéithe uile na mbeartas cosúil leis an CBT a fhorbairt d'fhonn cabhrú leo siúd nach bhfuil mórán buntáistí acu.

---

(1) Siehe Protokoll.

4-041-000

**Luis Manuel Capoulas Santos (S&D)**, *por escrito*. – No contexto do período de crise que atravessamos, não é aceitável que, por uma questão técnica, não seja possível continuar a atender na mesma proporção às necessidades das pessoas mais vulneráveis através dos programas de ajuda alimentar. Tendo em conta o acórdão do Tribunal de Justiça das Comunidades, faço um apelo à Comissão Europeia e ao Conselho para encontrar uma solução jurídica que permita a reposição e a continuidade destes programas de ajuda alimentar, pelo menos na mesma proporção do passado e o quanto antes possível.

4-042-000

**Franck Proust (PPE)**, *par écrit*. – Monsieur le Président, chers collègues, je tiens à rappeler que nous allons nous exprimer sur un sujet d'une importance capitale, tant sur le plan humain que symbolique. La solidarité entre les peuples européens est une des valeurs fondamentales qui nous unit tous ici; c'est aussi un devoir que de la protéger.

En 1986, nous avons fait le choix de venir en aide aux personnes en situation de très grande précarité. Aujourd'hui, l'Europe n'a moralement pas le droit de priver les plus démunis de ressources alimentaires à cause d'un souci juridique et du manque d'implication de certains partenaires. Si elle n'est pas résolue, cette crise aura des conséquences catastrophiques pour l'activité caritative européenne.

Il est maintenant urgent de dépasser les clivages et de trouver rapidement une solution pour jusqu'en 2014 et de réfléchir à l'avenir de ce programme pour la prochaine programmation budgétaire. Cette actualité doit plus largement nous amener à nous interroger sur le modèle le plus adéquat pour l'Europe pour assurer la sécurité de notre production agricole et de notre alimentation. C'est le message que le Parlement doit à mon sens envoyer aux États et aux peuples européens.

#### **4. Änderung des Akts zur Wahl der Mitglieder des Europäischen Parlaments (Aussprache)**

4-044-000

**Die Präsidentin**. – Als nächster Punkt folgt der Bericht von Andrew Duff im Namen des Ausschusses für konstitutionelle Fragen über einen Vorschlag zur Änderung des Akts vom 20. September 1976 zur Einführung allgemeiner unmittelbarer Wahlen der Abgeordneten des Europäischen Parlaments (2009/2134(INI)) (A7-0176/2011).

4-045-000

**Andrew Duff**, *rapporteur*. – Madam President, first I will summarise the principal parts of the reform package that was agreed so strongly at the committee stage. We want to bring forward a polling day from June to May to allow for the more speedy election of the Commission. We are going to create a modern supranational regime for privileges and immunities. We will initiate a dialogue with the Council on the reapportionment of seats, according, I hope, to a mathematical formula that we will need to agree on. We invite the Commission to come forward with new proposals to facilitate the participation of citizens, wherever they may live, in elections.

The key proposal, and the one that has created a degree of controversy, is to have 25 Members of Parliament for a pan-European constituency, elected from transnational lists drawn up by the European political parties. The purpose of this is to transform the European



elections by giving the political parties a central role in campaigning by dramatising and personalising the European dimension of the campaign. It is certainly possible that Mr Barroso's successor as President of the Commission could be found on a transnational list.

The time has come to galvanise European political parties. This is a time when many, perhaps most, national parties are neither willing nor able to sustain European integration in a democratic and efficient manner. People tell me that this is not the time for such a radical proposal. Well, when it is ever a good time to do anything in politics?

When the popular legitimacy of the Parliament is in doubt is a good time to act. When we are installing an economic governance is a good time to give European democracy a greater profile and a boost. Frankly I doubt whether the demonstrators in Syntagma Square would complain at being offered the choice to vote for two political lists: the national and the European.

Some people are also concerned about the necessary change to primary law. But the fact is that small Treaty changes are needed to bring in the Croatian Members and to rectify the situation where the present composition is in breach of the Treaty principle of digressive proportionality.

One other complaint, if I might. A criticism that this will create two classes of Member: super 'Eurostar' MEPs and other, inferior Members elected from national lists. But the Treaty says we are representatives of the Union's citizens and we need to provide that essential degree of electoral reform to transpose the Lisbon Treaty in line with political and democratic reality.

*(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 149(8))*

4-046-000

**Ashley Fox (ECR).** - Madam President, I would like to suggest to Mr Duff that the reason the vote on his report has been postponed is that his Group, the EPP, and the Socialists are hopelessly split. The other groups are, shall we say, less enthusiastic. It is quite clear that there is not a majority in favour of a transnational list and a pan-European constituency.

Would he not do better just to drop that proposal and to allow the other, more modest, parts of his report to continue?

4-047-000

**Andrew Duff (ALDE).** - Madam President, Mr Fox has a different appreciation of the state of opinion in our groups. It is certainly true that, if you touch on electoral reform, Members find this a sensitive and indeed uncomfortable question. The committee ought to hear the anxieties and questions that have been put in the groups to see if we can modify the proposal and improve it to grow the size of the consensus behind it. But I state very clearly that the rapporteur is going to stick to the principle of transnational lists.

4-048-000

**Maria Damanaki, Member of the Commission.** - Madam President, let me start with a quote: 'looking ahead, the Commission confirms that the Union would greatly benefit if a number of Members of the European Parliament were elected from European lists submitted to the whole of the European electorate.'

This is an extract, not from the report presented to you today by your rapporteur, Andrew Duff, but actually from a communication forwarded by the Commission to the Convention in 2002. So the Commission remains convinced that European lists could help to enhance the transnational dimension of European elections.

So let me say a few words about Mr Duff's report. First, I note the tremendous personal efforts of the rapporteur – and I would like to thank him – to seek wide support in the Parliament on such a complex and sensitive issue. The core of the report concerns the creation of a pan-European constituency to which 25 MEPs would be elected. I know some Members of this Assembly are against such lists, but I think it is an idea worth pursuing.

It will, however, not be easy to implement and here begin the concerns of the Commission. First, I am not sure our fellow citizens will understand the need to increase the number of seats. This was the conclusion of the Convention: above 750 Members an Assembly may find it difficult to function.

Second, increasing the total number of MEPs requires a Treaty change, unless the 25 MEPs elected on transnational lists would be part of the existing number. In the Commission's opinion, this procedural difference is very significant. I understand your rapporteur has already tabled amendments to leave the door open.

Third, it was so difficult to reach a compromise on the allocation of seats between the Member States that it hardly seems conceivable to reopen such a debate right now. But such a discussion would be essential, should the 25 MEPs be part of the whole number here.

Fourth, the principal elements of the proposed reform would need to be ratified in all Member States. In some countries this could even mean a referendum. Are we ready to run the risk of a 'no' vote now? In the present climate of both institutional fatigue and economic austerity, any referendum would be risky, and the national parliamentary ratification processes cannot be taken for granted either.

In any case, the Treaty requires the European Council to adopt by unanimity a decision on a proposal from this Parliament so your Assembly – this is a clear message – has the right of initiative on this matter. There is no formal role for the Commission. I trust you will present your proposal in time for the European Council to decide early enough before the spring-2014 elections.

Moreover, the report brings forward the idea of creating an electoral authority to conduct and to verify the results of this election. It also provides for the creation of an electoral role to prevent double voting.

Both instruments would indeed seem necessary and would be put in place after the revised electoral act has been ratified. The Commission will need some time to draft a proposal on this. It will also likely take considerable time for Member States to agree so this would be only possible for the 2019 elections at the earliest.

This brings me to a specific request addressed to the Commission to present a new proposal for the revision of the current information exchange system to encourage participation of EU citizens in European elections in the Member State where they reside. The Commission has already made such a commitment but the proposal has been blocked in the Council since 2006 because Member States cannot find the unanimity required to adopt this proposal.

Another demand addressed to the Commission concerns statistics and your wish to improve the consistency and comparability of population data provided by Member States. On this point, I can announce that Commission services are currently working on a draft proposal which should be coming soon.

There are many other points in the report. Be sure that the Commission can only subscribe to principles such as the better representation of women and minority candidates or the respect of democratic rules in the selection of candidates. The Commission also supports the idea of having the elections in May rather than in June.

So this report concerns constitutional issues rather than simply legislation. The Commission is already ready to make some amendments in the procedure for the 2014 elections. I mentioned earlier the way forward with Directive 93/109/EC, taking into account the outcome of our debate today, to encourage people to stand and to prevent double voting based on the current ex-ante checks.

As regards statistics, the Commission is already preparing the proposal to improve the consistency and comparability of population data. Finally, three months ago, Vice-President Šefčovič promised you that he would examine your request to establish a specific European legal status for political parties at European level. The Commission is presently looking into the key elements in the Giannakou report with an open mind, and it may indeed come back to you in the near future.

4-049-000

**György Schöpflin**, *on behalf of the PPE Group* . – Madam President, I wish to thank the Commissioner for the very clear exposition of the Commission's position. My particular thanks also to Andrew Duff, as cooperation on this report has been excellent.

One of the proposals in the report on direct elections to the European Parliament has turned out to be unusually challenging. There is considerable opposition to the idea of a pan-European list which would represent the European interest and strengthen the European identity. My position is that this controversy deserves further exploration. After all, there is generally a parliamentary majority that supports the broad project of European integration, yet the pan-European list, which is certainly about just such integration, is proving unacceptable to many.

My sense of it is that opposition to the list derives primarily from those who place the short term before the long term. It is true that in the short term Europe faces an economic crisis of far-reaching proportions, the future of the euro is far from assured and instruments to resolve the crisis are still being elaborated. Those who focus on the short term will say that this is no time to be experimenting with a pan-European list – yet. In reality the case for the opposite position is stronger. Whatever form the resolution of the crisis will take, it will demand more European integration, not less.

That will unquestionably mean more transfers of competences and powers to the European Union. The power flows so transferred will require representation – that is the heart of democracy – and will demand that representation at European level. This is precisely what the pan-European list wants to achieve: to represent Europe and to represent the citizens of Europe, which is why concentrating on the short term is short-sighted and futile.

4-050-000

**Roberto Gualtieri**, *a nome del gruppo S&D*. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, il Gruppo socialista e democratico ritiene che la costruzione di un vero spazio politico europeo sia una condizione decisiva per proseguire sulla strada di un'Europa politica, capace di affrontare con forza e determinazione, in modo adeguato, le colossali sfide che questo secolo ci pone.

Il trattato di Lisbona ha compiuto in questo senso un'importante passo avanti, soprattutto sulla base del principio già ricordato dal relatore Duff, che chiarisce che nel Parlamento europeo sono rappresentati direttamente i cittadini europei a livello dell'Unione, e tuttavia nonostante queste e altre importanti innovazioni del trattato di Lisbona e nonostante la realtà di tutti i giorni ci mostri in modo inequivocabile com'è necessaria un'Europa politica, la costruzione di un vero spazio politico europeo è ancora lontana.

Il dibattito nei nostri Stati membri è troppo orientato a livello nazionale, i partiti politici discutono troppo in una dimensione esclusivamente nazionale e le stesse elezioni europee spesso appaiono ai cittadini come una prosecuzione del dibattito politico interno, il che è anche una delle ragioni della troppo scarsa partecipazione.

Noi pensiamo che una riforma della legge elettorale europea che rafforzi i principi comuni possa contribuire a questa europeizzazione del dibattito politico europeo, naturalmente non è l'unica condizione, ma può contribuire. Per questo il Gruppo dei socialisti e democratici, pur consapevole dei numerosi problemi connessi a questa proposta, in commissione ha sostenuto la proposta di una lista transnazionale.

Noi allo stesso tempo abbiamo sostenuto la richiesta di un ritorno in commissione, perché capiamo che intorno a questa proposta è necessario raggiungere un largo consenso, ma pensiamo allo stesso tempo che occorra proseguire con determinazione sulla strada di una riforma del sistema elettorale europeo che rafforzi il carattere transnazionale di queste elezioni.

4-051-000

**Alexandra Thein**, *im Namen der ALDE-Fraktion*. – Frau Präsidentin! Lieber Andrew, ich möchte dir erst einmal im Namen unserer Fraktion recht herzlich für die jahrelange Arbeit danken, die du in dieses Projekt gesteckt hast, und für die Verve und die Energie, mit der du versuchst, das hier durchzusetzen. Wir wissen alle, wir müssen irgendwann einmal dahin kommen. Du hast es vorhin selbst angesprochen: Ist jetzt der richtige Zeitpunkt? Ich denke, zunächst müssen wir erst einmal unbedingt im September einen Bericht verabschieden. Wir wissen alle, dass es dann wahrscheinlich noch Jahre, vielleicht sogar Jahrzehnte dauern wird, bis dieser dann im Endeffekt umgesetzt ist. Aber wenn wir jetzt nicht anfangen, dann werden wir das vielleicht in den nächsten Jahrzehnten auch nicht erreichen.

Ich wünsche mir persönlich, dass ich selbst es noch erleben werde, dass wir zu einem wirklichen Parlament werden mit einer einzigen transnationalen Liste, denn auch unser deutsches Bundesverfassungsgericht hat dies gefordert und festgestellt, dass wir erst dann wirklich legitimiert sind, wenn wir von jedem Bürger der Union wählbar sind. Um hier doch noch zu einem Kompromiss zu kommen, würde ich empfehlen, dass wir – um den kleinen Staaten entgegenzukommen – den Kreis derjenigen, die auf der transnationalen Liste kandidieren können, etwas erweitern, vielleicht auf 10 %. Unser Fraktionsvorsitzender, Guy Verhofstadt, hat das gestern eigentlich mehr scherzhaft in seiner Rede angesprochen.

*(Die Rednerin ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ zu beantworten (Artikel 149 Absatz 8 GO).)*

4-052-000

**Димитър Стоянов (NI).** - Както знаем, една от държавите, на които федералистите най-много подражават, е Съединените американски щати и тяхната мечта е Европа да се превърне в Европейски съединени щати. Но в САЩ, дори и там, щатите не гласуват на една федерална листа за представители в Конгреса, а гласуват отделно...

*(Председателят прекъсна оратора)*

При това положение, защо трябва да бъдем по-големи федералисти от САЩ? Тъй като европейският модел е съвсем друг, а там представителите се избират ... *(Председателят отне думата на оратора)*

4-053-000

**Die Präsidentin.** – Um eines klarzustellen: Dies ist kein Instrument, Herr Kollege, um einen Redebeitrag zu leisten. Das ist ein Missbrauch dieses Instruments! Sie haben sich unter *Catch the eye* gemeldet. Sie sind auch auf der Liste für *Catch the eye*. Sie können sich überlegen, ob sie sich jetzt von dieser Liste streichen lassen und sich dann noch einmal melden.

4-054-000

**Ashley Fox,** *on behalf of the ECR Group* . – Madam President, the central proposal of the Duff report is the creation of an extra 25 MEPs to be elected by the whole of Europe. I believe that creating a new constituency, covering the whole of the EU, is democratically flawed.

I ask Mr Duff, to whom will these 25 new MEPs be accountable? Certainly not the people. These new MEPS will be accountable only to the European political party that placed them on the list. They will speak on the party's behalf and answer only to the party hierarchy, not the people.

Far from bringing Europe closer to its citizens, this proposal will further increase the divide between the ordinary citizen and the politics in Brussels and Strasbourg. An additional 25 MEPs, representing the whole of the EU, will also be expensive, both in money terms and in carbon dioxide consumed.

At a time when the EU is seeking to reduce its carbon footprint, do we really need another 25 pan-European MEPs travelling across the whole of their new huge constituency? This proposal also places an extra burden on taxpayers. At a time of austerity, how do we justify spending millions more euros on extra politicians and their staff?

Mr Duff also wants a new electoral authority to oversee the election of these new MEPs and an electoral roll for the whole of Europe. Have these proposals been costed? Of course they have not. Conduct of elections must remain under the control of nation states.

The only beneficiaries of these proposals are the European political parties. Indeed, I would argue that Mr Duff wants to create these new MEPs and an election, simply to give them something to do. The Duff report is undemocratic and expensive. It erodes the sovereignty of the nation-states and my group will oppose it.

*(The speaker agreed to take three blue-card questions under Rule 149(8) by Nicole Sinclair, Olle Schmidt and Rainer Wieland)*

4-055-000

**Nicole Sinclair (NI).** - Mr Fox, I concur with virtually everything you said, but would you also agree with me that the Commission's mentioning there could be some form of European office to coordinate these elections and a single electoral role for the whole of the European Union is obviously a dangerous move towards a federal European state? As your party is the senior party in the United Kingdom Government, can you confirm that your party will block that move in the Council at every opportunity?

4-056-000

**Olle Schmidt (ALDE).** - Mr Fox, I think that I am accountable to those who actually voted for me. What is the difference with those who vote for the 25 Members? Are they not accountable because they have actually been voted for? Is that so strange? Could you try to explain this to me? Who are you accountable to?

4-057-000

**Rainer Wieland (PPE).** - Herr Kollege Fox, ich würde gerne wissen, wie Sie in Ihre bürgernahen Ausführungen den Umstand einordnen, dass in einigen Mitgliedstaaten nur die Kandidaten gewählt werden können, die von Parteien aufgestellt werden, und dass darüber hinaus in Ihrem Mitgliedstaat sogar nur diejenigen Parteimitglieder aufgestellt werden können, die so eine Art Kandidatenlizenz von der Parteiführung haben.

4-058-000

**Ashley Fox (ECR).** - Madam President, in answer to Ms Sinclair I say unequivocally 'yes'. The Conservative Party will block that proposal.

To Mr Schmidt, you need a system where you can get rid of an MP that you do not like. For example, I can be deselected by my party or I can be removed by the electorate of the South West of England. That will not exist in this system.

To Mr Wieland, I do not think that ordinary citizens have any interest whatsoever in this proposal. It is totally disconnected from their ordinary concerns. It is up to each nation state to determine the method of election of their representatives in this Parliament.

4-059-000

**Gerald Häfner,** *im Namen der Verts/ALE-Fraktion* . – Frau Präsidentin, liebe Kolleginnen und Kollegen! Europa braucht innovative Ideen, um weiterzukommen, und Ideen, wie wir nach und nach eine europäische Demokratie erreichen und wie wir ein demokratisches Europa realisieren. Denn noch immer ist der Einfluss der Bürger auf die europäische Politik zu gering. Wir brauchen wirklich europäische Debatten über europäische Themen. Und die Bürger müssen die Wahl haben, das letzte Wort zu sagen. Sie sind der Souverän! Deshalb brauchen wir ein europäisches Initiativrecht, wir brauchen – meine ich – auch europäische Referenden. Wir brauchen eine Reform des Wahlrechts. Noch immer sind Europawahlen rein nationale Angelegenheiten, von nationalen Parteien ausgerichtet, mit nationalen Kandidaten und meistens auch zu rein nationalen Themen. Ich halte das übrigens überwiegend für einen Missbrauch der europäischen Wahlen. Wir müssen dafür sorgen, dass die Wahlen und auch die Themen europäischer werden.

Der Vorschlag von Andrew Duff ist eine solche innovative Idee, denn er hat direkte und indirekte Wirkung. Eine indirekte Wirkung z. B. ist, dass er die Parteien dazu zwingt, sich europäisch aufzustellen, europäische Themen und Programme zu diskutieren und europäische Kandidaten zu nominieren. Eine andere Wirkung ist, dass die Bürgerinnen und Bürger auf ihren Wahlzetteln neben den nationalen Kandidaten auch europäische Kandidaten finden. Dieser Vorschlag berührt die Kernfrage der Europäischen Union und unserer Arbeit hier.

Insofern bin ich auch dankbar für diese kontroverse Debatte. Denn wen vertreten wir hier? Sind wir nur eine Union der Mitgliedstaaten und vertreten wir nur die Interessen der Bürgerinnen und Bürger unserer Länder? Oder sind wir auch Vertreter eines gemeinsamen europäischen Interesses, Vertreter der Unionsbürger? Und die Wahrheit ist: Wir sind beides. Wir dürfen das eine nicht aus den Augen lassen und das andere auch nicht. Das heißt – und das gilt genauso für unsere Bürger –, dass es bei einer Wahl nationale Gesichtspunkte gibt, aber auch europäische Gesichtspunkte. Ich freue mich auf den Tag, an dem die Bürgerinnen und Bürger neben ihrem Wahlschein mit den nationalen Kandidaten einen zweiten Wahlschein mit europäischen Kandidatinnen und Kandidaten vorfinden werden.

Übrigens sind die Grünen hier Benchmark! Denn die Grünen sind bislang die einzige Partei, die mit einem europäischen Spitzenkandidaten mit einem europäischen Programm in den Wahlkampf gezogen ist. Ich meine, wir schulden das nicht nur der Idee von Europa, sondern auch der Realität von Europa. Wenn also eines Tages britische Wähler für französische Kandidaten stimmen und umgekehrt, weil sie sie gut finden, dann ist Europa einen Schritt weiter!

4-060-000

**Søren Bo Søndergaard**, for GUE/NGL-Gruppen . – Hr. formand! Hvad er demokrati? Er det retten til at stemme hvert femte år? Nej. I et virkeligt demokrati er valget bare en parentes i den demokratiske proces, som finder sted mellem valgene. Spørgsmålet er så, om forslaget om 25 MEP'er på europæiske lister vil styrke demokratiet mellem valgene. Vil det mindske afstanden mellem vælgerne og de valgte? Jeg mener, at denne gruppe i endnu højere grad vil være løsrevet fra vælgerne. Samtidig vil forslaget betyde flere MEP'er til de store lande. Hvis man vil have mange stemmer til en europæisk liste, opstiller man naturligvis ikke en spidskandidat fra Finland eller fra Malta. Til gengæld opstiller man kandidater fra Tyskland, Frankrig og England. Forslaget vil kort sagt føre til mindre mangfoldighed, mindre ansvarlighed og mindre demokrati. Jeg vil godt takke hr. Duff for det store arbejde, men jeg kan ikke støtte forslaget.

*(Taleren indvilligede i at besvare et blåt kort-spørgsmål jf. forretningsordenens artikel 149, stk. 8)*

4-061-000

**Jo Leinen (S&D)**.- Frau Präsidentin! Herr Kollege, wenn wir eine Liste von 25 Kandidaten haben, dann werden diese Kandidaten natürlich nicht aus einem Land kommen, sondern aus 25 Ländern. Das wird jede Partei so machen. Würden Sie mir zustimmen, dass deshalb die kleinen Länder eigentlich den relativen Vorteil haben und nicht die großen? Es ist genau das Gegenteil von dem, wie Sie hier argumentieren.

4-062-000

**Søren Bo Søndergaard (GUE/NGL)**. - Hr. formand! Nej, det er jeg absolut ikke enig i, for hele pointen er jo, at man opstiller en europæisk liste, og hvor vil de, der bliver valgt

fra denne europæiske liste, blive valgt? Hvor mange vælgere er der i Tyskland? Hvor mange vælgere er der på Malta? Hvor mange vælgere er der i Frankrig? Hvor mange vælgere er der i Finland? Hvor mange vælgere er der i England? Hvor mange vælgere er der på Cypern? Det er jo fuldstændigt klart, at dette forslag er en anden måde at gennemføre den matematiske formel på – den formel der går ud på at styrke de store lande i forhold til de små lande.

4-063-000

**John Stuart Agnew**, *on behalf of the EFD Group*. – Madam President, the most fascinating bit of this report is the excellent graph which shows the decline in turnout in European elections from just over 60% to now just over 40%. What a splendid achievement this has been.

The peoples of Europe have shown clearly what they think of this great project: they do not like it. What is the response? Instead of wondering whether a lot less Europe might appeal to the people of Europe, Mr Duff proposes lots more Europe: an expensive and pointless addition of 25 extra MEPs occupying so-called 'super seats'. Why would anyone in Europe want these?

The southern end of Europe and Ireland are discovering, through the imposition of real hardship, real poverty and onerous austerity measures, just how wonderful Europe isn't. The euro has been for them, and thus for the rest of Europe, an unmitigated disaster.

A vast tide of economic migrants is starting to overwhelm especially the more prosperous northern countries. Inevitably, as a direct consequence, nation states are reaching for a veritable array of borders, customs and immigration checks. The great EU temple totters on its foundations, and just at this moment Mr Duff decides that he wants more Europe. I am stopping here with 15 seconds to go, because I want less Europe.

4-064-000

**Béla Kovács (NI)**. - A Duff-jelentés ugyan elismeri és szembenéz a ténnyel, hogy az európai uniós intézmények – így az Európai Parlament is – az európaiak többségének szemében érdektelen, átláthatatlan intézmények, ugyanakkor a megoldás helyett csak fokozza a káoszt. Az átlagemberek számára alig érthető választási rendszerekkel, matematikával és belterjes alkudozással foglalkozik.

A lényeg az, hogy a parlamenti költségvetés óriási hányadát felemésztő, különböző néven futó, de lényegében mind globalista, neoliberális, a nemzetállamokat felszámolni kívánó európai pártok hirtelen lázas választójogi reformba kezdtek, hogy a hazafias, a központosítás elleni erők 2014-ben ne, vagy csak nagyon nehezen tudjanak elindulni az európai parlamenti választásokon. A jelentés legnagyobb hibája, hogy miközben változatlanul hagyja a jelenlegi, az egyes államok arányos képviseletét sem biztosító rendszert, azt egy transznacionális listával bővíti ki, vagyis az átlagpolgárok, akik közül ciklusról ciklusra egyre kevesebben voksolnak, mert alig értik és látják hasznát az EP-nek, tevékenységét alig figyelik, nemzetközi listára, úgynevezett európai pártokra is szavazhatnak majd. Komolyan gondolják önök azt, hogy egy német, angol vagy magyar szavazó számára jórészt teljesen ismeretlen, az ő gondjait nem ismerő spanyol, francia vagy finn nevekre fog voksolni 2014-ben? Elhiszik önök azt, hogy lehetséges 27 országban közel 500 millió európainak személyesen kampányolni? Szinte biztos, hogy a zavar a fejekben fokozódni fog, az európai választásokat pedig még több polgár fogja nagy ívben elkerülni.



4-065-000

**Íñigo Méndez de Vigo (PPE).** - Señora Presidenta, el Tratado de Lisboa otorga a este Parlamento la facultad de iniciar una reforma del Acta electoral y por eso lo tenemos que hacer.

Lo tenemos que hacer porque, además, dentro de poco, se va a producir una nueva distribución de escaños en el Parlamento Europeo con la entrada de Croacia. Por ello, el informe del señor Duff, a quien quiero felicitar por el trabajo que ha hecho, se inserta en esta línea.

El Acta electoral, como saben ustedes, es de 1976. Ha pasado mucho tiempo desde entonces, y, por ello, hay que mejorarla.

Probablemente este debate que estamos viviendo hoy se está centrando en la lista paneuropea, y digo bien paneuropea, porque mi Grupo ha presentado una enmienda en este sentido que vamos a mantener, con mayor motivo hoy, en homenaje a quien utilizó ese término de «Paneuropa», el archiduque Otto de Habsburgo, recientemente fallecido.

Pues bien, la lista paneuropea parece suscitar grandes dudas. Algunos nos están diciendo: «Es que es demasiado pronto». Pero yo estoy seguro, Señorías, de que, el 8 de mayo de 1950, algún consejero les dijo al Canciller Adenauer o al Ministro Schuman: «Ministro, Canciller, es demasiado pronto para hacer una declaración francoalemana, poniendo en común el carbón y el acero».

Para los conservadores siempre todo es demasiado pronto. Para aquellos que nada quieren que cambie siempre es demasiado pronto. Pues bien, para los que apostamos por el progreso, los que queremos que Europa avance, queremos tener sueños elevados, señor Presidente. Uno de los personajes de William Faulkner decía de una forma muy gloriosa: «Hay que tener sueños como montañas para que, allí donde estemos, podamos verlas y perseguirlas».

La lista transnacional, paneuropea, se inserta en esa línea de sueño, de ideal, de poesía, de lucha. Señor Presidente, el estilo del Grupo PPE es el de tener el mayor consenso posible. Vamos a buscar el consenso posible para traerlo aquí.

Pero, como decía Paul Valéry de todo poema, «nunca se termina, solo se abandona». Nosotros hoy lo abandonamos, pero volveremos, señora Presidenta.

4-066-000

**Monika Flašíková Beňová (S&D).** - Európsky parlament je kľúčovým prvkom ústavného poriadku Európskej únie. Popri dlhých rokovaníach o revízii zmluvy Únia dosiahla podstatný pokrok pri vytváraní základných podmienok pre jednotné voľby, aj napriek chýbajúcemu jednotnému volebnému zákonu.

Čo sa týka problémov, s ktorými sa stretli predchádzajúci spravodajcovia, niektoré sa podarilo úspešne vyriešiť. Existuje kategória otázok, ktoré sa mohli na začiatku procesu zavádzania priamych volieb zdať problematické, ale ako povedal môj predrečník, treba sa zamerať na pokrok, a preto mnohé z nich sa už podarilo vyriešiť.

Dôležitosť a právomoci Parlamentu sa od roku 79 výrazne rozrástli, aj Lisabonskou zmluvou, ktorá značne rozšírila naše právomoci. Parlament i preto potrebuje a zaslúži si nový volebný systém a vnútornú organizáciu, ktoré zodpovedajú jeho novým úlohám.

A v neposlednom rade ide aj o to, aby voľby do Európskeho parlamentu boli z hľadiska občanov členských štátov jednoduchšie, zrozumiteľné a prítažlivé.

4-067-000

## PRÉSIDENCE DE MME ISABELLE DURANT

*Vice-présidente*

4-068-000

**Anneli Jäätteenmäki (ALDE).** - Arvoisa puhemies, kiitän kollegaani Andrew Duffia. Valitettavasti minun on kuitenkin todettava, että en kannata tätä esitystä kuin siltä osin, että on perusteltua aikaistaa vaalipäivä toukokuulle.

Sille, miksi en kannata 25:tä uutta parlamentin jäsentä, on kolme pääperustelua. Ensinnäkin niitä ei yksinkertaisesti tarvita, tämä parlamentti on nyt jo tarpeeksi iso. Meidän täytyisi sen sijaan miettiä työmme tehostamista ja parantamista. Toiseksi tämä on suurten jäsenvaltioiden vallankaappaus. Kolmanneksi ovat käytännön ongelmat. Oleellinen osa parlamentaarikon työtä on pitää yhteyttä kansalaisiin. Ilmeisesti näiden 25 uuden parlamentin jäsenen ei ole tarkoituksaan pitää yhteyttä kansalaisiin ja valitsijoihin, koska se on käytännössä mahdotonta. Jos EU laajenee, miten on mahdollista edes käydä pari kertaa vuodessa kussakin jäsenvaltiossa?

Haluaisin vielä todeta, että kyllä euroasioita voidaan käsitellä vaaleissa muutenkin, ja haluan muistuttaa, että Suomen viime eduskuntavaaleissa, siis kansallisissa vaaleissa, ei puhuttu mistään muusta kuin eurooppalaisista asioista. Kansalliset asiat olivat täysin sivussa. Se riippuu meistä itsestämme, mitä asioita me pidämme esillä.

4-069-000

**Edvard Kožušník (ECR).** - Paní předsedající, můj kolega a přítel Méndez de Vigo, můžu to tak říct, určitě je mým přítelem a mám velký vztah k jeho zemi, žije asi na horách. Velká část voličů v Evropské unii, asi půlmiliardy, žije v údolí a volební účast se neustále rok od roku snižuje a myslím si, že je to velký problém Evropské unie, protože Evropský parlament je jedinou institucí, která je volena přímo občany. A legitimita občanů se v této komoře rok od roku právě těmi volbami snižuje.

Při přečtení jednotlivých opatření mám pocit, že se vytrácí právě ta podstata, a to jsou občané v rámci Evropské unie. Zde v Parlamentu se navrhuje opatření, kde se nikdo občanů neptá, co oni samotní od Unie chtějí. Inženýrsky se navrhuje vznik jednoho celounijního obvodu, jehož poslanci budou od svých občanů ještě vzdálenější, než jsou současní poslanci volení v členských státech.

Zkusme se proto raději více přiblížit občanům, nevymýšlejme konstrukce celoevropských obvodů, posilme přímou demokracii, nechme raději častěji rozhodovat samotné občany. Přemýšlejme, jak jim umožnit účastnit se voleb například prostřednictvím internetu.

4-070-000

**Satu Hassi (Verts/ALE).** - Arvoisa puhemies, ehdotetun uudistuksen tavoitteet ovat kaikki hyvin kannatettavia. Kannatan kaikkia niitä tavoitteita, joita tässäkin keskustelussa uudistuksen kannattajat ovat esittäneet.

Silti suhtaudun epäillen ylikansallisiin listoihin. Pienen jäsenvaltion kansalaisen näkökulmasta uudistus näyttää suurten jäsenvaltioiden vaikutusvallan kasvattamiselta entisestään. Jos ylikansalliset listat ovat avoimia, eli äänestäjät voivat vapaasti valita ketä sieltä äänestävät, silloin käytännössä vain suurimpien jäsenvaltioiden ehdokkailla on mahdollisuus tulla valituiksi.

Jos taas Eurooppa-puolueet asettavat ehdokkaat järjestykseen, myös jokaisessa puolueessa suurimpien jäsenvaltioiden jäsenillä on suurimmat vaikutusmahdollisuudet ja tämä kertautuu puolueesta puolueeseen. On hyvin tärkeää löytää tapoja käydä eurooppalaista poliittista keskustelua ja eurooppalaista julkista väittelyä, mutta toivon hartaasti, että löydämme siihen parempia tapoja kuin ylikansalliset listat, jotka ainakin minun maassani vain lisäävät EU:n vastustusta.

4-071-000

**Helmut Scholz (GUE/NGL).** - Frau Präsidentin! Vor dem Hintergrund der Tragweite unseres Handelns als Parlament, liebe Kolleginnen und Kollegen, stellt sich sehr wohl die Frage, ob auch wir über eine hinreichende Legitimation für unser Handeln hier verfügen. Andrew Duff macht mit seinem Bericht – und ich begrüße ausdrücklich seine langjährige Arbeit – konkrete Vorschläge zur Stärkung des europäischen Aspekts. Einige davon sind offensichtlich nicht mehrheitsfähig, aber sein Ansatz ist richtig und verdient breite Unterstützung und eine öffentliche Debatte, auch außerhalb des Hemicycle.

Auch in unserer Fraktion gab es kontroverse Debatten über die konkreten Vorschläge des Berichts. Sie spiegeln die divergierenden Interessen in und Erfahrungen mit der Europäischen Union wider. In einem Punkt gibt es Übereinstimmung: Der Ort für die Diskussion und die Entscheidung der Demokratiefrage ist nicht allein das Parlament. Von meiner Seite deshalb ein klares Ja zu der richtigen Fragestellung des Berichts und seiner Aufforderung, von Anbeginn an deutlich über den Verhandlungsauftrag Richtung Rat hinauszugehen. Die Bürger müssen in diesem Prozess eine eigene Stimme bekommen, die europäischen politischen Parteien müssen hier aktiv werden.

4-072-000

**Oreste Rossi (EFD).** - Signora Presidente, onorevoli colleghi, la relazione mira a modificare la legge elettorale europea, orientandosi alla realizzazione di uno Stato federale europeo.

Si prevede l'aggiunta di un collegio transnazionale, eletto con metodo proporzionale e regolato da un'apposita autorità elettorale dell'Unione europea. Noi siamo fortemente contrari a questa scelta, sia perché non rispettosa delle forze politiche radicate sui territori, e non a livello europeo, sia per l'enorme costo che comporterebbe la sua istituzione. Tra l'altro avremmo due tipi diversi di europarlamentari, perché sarebbe impensabile che parlamentari che devono girare per 27 e poi 28 Stati membri possano essere considerati come gli altri, con che fondi riuscirebbero a seguire il loro territorio?

Un altro punto che non condividiamo è l'istituzione di un registro elettorale dell'Unione europea, in quanto la sua gestione, dalla cancellazione, agli inserimenti, alle modifiche e ai controlli su centinaia di milioni di votanti, comporterebbe un'inutile aggravio di costi al bilancio dell'Unione. La creazione di uno spazio politico unico a livello comunitario andrebbe a limitare la sovranità degli Stati membri.

Noi crediamo in un'Europa dei popoli, che rispetti le realtà territoriali, dando loro rappresentanza e forza, e non si imponga come un "Superstato" burocratico e padrone.

4-073-000

**Nicole Sinclair (NI).** - Madam President, never mind the quality, feel the width. This proposal will not add anything to the quality of European democracy. You are just kidding yourselves.

It will further remove the citizens from its politicians. Everything about this proposal is wrong. There is a suggestion of gender and ethnic-based quotas. Quotas are wrong. Positive discrimination is wrong – it creates victims. Has Mr Duff even considered the cost of implementing this proposal? I suspect not. Apparently the taxpayer has deep pockets. This proposal is open to abuse. One British party, UKIP, is currently boasting that it can take cash for a pan-European party to spend on its own domestic agenda. To use the rapporteur's name as an adjective, this is truly a duff proposal.

4-074-000

**Carlo Casini (PPE).** - Signor Presidente, onorevoli colleghi, il popolo è la base della democrazia. "Popolo" significa identità, un tutt'uno per storia, tradizione e ideali, ma significa anche unità, volontà di avere un governo unico.

In questo contesto un sistema elettorale unitario è chiaramente uno strumento che costruisce un popolo, un *demos* europeo. Questo *demos* europeo ancora non è completamente presente, come dimostra il fatto che nelle ultime elezioni europee vi è stato un grande calo di partecipazione, quindi scarsa sensibilità, e come dimostra il fatto che i dibattiti nazionali si sono svolti soprattutto sui problemi nazionali e non sui problemi europei.

Bisogna dunque attuare quanto il trattato di Lisbona ci propone. Il trattato di Lisbona non pone un obbligo per il Parlamento europeo di presentare, elaborare una legge elettorale uniforme, indica soltanto una facoltà, ma è una facoltà di straordinaria importanza e quindi non dobbiamo abbandonare il progetto di elaborare questa riforma dell'Atto del '76.

Rinvieremo in commissione questo documento dell'on. Duff, che io ringrazio in quanto presidente della commissione affari costituzionali ancora una volta. La commissione affari costituzionali ha approvato il suo testo quasi ad unanimità, e oggi in qualche modo a malincuore se lo vede restituito. Ma proprio perché non dobbiamo in nessun modo demordere, credo che in questa sede si tratti di riformulare un testo più praticabile, che possa avere un maggior consenso; ma che ciò si faccia, il rinvio non deve essere un insabbiamento.

La necessità di avere una visione europea risulta non solo dal fatto di una possibile elezione in un collegio transnazionale, ma si pensi a quanto significherebbe eleggere direttamente da parte dei popoli i membri della Commissione o almeno il Presidente della Commissione. Allora è con questa questione che io chiudo il mio intervento, nuovamente ringraziando il relatore Duff.

4-075-000

**Marita Ulvskog (S&D).** - Fru talman! Två förslag i Andrew Duffs betänkande tycker jag vi borde ta fasta på direkt. Det är flyttningen av valdagen till en tid på året då den politiska temperaturen är högre. En så liten förändring skulle faktiskt kunna bidra till ökat valdeltagande i en del medlemsländer. Det är också väldigt viktig att vi gör någonting åt föräldraförsäkringsfrågan. Mannen är norm även i detta parlament, och så får det inte vara.

I övrigt kan jag ansluta mig till många av de synpunkter som kommissionär Damanakis framförde. Jag skulle dock beskriva det på ett lite tydligare sätt. Det är för mycket helikopterperspektiv i det här förslaget och för lite långsiktig pragmatism. Tillsammans med våra europeiska och nationella partier måste vi visa vad EU faktiskt beslutar om som påverkar EU-medborgarnas liv på ett positivt sätt, särskilt på områden där den nationella makten inte räcker till. Hur skulle en nation, en medlemsstat, ensam kunna reglera finansmarknaden? Hur skulle en enskild medlemsstat kunna göra något åt klimatpolitiken? Vi måste bli bättre på den långsiktiga pragmatismen, och inte komma med sådana vilda förslag som Andrew Duff har lagt fram. Realism, det är viktigt.

4-076-000

**Niccolò Rinaldi (ALDE).** - Signora Presidente, onorevoli colleghi, signora Commissario, con questa modifica all'Atto relativo alle elezioni dei deputati europei abbiamo la possibilità di affermare due principi, ossia: la lista transnazionale per ottenere finalmente qualcosa di più di un embrione e un vero passo di federalismo europeo, e come Italia dei valori sosteniamo la tenacia del relatore in questa direzione.

Tuttavia si sbaglia se si pensa che la lista transnazionale da sola risveglierà l'interesse dei cittadini, che per metà disertano già le urne alle elezioni europee. Occorrono criteri innovatori di qualità e di vicinanza alla società. Come Italia dei valori, in commissione, abbiamo proposto un tetto ai mandati dei deputati, per un ricambio degli eletti e una dinamica di rinnovamento. Un emendamento che è stato bocciato, anche con motivazioni secondo me quasi risibili, da un riflesso un po' di autoconservazione della casta dei deputati.

Per la prossima plenaria siamo impegnati in altre modifiche: la prima riguarda la dimensione regionale degli eletti e delle costituzioni, dei collegi, per assicurare un rapporto forte con il territorio di provenienza e la seconda, attraverso sia l'emendamento congiunto al Gruppo dei socialisti e democratici – e ringrazio l'on. Gualtieri – sia con un testo separato per un "Parlamento pulito", come chiesto dalla società.

Un "Parlamento pulito" che introduce l'ineleggibilità per i condannati a sentenze definitive – e che quindi hanno ottenuto tutte le garanzie di un processo equo – per reati gravissimi, come terrorismo, corruzione, crimine organizzato, istigazione all'odio razziale e via dicendo. È una vergogna che oggi chi si sia macchiato di tali reati possa sedere tra questi banchi. Ci vuole più coraggio, cari colleghi, e solo con norme che siano all'avanguardia in Europa il Parlamento europeo acquisterà tutta la credibilità che gli spetta.

4-077-000

**Julie Girling (ECR).** - Madam President, this really is a triumph of bad timing and insensitivity. At a time when European citizens are questioning in ever increasing numbers the effectiveness, relevance and, above all, the cost of the European Union, we are bringing forward proposals for an expensive extra level of pseudo-democracy.

I strongly oppose such a proposal and see it as a perfect example of the increasing disconnect between some Members of this House and their electorate. Before Members vote for more MEPs, perhaps they should study the trends in opinion polls across Europe. These show rapidly declining support for the European project, and most particularly for this Parliament. If we want to reverse this trend we must find ways of reflecting the views of the citizens, challenging the Commission to bring forward relevant initiatives and demonstrating added value to Member States.

It is not the case that we Conservatives do not have dreams. We do. We dream of a progressive Europe. It is just that those dreams lead us in a completely different direction. However, they are just as valid and, if you keep on in the direction that you are talking about, you are merely going to assist us in that task.

4-078-000

**Jaroslav Paška (EFD).** - Európska únia sa od svojho vzniku vyvíja a dynamicky mení. S jej rozširovaním je potrebné prepracovať aj mechanizmy zastupovania občanov členských štátov v politických orgánoch Únie. Preto je správne, že sa už dnes zaoberáme reformou volieb do Európskeho parlamentu v roku 2014.

Správa pána Duffa prináša viacero návrhov na zmeny, s ktorými sa dá súhlasiť. Pragmatickým zmenám sa však vymyká návrh na kreovanie 25 dodatočných mandátov Parlamentu volených na samostatnej celoeurópskej kandidátke. Ja súhlasím s pánom Duffom, že teleso Európskeho parlamentu by bolo možné rozdeliť na dve samostatné komory. Komora občanov Únie, kreovaná podľa súčasných pravidiel, by mala sídlo v Bruseli a plnila by súčasné úlohy, ktoré plní Parlament.

Komora zástupcov štátov, ktorá by mala nie 25, ale x-krát toľko, koľko je v Únii štátov, teda dnes, povedzme 3 krát 27 mandátov, by sídlila v Štrasburgu a plnila by úlohy zmierovacích a koordinačných procesov v sporoch medzi vrcholnými inštitúciami Európskej únie. Komora zástupcov štátov by mohla byť tiež brzdou voči majorizácii malých štátov pri väčšinovom rozhodovaní Komory občanov Únie. Takáto zmena by mohla byť prínosná.

4-079-000

**Diane Dodds (NI).** - Madam President, is it not strange that at the same time that his leader Nick Clegg is pursuing a reduction in representation at Westminster, we have Mr Duff's proposal for another 25 MEPs in this place? Consistency and Lib-Dem policy, as demonstrated in tuition fees and now this, remain alien to each other.

On his website, Mr Duff states that, so far, national politicians have been rather bad at connecting citizens with the EU. The irony in this statement is that, if Mr Duff asked the electorate of the UK whether they wanted more MPs elected on a pan-European basis, they would say 'no'.

There is no connection with the EU, because the EU is like a parallel universe. While national governments cut public spending, the EU demands more. When business asks for less red tape, the EU adds more. It is for reasons such as this that there is no connection and no affinity with the EU.

Until the EU actually recognises that government for government's sake is a bad thing, and that better government comes from national parliaments, the electorate will remain detached from the EU. Twenty-five pan-Euro-MPs will only cause further disenchantment, cost more money and become completely removed from a constituency base.

4-080-000

**Rafał Trzaskowski (PPE).** - Madam President, this is an ambitious proposal and one which we should support in principle. There are some elements in it which are not controversial, because we are all focusing only on the transnational list. I think we can all agree that streamlining the electoral procedure is not controversial.

However, there are some proposals in it which have produced controversy, most notably the transnational list. I think that this is an experiment in transnational democracy. Regardless of whether one is a true federalist or, more modestly, believes in creating a European public space, I think that we should support it.

If we want the European political parties to be visible and citizens to take a well-informed choice – because decisions in this House are taken by political parties – and if we are really interested in how effectively our postulates are being realised, we should know what these parties do. If we want a European election campaign to be based on a truly European debate about European issues, I think that we should, in principle, support this proposal.

There is one caveat. I support it if the transnational list is open, giving citizens a true choice and stimulating political parties to present the best candidates. Here I am sometimes amazed when people from smaller countries say that it would actually benefit only big countries. This means that you have no faith in your parties to actually put forward good people. I will just give you one example. If the Czechs were to put forward Vaclav Havel, I am absolutely certain that many people would want to vote for him – people who actually have similar ideas to mine. But if they were to put forward Vaclav Klaus, I am pretty sure that, maybe, many conservatives would want to vote for him as well.

There are some problems. There are people who are not ready to embrace this idea, and it is true that having more MEPs at a time of financial austerity would send the wrong signals. But this is not Andrew Duff just being capricious. We are obliged by the Treaty to take it up. We have to take the initiative: this is the only part of EU law where we have the initiative. It is too serious to be dropped, so let us talk about it a little more, because this proposal is really worthwhile.

4-081-000

**Jo Leinen (S&D).** - Frau Präsidentin! 30 Jahre nach der ersten Direktwahl zum Europäischen Parlament brauchen wir eine grundlegende Reform des Wahlsystems. Die Defizite der Europawahlen sind ja offensichtlich. Wir dürfen nicht stagnieren, wir dürfen nicht stehenbleiben, sondern wir müssen den nächsten Schritt vorwärts tun. Der nächste Schritt ist in der Tat dieses strategische Instrument europäischer Listen neben den nationalen Listen.

Demokratie heißt Diskurs, Deliberation, wie Professor Habermas immer gesagt hat. Genau das ist unser Problem. Die politische Klasse hat einen nationalen Diskurs. Die Debatten bleiben im nationalen Raum hängen. Wir haben keine übergreifende europäische Debatte, keinen europäischen politischen Raum, und die europäischen Listen würden die politische Klasse zwingen, sich zusammzusetzen und europäisch zu denken, europäisch zu argumentieren und auch die Alternativen für die Bürger sichtbar machen, welches Europa sie bei der Wahl dann zur Auswahl haben. Ich hoffe, dass wir diese europäischen Listen mit deinem Bericht, Andrew Duff, durchbekommen. Wir brauchen diese Vision, und wir sollten nicht nachgeben. Das Parlament hat das schon einmal beschlossen, und wir können nicht weniger ehrgeizig sein als unsere Vorgänger.

4-082-000

**Olle Schmidt (ALDE).** - Fru talman! Fru kommissionär! Jag gillar ditt förslag, Andrew Duff. Jag tycker att det här är ett stimulerade betänkande, ett framtidsinriktat och visionärt betänkande. Men ett som kanske snart kan bli verklighet. Att skapa en transnationell lista skulle understryka den europeiska aspekten av valet. Det skulle ge en välbehövlig

vitaminkick till de oftast trötta nationella valrörelserna. Det är min uppfattning att det skulle stärka demokratin. Jag delar helt den uppfattning som kollegan som avvek nu framförde. Jag skulle med glädje rösta på Václav Havel. Jag kan inte förstå att ni som kommer från mindre länder har så dåligt självförtroende. Poul Nyrup Rasmussen, han leder de europeiska socialdemokraterna. Han är ifrån *det lille land Danmark*. Pat Cox kom från *det lille land* Irland. Han ledde det här parlamentet. Han hade inte ens ett parti bakom sig. Lite mer självförtroende, mina vänner. Europas väljare är kloka, medvetna människor och jag tror att de kan skilja på nationella val och europeiska val, och de skulle se det som en möjlighet att få gå och rösta två gånger och få utse också sina europeiska politiker. Väljarna kommer också att kunna se till att politikerna sköter sitt jobb – de behöver inte bli omvalda nästa gång. Bra, nödvändigt och visionärt. Till Marita Ulvskog skulle jag vilja säga att visst kan man vara realist, men ibland behöver man också var djärv och våga tänka utanför boxen. Jag tyckte tyvärr du lät tämligen konservativ, Marita. Tack Andrew.

4-083-000

**Salvatore Iacolino (PPE).** - Signora Presidente, onorevoli colleghi, il diritto alla cittadinanza europea deve essere assicurato dalla corretta attuazione del trattato di Lisbona, che è affidata prioritariamente ai rappresentanti dei cittadini dell'Unione eletti nel territorio degli Stati membri, con il riguardo di affermare un vero e proprio diritto alla cittadinanza europea, quale prerogativa essenziale per ogni cittadino che si riconosca nei valori dell'Europa.

Il rinvio del voto sulla relazione che avrebbe dovuto modificare le disposizioni sull'elezione dei rappresentanti al Parlamento europeo nulla toglie al lavoro egregio posto in essere dal relatore e dalla commissione. Ed è tuttavia la prova di una matura riflessione, perché se la previsione di una lista transazionale assolve la funzione di garantire una rappresentatività unitaria, non vi è dubbio che oggi più che mai emerge l'esigenza di garantire un reclutamento della classe dirigente politica realmente espressione dei singoli territori.

Gli Stati Uniti d'Europa passano soprattutto dalla comune applicazione dei valori della solidarietà e dell'integrazione a beneficio dell'intera comunità, in particolare quella ultraperiferica e quella insulare, maggiormente esposte oggi più che mai a una crescente pressione immigratoria irregolare.

Sono convinto che il relatore e la commissione lavoreranno alacremente per introdurre quelle modifiche coerenti con l'idea di abbracciare la visione sentimentale di un'Europa realmente unita anche dalla circoscrizione elettorale unica, modellata tuttavia sul vincolo dalla rappresentatività fra eletto e territorio. Perché una cosa è certa, il cittadino oggi vuole riconoscersi davvero nell'Europa. A patto che l'Unione europea riconosca la dimensione e i bisogni del territorio, perché da lì si deve partire per arrivare ad un modello organizzativo che sia realmente rispondente alle esigenze del cittadino.

4-084-000

**Zigmantas Balčytis (S&D).** - pirmaeilis mūsų visų uždavinys yra Europos Sąjungos piliečius sudominti europiniais klausimais. Per eilę metų buvo atlikta nemaža reikšmingų žingsnių tobulinant įvairias rinkimų sistemas, todėl papildomas rinkimų į Europos Parlamentą sąrašas, tikėkimės, padės aktyviau įtraukti mūsų piliečius į rinkimų procesą. Tačiau pats Europos Parlamentas dar nėra iki galo atlikęs savo prievolės, numatytos Paryžiaus ir Romos sutartyse, kalbu apie rinkimų tvarkos suvienodinimą valstybėse narėse bei pavienių kandidatų teisę kelti savo kandidatūrą, ir kitus probleminius klausimus. Manau



mums derētų atsižvelgti ir į ESBO išsakytus dabartinės sistemos trūkumus, kurie neleidžia Europos Parlamentui pilnai įgyvendinti demokratiškumo principų bei neskatina mūsų piliečių aktyviai dalyvauti rinkimuose, kadangi jie paprasčiausiai yra nusivylę per ilgai trunkančia reforma.

4-085-000

**Андрей Ковачев (PPE).** - Уважаеми колеги, благодаря ти, Andrew, за куража и ентузиазма да поставиш в нашия дневен ред реформата за промяна на избирателната система. Поради това, че днес разглеждаме една много важна наднационална европейска тема, ще говоря не на моя роден език (българският), а на езика на една от страните членки, която винаги е била мотор на европейската интеграция и която е била пример за много млади европейски демокрации в Източна Европа - Германия.

Ich begrüße den Bericht, insbesondere den Vorschlag, 25 Abgeordnete auf einer gesamteuropäischen Liste zu wählen. Doch der Teufel steckt natürlich im Detail. Kann man so etwas organisieren? Kann man die Wähler überzeugen, dass es richtig ist? Ist das jetzt der richtige Zeitpunkt? Und vor allem: Sind wir wirklich überzeugt, dass es richtig ist, das zu tun, oder suchen wir nur nach Gründen, um das zu blockieren?

Diese konkrete Idee kommt zu einem schwierigen Zeitpunkt. Europa steht am Scheideweg, und wir müssen uns die Frage stellen, ob wir die europäische Integration weiter vertiefen, auf demselben Entwicklungsniveau bleiben oder sogar eine Renationalisierung hinnehmen müssen. Der polnische Ministerpräsident hat gestern eine sehr optimistische und europäische Rede gehalten, die als Kernpunkt die Vision von mehr Europa als Antwort auf die Krise hatte. Der Bericht Duff beinhaltet genau das und ist ein konkreter Aspekt dieser Vision.

Meines Erachtens werden die gesamteuropäischen Listen ein starkes Signal dafür sein, dass das föderale Projekt für unseren Kontinent anziehend ist. Falls wir den Bericht ablehnen, dann geben wir der meiner Meinung nach unbegründeten Angst nach, dass uns die Bürger bei uns zuhause nicht verstehen, und wir kapitulieren vor dem nationalen Populismus.

Es mag ja sein, dass der Vorschlag für manche von uns nicht die perfekte Lösung ist, aber lassen Sie uns doch an diesem Vorschlag weiterarbeiten, hin zu mehr Willensbildung durch europäische Parteien, hin zu mehr europäischer Repräsentanz und weg vom nationalen Egoismus! Dieser Schritt ist notwendig, um eine europäische Debatte sowie eine europäische Identität zu fördern, um Europa ein Gesicht zu geben und europäischen Themen bei den Europawahlen mehr Gewicht zu verschaffen.

Heute setzt sich das Europäische Parlament aus 27 nationalen Vertretungen zusammen, die gesamteuropäische Liste schafft eine echte europäische Vertretung, und ich wäre sehr dafür, dass wir das annehmen.

4-087-000

**Matthias Grootе (S&D).** - Frau Präsidentin! Andrew Duff hat uns einen visionären und – wie er selbst sagt – auch radikalen Vorschlag zur Reform des Wahlsystems vorgelegt. Ich glaube, das ist gut so, wir brauchen Vorschläge, wir brauchen mehr Europa in der Europapolitik!

Aber die Realität sieht zurzeit anders aus: 18 Kolleginnen und Kollegen warten noch, dass sie hier Eintritt haben ins Parlament, und wir reden schon darüber, dass wir das Parlament

um 25 Kolleginnen und Kollegen erweitern. Ich glaube, es ist gut, dass dieser Bericht, den ich in den meisten Teilen unterstütze, noch einmal im AFCO-Ausschuss erörtert wird, und dass wir diesen Bericht Duff dann mit einer breiten Mehrheit im dritten Anlauf hier verabschieden, weil wir ein einheitliches Wahlsystem brauchen. Ich möchte viele Visionen, die Andrew Duff hat, mit ihm teilen. Hoffentlich werden wir den endgültigen Bericht dann in der zweiten Hälfte dieses Jahres hier verabschieden und dann auch in die Tat umsetzen. Aber ich glaube, wir brauchen eine breite Mehrheit und nicht nur eine hauchdünne Mehrheit, denn dann finden wir mit diesem Vorschlag wirklich Gehör!

4-088-000

**Róza Gräfin von Thun und Hohenstein (PPE).** - Madam President, we have all experienced, during campaigns for election to the European Parliament, how locally concentrated the discussion is in our constituencies. Discussions cover not only national issues, but often even local issues. We all experience, in our everyday activity in our constituencies, how weak or non-existent the perception is of our European parties and of our political families, of the differences between us and even of our main issues as parties. We all also know, Madam Commissioner, that participation in the elections – not only in European elections but also national and local elections – is falling in Europe. It is a big problem and a big issue, but as a solution to that we cannot propose less Europe, but more Europe. We need to reinforce the discussion on European issues and on European political systems, and to involve our citizens in this, which is what the proposal by Andrew Duff is about.

Andrew Duff is calling for real input to ensure more Europe. Strangely enough, listening yesterday to the speech by the Polish Prime Minister, I had the impression that he, representing the Council – i.e. the intergovernmental institution – is more Community-oriented and often has more of a Community spirit than this House, which should represent the Community spirit in Europe. Let us think of this when we discuss the proposal by Andrew Duff, which I support very strongly and with full conviction.

4-089-000

**Sophie Auconie (PPE).** - Madame la Présidente, chers collègues, tout d'abord, je tiens à féliciter le rapporteur pour le travail qu'il fait sur ce rapport.

Je dois vous dire que je suis, moi aussi, pour une Europe forte, pour une Europe visible, une Europe des peuples; je suis pour une Europe fédérale. Je suis pour la mise en œuvre de tous les moyens qui vont permettre de rendre cette Europe plus conquérante et plus ambitieuse.

Et pourtant, chers collègues, j'éprouve toutes les difficultés à expliquer à mes concitoyens, les citoyens qui sont sur mon territoire, qu'aujourd'hui, l'Europe s'occupe des institutions, alors même que mes citoyens ont le sentiment qu'ils sont un peu laissés sur le bord du chemin.

Ils me disent "Mais n'y a-t-il pas d'autre chose à faire avant? N'y a-t-il pas la crise grecque, la crise de la dette dans la zone euro, les défis industriels, les défis climatiques? N'y a-t-il pas ces 13 millions de personnes, de citoyens européens démunis, cherchant des solutions à leur situation difficile? Je ne sais pas expliquer à ces citoyens qui sont à mes côtés qu'au Parlement, je m'occupe d'abord de ces problèmes institutionnels.

Donc, je soutiens cette démarche; je suis résolument pour une Europe fédérale. La liste paneuropéenne est, en effet, très certainement, un signal fort en faveur de cette Europe forte que nous voulons – et, Monsieur Méndez de Vigo, à ce propos vous dites ”on ne doit pas attendre” –, mais je ne sais pas, aujourd’hui, expliquer à mes concitoyens que nous devons d’abord nous occuper de nos institutions, alors même qu’eux ont le sentiment que nous les laissons sur le bord de la route.

4-090-000

**Rainer Wieland (PPE).** - Frau Präsidentin! Die Debatte ist geprägt von der Diskussion um eine visionäre Idee. Leider ist es so, dass seit dem Inkrafttreten des Vertrags von Lissabon die Aufgaben des Parlaments weit über seine Rolle als Kreativabteilung der Europäischen Union hinausgehen. Von uns wird gefordert, dass wir auch die dicken Bretter bohren. Hinter diesem Ziel bleiben wir mit diesem Bericht leider zurück. Ziffer 1 der Schlussfolgerung lautet: Wir wollen uns darum kümmern, dass für eine fairere Verteilung der Sitze gesorgt wird. Nächsten Montag in drei Jahren wird ein neugewähltes Europäisches Parlament zusammentreten. Wir haben 40 % der Amtsperiode hinter uns, und da ist Ziffer 1 zuwenig. Wir müssen dort unsere Hausaufgaben machen. Wir brauchen verlässliche Kriterien für die Zusammensetzung des Europäischen Parlaments.

Ich bekenne mich dazu, dass kleinere Mitgliedstaaten um ihrer Identität willen etwas angehoben werden. Aber wenn wir schon die Situation haben, dass hier einige Abgeordnete 80 000 Bürger vertreten und andere 800 000, und es bei der Wahl beim Einwurf der Stimmzettel bei dem einen Bürger „pling“ macht und bei dem anderen „plonk“, dann müssen wir eine klare Begründung dafür liefern, warum das so ist. Früher sprachen wir von Demokratiedefizit, weil das Parlament nichts zu sagen hatte. Heute lassen wir es zu, dass in Karlsruhe davon gesprochen wird, dass wir ein demokratisches Defizit haben, weil wir keine wiedererkennbare Ratio bei der Zusammensetzung des Parlaments haben. Genau die brauchen wir! Deshalb haben wir meiner Meinung nach zuwenig Arbeit geleistet. Wir brauchen etwas, was über alle Zweifel erhaben ist und in die Zukunft hineinreicht, egal wie sich die Bevölkerungszahlen entwickeln. Und dann brauchen wir noch ein Demokratiedefizit in der Zukunft nicht, Herr Duff. Sie haben eine sehr komplizierte Formel vorgelegt. Wichtig ist, dass wir kein Demokratiedefizit im Hinblick darauf haben, dass 75 % der Lehrer 75 % der Schüler auch erklären können, wie sich das Europäische Parlament zusammensetzt.

4-091-000

**Miroslav Mikolášik (PPE).** - Zvolenie dodatočných 25 poslancov do Európskeho parlamentu nad pevne stanový počet 751 podľa môjho názoru naruší zostupne proporčné zastúpenie občanov jednotlivých členských štátov zakotvené v Zmluve o Európskej únii. Vzniká totiž riziko, že notoricky známe osobnosti, všelijakí speváci a rýchlokvasení politici minimálne v tretine členských štátov by mohli kandidovať na europoslancu bez ohľadu na počet stanovený pre daný členský štát.

V konkrétnych prípadoch by sa s najväčšou pravdepodobnosťou jednalo o známe osobnosti z veľkých členských štátov, ktoré už tak udávajú smerovanie Európskej únie. Informovanosť o politických a iných významných osobnostiach z veľkých členských štátov je v menších štátoch samozrejme neporovnateľne vyššia, než je to naopak, než všeobecný záujem o osobnosti z menších štátov vo väčších krajinách. A hovorím to s vedomosťou skutočnosti. Už končím, pani predsedníčka. Menšie štáty by opäť zostávali na chvoste diania. Ja si

myslím, že doterajšie voľby do Európskeho parlamentu plne zastupujú legitímne občanov zo všetkých členských štátov.

4-092-000

**Silvia-Adriana Țicău (S&D).** - Ne aflăm la mai bine de 30 de ani de la primele alegeri directe pentru membrii Parlamentului European și salut raportul dlui Duff. Cu toate acestea, nu susțin ideea listelor transnaționale, deoarece ar însemna ca, astfel, să creăm două categorii de membri ai Parlamentului European: unii care sunt aleși în circumscripții naționale, iar ceilalți, care ar trebui să fie aleși pe baza unei circumscripții la nivel european. Am vrut să subliniez acest lucru, pentru că este important ca membrii Parlamentului European să fie egali, și, de aceea, ei să poată reprezenta cetățenii din statele membre.

4-093-000

**Hannu Takkula (ALDE).** - Arvoisa puhemies, meidän täytyy muistaa, mikä on Euroopan parlamentin jäsenten tehtävä. Me edustamme jäsenvaltioitamme, me edustamme äänestäjiämme.

Minusta on aivan selvää, että ei ole oikeansuuntainen kehitys, jos luodaan tällainen kahden kerroksen malli, niin että täällä on pieni elitistinen joukko, joka tulee valituksi ilman selkeää omaa äänestäjäkuntaa tai vaalipiiriä tai jonka vaalipiiri on koko Eurooppa. Tämä lisää demokratiavajetta jo entisestään, ja voin sanoa, että on hyvin vaikea perustella tämän tyyppisiä muutoksia.

Euroopan parlamentin jäsenen tehtävä on rakentaa kansalaisten Eurooppaa, huolehtia, että ne arvot – demokratia, ihmisoikeudet, mielipiteen vapaus – jotka ovat Euroopan unionin kovaa ydintä, voisivat vahvistua. Parhaiten se tapahtuu sillä tavalla, että meillä on suhteellinen vaalitapa ja meillä on selkeä yhteys meidän äänestäjäkuntaamme.

Sen vuoksi itse vastustan tämän tyyppistä ajatusta. Minusta ei ole nyt tämän uudistuksen aika, vaan meidän pitäisi löytää enemmän välineitä siihen, millä tavalla kansalaiset ja päätöksentekijät vielä paremmin voivat kohdata toisensa ja pitää voimakkaammin yhteyttä.

4-094-000

**Ulrike Lunacek (Verts/ALE).** - Frau Präsidentin! Ich bin sehr froh, dass jetzt endlich dieser Vorschlag des Kollegen Duff vorliegt, denn er stellt tatsächlich einen Schritt in Richtung einer gemeinsamen europäischen Politik dar. Wir sind alle auf nationaler Ebene gewählt. Das heißt, wir werden daheim vor allem dazu gefragt, was national wichtig ist, und nicht, was europäisch wichtig ist. Hier tatsächlich 25 Abgeordnete zu haben, die europäisch gewählt werden, zusätzlich zu den anderen, das macht Sinn!

Ich bin ja für die Idee, zu sagen, wir machen das im Rahmen der 751 Abgeordneten und auch – das ist ein Vorschlag, den auch mein Kollege Häfner schon gemacht hat – nicht auf Kosten der Kleinen. Ich bin selbst aus einem kleinen Mitgliedstaat, ich habe keine Angst davor, hier etwas zu verlieren. Denn man könnte ja sagen: 751 Abgeordnete, die Zahl der Abgeordneten bleibt für jedes Land gleich (Österreich wird jetzt bald 19 haben), und diese Abgeordneten werden entweder auf der nationalen oder auf der europäischen Liste gewählt.

Und, Frau Țicău, Wahlbezirke auf nationaler und regionaler Ebene gibt es ja im Heimatland auch. Warum denn nicht für Europa? Und an Herrn Wieland: Sie haben so eine schwierige Formel erwähnt. Die ist in dem Bericht gar nicht mehr enthalten. Ich hoffe, dass wir hier tatsächlich einen Schritt zu mehr Europa machen – auch bei Wahlen!

4-095-000

**Ilda Figueiredo (GUE/NGL).** - Senhora Presidente, este relatório está claramente desfasado da realidade da União Europeia e do momento que vivemos, pelo que não o apoiamos. Desde logo, discordamos da proposta de 25 deputados europeus suplementares a ser eleitos por uma circunscrição única, constituída pelo conjunto do território da União Europeia, favorecendo sobretudo os maiores países, esquecendo que temos actualmente 27 Estados-Membros, cujos povos têm o direito de eleger como deputados pessoas que os conhecem e que os contactam regularmente.

Em segundo lugar, não é admissível que, mais uma vez, se faça um ataque ao direito de representação dos Estados-Membros de pequena e média dimensão, diminuindo a sua possibilidade de representação directa, o que acabará por afastar ainda mais os eleitos dos cidadãos eleitores, empobrecendo a democracia e contribuindo para o aumento da abstenção nas eleições europeias.

4-096-000

**Димитър Стоянов (NI).** - Какво всъщност ще се получи, когато бъде създаден този наднационален избирателен район? Аз не се съмнявам в добрите намерения на г-н Duff, но пътят към ада е постлан с добри намерения. Конкретният резултат ще бъде създаването на една наднационална политическа европейска олигархия. Защото лидерите на големите партии ще си гарантират доживотно избиране в Европейския парламент чрез тази наднационална листа. Цената за европейските избиратели - сто милиона евро повече за всеки един парламентарен мандат.

А по отношение на равенството между половете и избирането на повече национални малцинства в Европейския парламент, бих искал да се обърна към всички колеги и да им кажа, че тук има толкова мъже и толкова жени, колкото са решили избирателите на европейските държави да изпратят тук. Затова докато продължавате да се правите на по-умни от своите избиратели, да ги гледате отгоре и да им се величате, избирателната активност ще намалява, уважаеми колеги.

4-097-000

**Íñigo Méndez de Vigo (PPE).** - Madam President, Mr Kožušník, who is no longer here, said of my speech that I was in the mountains. Maybe, but I prefer to be in the mountains than to be in the past.

Mon amie Mme Auconie, tout comme M. Kožušník d'ailleurs, a dit qu'elle avait des difficultés à expliquer à ses concitoyens pourquoi nous nous occupions des questions institutionnelles et non pas des vraies questions. C'est un Français, Jean Monnet, qui nous a expliqué qu'il fallait des institutions pour faire de la politique.

Madame, aujourd'hui, avant ce débat, nous en avons tenu un autre: *Scheme for food distribution to the most deprived persons in the Union*; je tiens à dire qu'avec de l'intelligence et du talent, on peut tout faire.

Finalement, s'agissant du fait que la liste transeuropéenne jouerait contre les petits États, il faut rappeler que nous avons eu comme Présidents de la Commission Gaston Thorn et Jacques Santer; quant à M. Juncker, il préside l'Eurogroupe. Viennent-ils d'un grand pays?

4-099-000

**Jean-Pierre Audy (PPE).** - Madame la Présidente, la délégation française au groupe PPE s'est prononcée très majoritairement contre les listes transnationales. Je ne reviens pas sur tous les arguments, financiers ou autres, et les aspects politiques. Je crois qu'aujourd'hui nous avons toutes les institutions nécessaires pour "fabriquer" de l'Union européenne. Faisons attention de ne pas confondre vitesse et précipitation. C'est une fausse bonne idée et, aujourd'hui, je crois qu'avec l'élection du Président de la Commission en 2014, nous avons tous les moyens politiques pour faire fabriquer du communautaire.

J'attire l'attention de ce Parlement: à force d'aller trop vite pour brandir, sans cesse, du communautaire, sans consulter les parlements nationaux, les gouvernements, sur Schengen, sur la gouvernance économique – où nous ne sommes pas capables de trouver des majorités –, nous sommes en train de fabriquer des anticommunautaires. C'est la raison pour laquelle il nous faut un peu de patience. Un jour, nous aurons une fédération, mais aujourd'hui il n'y a pas de majorité politique. N'allons pas contrarier les citoyens sur de telles mesures; c'est, évidemment, beaucoup trop tôt. Ne confondons pas vitesse et précipitation.

4-100-000

**Seán Kelly (PPE).** - A Uachtaráin, ag caint go pearsanta, táim i gcoinne na moltaí maidir le 25 Fheisire bhreise, cé go bhfuil a lán moltaí maithe eile ag an Uasal Duff.

This is the perfect own goal, absolutely. The suggestion that we should have 25 extra MEPs for Europe, with no constituency – elected by everybody but answerable to nobody – makes no sense whatsoever. We cannot allow such a situation to exist, particularly in a time of recession.

For instance, in my country we are reducing the numbers in Parliament, abolishing the second House, and our number of MEPs have been reduced from 15 to 13 and then to 12. But now we are talking about creating 25 extra Members of Parliament. It makes absolutely no sense; it must be resisted. We have to look at ways to make ourselves more relevant to the citizens, not less relevant.

4-102-000

**Andrew Henry William Brons (NI).** - The word 'democracy' means government by the people – 'people' being a singular noun referring to a self-identifying whole. It does not mean government by an arbitrary collection of persons.

An arbitrary collection of persons cannot exercise democratic power, because a common identity is a prerequisite for democratic cooperation. A trans-European constituency covering 27 countries is not a self-identifying whole. The rapporteur clearly believes that it might lead to the development of such an identity, but that identity is a prerequisite for, and not a consequence of, an electoral process.

Only European political parties will be eligible to contest these seats, and national parties will be excluded. How long will it be before it is proposed that the proportion of seats elected in this way should be raised to a quarter or half of Parliament? Democracy is not government of the Eurocrats by the Eurocrats and for the Eurocrats.

4-103-000

**Maria Damanaki**, *Member of the Commission*. – Madam President, it was indeed a very interesting discussion.

Since I have taken a lot of time already, I would like just to agree with all the Members who underlined that there really is a need to improve citizens' interest in European affairs and to encourage and inspire them to vote in the elections.

The European Commission is already determined to improve the environment in which future European elections take place.

Referring to electoral reform, for which Parliament – as we know – has a right of initiative, I would like to say that we are looking forward to having the conclusions of the debate on the report by Mr Duff, and will come back to you afterwards.

4-104-000

**Andrew Duff**, *rapporteur*. – Madam President, I would like to express my gratitude to all those who have been here, and especially to all those who have stayed for an engaging political debate about the nature of European democracy.

It is a timely and important question. I would like to say, very briefly, that the proposed pan-European Members will be extremely accountable to European public opinion, especially to that category of the electorate that is tired and frustrated by the narrowness of national politics.

It is desirable to refer the proposal back to the committee for further but expeditious consideration so that we can broaden the negotiating mandate for Parliament as it goes into dialogue with the Council and Commission, and also to enlarge the bipartisan pro-European consensus in the plenary.

4-105-000

**La Présidente.** - Le débat est clos.

Le vote aura lieu aujourd'hui à 12 heures mais pas sur cette proposition.

### ***Déclarations écrites (Article 149)***

4-106-000

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Estamos perante um relatório cujo conteúdo é inaceitável. Esperamos que o adiamento da sua votação e o regresso à respectiva comissão signifique que as suas teses não vingarão, muito embora seja sabido que muitas propostas de conteúdo igualmente anti-democrático, não reunindo o consenso necessário numa fase inicial, acabam mais tarde por ir fazendo o seu caminho. São inúmeros os exemplos nesta União Europeia.

O princípio da igualdade entre Estados soberanos é, cada vez mais, desprezado, dando-se reforçado alento à ideia do super-estado, no qual um directório de potências concentra o poder e assegura que, no fundamental, as decisões sejam conformes com os interesses que defendem. Os demais Estados são remetidos para um papel crescentemente acessório e para uma posição de clara subordinação, face às opções do "centro de comando". Abertas que foram as portas a este caminho pelas sucessivas revisões dos tratados e, muito especialmente pelo tratado de Lisboa, procura-se agora aprofundá-lo.

A proposta de distribuição de lugares no Parlamento Europeu feita pelo relator retira mais dois lugares a Portugal, mantendo intocado o peso conjunto dos seis maiores países - já maioritário face aos restantes 21 (asseguram conjuntamente 56% da representação parlamentar). Mas esta desigualdade sofreria ainda certamente um substancial agravamento, com a introdução da circunscrição única adicional proposta.

4-106-500

**Bruno Gollnisch (NI)**, *par écrit*. – Modification des dates de scrutin, volonté que le Parlement européen définisse sa propre composition nationale, imposition de quotas ethniques ou autres, liste "paneuropéenne" inutile, volonté d'harmoniser l'âge minimal du droit de vote et d'éligibilité, imposition de la définition de leurs circonscriptions électorales aux Etats.... rien, dans le rapport Duff n'est acceptable. Certes, des normes communes minimales peuvent exister, gage d'une meilleure représentativité : circonscription nationale, scrutin proportionnel, seuil de répartition à 3 %... La composition nationale du Parlement doit relever du Conseil européen et maintenir une équivalence de représentation entre pays de taille comparable, et non pas être strictement proportionnelle à leur population. Mais surtout, les députés dits "européens" restent, que vous le vouliez ou non, des représentants de leur nation et de leurs nationaux. Et que vous le vouliez ou non, comme l'affirme avec raison un historien et philosophe français qu'on ne peut soupçonner de "populisme", Marcel Gauchet, "le cadre national demeure le vrai cadre politique où les gens affirment leur appartenance et leur désir de peser sur le destin commun". C'est parce que vous niez la dimension forcément nationale de la démocratie que les citoyens se détournent de vous.

4-106-625

**Constance Le Grip (PPE)**, *par écrit*. – A l'occasion du débat sur le rapport d'initiative visant à proposer une modification de l'acte de 1976 portant élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct, je souhaiterais rappeler que le Traité de Lisbonne a conféré au Parlement européen la faculté de faire une proposition sur sa composition et son mode de désignation. La proposition phare du rapport de notre collègue Andrew DUFF est bien sûr la création de listes paneuropéennes. L'idée avancée est que chaque électeur puisse donner une voix pour la liste paneuropéenne de son choix en plus de son vote pour la liste nationale ou régionale présentée dans le cadre de son Etat-membre. Personnellement, je soutiens cette idée de listes paneuropéennes, estimant que cette idée est de nature à conférer une dimension européenne à la campagne pour les élections européennes, dont nous déplorons que trop souvent, elle ne se fasse que sur des enjeux nationaux. La liste paneuropéenne peut aussi participer à la création d'une opinion publique européenne et d'un débat véritablement européen. De plus, l'existence de listes paneuropéennes donnerait un rôle accru aux partis politiques européens, qui se verraient ainsi dotés de plus de visibilité dans le paysage politique et pourraient mener des campagnes communes dans tous les Etats-membres.

4-106-750

**Monika Smolková (S&D)**, *pisomne*. – Stále si připomínáme, že poslanec má byť tak blízko pri svojom voličovi, aby poznal jeho názory a vedel o jeho potrebách. A my mu chceme implantovať poslanca, ktorý jeho krajinu nielenže nestihne navštíviť za volebné obdobie, ale v živote sa nedostane k jeho problémom, a keby aj, tak len cez tlmočníka. Zrazu si niekto zmyslí a už je z toho bod 2 b a navrhuje: „okrem toho ďalších 25 zástupcov v rámci volebného obvodu, ktorým bude celé územie EÚ.“ Ak si stojíme za tým, čo je napísané o proporčnosti v zmluve o EÚ, potom nevnášajme požiadavky, ktoré dnes nemajú



oporu v politickom systéme a ktoré princíp proporčnosti porušujú. Nechcem, aby sa robili rekonštrukcie pre kandidátov, ktorí sa už nevedia dostať na kandidátky politických strán vo voľbách, alebo ich už ľud vlastnej krajiny neakceptuje a tak hľadajú spôsob, ako obísť článok 14 bod 2 Zmluvy o EÚ. Je nepredstaviteľné, aby občan volil kohosi, koho nielen nepozná, ale ani nie je z jeho krajiny. Ja som za stále platný demokratický princíp byť čo najbližšie k svojmu voličovi skutočne a nie imaginárne.

## 5. État d'avancement de la lutte contre les mines (brève présentation)

4-108-000

**La Présidente.** - L'ordre du jour appelle une brève présentation du rapport de Geoffrey Van Orden, au nom de la commission des affaires étrangères, sur l'état d'avancement de la lutte contre les mines (2011/2007(INI)) (A7-0211/2011).

4-109-000

**Geoffrey Van Orden, rapporteur.** – Madam President, I have to say first of all that it is a disappointment that there has not been time for a full debate in plenary of this important matter. It has widespread support from all political groups, and I would like to thank all the shadow rapporteurs for their excellent cooperation.

When many of us set out in the 1990s to bring an end to the use of anti-personnel landmines, we were conscious of the fact that thousands of lives were being lost through them every year and that the lives of thousands more victims were blighted by injury. Our armed forces had agreed that anti-personnel landmines were no longer an essential element in their armouries.

There was an enormous international mobilisation of political will and the resources of governments and NGOs to overcome a scourge that not only costs lives but obstructed development in so many of the poorest countries recovering from armed conflict.

Many of us who contributed to the Ottawa Declaration and were involved in the sponsorship of the original 'mine actions' entertained the hope that this great problem could be overcome in a finite period. We have to ask why this has not been the case – although there has been enormous progress.

Fourteen years on, more than 90 countries are still afflicted by anti-personnel landmines and other explosive remnants of war to some degree. Still there are casualties, and still huge resources are being spent on mine action. We therefore thought it appropriate to draw attention once more to the issue, particularly since the European Union institutions are heavily involved in mine action. I pay tribute to the role of the Commission in this, being one of the leading contributors – along with many Member States, the United States, Canada and others.

Our focus throughout the report has been on anti-personnel landmines, while recognising that explosive remnants of war may include cluster munitions as well as other munitions.

In drawing up the report I was very conscious that the Western democracies are on the side of the angels. We try to help. Our motives are good, and nothing is served by unnecessary self-flagellation: the research underpinning the report reflects this. Instead we highlight those governments – Burma and Libya, for example – that have recently laid anti-personnel landmines, and insurgent groups such as the FARC, which are continuing

to produce their own devices, and other terrorists and insurgents that have made increasing use of improvised explosive devices, which are a threat not just to our armed forces on operations but to the local civilian population as well.

Our attention therefore needs to focus on those whose actions continue to impact on innocent civilians going about their everyday lives.

We consulted widely in this report. We held a seminar in January, which was attended by the International Campaign to Ban Landmines, the Geneva Centre for International Humanitarian Demining, the International Committee for the Red Cross, the Slovenian-based International Trust Fund for Demining, HALO Trust and the External Action Service, and we have also had written contributions from many others.

One outcome of the seminar was unanimous agreement that the Commission should revert to a single budget line for mine action. But given the difficulties that we are facing today – the economic difficulties in so many of our countries – a key message of the report is for a more focused approach to mine action, prioritising those states which are most in need of help while encouraging afflicted states that can afford it to commit more of their own resources to combating the scourge of anti-personnel landmines.

Many countries, such as Angola, rely too heavily on international financial assistance and could make a greater national contribution themselves, and there are other states, such as Bosnia, where conflict is over but where there is a massive residue of explosive remnants that is holding back economic progress. Such countries should make greater use of their own armed forces for mine action, training units specifically for humanitarian demining tasks.

In conclusion, I reiterate our belief that, through better international coordination and prioritisation, improved management, survey and demining practices, better reporting and more astute and better use of funds, a world free of the anti-personnel landmine threat to life, livelihood and economic development is a realistic possibility within a finite period.

4-110-000

**Elena Bănescu (PPE).** - Consider că raportul dlui Van Orden readuce în discuție unul dintre riscurile de securitate care încă mai afectează Europa. Minele antipersonal au fost utilizate în mod intens în conflicte precum cel din Balcani, continuând să facă victime printre civili. Deminarea fostelor zone de conflict este costisitoare și îndelungată. Nu toate statele afectate dispun de fondurile necesare unei asemenea activități. Din acest motiv, întoarcerea locuitorilor este dificilă și există riscul producerii de accidente. Consider că o mai bună coordonare între donatorii internaționali ar asigura un sprijin legal pentru deminarea treptată a zonelor de conflict. De asemenea, este importantă implicarea autorităților locale în acest demers, ale cărui beneficiare vor fi. În acest context, fac apel și la organizațiile non-guvernamentale specializate, pentru a-și concentra eforturile și a pune capăt acestei probleme.

4-111-000

**Μαρία-Ελένη Κοππά (S&D).** - Κυρία Πρόεδρε, οι Σοσιαλιστές και Δημοκράτες εκφράζουμε ικανοποίηση που δώδεκα χρόνια μετά τη Σύμβαση της Οτάβας μπορούμε να καταγράψουμε σημαντική μείωση των θυμάτων από νάρκες κατά προσωπικού. Και είμαστε περήφανοι που το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο πρωτοστάτησε και συνεχίζει να πρωτοστατεί στη διεθνή προσπάθεια

για έναν κόσμο χωρίς νάρκες. Όμως το έργο δεν έχει ολοκληρωθεί και χιλιάδες άνθρωποι υποφέρουν ακόμη από τις συνέπειες αυτών των όπλων.

Με την έκθεση που συζητάμε σήμερα προσπαθούμε να δούμε πώς θα βελτιώσουμε τη διεθνή μας δράση, προκειμένου να έχουμε ακόμη καλύτερα αποτελέσματα στο μέλλον. Είναι καιρός να ξαναδούμε τη συνολική εικόνα και να επιδιώξουμε μια δράση κατά των ναρκών που να είναι όσο το δυνατόν πληρέστερη, συνεκτική και περισσότερο επικεντρωμένη στο συμφέρον των εμπλεκόμενων πληθυσμών.

Κατά συνέπεια, η διεθνής και επιτόπου δραστηριοποίησή μας δεν πρέπει να καλύπτει μόνο τις νάρκες κατά προσωπικού αλλά και τα άλλα κατάλοιπα του πολέμου, όπως τα πυρομαχικά διασποράς. Ακόμη μεγαλύτερη έμφαση πρέπει δε να αποδίδεται στην εκπαίδευση και ενημέρωση των υποψηφίων θυμάτων που τις περισσότερες φορές είναι ανυποψίαστα παιδιά.

Θέλω να ευχαριστήσω ιδιαίτερα τον εισηγητή, κύριο Van Orden, για την εξαιρετική έκθεση που παρουσίασε αλλά και τη συνεργασία με όλους τους σκιώδεις εισηγητές καθ' όλη την εκπόνηση της έκθεσης αυτής.

4-112-000

**Ulrike Lunacek (Verts/ALE).** - Madam President, as one of the shadow rapporteurs, I would also like to thank Mr Van Orden for this very good cooperation and the very good report that has come out. You have included and tried to include most of our amendments, so I think we have a very good report here. I am also very sorry we do not have a wider debate on it.

I would like to draw attention to one issue that came up after we had the debate in the Committee on Foreign Affairs, which is why the topic is not included here. In May, a coalition of several NGOs, including IKV Pax Christi, published a report, which I would like to show you, on worldwide investments in cluster munitions; that is a shared responsibility. It talks about the companies – be it banks, insurance companies or others – who continue to finance the production of land mines and cluster mines; that is an encouragement. This is something that we criticise in our report and which has to be stopped. I would like to call on the Member States, the Commission and Council and national parliaments to support these NGOs' initiative and ensure that there will be no more financial investment in the production of these cruel arms.

4-113-000

**Franz Obermayr (NI).** - Frau Präsidentin! 100 Millionen Antipersonenminen sind weltweit im Erdreich verborgen, und die klassischen Opfer sind zu 70 % leider Zivilpersonen. Somit war die Ottawa-Konvention ein Schritt in die richtige Richtung. In der EU sollten wir doch auch einen Blick auf unsere Mitgliedstaaten werfen. 66 Jahre nach dem Zweiten Weltkrieg liegen beispielsweise in meiner Heimatstadt, in Linz, ca. 700 nicht detonierte Fliegerbomben unter der Erde. Die Suche und die Bergung verursachen Kosten in Höhe von ca. 200 000 Euro, die die Grundbesitzer tragen müssen.

Meine diesbezügliche Anfrage an die Kommission vom 13.1.2011 wurde mehr als ausweichend behandelt, man nahm Bezug auf Rahmenrichtlinien zur Verhütung berufsbedingter Gefahren und zum Schutz am Arbeitsplatz sowie zur Entfernung von Schiffswracks und Brückentrümmern. In der Schule würde ich sagen: Thema eindeutig verfehlt. Somit ist leider festzustellen, dass für die Beseitigung von Weltkriegsrelikten in mitteleuropäischen Städten der EU ganz offensichtlich ein Problembewusstsein fehlt.

4-114-000

**Tunne Kelam (PPE).** - Madam President, our colleague Mr Van Orden has produced a timely and excellent report, well prepared by a panel of experts. Progress has been great in the meantime, but it has been uneven. The report points to some big countries which have not yet joined the mine-ban treaty, like Russia, which was removed from the list of users only last year.

The existence of huge stockpiles in some countries is also problematic. For example, China and Russia respectively have 124 million anti-personnel mines in storage.

There is also the problem of clearance of mines, with the report pointing out that some countries are overly reliant on international assistance. It is, above all, up to the countries concerned to take responsibility for the clearance of mines. The last message from this report is assistance for the victims. It is a long-term challenge and it needs a strong sense of international solidarity. EU money must also be provided.

4-115-000

**Maria Damanaki,** *Member of the Commission* . – Madam President, we welcome the ‘Progress on Mine Action’ report by Mr Van Orden. We agree that considerable progress has been made on this issue but that there remains, however, much to do, particularly with regard to the most vulnerable countries, which continue to need international support, and in the field of victim assistance.

The EU’s goal is to see the complete eradication of anti-personnel mines, whilst addressing related economic and social problems. The report correctly points out that, while the number of new mine victims is decreasing, there is still a need for assistance to victims. Significant humanitarian and development challenges therefore remain. The report rightly points to the huge effort already made by the international community. As part of this effort, the EU and Member States have collectively provided political, financial and scientific support to mine action worldwide. Financial support amounted to nearly EUR 1.8 billion in the last ten years. This constitutes around half of the world’s financial assistance to mine action.

Our support has taken many forms. Firstly, through common foreign policy joint actions we have provided support to mine clearance, we have promoted implementation of the landmark Ottawa Convention, we have enhanced our efforts to secure greater adherence to the Convention, and we are also now preparing a new Council Decision after the Second Review Conference of the Ottawa Convention held in Cartagena, Colombia in 2009.

Secondly, through the provision of development assistance, the Union budget has contributed around EUR 400 million for the period 2002-2010.

Thirdly, we agree that it will be necessary to review the Guidelines on European Community Action. These aim to ensure the mainstreaming of mine action in national development programmes and to promote links between security and these programmes. This approach requires beneficiary countries to prioritise mine action in their programmes, as called for in the report. We also agreed to focus on developing greater local capacity and that future assistance should be earmarked for those countries least able to help themselves.

Finally, I would like to assure all the Members of Parliament that certain mine action activities have been funded under the crisis response provisions of the Instrument for

Stability. Humanitarian aid has also made a contribution, for example in Pakistan, North Sudan, South Sudan and Sri Lanka.

In conclusion, let me underline an important aspect which was not covered by the report. We are concerned about the increasing number of mine victims resulting from mines laid by non-state actors. This is a serious issue which requires further reflection and action by all states that are party to the Ottawa Convention.

Finally, I would like to assure you that EU mine action will remain a prominent element of EU external action and to thank you again for this important report.

4-116-000

**La Présidente.** - Le point est clos.

Le vote aura lieu aujourd'hui à 12 heures.

*(La séance, suspendue à 11 h 45, est reprise à 12 heures)*

4-117-000

## PŘESEDNICTVÍ: PAN LIBOR ROUČEK

*místopředseda*

### 6. Prohlášení předsednictví

4-119-000

**předseda.** – Dnes si připomínáme 6. výročí teroristických útoků v londýnské hromadné dopravě, při kterých zahynulo 52 lidí a přibližně 800 lidí bylo zraněno.

Připomínáme si a vzpomínáme na to, co se stalo v Londýně dne 7. července 2005, událost, kterou nikdy nezapomeneme. Právě dnes jsme v myšlenkách s rodinami a přáteli obětí teroristického útoku.

Bombový útok v Londýně byl jedním z nehorších teroristických útoků spáchaných na evropské půdě. Dovolte mi, abych pachatelům bombových útoků a teroristům vzkázal: ať dělají cokoli, nikdy nedosáhnou toho, o co usilují, neboť my si vážíme skutečně každého lidského života. Žádný terorista či teroristický útok nikdy nemůže ochromit nebo zničit naši víru v základní hodnoty, jako jsou základní lidská práva.

Terorismus je útokem na nás všechny, na samotnou podstatu demokratické společnosti. Nikdy nebude možné jej odůvodnit. Evropa bude vždy jednotná v boji proti jakékoli formě terorismu.

Chtěl bych vás požádat o minutu ticha.

*(The House rose and observed a minute's silence)*

### 7. Hlasování

4-122-000

**President.** – The next item is the vote.

*(For the results and other details on the vote: see Minutes)*

### 7.1. Evropský rok aktivního stárnutí (2012) (A7-0061/2011 - Martin Kastler) (hlasování)

4-124-000

– *Before the vote:*

4-125-000

**Martin Kastler**, *Berichterstatter* . – Herr Präsident, verehrte Kolleginnen und Kollegen! Das nächste Jahr wird das erste Jahr sein, in dem es in Europa mehr Rentner als Arbeitnehmer geben wird. Das ist ein großer Einschnitt, ein Wendepunkt in Europa. Es ist ein gutes Zeichen, dass wir heute über dieses Jahr 2012 als ein Europäisches Jahr für aktives Altern und die Solidarität der Generationen abstimmen und es auch gebührend feiern und in der Öffentlichkeit präsentieren werden. Ich möchte an dieser Stelle der Kommission, dem Rat und den Kolleginnen und Kollegen Schattenberichterstattern herzlich dafür danken, dass wir in erster Lesung gemeinsam einen Kompromiss gefunden haben, den wir heute präsentieren und gemeinsam verabschieden werden.

Ich möchte Sie auf einen Änderungsantrag hinweisen, den ich Sie bitte, zu unterstützen: Ein Europäisches Jahr braucht auch eine gewisse Öffentlichkeit, dafür brauchen wir auch ein wenig Geld und dazu haben wir auch für eine Budgetlinie gekämpft, damit ein gewisser Betrag vorhanden ist, um in der Öffentlichkeit das Thema der Solidarität der Generationen, das Thema des aktiven Alterns auch zu präsentieren. Vielen Dank, und ich bitte um Zustimmung.

(Beifall)

### 7.2. Situace v Sýrii, Jemenu a Bahrajnu v souvislosti se situací v arabském světě a severní Africe (B7-0389/2011) (hlasování)

### 7.3. Vnější politika EU na podporu demokracie (A7-0231/2011 - Véronique De Keyser) (hlasování)

### 7.4. Příprava na volby do ruské Státní dumy v prosinci (B7-0396/2011) (hlasování)

4-129-000

– *Before the vote:*

4-130-000

**Kristiina Ojuland**, *on behalf of the ALDE Group* . – Mr President, on behalf of the ALDE Group I would like to make the following oral amendment to paragraph 5: 'Deplores the six-month travel ban imposed on Boris Nemtsov on 5 July 2011 and calls for it to be lifted immediately'.

4-131-000

(The oral amendment was accepted)

4-132-000

**Hannes Swoboda (S&D).** - Mr President, in coordination with other groups, I would like to table an oral amendment concerning the draft bill in the Duma to ignore certain rulings of the European Court of Human Rights.

We would like to make the following addition to the paragraph as it stands: 'welcomes the recent decision of the Russian Duma not to consider the draft law for the time being and hopes it will finally renounce that initiative'.

4-133-000

*(The oral amendment was accepted)*

### **7.5. Změny Schengenu (B7-0392/2011) (hlasování)**

### **7.6. Přístup Evropského parlamentu k provádění článků 9 a 10 Protokolu 1 Lisabonské smlouvy o parlamentní spolupráci v oblasti SZBP a SBOP (B7-0388/2011) (hlasování)**

### **7.7. Režim rozdělování potravin nejchudším osobám v Unii (B7-0397/2011) (hlasování)**

### **7.8. Návrh změny aktu ze dne 20. září 1976 o volbě členů Evropského parlamentu ve všeobecných a přímých volbách (A7-0176/2011 - Andrew Duff) (hlasování)**

4-138-000

– *Before the vote:*

4-139-000

**Andrew Duff, rapporteur.** – Mr President, the ALDE Group, the PPE Group, the S&D Group and the Greens/EFA Group propose that we refer the report back to the committee for further informed and expedient consideration.

*(Applause)*

4-140-000

*(The report was referred back to committee)*

### **7.9. Pokrok v odminování (A7-0211/2011 - Geoffrey Van Orden) (hlasování)**

4-142-000

**President.** – This closes voting time.

## **8. Vysvětlení hlasování**

4-144-000

### **Oral explanations of vote**

4-145-000

**Report: Martin Kastler (A7-0061/011)**

4-146-000

**Salvatore Iacolino (PPE).** - Signor Presidente, onorevoli colleghi, l'aumento della speranza di vita connessa all'invecchiamento è una straordinaria conquista sociale.

I cittadini europei vivono più a lungo con una qualità di vita più appropriata e migliore. Tuttavia è proprio questo successo che ci spinge ad incrementare la sfida sia in ambito lavorativo che in quello previdenziale. Non vi è dubbio per altro che l'aumento dell'anzianità media determina una serie di effetti sull'impalcatura sociale di ciascun sistema.

L'Unione europea si trova infatti di fronte ad un considerevole incremento di persone anziane e ad una forte diminuzione della popolazione sotto i 50 anni. È necessario quindi prevedere innesti sul mercato del lavoro per fare in modo, così come prevede la proposta che io ho sostenuto, che l'istituzione dell'Anno europeo dell'invecchiamento attivo sia una conquista a valere per l'intera Europa.

4-147-000

**Mitro Repo (S&D).** - Arvoisa puhemies, ikääntyminen on haaste koko yhteiskunnalle ja kaikille sukupolville Euroopassa. Yli 60 vuoden ikäisistä ihmisistä koostuva väestönosa kasvaa Euroopassa yhä nopeammin. Hienoa, sillä tämä osoittaa, että Euroopassa kansalaisten hyvinvointia ja elämänlaatua on onnistuttu parantamaan.

Väestörakenteen muutos luo kuitenkin myös uusia haasteita. Puhutaan terveydenhoidon ja julkisten palvelujen rahoituksen kestävydestä, tiettyjen alueiden väestön ja vetovoiman vähenemisestä sekä eläkerahastoihin kohdistuvasta paineesta.

Vanheneva kansanosamme on terveempää ja paremmin koulutettua kuin aiempi sukupolvi. Tämä on positiivinen voimavara, joka tulee valjastaa. Heillä on hyvät mahdollisuudet työskennellä ja osallistua aktiivisesti yhteiskunta- ja perhe-elämään, kuten vapaaehtoistoimintaan, elinikäiseen oppimiseen, kulttuuritoimintaan ja urheiluun. Euroopan tulevaisuus ei ole vain nuorten vaan myös jo elämäkokemusta saaneiden varassa.

4-148-000

**Sirpa Pietikäinen (PPE).** - Arvoisa puhemies, on tärkeää, että parlamentti ehti ottaa kantaa aktiivisen ikääntymisen teemavuoteen vielä ennen syksyn alkua, koska perusoikeuksien kannalta ehkä suurin yksittäinen ryhmä, joka kohtaa syrjintää, on tällä hetkellä ikäihmiset.

Erityisen olennaista tämä on myös köyhyyden vastaisen taistelun ja aktiivisen osallistumisen aikakautena, koska yhä suurempi osa ikäihmisistä syrjäytyy sekä taloudellisesti että myös mitä tulee omaan vaikutusvalttaan arkiseen elämään, yhdyskuntasuunnitteluun ja saatavien palvelujen sisältöön. Siksi on tärkeää, että kansalliset parlamentit, Euroopan parlamentti ja Euroopan unioni korostavat vahvasti oikeusperustaista perusoikeusnäkökulmaa ikäihmisten oikeuksissa sekä niitä käytännön toimenpideohjelmia, joita jokaisessa jäsenvaltiossa tarvitaan tämän toteuttamiseksi.

On tärkeää, että pidämme myös huolta, että jokaisessa valtiossa nimetään kansallinen koordinaattori syyskuun loppuun mennessä pitämään huolta ohjelman toteuttamisesta.



4-149-000

**Peter Jahr (PPE).** - Herr Präsident! Ich bin dem Berichtersteller Martin Kastler sehr dankbar, dass er dieses Thema vorbereitet hat und wir heute im Parlament darüber abstimmen durften: Europäisches Jahr für das aktive Altern 2012. Mir gefällt, dass wir von aktivem Altern sprechen, denn der demografische Wandel ist ja keine Theorie, er findet tatsächlich statt. Wir müssen uns in der Gesellschaft gemeinsam darauf einstellen. Wir sollten aber nicht nur die Risiken betonen, sondern auch die Chancen – mein Vorredner hat es schon einmal gesagt: Unsere älteren Menschen bleiben glücklicherweise nicht nur länger gesünder, sie sind auch besser ausgebildet, sie können auch länger aktiv sein. Das sollten wir auch als Chance für unsere Gesellschaft begreifen und nutzen. So ein Europäisches Jahr kann dazu dienen, diese Probleme in den Mittelpunkt der gesellschaftlichen Debatte zu rücken!

4-150-000

**Alajos Mészáros (PPE).** - A népesség elöregedése az Európai Unióban napjaink egyik legfőbb problémája, ugyanakkor, ha jól tudjuk kezelni ezt a helyzetet, akkor új lehetőségek is rejtőzhetnek benne. Manapság hosszabb és egészségesebb életet tudunk élni, mint valaha. Ezzel természetesen számos kihívás is megjelenik, főleg a foglalkoztatás és a szociális védelem területén. Ha el tudjuk érni, hogy az 50-es éveiben járó és annál idősebb lakosság hosszabb ideig tudjon maradni a munkaerőpiacon, akkor Európa lehetőséget kaphat a felvirágzás meggyorsítására, valamint hatékonyan kiaknázzhatja a nemzedékek közötti társadalmi kohéziót is.

A Lisszaboni Szerződés is szól az idősebb generáció munkaerőpiacra való visszatéréséről. Sok esetben ezek az emberek sokkal tapasztaltabbak, alázatosabbak, valamint gyakran sokkal precízebben is dolgoznak. A várható élettartam növekedése rendkívüli társadalmi eredmény és korunk egyik sikere. Ezért kell biztosítanunk, hogy ezek az emberek továbbra is aktívan részt tudjanak venni a társadalomban, és olyan sokáig maradjanak egészségesek és önállóak, ameddig csak lehet. Ehhez azonban úgy a kormányoknak, mint a magánszektornak lépéseket kell majd tenni, hogy a népesség elöregedését kezelni tudjuk. Véleményem szerint ennek megvalósítására kiváló lehetőséget kínál a Bizottság által javasolt megközelítés és ez a jelentés is, amit szavazatommal én is megtámogattam.

4-151-000

**Filip Kaczmarek (PPE).** - Panie Przewodniczący! Głosowałem za przyjęciem sprawozdania posła Kastlera w sprawie europejskiego roku aktywności osób starszych. W tym tygodniu agencje informacyjne donosiły o stanowisku niektórych naukowców, że gdzieś na świecie urodził się już człowiek, który dożyje wieku 150 lat. Ukazuje to, jak wielkie wyzwania stoją przed nami. Nie chodzi o bicie rekordów długowieczności. Bardziej istotne jest to, że średnia wieku zwiększa się i udział osób starszych w strukturze społecznej jest znacznie większy niż niegdyś. To z kolei powoduje, że solidarność jako jedna z podstawowych wartości europejskich nabiera również coraz większego znaczenia w wymiarze solidarności międzypokoleniowej. Dlatego właśnie uczynienie z aktywności osób starszych priorytetu jest w pełni uzasadnione. Paradoksalnie wzmocnienie solidarności międzypokoleniowej leży również w interesie młodych. Przecież dzisiejsza młodzież to jutrzejsi seniorzy.

4-152-000

**Daniel Hannan (ECR).** - Mr President, perhaps the saddest line in all of European literature is Goethe's observation that, in the end, we are all King Lear. We do not even have the consolation of thinking that Lear was mad and unaware of the wretchedness of his

circumstances – that line of terrible pathos where he admits that, ‘to deal plainly, I fear I am not in my perfect mind’.

There is one ageing entity which is not meeting its end with dignity, and that is the European Union. It is a mere 55 years old and it has become not only arthritic and irascible but is becoming, like the poor mad king, increasingly detached from reality. We saw it in the extraordinary press conference yesterday, where the President of the Commission and the President of the Council started blaming the crisis of the euro not on the intrinsic flaws of the single currency but on American rating agencies, as though somebody coming up with a better set of figures would solve the problem for them. It was impossible not to think of Lear on the heath: ‘I will do such things – what they are, yet I know not: but they shall be the terrors of the earth’.

The time has come, I think, for us to pronounce the verdict on the European Union, at age 55, as was pronounced on that poor unhappy king: ‘Vex not his ghost: O, let him pass! He hates him much that would upon the rack of this tough world stretch him out longer’.

4-153-000

**Seán Kelly (PPE).** - A Uachtaráin, ba mhaith liom ar dtús comhghairdeas a dhéanamh le mo chomharsa béal dorais, Martin Kastler anseo, as ucht an tuarascáil bhreá a chuir sé romhainn agus na moltaí atá ann. Bhí áthas orm cuidiú leis inniu.

It is good that people’s lives are stretched out longer, as previous speakers have mentioned, but that poses both a problem and also, of course, a challenge. The problem it poses is in relation, particularly, to pension funds and the retirement age, etc.: whether there should be voluntary retirement, compulsory retirement or, perhaps, phased retirement. These are issues that need to be looked at very carefully over the next number of years. Having an opportunity next year to focus on active ageing will give us that opportunity. I certainly think it is opportune.

Tá súil agam freisin go mbeidh buiséad ann, mar a dúirt Martin Kastler anseo, chun go mbeimid in ann na gníomhartha atá luaite aige a dhéanamh.

4-156-000

### **Motion for a resolution RC-B7-0389/2011**

4-157-000

**Mitro Repo (S&D).** - Arvoisa puhemies, Euroopan unionin ja kansainvälisen yhteisön toiminta tai pikemminkin toimimattomuus Syyrian tilanteen kohdalla sotii pahasti kansalaisen oikeustajua vastaan. Syyrian kohdalla on selvä, miten tulisi toimia: viattomien ihmisten tappamisen tulee loppua ja rikoksiin syylistyneet tulee saattaa oikeuden eteen. Kansainvälisille toimittajille tulisi sallia pääsy maahan, jotta maan tilanteesta saadaan luotettavaa tietoa.

Euroopan unionin hampaattomuus puuttua sen naapurimaissa tapahtuviin vakaviin ihmisoikeusloukkauksiin on yhä valitettava tosiasia. Olemme edelleen saman perimmäisen kysymyksen äärellä, joka Libyan kohdalla jakoi mielipiteitä: miten puuttua tilanteeseen, jossa valtio kohdistaa väkivaltaa omia kansalaisiaan kohtaan? Katselemmeko me Syyrian kohdalla toisintoa Libyasta osoittamalla samalla oman kaksinaismoraalisen käytöksemme – kysyn vain?

4-158-000

**Report: Véronique De Keyser (A7-0231/2011)**

4-159-000

**Adam Bielan (ECR).** - Demokracja to podstawowy kierunek rozwoju współczesnego świata. Szczególnie w kontekście bieżącej sytuacji w krajach arabskich Unia Europejska ma ogromną rolę do odegrania. Zgadzam się z ideą wspierania budowy społeczeństw obywatelskich w tych krajach oraz demokracji opartej na rządach prawa jako podstawy stosunków z innymi państwami. Istotne jest również stałe podnoszenie rangi programu partnerstwa wschodniego i dlatego głosowałem za przyjęciem tego sprawozdania.

4-160-000

**Izaskun Bilbao Barandica (ALDE).** - Señor Presidente, es nuestra obligación trabajar a favor de los derechos humanos y de la democracia, como valores fundadores de la Unión que debemos promover con carácter universal. Entre ellos están la igualdad y la no discriminación, que se reconocen como vitales en esta iniciativa.

Me alegro de haber incorporado la necesidad de fomentar la participación de las mujeres en la toma de decisiones a todos los niveles, tanto en la esfera pública como en la privada, con una representación paritaria de hombres y mujeres en todos los procesos de decisión, en los temas de gobernanza, en la cooperación y la ayuda humanitaria, en las delegaciones extranjeras, en las candidaturas políticas, en la protección de mujeres y niñas o en el comercio mundial.

Para finalizar, ayer comenzaba una intervención mía diciendo que tenemos que pasar, en la Unión, «de los dichos a los hechos». Espero que seamos capaces de demostrar también con esta iniciativa que la Unión Europea está implicada en la democratización del país y, como tal, trabajará por la igualdad. Si no lo hace, no trabajaremos por la auténtica democratización del 50 % de la población –las mujeres–, que está atenta a lo que decimos, pero, sobre todo, a lo que hacemos.

4-161-000

**Mitro Repo (S&D).** - Arvoisa puhemies, tuin De Keyserin mietintöä. Demokratialla voidaan parhaiten turvata ihmisoikeudet ja perusvapaudet, se takaa myös kaikkien ryhmien suvaitsemisen yhteiskunnassa ja kaikkien yksilöiden yhtäläiset mahdollisuudet.

Euroopan tulee tarjota naapurimailleen muutakin kuin vain pelkkää keppiä. Esimerkiksi vilpittömän talousyhteistyön ja -tuen tarjoaminen edistäisi talouskasvua, joka itsessään tukee demokratiakehitystä. Aito demokratia syntyy kuitenkin aina ja vain sisältä käsin, kansasta käsin, eikä sitä voi pakottaa ulkoa tai ylhäältä päin.

Taloudellisen yhteistyön epäämistä puhtaasti ideologisista syistä on vaikea perustella. Euroopalla on paljon menetettävää, mikäli niin itäiset kuin eteläisetkin naapurimaat päättäisivät kääntyä pois yhteisestä eurooppalaisesta tulevaisuudesta. Tosin kaikille ei voida tarjota tulevaisuutta EU:n jäsenvaltiona.

4-162-000

**Daniel Hannan (ECR).** - Mr President, we are debating the role of democratisation in the European Union's external policies, but just imagine, for the sake of argument, that it was the other round. Imagine that there was a delegation coming here from Cuba, from Iran

or from Syria and reporting on the state of democracy in the European Union. What would they find?

They would see that, uniquely, we concentrate power in an unelected executive of 27 appointed Commissioners, who also bizarrely have substantive legislative powers. They would see that we have a rubber-stamp parliament. They would see we have a court which repeatedly rules on the basis of what it thinks the law ought to say, rather than what the law in fact says. They would see that we are ready to swat aside referendum results and to treat public opinion as an obstacle to overcome, rather than as a reason to change direction.

But before going any further, I would refer colleagues to the Gospel of St Luke, Chapter 41: 'And why beholdest thou the mote that is in thy brother's eye, but perceivest not the beam that is in thine own?'

4-163-000

**Seán Kelly (PPE).** - Mr President, I am pleased to follow Mr Hannan once again – but not, of course in his attitude to the European Union. In fact I think it is good that we have been discussing this today, because I think the European Union – uniquely – has an opportunity to influence the growth of democracy and human rights on the world stage that major powers such as the USA, the USSR (now Russia), China, etc., cannot do, because they would be seen to be taking care of their own vested interests, whereas we can be seen to be more objective. It is only right that we should put human rights at the forefront of our policies and, especially in this report, highlight the need for equality amongst the sexes and especially the treatment of women in so many countries around the world.

It is not right, it is not fair, it is not human and certainly it is not utilising the great resource that is there to allow women to develop in terms of business, in terms of peace-making, etc. These matters are highlighted; I agree with them, and I think we have a lot to offer to the world in that regard.

4-164-000

### **Motion for a resolution RC-B7-0396/2011**

4-165-000

**Adam Bielan (ECR).** - Panie Przewodniczący! Pluralizm polityczny jest fundamentem demokracji i nowoczesnego społeczeństwa oraz źródłem legitymacji politycznej. Wolność i przejrzystość rosyjskich wyborów natomiast od lat wzbudza poważne wątpliwości. Od roku 2003 rosyjska opozycja demokratyczna nie zdołała wprowadzić swoich przedstawicieli do parlamentu. Niedawna odmowa zarejestrowania opozycyjnej Partii Wolności Narodowej, dziewiąta już taka decyzja w ostatnim czasie, skłania do postawienia zasadniczego pytania o stan rosyjskiej demokracji.

Popierając rezolucję, wzywam rosyjskie władze do zagwarantowania wolnych i uczciwych wyborów w oparciu o standardy określone przez Radę Europy i OBWE. Ograniczanie konkurencji politycznej nie może być drogą do utrzymywania władzy. Apeluję także o zaprzestanie działań nakierowanych na upolitycznienie wyroków sądowych. Już sam projekt ustawy umożliwiającej sądom ignorowanie orzeczeń Europejskiego Trybunału Praw Człowieka jest jawnym pogwałceniem konwencji podstawowych praw. Przyszłość relacji z Brukselą zależeć będzie od umocnienia rosyjskiej demokracji i praworządności.

4-166-000

**Кристиан Вигенин (S&D).** - Г-н Председател, аз самият съм вносител на резолюцията, която приехме днес и разбира се, я подкрепих. Но причината да поискам обяснение на вота е, че според мен трябва да се опитаме в бъдеще да ограничим броя на резолюциите, които приемаме по някои от страните, особено по отношение на Русия, и да се концентрираме върху начин на работа, който да позволи да имаме по-реално влияние върху процесите, които протичат в Русия.

Тя е сред нашите най-важни партньори и разбира се ние бихме искали да видим повече демокрация, повече спазване на човешките права. Но това става не просто с приемане на резолюции, а с конкретна работа, с парламентарна дипломация, която ние бихме могли да провеждаме по-активно, с по-активни контакти от страна на Комисията и на Съвета.

Моят съвет към руските ръководители, към руското ръководство е да имат предвид, че създаването на административни пречки пред опозицията за участието ѝ в изборите не е проява на сила, а е проява на слабост, и се надявам те бързо да го разберат и да създадат предпоставките за едни наистина демократични избори.

4-167-000

### **Motion for a resolution RC-B7-0392/2011**

4-168-000

**Mitro Repo (S&D).** - Arvoisa puhemies, Schengenin sopimus takaa yhden näkyvimmistä Euroopan unionin vapauksista: henkilöiden vapaan liikkumisen. Se onkin yksi Euroopan integraation onnistuneimpia aikaansaannoksia, ja me kaikki pääsemme nauttimaan sen hedelmistä matkustaessamme.

Sovittujen sääntöjen muuttamisessa on kyse paljon laajemmasta haasteesta kuin vain muutaman tuhannen siirtolaisen aiheuttamasta muuttovirrasta Euroopan eteläisistä naapurimaista. Kyse on tärkeästä periaatteesta: Euroopan integraatiokehityksen ei tule ottaa askelia taaksepäin.

Tulevia mullistuksia on vaikea ennustaa, mutta Välimeren eteläisten naapurimaiden kansalaiset tarvitsevat tukeamme siirtymisessä kohti demokraattisempaa yhteiskuntaa. Lisäksi Euroopan parlamentin roolia lainsäädäntötyössä tulee kunnioittaa. Kyseessä on demokratian toteutuminen Euroopan unionissa.

4-169-000

**Peter Jahr (PPE).** - Herr Präsident! So sehr ich auch die Eigenverantwortlichkeit und die Mitwirkungsrechte der Mitgliedstaaten schätze, so bin ich doch ein begeisterter Anhänger der Europäischen Union. Das ist keine Europäische Union für die Politiker, es ist auch keine Europäische Union für die Wirtschaft, es ist vor allem eine Europäische Union für die Bürgerinnen und Bürger, die hier leben. Und die Reisefreiheit, der freie Verkehr zwischen den Mitgliedstaaten innerhalb der Europäischen Union ist für unsere Bürgerinnen und Bürger der sichtbarste Ausdruck dessen. Wir müssen dieses Recht auch wirklich verteidigen, und wir müssen da allen Anfängen wehren, wenn aus nationalem Interesse und nationalem Egoismus heraus diese Reisefreiheit beschränkt werden soll. Also in diesem Sinne gilt: Wehret den Anfängen!

Das hat nichts damit zu tun, dass wir natürlich darauf achten müssen, dass die Außengrenzen der Europäischen Union zuverlässig kontrolliert und geschützt werden. Aber innerhalb der Europäischen Union dürfen wir das große Recht der Reisefreiheit nicht leichtfertig auf dem Altar des politischen Populismus opfern!

4-170-000

**Кристиан Вигенин (S&D).** - Аз разбира се, че подкрепих тази резолюция. Тя имаше голяма подкрепа в Европейския парламент. Поисках обяснение на вот, защото бих искал отново да подчертая, че предложенията, които се правят, и искането за промени в Шенген, са един неправилен отговор на проблеми, които възникнаха в последните месеци. Аз мисля, че това би било работа на парче, това би бил един панически подход към проблем, който изисква по-цялостен подход към проблема.

Основните проблеми пред Шенген са това, че имаме нужда от повече солидарност между страните, които имат най-големи трудности, имаме нужда от засилване на управлението и контрола по границите в рамките на Шенген и нов преглед може би на състоянието по същите критерии, по които се оценяват и страните кандидатки. Струва ми се, че докато Шенген се развива изцяло на междуправителствено равнище, подобни проблеми ще продължат. Затова е редно да се намери начин за повече роля на Европейския парламент и съответно на Комисията.

Пример е дебатът по присъединяването на България и Румъния. Европейският парламент свърши навреме своята роля. За съжаление, правителствата все още не могат да намерят верния път, за да отворят вратите към тези две страни.

4-171-000

**Daniel Hannan (ECR).** - Mr President, British Conservatives always abstain on Schengen issues because we are not members. Although we are disinterested, however, we are not uninterested in the future of the accord. There have been two great pillars of European integration in the decade and a bit that I have been serving here: the single currency and the free movement of peoples.

You do not need me to elaborate on the crisis in the former. As for Schengen and the border-free zone, we can see that, too, beginning to fall apart as Denmark unilaterally imposes border controls, as the Italian and French governments reject the core principle, as the Netherlands begins to talk of deporting Eastern European workers and so on.

Believe me when I say that no one in the United Kingdom can take any pleasure in the failure of these policies in countries which are our friends, our allies, our suppliers and our customers. It is in our interest to have a stable and prosperous union of countries on our border.

Therefore, more in hope than in expectation, let me offer the suggestion that, if you want to salvage something from European cooperation, it is better to work with the grain of democratic nation states than to try and impose centrally, by bureaucratic fiat, policies that harmonise and make uniform.

4-172-000

**Motion for a resolution RC-B7-0397/2011**

4-173-000

**Peter Jahr (PPE).** - Herr Präsident! Natürlich ist es eine Schande, wenn in der Europäischen Union, die ja nun als ein entwickelter Wirtschaftsorganismus gilt, nach wie vor Menschen Hunger leiden. Wir sollten diesen Menschen natürlich helfen, das ist die eine Seite. Auf der anderen Seite müssen wir darauf achten, dass die Hilfe für notleidende Menschen immer aus der Region bzw. vor Ort geleistet wird. Auch die Mitgliedstaaten tragen hier eine große Verantwortung. Wir haben beispielsweise in Deutschland ein Sozialhilfesystem entwickelt und etabliert, das gewährleistet, dass in Deutschland kein Mensch mehr Hunger leiden muss. Ich bitte darum, auch bei dieser Überlegung, bei der es darum geht, das Gute zu realisieren, nach einer verantwortungsvollen und unbürokratischen Umsetzung zu streben und vor allem auch die Mitgliedstaaten, die Regionen in ihrem Engagement nicht außen vor zu lassen.

4-174-000

**Report: Geoffrey Van Orden (A7-0211/2011)**

4-175-000

**Mitro Repo (S&D).** - Arvoisa puhemies, miinat muodostavat todellisen ongelman useissa maailmankolkissa. Huoli jalkaväkimiinoista on kuitenkin suurin maissa kuten Afganistan, Kolumbia, Pakistan, Myanmar, Kambodža ja Laos.

Vaikka ongelmien torjuminen kuuluu ensisijaisesti niistä kärsiville valtioille, tulee miinojen aiheuttamia vaaroja torjua kansainvälisellä yhteistyöllä ennen konfliktia, sen aikana ja sen jälkeen. Miinojen uhri ei ole vain siihen astunut henkilö, vaan myös koko tämän perhe sekä koko lähiyhteisö.

Valtioilla on kansainvälinen velvoite tuhota jalkaväkimiinojen varastot, ja Euroopan unionin tulee vuoropuheluissaan muistuttaa näitä maita niiden velvoitteista. Ihmishenkien menetys erityisesti siviiliväestön keskuudessa on suuri huolenaihe, johon myös Euroopassa tulee löytyä aitoa solidaarisuutta. Lisäksi miinoista kärsivien alueiden asukkaita, erityisesti lapsia, tulee auttaa elämään turvallisesti siten, että he ovat tietoisia miinojen vaarallisuudesta.

4-176-000

**Written explanations of vote**

4-177-000

**Report: Martin Kastler (A7-0061/2011)**

4-177-500

**Luís Paulo Alves (S&D),** *por escrito.* – Aprovo o presente relatório, concordando com a posição do relator segundo a qual um Ano Europeu desta índole pode e deve constituir uma boa oportunidade para reflectirmos sobre o desafio que o fenómeno demográfico representa para a União Europeia e para os seus Estados-Membros. Mas deve também abrir caminho à adopção de compromissos sólidos, no sentido da promoção do envelhecimento activo a todos os níveis. Devem ser envidados esforços no sentido de consolidar os

resultados do Ano Europeu no quadro das políticas e programas específicos em todos os domínios estratégicos relevantes, impulsionando desse modo a sua adopção prática permanente.

4-178-000

**Elena Oana Antonescu (PPE)**, *în scris*. – Procentul populației europene cu vârsta de peste 60 de ani va crește într-un ritm mult mai rapid ca până acum. Aceasta este o consecință a îmbunătățirii serviciilor de îngrijire de sănătate și a calității vieții. Cu toate acestea, UE se confruntă cu scăderea drastică a populației în anumite regiuni, cu o puternică presiune asupra fondurilor de pensii și probleme legate de resursele financiare pentru serviciile de îngrijire de sănătate și serviciile publice.

O modalitate esențială de a face față acestor provocări constă în promovarea creării unei culturi durabile a îmbătrânirii active, asigurând astfel segmentului de populație format din persoanele care se apropie de 60 de ani sau au depășit această vârstă posibilități convenabile de participare activă la viața socială, expresie culturală și sport, ținând seama de contribuția pozitivă a acestor activități la sănătatea mintală și fizică.

Îmbătrânirea este o provocare pentru întreaga societate și pentru toate generațiile, dar, în același timp, ține și de solidaritatea între generații și de rolul familiei. Prin urmare, promovarea culturii privind îmbătrânirea activă necesită adoptarea unei abordări multidimensionale pe tot parcursul vieții, precum și solidaritatea dintre generații.

4-178-250

**Regina Bastos (PPE)**, *por escrito*. – O envelhecimento demográfico constitui um desafio para a sociedade e para todas as gerações na União Europeia. É essencial que os modelos sociais europeus tenham em conta os seus efeitos. Assim, votei a favor do relatório sobre o Ano Europeu do Envelhecimento Activo que terá lugar em 2012. Esta iniciativa tem como objectivo a criação de uma cultura de envelhecimento activo ao longo da vida na União Europeia com base numa sociedade para todas as idades. Promover o envelhecimento activo significa criar melhores oportunidades para que os cidadãos mais velhos desempenhem o seu papel no mercado de trabalho, combater a pobreza, encorajar a participação activa na vida familiar e na sociedade, promover a solidariedade e a cooperação entre as gerações e incentivar o envelhecimento com dignidade. O envelhecimento activo contribui também para atingir um elevado nível de emprego na União Europeia e optimizar as oportunidades de saúde e de participação na sociedade, a fim de melhorar a qualidade de vida à medida que as pessoas vão envelhecendo.

4-178-500

**Izaskun Bilbao Barandica (ALDE)**, *por escrito*. – He votado a favor de este informe sobre el Año Europeo del Envejecimiento Activo porque es uno de los retos más importante de la UE, pero constituye también una de las mayores oportunidades. Los gobiernos y las políticas públicas tienen que responder a este reto en una serie de ámbitos, estableciendo condiciones marco para afrontar las consecuencias del envejecimiento demográfico. La iniciativa que hoy hemos aprobado alentará los esfuerzos de los Estados miembros, las autoridades regionales y locales, los interlocutores sociales y la sociedad civil para promover el envejecimiento activo e impulsar el potencial de una población de más de 50 años.



4-179-000

**Vilija Blinkevičiūtė (S&D), raštu .** – Balsavau dėl šio pranešimo, kadangi būtina imtis priemonių dėl tinkamo vyresnio amžiaus žmonių darbo aplinkos pritaikymo, užtikrinti sveikatos priežiūrą visiems vyresnio amžiaus žmonėms, suteikti jiems būtiną socialinę paramą. Deja, bet nemažai vyresnio amžiaus žmonių senatvę išgyvena atskirtyje. Be to, jei vyresnio amžiaus žmonės turės likti ilgiau darbo rinkoje, pavyzdžiui, dėl pensinio amžiaus ilginimo, tai būtina imtis konkrečių priemonių ir suteikti geresnes užimtumo galimybes šiems žmonėms, nes tik tai taip bus galima naikinti šios amžiaus grupės skurdo priežastis. Deja, bet vis dar neretai nuogaustaujama, kad pagyvenę žmonės gali tapti per sunkia našta jaunesniems darbingo amžiaus žmonėms, dėl to gali kilti įtampa tarp skirtingų kartų atstovų. Todėl būtina išgyvendinti tokią nuomonę ir nepamiršti, kokią didelę naudą vyresnio amžiaus žmonės duoda šiandien ir gali duoti ateityje. Be to, aktyvus senėjimas yra veiksmingas būdas kovoti su pagyvenusių žmonių skurdu. Visuomenėje ir ekonomikoje turi tapti aišku, jog vyresnio amžiaus žmonės nėra našta, o, dėl savo patirties, per gyvenimą nuveiktų darbų ir žinių, laimėjimas. Taigi, 2012-ieji Europos metai turėtų būti šių pokyčių Europoje gairė, nes vyresnio amžiaus žmonių dalis Europoje didėja, todėl skatinti sveiką senėjimą yra dar svarbiau nei anksčiau.

4-179-500

**Philippe Boulland (PPE), par écrit .** – Suite au vote du Parlement européen du 7 Juillet 2011, l'Union européenne inaugurerà à partir de janvier 2012 "l'Année du vieillissement actif". Année dont l'objectif est d'encourager et d'appuyer les efforts pour promouvoir le vieillissement actif, de penser les politiques nationales futures liées aux questions du vieillissement et d'encourager la solidarité intergénérationnelle. En tant que député européen membre de la Commission emploi et affaires sociales et médecin, je suis particulièrement sensible à cette thématique qui est un défi pour l'Union européenne. Nous sommes tous concernés par ce sujet, de près ou de loin. Il faut maintenant en parler. Cette initiative vise à stimuler le débat et à sensibiliser l'opinion publique sur l'importance du vieillissement actif et du rôle des personnes âgées dans nos sociétés. Alors que l'Union européenne fait face à une population vieillissante, les États membres sont appelés à penser de nouvelles politiques intelligentes et durables. Le Parlement européen souhaite que l'année 2012 serve à fixer des objectifs précis pour les États et ainsi éviter la faillite de nos systèmes de solidarité sous le poids financier du vieillissement. C'est pourquoi j'ai soutenu ce calendrier de tous mes vœux.

4-180-000

**Zuzana Brzobohatá (S&D), písemně .** – Komise navrhla, aby se rok 2012 stal Evropským rokem aktivního stárnutí. Cílem tohoto evropského roku je podněcovat a podporovat úsilí členských států, regionálních a místních orgánů, sociálních partnerů a občanské společnosti zaměřené na podporu aktivního stárnutí a udělat více pro mobilizaci potenciálu rychle rostoucího počtu obyvatel ve věku nad 55 let. Ve Výboru pro regionální rozvoj jsem jako stínová zpravodajka prosazovala a podporovala myšlenku doplnění podtitulu k Evropskému roku aktivního stárnutí a ten se podařilo prosadit. Jde o podtitul „solidarita mezi generacemi“. Aktivní stárnutí má za cíl vytváření lepších příležitostí a pracovních podmínek pro starší pracovníky tak, aby měli své místo na trhu práce, boj proti sociálnímu vyloučení posílením aktivního zapojení do společnosti a podporu zdravého stárnutí. Všechny tyto aspekty jsou v rozhodnutí naplněny, a proto jsem vyhlášení Evropského roku aktivního stárnutí na rok 2012 podpořila.

4-180-250

**Corina Crețu (S&D)**, *în scris*. – Am fost raportor virtual al Socialiștilor și Democraților din Parlamentul European pentru propunerea de decizie a Parlamentului European și a Consiliului privind Anul european al îmbătrânirii active (2012). Inițiativa propusă urmărește să sprijine și să încurajeze eforturile statelor membre, ale autorităților locale, ale partenerilor sociali și ale societății civile de a promova îmbătrânirea activă și de a depune mai multe eforturi pentru exploatarea potențialului populației cuprinse în segmentul de vârstă de peste 50 de ani. Prin urmare, Anul european ar trebui să servească drept cadru pentru sensibilizarea populației, identificarea și difuzarea bunelor practici și, cel mai important, pentru încurajarea factorilor de decizie și părților interesate de la toate nivelurile să promoveze îmbătrânirea activă, incluziunea socială și utilizarea eficientă a experienței lucrătorilor vârstnici.

4-180-500

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – O envelhecimento da população é um dos mais importantes desafios com que a Europa se confronta e confrontará. O aumento da esperança de vida e a melhoria das condições de saúde permitem hoje que as pessoas vivam melhor e durante mais anos, fazendo com que a faixa da população não activa cresça, ao mesmo tempo que a natalidade, estagnada desde a década de 80, não permite uma reposição da população activa, criando dificuldades para os sistemas de segurança social. As projecções do Eurostat prevêem, para 2030, um decréscimo de cerca de 6,8% no número de pessoas em idade de trabalhar, fazendo com que apenas dois trabalhadores suportem uma reforma (actualmente o rácio é de 4 para 1). Isto, como se percebe, coloca problemas graves para a sustentabilidade do sistema. É por isso que, sabendo que hoje se *envelhece melhor*, é necessário encontrar formas de garantir um envelhecimento activo, autónomo e saudável, fazendo com que as pessoas com mais de 65 anos permaneçam no mercado de trabalho ou que assumam outras formas de intervenção social, seja no voluntariado, seja na família, libertando, assim, recursos públicos e constituindo uma verdadeira mais-valia para as sociedades.

4-180-750

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – O envelhecimento da população é um dos maiores desafios políticos que a União Europeia enfrenta. Considerando que 2012 é o ano europeu do envelhecimento activo, impõe-se a concretização de medidas urgentes e concertadas, que afirmem a Europa como sociedade para todas as idades e coloquem as pessoas no centro da política, da sociedade e da economia. No contexto da Estratégia UE 2020, exige-se uma actuação eficaz e concreta da União Europeia e dos Estados-Membros, até porque já hoje se verifica uma elevada taxa de desemprego entre os jovens e já se sente a dificuldade de financiamento dos regimes de pensões. Mantendo-se a tendência demográfica actual, haverá, em poucos anos, uma profunda alteração na estrutura da população e na pirâmide etária. Em 2050, o número de jovens entre os 0 e os 14 anos passará de 100 para 66 milhões e a população em idade activa passará dos actuais 331 para 268 milhões. Para além disso, o número de pessoas com idades superiores a 80 anos passará de 4,1%, em 2005, para 11,4%, em 2050. Defendo uma resposta integrada, assente na promoção da equidade e solidariedade intergeracional, na articulação entre sistemas de pensões, orçamento, endividamento, bem como cuidados de saúde, reabilitação, promoção da natalidade, defesa da família e políticas contra a discriminação.

4-181-000

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – 2012 foi proclamado pela Comissão Europeia o Ano Europeu do Envelhecimento Activo e da Solidariedade entre as Gerações. Um conceito vago como o de *envelhecimento activo* pode abarcar concepções muito distintas, o que se torna evidente nas contradições que o relatório apresenta. Por um lado, coloca ênfase na necessidade de melhores oportunidades de emprego, na promoção de melhores condições de saúde e na segurança no trabalho para os trabalhadores mais velhos, mais políticas activas no domínio da família e aborda a questão das pessoas com deficiência e das doenças crónicas.

Por outro lado, há uma defesa transversal do aumento da idade da reforma, acrescentando-se que um dos efeitos do envelhecimento demográfico será a alteração dos modelos sociais europeus. É, assim, necessário reduzir a *pressão sobre os sistemas de saúde, de acção social e de pensões*. Não podemos dar cobertura às teses que visam alinhar a idade de reforma com a esperança média de vida (nas suas versões mais fundamentalistas), o que constitui um intolerável retrocesso civilizacional, contraditório até com o combate ao desemprego. Teses que tendem a ignorar factores como as possibilidades abertas pelo progresso científico e tecnológico e os seus impactos profundos no aumento da produtividade do trabalho e que procuram sim condições reforçadas para a exploração da força de trabalho.

4-182-000

**Ilda Figueiredo (GUE/NGL)**, *por escrito*. – A Comissão Europeia pretende que 2012 seja o Ano Europeu do Envelhecimento Activo e da Solidariedade entre as Gerações, utilizando um conceito vago de *envelhecimento activo* que pode abraçar muitas concepções, incluindo algumas contra as pessoas idosas, sendo isso evidente nas contradições do relatório. Por um lado, coloca ênfase na necessidade de melhores oportunidades de emprego, melhores condições de saúde e segurança no trabalho para os trabalhadores mais velhos, mais *cooperação* entre os mais jovens, através da formação dos trabalhadores jovens pelos mais velhos e do voluntariado para que os mais velhos possam partilhar as suas competências, insistindo em mais políticas activas no domínio da família e colocando a questão das pessoas com deficiência e das doenças crónicas.

Por outro lado, há uma defesa transversal do aumento da idade da reforma, ao salientar que *envelhecer de forma saudável pode contribuir para que as pessoas mais velhas participem mais no mercado de trabalho, se mantenham activas na sociedade durante mais tempo*. Acrescenta que um dos efeitos do envelhecimento demográfico será a alteração dos modelos sociais europeus, apontando para reduzir a *pressão sobre os sistemas de saúde, de acção social e de pensões*. Discordamos desta visão, que pretende castigar os idosos pelo prolongamento da idade, o que também prejudica os jovens e contribui para aumentar o desemprego.

4-182-500

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Starnutie obyvateľstva predstavuje jednu z najdôležitejších výziev, no zároveň jednu z najväčších príležitostí EÚ. Zvýšenie priemernej dĺžky života v spojitosti so starnutím je nepochybne mimoriadnym spoločenským pokrokom a úspechom našej doby, keďže dnešní Európania žijú dlhší a zdravší život než kedykoľvek predtým. Tento úspech však pre európsku spoločnosť predstavuje zároveň množstvo výziev najmä v oblasti zamestnanosti a sociálnej ochrany. Staroba sa navyše často spája s chorobami a závislosťou a starší ľudia sa môžu cítiť vylúčení zo zamestnania, ako aj z rodiny a spoločnosti. Starnutie preto svojim spôsobom možno považovať i za

výzvu a možnosti jej naplnenia spočívajú okrem iného aj v snahe zabezpečiť dlhšie zotrvanie obyvateľstva nad 50 rokov na trhu práce, pokračujúcej aktívnej účasti v spoločnosti a čo najdlhšom dobrom zdravotnom stave a nezávislosti. Európska únia a jej členské štáty už v minulosti urobili veľa pre zvýšenie priemernej dĺžky života občanov. Hospodárska prosperita, sociálna istota a mier sa postarali o to, že sa zvýšila tiež kvalita života. Európsky rok 2012 by mal rovnako predstavovať míľnik v pokračovaní takto nastúpeného rozvoja v Európe, ktorý do centra politického, spoločenského a hospodárskeho diania posúva človeka a ktorý európsku spoločnosť pretvára na spoločnosť pre všetky vekové kategórie.

4-182-750

**Pat the Cope Gallagher (ALDE),** *in writing* . – I am pleased that next year will be designated the European Year for Active Ageing. This measure will serve to promote vitality, dignity and solidarity between generations.

4-183-000

**Elisabetta Gardini (PPE),** *per iscritto* . – In un momento di grande preoccupazione, in cui il Commissario Andor ci dice che entro il 2060 i pensionati europei saranno il doppio dei lavoratori, la Commissione europea ha strategicamente proclamato il 2012 come Anno europeo per l'invecchiamento attivo.

Le conseguenze dell'invecchiamento della popolazione si riflettono sulle politiche sociali e sulle finanze pubbliche, ma rendono necessario migliorare la vita degli anziani, che devono essere messi nelle condizioni di vivere in salute e attivamente. Ecco perché il 2012 va interpretato come un'opportunità per costruire un'Europa in cui non si abbia paura di invecchiare!

È importante riscoprire il ruolo degli anziani nella società: sono una ricchezza insostituibile per tutta la comunità a cui non possiamo rinunciare. Un professore dell'Università della mia città, Padova – io sono d'accordo con lui – era solito dire che ogni volta che un anziano ci lascia, un intero archivio sparisce assieme a lui. Per migliorare l'inserimento degli anziani nella società attiva, per incentivare la solidarietà tra le generazioni affinché la vecchiaia sia una bella vecchiaia in quanto tale, l'Anno europeo si prefigge di sensibilizzare l'opinione pubblica, di promuovere il dibattito e lo scambio di esperienze tra i vari paesi dell'Unione e facilitare l'elaborazioni di politiche ad hoc.

4-184-000

**Bruno Gollnisch (NI),** *par écrit* . – On s'interroge de manière globale sur la nécessité d'organiser ces coûteux et totalement inutiles évènements que sont les années européennes. Avec l'année du "vieillessement actif", on atteint des sommets! Il faut vite détromper ceux qui, induits en erreur par la novlangue employée, verraient dans le terme "actif" une promotion d'un investissement social ou sportif des personnes âgées, la valorisation de l'apport qu'elles peuvent offrir bénévolement à la société, l'encouragement à un vieillissement en pleine santé...

Non, il s'agit surtout d'organiser une année de propagande pour changer les mentalités en faveur du maintien des seniors au travail. Le plus longtemps possible. Peut-être jusqu'à la mort, ce qui ferait de sacrées économies pour nos systèmes de retraite? Une sorte d'accompagnement psychologique des politiques restrictives menées par les États membres sur ordre de Bruxelles. Elle est vraiment chouette, l'Europe sociale !

4-185-000

**Mathieu Grosch (PPE)**, *schriftlich*. – Das europäische Jahr des aktiven Alterns ist mehr als ein zusätzliches europäisches Jahr, wenn wir bedenken, dass bald mehr Bürger im Ruhestand sind als im Berufsleben. Dies stellt uns natürlich vor die Herausforderung, ein aktives Altern zu ermöglichen, erfordert aber auch die Lösung vieler sozialer und gesellschaftlicher Probleme. Die Senioren müssen stärker am aktiven Leben teilnehmen dürfen, denn ihre Erfahrungswerte und Ihre Arbeit sind für Familie und auch Beruf wichtig. Dies ist u. a. ein möglicher Weg, die Solidarität zwischen den Generationen aufrechtzuerhalten.

4-185-125

**Brice Hortefeux (PPE)**, *par écrit*. – Les enjeux du vieillissement et de la dépendance sont des préoccupations majeures pour les pays européens qui sont confrontés à un vieillissement rapide de leurs populations et à la baisse du taux d'actifs. En 2060, l'Europe devrait comptabiliser deux actifs pour une personne âgée de plus de 65 ans et les dépenses publiques liées au vieillissement devraient considérablement augmenter.

En désignant l'année 2012 année européenne du vieillissement actif, les Etats membres et les institutions européennes s'engagent résolument en faveur de l'amélioration des possibilités et des conditions d'emploi des travailleurs âgés, de la solidarité intergénérationnelle et d'une meilleure inclusion des personnes âgées dans nos sociétés.

Ces engagements devraient se traduire par des actions de sensibilisation de l'opinion publique, par des échanges de bonnes pratiques entre les Etats membres et par la promotion des initiatives locales, nationales et européennes. Des coordinateurs nationaux seront chargés de veiller au bon fonctionnement des activités qui seront organisées tout au long de l'année dans les Etats membres ou à l'échelle européenne.

C'est pourquoi, je tiens à saluer tout particulièrement l'adoption de ce rapport qui traduit la détermination des parlementaires européens à se saisir d'une problématique que je considère fondamentale.

4-185-250

**Juozas Imbrasas (EFD)**, *raštu*. – Pritariau dokumentui, kadangi yra siekiama 2012 m. nustatyti kaip Europos aktyvaus senėjimo metus ir skirti tam pinigų iš ES biudžeto. Eurostato demografinės prognozės rodo, kad 2030 m. darbingo amžiaus asmenų sumažės apie 6,8 proc. Taigi, tik du darbingo amžiaus (15–64 metų) asmenys turės išlaikyti vieną į pensiją išėjusį asmenį (vyresnį nei 65 metų), palyginus su dabartiniu santykiu, kai keturi asmenys išlaiko vieną. Taigi ES patirs didelį santykinį vyresnio amžiaus asmenų skaičiaus augimą palyginti su dideliu asmenų iki 50 metų amžiaus skaičiaus mažėjimu ir dėl to gali didėti spaudimas valstybių biudžetams ir pensijų sistemoms, socialinėms ir priežiūros paslaugoms. Be to, senyvas amžius vis dar neretai siejamas su ligomis ir priklausomybe nuo kitų asmenų, vyresnio amžiaus žmonės gali jaustis nereikalingi darbo rinkoje, šeimoje ir bendruomenės gyvenime. Per siūlomus aktyvaus senėjimo metus turėtų būti skatinamos ir remiamos valstybių narių, jų regionų ir vietos valdžios, socialinių partnerių ir pilietinės visuomenės pastangos skatinti aktyvų senėjimą ir imtis daugiau veiksmų žmonių, kuriems netrukus sukaks 60 metų, ir vyresnių žmonių grupės atstovų kartos potencialui sutelkti. Taigi Europos metais būtų sudarytas pagrindas informuoti visuomenę, nustatyti ir skleisti gerą patirtį ir, visų pirma, visų lygių teisės aktų leidėjus ir suinteresuotuosius asmenis raginti propaguoti aktyvų senėjimą.

4-185-625

**Kartika Tamara Liotard (GUE/NGL)**, *in writing*. – I voted in favour of Compromise Amendment No 53 to the Kastler Report 'on the European Year for Active Ageing and Solidarity between Generations (2012)', since I fully support the idea of raising awareness of the consequences of population ageing for society, and putting the issue on the political agenda. With regard to EU policies, I strongly believe that policy makers should pay more attention to the issues and challenges that result from population ageing, regardless of the policy field. Population ageing should indeed be treated from an overarching and holistic perspective. The consequences of population ageing are too often overlooked or even ignored, in particular those with regard to social security, pension acquirement and eligibility, and (long term) care provision. Since the Kastler report does not offer effective and long-term solutions with regard to guaranteeing, maintaining, and improving social security – in particular pensions and care provisions – I abstained in the final vote.

4-186-000

**Elżbieta Katarzyna Łukacijewska (PPE)**, *na piśmie*. – Drogie Koleżanki i Koledzy! Biorąc pod uwagę fakt, że do 2035 roku grupa ludności w wieku sześćdziesięciu lat i powyżej będzie powiększać się co roku o około 2 miliony osób, należy zwracać uwagę nie tylko w Unii Europejskiej, ale także na świecie na solidarność i współpracę międzypokoleniową. Osobiście uważam, że powinno się promować możliwość aktywnego uczestnictwa ludzi starszych w życiu obywatelskim, głośno mówić o wolontariacie, ułatwiać dostęp seniorom do nowych technologii i zapewniać szkolenia w zakresie ich wykorzystania. Jednocześnie musimy zachęcać państwa członkowskie, władze samorządowe oraz organizacje pozarządowe do wspierania działań na rzecz osób starszych. Nie ulega wątpliwości, że celem powinno być zwalczanie ich wykluczenia społecznego, ponieważ obecnie starzenie się populacji stanowi jedno z najważniejszych wyzwań stojących przed Unią Europejską. Jeszcze raz podkreślam - proponowana inicjatywa PE i Rady Europejskiego Roku Aktywności Osób Starszych w 2012 stanowi wspaniały projekt, dlatego głosowałam za jego przyjęciem. Dziękuję

4-187-000

**David Martin (S&D)**, *in writing*. – I welcome this report to designate 2012 as European Year for Active Ageing. Population ageing is one of the EU's most important challenges but also one of the biggest opportunities. The rise in life expectancy linked to ageing is certainly an extraordinary social achievement and a success of our time. Europeans today are living longer and healthier lives than ever before, which is a positive and encouraging development. However, this success also confronts European society with a number of challenges, in particular in the area of employment and social protection. To illustrate this, Eurostat's demographic projections expect a decrease of about 6.8% (20.8 million) in people of working age in 2030. Thus, only two people of working age (15-64) will have to support one retired person (over 65), compared to a ratio of four to one today. The EU will therefore experience a steep increase in the share of older people and a large decline in the share of population aged below 50, which may, in turn, increase pressure on public budgets and pension systems, as well as on the social and care provision for older people. In addition, old age is often associated with illness and dependency.

4-187-250

**Clemente Mastella (PPE)**, *per iscritto*. – Oggigiorno i cittadini europei vivono sempre più a lungo ed in condizioni di salute fortunatamente migliori: l'invecchiamento della popolazione rappresenta, però, anche una delle maggiori sfide per l'Unione Europea. Presto ci si troverà di fronte ad un considerevole incremento della percentuale di persone anziane ed a una forte diminuzione della popolazione sotto i 50 anni, con un conseguente aumento della pressione su bilanci pubblici, sistemi pensionistici e sanitari e sistemi di assistenza sociale per gli anziani. Sosteniamo la decisione della Commissione di istituire l'Anno europeo dell'invecchiamento attivo per il 2012: ciò dovrebbe incoraggiare gli sforzi di Stati membri, autorità locali e regionali, parti sociali e società civile nel promuovere un invecchiamento attivo e mobilitare il potenziale della fascia di popolazione dai 50 anni in su. L'Anno europeo dovrebbe essere, quindi, il buon contesto in cui accrescere consapevolezza, identificare e attuare le buone pratiche e, soprattutto, incoraggiare responsabili politici e parti interessate a promuovere l'invecchiamento attivo a tutti i livelli. Siamo dell'idea, infine, che per promuovere un invecchiamento attivo sia necessario accrescere la solidarietà e la collaborazione tra generazioni e che gli obiettivi da realizzare dovranno essere vitalità, dignità e solidarietà tra le varie fasce di età.

4-187-500

**Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL)**, *par écrit*. – Ce rapport fait du départ à la retraite à 65 ans un acquis. Je m'y oppose formellement. Vieillesse active ne doit pas rimer avec vieillesse au travail. Je m'engage à tout faire pour que 2012 ne soit pas l'année de la retraite à 65 ans et plus.

4-187-750

**Nuno Melo (PPE)**, *por escrito*. – O envelhecimento da população é um dos desafios mais importantes que se coloca à União Europeia, mas constitui também uma das maiores oportunidades. Por estes motivos, o envelhecimento da população poderá ser considerado um enorme desafio, para não dizer um risco, ou poderá oferecer novas oportunidades à sociedade europeia, consoante a forma como nos prepararmos para ele. Uma das chaves para superar este desafio reside em garantir que as pessoas com idades próximas dos 60 anos ou mais se mantenham durante mais tempo no mercado de trabalho, continuem a ser intervenientes activos na sociedade e permaneçam saudáveis e autónomas durante tanto tempo quanto possível. Constitui, pois, um desafio para o qual a sociedade europeia tem de se preparar, se o fizer bem e com muita antecedência, poderá traduzir-se numa oportunidade para a Europa prosperar mais rapidamente e com um maior grau de coesão social entre as gerações.

4-188-000

**Louis Michel (ALDE)**, *par écrit*. – C'est une erreur de considérer le vieillissement comme un élément négatif qui pèserait sur le devenir social de la société. Pour autant que la personne âgée garde une place à part entière dans la société, elle ne constitue certainement pas une charge, car elle peut contribuer au développement général, que ce soit comme acteur ou comme consommateur. Bien dans son corps et dans son esprit, la personne âgée est en train de quitter son statut traditionnel de personne marginalisée et protégée de manière un peu paternaliste, pour accéder au rang d'acteur de sa propre vie mais aussi du champ économique, social et culturel de la société.

Permettre à chacun d'exercer librement son choix de vie n'est possible que dans la mesure où il dispose de revenus suffisants. C'est pourquoi il faut offrir aux travailleurs de plus de 50 ans plus de chances et de possibilités sur le marché du travail et combattre les préjugés selon lesquels les travailleurs âgés prennent la place des jeunes. La société a besoin des aînés, de leur expérience, de leur savoir-faire et de leur flexibilité. Il s'agit d'un enjeu essentiel et la promotion du vieillissement actif présuppose aussi d'améliorer la solidarité et la coopération intergénérationnelles.

4-188-250

**Miroslav Mikolášik (PPE)**, *pisomne*. – Vážený pán predseda, vážené kolegyne, vážení kolegovia, Vzhľadom na značné demografické zmeny počas posledných desaťročí sa stáva vytváranie udržateľnej kultúry celoživotného aktívneho starnutia politickou prioritou. Európska populácia blížiac sa k šesťdesiatke a staršia nielen že rýchlo rastie ale je aj celkovo zdravšia a vzdelanejšia ako predchádzajúce generácie. Z tohto dôvodu treba pre ňu vytvárať príležitosti pre aktívne zapojenie sa do pracovného, spoločenského a rodinného života. Takéto činnosti budú nielen spoločensky prospešné, ale aj pomôžu seniorom udržiavať svoje psychické a fyzické zdravie. Izolácia starších osôb je totiž nežiaduca ako pre spoločnosť, tak pre dotknutých jednotlivcov. V tomto smere hrajú poprednú rolu miestne a regionálne orgány, ktoré by mali brať do úvahy vysoký potenciál, kvalifikáciu a poznatky starších ľudí žijúcich v danom regióne a dávať im možnosť zapojiť sa do miestnych a regionálnych projektov a iniciatív umožňujúcich prispievať k rozvoju ich komunity. V rámci medzigeneračnej solidarity je teda dôležité podporovať aktívne zapájanie starších osôb do spoločnosti bez diskriminácie, ich zdravé starnutie a podporovať ich vitalitu a dôstojnosť prostredníctvom vysokokvalitnej zdravotnej starostlivosti, dlhodobej starostlivosti a sociálnych služieb. Vitám preto správu Martina Kastrelra vypracovanú pri príležitosti Európskeho roku aktívneho starnutia a hlasujem v jej prospech.

4-188-500

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing*. – The report proposes to make 2012 the European Year for Active Ageing and Solidarity between Generations. The European Year of Active Ageing will help people to face the challenges of ageing. Active ageing will allow elderly people to stay in work and share their experience, to continue playing an active role in society and to live lives which are as healthy, independent and interesting as possible. So, as he has nothing else to come up with, Mr Kastler has generated a topic for an individual publicity move. I abstained from voting since I do not understand the point and aim of this 'work'.

4-188-625

**Siiri Oviir (ALDE)**, *kirjalikult*. – Elanikkonna vananemist võib pidada väga suureks väljakutseks, arvestades Euroopa alla 50-aastase elanikkonna järsku vähenemist. Sellele väljakutsele edukaks reageerimiseks ja Euroopa jõukuse ning põlvkondadevahelise suurema ühtekuuluvuse tagamiseks on vaja, et viiekümneaastased ja vanemad inimesed saaksid jääda kauemaks tööturule, säilitada oma aktiivse rolli ühiskonnas ning jääda võimalikult kaua terveks ja sõltumatuks. Eakad on siiski ühiskonna ressurss, mitte koorem! Toetasin raporti enamiku muudatusettepanekute nagu neist ühtede olulisemate – nr 7, 28, 43 ja 52 ning raporti enda vastuvõtmist, kuna antud oluliste küsimustega tegelemisest oleneb terve Euroopa parem käekäik – ühiskonna elujõulisus, väarikus ja põlvkondadevaheline solidaarsus.



4-188-750

**Rolandas Paksas (EFD)**, *raštu*. – Balsavau už šią rezoliuciją, kadangi senėjimas yra visai Europos visuomenei ir visoms jos kartoms iškilusi problema. 2012-uosius paskelbus Europos aktyvaus senėjimo metais, remiantis įvairaus amžiaus visuomene ir kartų solidarumu, bus sukurta tvari aktyvaus senėjimo kultūra Europoje. Taigi, bus skatinamos ir remiamos valstybių narių, jų regionų ir vietos valdžios, socialinių partnerių ir pilietinės visuomenės pastangos skatinti aktyvų senėjimą. Be to, bus sudarytos sąlygos senėti aktyviai ir senėti išsaugant visų asmenų gyvybingumą ir išlaikant jų orumą. Atkreiptinas dėmesys į tai, kad norint pasiekti užsibrėžtų tikslų, reikėtų skirti bent minimalius biudžeto išteklius, numatant atskirą biudžeto eilutę.

4-189-000

**Justas Vincas Paleckis (S&D)**, *raštu*. – 2030 m. darbingo amžiaus asmenų skaičius Europos Sąjungoje sumažės 6.8 proc. Tik 2 darbingo amžiaus žmonės turės išlaikyti vieną pensininką. Senstanti Europos visuomenė kelia ekonomines grėsmes, todėl svarbu užtikrinti, jog žmonės kuo ilgiau išliktų darbo rinkoje, vyresni darbuotojai aktyviai dalyvautų visuomeninėje veikloje, būtų sveiki, veiklūs bei nepriklausomi. Balsavau už pranešimą dėl aktyvaus senėjimo metų 2012-aisiais, nes jame raginama padėti senjorams išsaugoti ne tik socialinę, bet ir fizinę bei dvasinę gerovę. Pritariu, jog šiems tikslams pasiekti itin svarbus kartų solidarumas bei bendradarbiavimas. Sveikinu pasiūlymą 2012 m. paskelbti Europos aktyvaus senėjimo metais. Tai skatintų kartų solidarumą, pabrėžtų vyresnių žmonių indėlio į visuomenę svarbą.

4-189-500

**Alfredo Pallone (PPE)**, *per iscritto*. – Cari colleghi, Il processo d'invecchiamento demografico colpisce tutta l'Europa e pone in essere seri problemi come il futuro in materia di sistemi pensionistici, spese per servizi sociali e assistenziali. Per queste ragioni si è pensato di proporre un anno europeo dedicato all'invecchiamento attivo, che seguendo le linee guida della Strategia Europa 2020 affronterebbe la sfida di trasformare, con una politica efficace a favore dell'invecchiamento attivo e attraverso la solidarietà intergenerazionale, il problema in una risorsa che crei maggiori opportunità agli anziani, mantenendoli in salute e offrendo loro la possibilità di avere ancora un'importante utilità sociale.

4-189-750

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Este relatório é importante e era urgente, atendendo ao facto da nossa população europeia estar cada vez mais idosa, com taxas de natalidade em geral insuficientes para assegurar a renovação geracional e com uma pirâmide demográfica invertida em vários Estados-Membros. Simultaneamente, sublinha-se o facto de numerosos estudos científicos do domínio médico apontarem para o prolongamento da vida activa como a melhor terapêutica psicossomática para um envelhecimento saudável. Neste contexto, o Ano Europeu do Envelhecimento Activo será uma motivação acrescida para a actividade física e intelectual da população mais idosa e uma chamada de atenção, à geração mais jovem, para o mérito das várias formas de actividade desenvolvidas pelos mais velhos. Por todas estas razões, votei favoravelmente o presente relatório.

4-190-000

**Rovana Plumb (S&D)**, *în scris*. – Pentru a promova îmbătrânirea activă, este extrem de important să fie consolidată solidaritatea și cooperarea dintre generații. Această solidaritate

nu trebuie abordată exclusiv din perspectivă financiară, ci trebuie privită și într-un context mai larg care să includă promovarea cooperării reciproce și schimburile dintre generații, astfel încât fiecare generație să-și poată găsi locul în societate și să-și poată aduce contribuția la societatea europeană cât mai bine. Societatea europeană trebuie să devină o societate a tuturor vârstelor. Guvernele și politicile publice trebuie să răspundă acestei provocări în mai multe domenii, în special prin instituirea unor condiții-cadru pentru a face față consecințelor îmbătrânirii populației. Sectorul privat, partenerii sociali și societatea civilă, precum și cetățenii individuali trebuie să contribuie fiecare în felul său. Toate aceste părți interesate reprezintă factori-cheie în asigurarea unor soluții pentru provocarea legată de îmbătrânirea societății europene. Comisia și statele membre trebuie să ia în considerare integrarea principiului egalității între femei și bărbați, a persoanelor cu dizabilități, a persoanelor aparținând minorităților etnice, în special a celor aparținând minorității rome, în cadrul desfășurării Anului european. Totodată, este importantă promovarea unei sănătăți bune și a unei calități ridicate a vieții, inclusiv prin asigurarea accesului la servicii de îngrijire de sănătate de înaltă calitate.

4-191-000

**Crescenzo Rivellini (PPE)**, *per iscritto* . – Signor Presidente, onorevoli colleghi, oggi durante la sessione plenaria di Strasburgo è stata votata la relazione "Anno europeo dell'invecchiamento". L'aumento della speranza di vita connessa all'invecchiamento è sicuramente una straordinaria conquista sociale e un successo del nostro tempo. I cittadini europei vivono più a lungo e in condizioni di salute migliori rispetto a prima. Tuttavia, questo successo presenta numerose sfide per la società europea, innanzitutto da un punto di vista lavorativo e previdenziale. L'anno europeo dell'invecchiamento ha come obiettivo generale incoraggiare gli sforzi fatti dagli Stati membri per promuovere l'invecchiamento attivo. L'invecchiamento attivo implica la creazione di migliori possibilità e condizioni di lavoro al fine di permettere ai lavoratori anziani di mantenere il loro ruolo sul mercato del lavoro e di lottare contro l'esclusione sociale rafforzando la partecipazione attiva nella società ed incoraggiando un invecchiamento sano.

4-192-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing* . – In favour. Population ageing is one of the EU's most important challenges but also one of the biggest opportunities. The rise in life expectancy linked to ageing is certainly an extraordinary social achievement and a success of our time. Europeans today are living longer and healthier lives than ever before, which is a positive and encouraging development. However, this success also confronts European society with a number of challenges, in particular in the area of employment and social protection. To illustrate this, Eurostat's demographic projections expect a decrease of about 6.8% (20.8 million) in people of working age in 2030. Thus, only two people of working age (15-64) will have to support one retired person (over 65), compared to a ratio of four to one today. The EU will therefore experience a steep increase in the share of older people and a large decline in the share of population aged below 50, which may, in turn, increase pressure on public budgets and pension systems, as well as on the social and care provision for older people. In addition, old age is often associated with illness and dependency, and older people can feel excluded from employment as well as from family and society.

4-193-000

**Licia Ronzulli (PPE)**, *per iscritto*. – Dal 2012 la popolazione ultrasessantenne crescerà di due milioni l'anno.

È necessario pertanto costruire un quadro d'azione volto ad accrescere la consapevolezza del contributo che la popolazione anziana può dare alla società e a rafforzare il dialogo tra generazioni. La Commissione europea ha deciso di lanciare questa iniziativa con l'obiettivo di creare nuove opportunità occupazionali e condizioni di lavoro migliori per il crescente numero di anziani in Europa, aiutandoli ad avere un ruolo attivo nella società.

La sfida per tutte le parti interessate consiste nel migliorare le possibilità di invecchiare, intervenendo in settori tanto diversi quanto il lavoro, l'assistenza sanitaria, i servizi sociali, l'istruzione per gli adulti, il volontariato, gli alloggi, i servizi informativi o i trasporti. Mediante politiche a favore dell'invecchiamento attivo saranno offerte maggiori opportunità agli anziani che potranno continuare a contribuire al bene della società.

Con l'adozione del documento odierno ogni Stato membro dovrà inoltre informare la Commissione del proprio programma di lavoro, comunicando dettagliatamente le attività nazionali previste nel quadro dell'Anno europeo.

4-194-000

**Oreste Rossi (EFD)**, *per iscritto*. – Il 2012 sarà l'Anno europeo dell'invecchiamento attivo.

La decisione della Commissione deriva dalla consapevolezza del continuo aumento di persone anziane negli Stati membri, fenomeno legato al tasso di natalità ridotta e all'aumento delle prospettive di vita, grazie anche alla ricerca medica e scientifica. L'impegno europeo è quello di considerare l'anziano non come un peso per la società, ma come un'opportunità permettendogli ad esempio di svolgere attività di volontariato a tutti i livelli.

L'Unione europea, nel rispetto del trattato che pone sullo stesso piano con gli stessi diritti tutti i suoi cittadini, deve impegnarsi a garantire pari dignità e possibilità di accesso agli anziani colpiti da disabilità. Il testo presenta aspetti positivi, ma volendo includere nei progetti anche i paesi candidati, mi porta, temendo un'inutile spesa di denaro dei cittadini europei, ad astenermi.

4-194-250

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – O envelhecimento geral da população é um fenómeno comum a toda a União Europeia, onde se assistirá a mudanças consideráveis nos próximos 20 anos. Durante o período de 1995-2015, estima-se que o grupo etário dos 20 aos 29 anos perderá 11 milhões de pessoas (-20%), enquanto o grupo etário dos 50 aos 64 aumentará 16,5 milhões (+ 25%). Voto favoravelmente o presente relatório por entender que a Europa deve assumir uma preocupação crescente com o envelhecimento activo e saudável dos seus cidadãos, através da definição de acções programáticas que estimulem o aumento da independência, a prevenção de acidentes, a reabilitação pós doença e a prática de actividades desportivas em todo o espaço europeu.

O Ano Europeu do Envelhecimento Activo deverá, ainda, constituir uma oportunidade para estabelecer uma maior solidariedade intergeracional, dado que o intercâmbio de conhecimentos entre as pessoas mais idosas e a juventude permitirá, por um lado, aumentar as qualificações e competências das gerações futuras e, por outro lado, valorizar a

experiência de vida das pessoas mais idosas. Deverá ainda ser um ano vocacionado para sensibilizar as empresas europeias para a importância de desenvolverem novos produtos e serviços que vão ao encontro das necessidades especiais deste sector específico da população.

4-194-500

**Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL),** *par écrit* . – Vieillessement actif : que cache ce nouveau concept ?

J'ai voté contre ce rapport sur l'Année européenne du vieillissement actif 2012.

Le rapport contient certes un certain nombre d'idées positives comme la lutte contre les discriminations basées sur l'âge, la mise au point des services sociaux et de santé surtout en termes d'accès, la promotion de l'apprentissage tout au long de la vie et du travail bénévole pour les personnes âgées.

Mais ce ne sont que de belles phrases contredites par la réalité des politiques mises en œuvre. Par ailleurs, le concept du "vieillessement actif" est pour le moins ambigu. C'est une autre façon de dire aux gens qu'il faut travailler toujours plus longtemps et toujours plus, et la résolution le dit clairement puisqu'il faut "mobiliser le potentiel des personnes âgées" afin "qu'ils trouvent leur place dans le marché du travail."

Nous avons d'autres choses à proposer aux personnes les plus âgées, en commençant par cesser de les opposer aux jeunes et en leur offrant une vraie place dans la société qui tienne compte des compétences acquises qui préservent les acquis sociaux qui leur permettent de vieillir dignement. Tel est l'enjeu de l'année européenne.

4-195-000

**Angelika Werthmann (NI),** *schriftlich* . – Das Jahr 2012 zum „Europäischen Jahr für aktives Altern und Solidarität zwischen den Generationen“ zu ernennen, ist – angesichts der gegenwärtigen Debatten über die künftige demographische Entwicklung – eine sehr gute Idee, um – wie der Berichtstatter selbst schreibt – über diese Entwicklung und den damit einhergehenden Herausforderungen nachzudenken und zu informieren und vor allem allfällige negative Altersklischees zu entlarven und Altersdiskriminierung aufzuzeigen und zu bekämpfen.

4-195-500

**Anna Záborská (PPE),** *písomne* . – Demografická kríza v Európe sa prehlbuje, na čo postupne reagujú členské štáty zvyšovaním vekovej hranice na odchod do dôchodku. Európsky rok aktívneho starnutia v skutočnosti nebude trvať rok, ale mnoho rokov. Správa kolegu Kastlera hovorí o potrebe zdôrazniť práve v tejto situácii význam medzigeneračnej solidarity, ktorá je kľúčová pre úspešné zvládnutie výzvy vyplývajúcej z nárastu podielu starších ľudí na celkovej populácii. Členské štáty aj EÚ už raz vážne zlyhali v otázke rodinnej politiky. V dôsledku tohto zlyhania dnes musíme vážne riešiť otázky spojené so starnutím. Ďalšie zlyhanie by mohlo byť pre Európu fatálne. Vyhlásenie roku 2012 za rok aktívneho starnutia je veľkou príležitosťou upozorniť na skutočné hodnoty: dôstojnosť človeka a solidaritu medzi jednotlivými generáciami. Je však potrebné začať hovoriť aj o priepastných rozdieloch v oblasti sociálnej a zdravotnej starostlivosti o ľudí v dôchodkovom veku v jednotlivých členských štátoch EÚ a o tom, ako tieto rozdiely odstraňovať, rešpektujúc pritom kompetencie členských štátov.

4-196-000

**Iva Zanicchi (PPE)**, *per iscritto*. – È innegabile come il processo di invecchiamento demografico sia gravoso per i bilanci pubblici europei, specie per i sistemi pensionistici dei singoli Stati membri: proprio per questo è doveroso impegnarsi per favorire un'efficace politica per l'invecchiamento attivo che possa offrire agli anziani l'opportunità di continuare a lavorare, mantenersi in salute più a lungo e rivestire un ruolo attivo nella società a dispetto della non più giovane età.

La proposta relativa all'Anno europeo per l'invecchiamento attivo può senza dubbio dare un importante contributo, permettendo ai lavoratori anziani di mantenere un ruolo sul mercato del lavoro, lottare contro l'esclusione sociale e rafforzare la partecipazione attiva nella società attraverso un tipo di invecchiamento "sano". Per queste ragioni ho espresso il mio voto favorevole al testo presentato oggi in aula.

4-197-000

**Artur Zasada (PPE)**, *na piśmie*. – Debata na temat przyszłości demograficznej Europy jest jedną z najważniejszych i najpoważniejszych dyskusji w Parlamencie Europejskim. Dotyczy osób starszych, jakości życia w późnym wieku oraz przyszłości każdego z nas. Jest to wielkie wyzwanie, które mimo niebezpieczeństw może przynieść nam Europejczykom wiele korzyści. Ustanowienie roku 2012 Europejskim Rokiem Aktywności Osób Starszych to bardzo cenna inicjatywa. Musimy być świadomi wszystkich konsekwencji związanych ze starzeniem się społeczeństwa europejskiego, a także zrobić wszystko co w naszej mocy, aby zniwelować negatywne skutki tego procesu. Jeśli chodzi o to, co my, jako Posłowie do Parlamentu Europejskiego możemy wnieść w te działania, to z pewnością promocję europejskich programów „Leonardo da Vinci” i „Grundtvig”. To dzięki nim organizacje seniorów realizują coraz ambitniejsze plany i zachęcają do działania większą rzeszę seniorów. Chciałbym również dodać, iż osobiście i we współpracy z moimi lokalnymi asystentami współpracuję z Uniwersytetami III Wieku, a nasze kontakty przynoszą obopólne korzyści. Zatem zachęcam do podobnych działań - tak, aby rok 2012 diametralnie przyczynił się do zwiększenia aktywności osób starszych.

4-198-000

### **Motion for a resolution RC-B7-0389/2011**

4-198-250

**Luís Paulo Alves (S&D)**, *por escrito*. – Aprovo a presente proposta de resolução, considerando que ventos da mudança continuam a soprar por todo o mundo árabe e que as manifestações na Síria, no Iémen e no Barém continuam a exigir uma verdadeira democracia e reformas políticas, económicas e sociais, para combater a corrupção e o nepotismo, garantir o respeito pelos direitos humanos e liberdades fundamentais, reduzir as desigualdades sociais e criar melhores condições económicas e sociais. A UE deve condenar, sem reservas, a tirania e a opressão e tudo deve fazer para que os regimes que usam a violência contra o seu próprio povo percam a legitimidade.

4-198-500

**Laima Liucija Andrikiénė (PPE)**, *in writing*. – I voted in favour of the resolution on the situation in Syria, Yemen and Bahrain in the context of the situation in the Arab world and North Africa. I strongly support the condemnation of the disproportionate use of force

by regimes against peaceful demonstrators. The immediate and unconditional stop of bloodshed and the release of the people arrested is a prerequisite for the continuation of the transition process. The political leaderships of the Arab countries must honour their commitments by engaging without delay in an open and constructive political dialogue, involving all democratic political parties and movements and representatives of civil society. Moreover, the authorities must guarantee freedom of thought, conscience and religion, which are fundamental human rights.

4-199-000

**Elena Oana Antonescu (PPE)**, *în scris*. – Sprijin această rezoluție și îmi exprim, pe această cale, speranța că represiunile violente din Siria și Yemen vor înceta. În momentul în care un lider sau o clasă conducătoare alege violența pentru a se menține la putere, legitimitatea deciziilor sale are foarte mult de suferit. Când, printre victime, se regăsesc femei și copii nevinovați, situația trebuie condamnată la unison de către toți cei care cred în valorile democrației, în libertatea de expresie și în dreptul unui cetățean de a-și contesta propriii conducători.

4-200-000

**Pino Arlacchi (S&D)**, *in writing*. – I voted for this important resolution because the implementation of significant political and social reforms in the Arab countries is now imperative. In Syria the escalation of brutal repression against peaceful protesters has to stop. With this text we call on the Syrian authorities and President Bashar al-Assad to put an end to the massacre of innocent people and to engage in an immediate and genuine political process in order to contribute to a democratic transition in the country. I also want to stress our serious concern about the increasingly bad humanitarian situation in Yemen and in Bahrain. The unconditional release of all peaceful demonstrators, including political activists, journalists and human rights defenders is a matter of priority. The national dialogue launched by King Hamad in Bahrain can produce effective results only if the participation of all political forces is granted. For these reasons we call on the political leaderships of these countries to immediately meet their commitments by opening a constructive political dialogue involving all democratic political parties, movements and civil society representation.

4-200-250

**Izaskun Bilbao Barandica (ALDE)**, *por escrito*. – He apoyado esta resolución por la importancia de los acontecimientos que están teniendo lugar en esta zona del mundo. Siria, Yemen, Barhén, las zonas del mundo árabe y el África septentrional están viviendo momentos de gran tensión. Condeno en este sentido todo recurso desproporcionado a la violencia por parte de los regímenes en contra de los manifestantes pacíficos, lamentando el elevado número de víctimas que se está produciendo. Alabo el coraje que muchos ciudadanos están teniendo en su lucha pacífica y, en particular, el papel de las mujeres que están en la vanguardia de las protestas. Por otra parte, estoy esperanzada por la transición democrática que pueden tener países como Túnez y Egipto con vistas a futuras elecciones presidenciales limpias y democráticas.

4-200-375

**Mário David (PPE)**, *por escrito*. – Foi com agrado que vi aprovada esta resolução comum, da qual sou um dos primeiros subscritores, sobre a situação na Síria, no Iémen e no Barém,

no contexto da situação no mundo árabe e no Norte de África. Neste contexto de instabilidade no mundo árabe e no norte de África, exige-se, da comunidade internacional e, em particular, da Europa, uma acção rápida e eficaz, nomeadamente um maior envolvimento no processo de Paz do Médio Oriente. Enquanto Presidente da Delegação do Maxereque e no que concerne à Síria, lamento que a comunidade internacional tenha, aos olhos da opinião pública, dois pesos e duas medidas. É ainda preciso denunciar a posição da Rússia e da China que, através do direito de veto, têm impedido que a comunidade internacional possa assumir uma posição mais consentânea com nossos valores fundamentais.

4-200-500

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – O despoletar das revoltas no mundo muçulmano, em Dezembro passado, acarretou a constatação de que a situação era bastante mais heterogénea e complexa do que se poderia pensar. Subitamente, os sons e as imagens provindos de locais como a Praça Tahrir no Cairo davam conta das inquietações e frustrações e da profunda vontade de mudança. Creio que a União Europeia não pode alhear-se dos atropelos aos direitos humanos e às liberdades cívicas que se vêm sucedendo. Os casos sírio e iemenita são particularmente brutais e merecem o nosso firme repúdio. A União Europeia deve procurar auxiliar aqueles que se batem pelos valores de que comungamos e recorrer aos meios de que dispõe para exigir aos governos que os põem em causa que cessem tais práticas atentatórias da dignidade humana.

4-200-750

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – Fazendo jus à sua história democrática e cultura pluralista e de promoção da liberdade, a União Europeia tem o dever de assumir um papel activo na defesa das aspirações legítimas e democráticas dos povos árabes, nomeadamente da Síria, do Iémen e do Barém, onde se assiste a uma forte reivindicação popular de reformas políticas, económicas e sociais. A prorrogação de poderes absolutistas e opressores levou à inaceitável deterioração das condições de vida das populações e atrofia do desenvolvimento económico e sócio-cultural, com efeitos perniciosos e desequilíbrios insustentáveis no mundo global em que vivemos. Cabe à União Europeia, por isso, defender uma acção determinada, no contexto da ONU, para assegurar a defesa dos direitos dos povos e apoiar os seus legítimos representantes na concretização de políticas tendentes a melhorar as condições de vida dos cidadãos e as desigualdades sociais, assegurar o desenvolvimento de uma verdadeira democracia, combater a corrupção e o nepotismo e garantir o respeito pelo Estado de direito, pelos direitos humanos e pelas liberdades fundamentais.

4-201-000

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Em diversos países do mundo árabe, importantes movimentos de trabalhadores e de cidadãos clamam por melhores condições de vida, insurgem-se contra as injustiças, o desemprego e a corrupção, exigindo mais democracia e direitos. Esta resolução evidencia a habitual postura da UE de dois pesos e duas medidas. Por um lado, invocam a *protecção de civis* para justificar guerras de agressão – com interesses e motivações bem diversas – contra países soberanos, como é o caso da Líbia, sujeita a bombardeamentos aéreos, ou do desenvolvimento de acções abertas de ingerência externa na Síria.

No entanto, por outro lado, enaltecem as reformas em Marrocos, silenciando que este país ocupa ilegalmente o Sara Ocidental e que oprime o povo sarauí desde a década de 70. Regista-se ainda, nesta lógica, o silêncio absoluto sobre a situação de agressão constante vivida na Palestina e desencadeada por Israel. É inaceitável que o Parlamento continue a adoptar uma posição de ingerência externa para com os países em questão e de consentimento para com as intervenções militares, não adoptando posições políticas que conduzam a uma resolução pacífica dos conflitos. Por estas razões votámos contra.

4-201-500

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Arabská jar zmenila politický ráz krajiny arabského sveta a severnej Afriky. Európsky parlament v tejto súvislosti v posledných mesiacoch prijal niekoľko uznesení a tiež niekoľko parlamentných delegácií navštívilo daný región. V Sýrii však naďalej pretrvávajú násilné zásahy proti pokojne demonštrujúcim a operácie armády proti populácii. Tisíce sýrskych občanov bolo vnútorne vysídlených alebo utieklo do Turecka či inej susednej krajiny. V oblasti vznikla humanitárna kríza ohrozujúca stabilitu regiónu. Sýrske orgány boli opätovne vyzývané na začatie národného dialógu a zmysluplných politických reforiem. Po mesiacoch nepokojov a násilia je však situácia stále veľmi krehká. Všeobecne, je nevyhnutná zmena politickej situácie v krajine, majúť však na pamäti a zastávajúc predovšetkým najlepšie záujmy obyvateľov.

4-201-750

**Krzysztof Lisek (PPE)**, *na písmie*. – Głosowałem za przyjęciem rezolucji w sprawie sytuacji w Syrii, Jemenie i Bahrajnie w kontekście sytuacji w krajach arabskich oraz w Afryce Północnej. Uczestnicy pokojowych demonstracji w krajach Afryki Północnej i Bliskiego Wschodu postulują o przeprowadzenie instytucjonalnych, politycznych, gospodarczych i społecznych reform. Wszystko to w celu utworzenia demokratycznych państw, gdzie zwalczane będą korupcja i nepotyzm, a promowane prawa człowieka i przestrzeganie podstawowych wolności. Chcą oni też zniwelowania ogromnych nierówności społecznych i stworzenia lepszych warunków gospodarczych i socjalnych. W niniejszej rezolucji Parlament daje wyraz swojemu zaniepokojeniu sytuacją w tych rejonach i wzywa do podjęcia konkretnych kroków, aby zapobiec dalszym dramatycznym wydarzeniom. W szczególności, Europejska Polityka Sąsiedztwa stoi przed nowymi wyzwaniem w odniesieniu do państw sąsiedztwa południowego. Unia Europejska i same państwa członkowskie zdecydowały o udzieleniu wsparcia na rzecz inicjatyw rządów faktycznie zaangażowanych w przeprowadzenie reform politycznych i gospodarczych oraz wspieranie społeczeństwa obywatelskiego. Jednocześnie Komisja Europejska i Rada Unii Europejskiej musi zastosować tzw. politykę „więcej za więcej”, na mocy postanowień której wynagradzane będą faktyczne postępy w zakresie demokracji i praw człowieka.

4-202-000

**David Martin (S&D)**, *in writing*. – I voted for this resolution which among other things expresses its concern at the presence of foreign troops under the GCC banner in Bahrain; reiterates its call on the GCC to contribute resources as a regional collective player in order to act constructively and mediate in the interest of peaceful reforms in Bahrain; supports the democratic transition process in Egypt and Tunisia, as the first examples of the current process of democratisation and new wave of participation by citizens, and notably youth, in the Arab world; strongly supports the aspirations of people for freedom, human rights and democracy; calls for a transparent, fair and free election process in both countries that takes into account their individual circumstances; calls on the international community



to make further efforts to sustain and encourage the process of political reform in the countries of North Africa and the Middle East.

4-202-500

**Clemente Mastella (PPE)**, *per iscritto*. – In alcuni paesi arabi è in corso una forte richiesta di riforme politiche, economiche e sociali volte a conseguire una democrazia autentica, a lottare contro la corruzione e il nepotismo, a garantire il rispetto dello Stato di diritto, dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, a ridurre le disuguaglianze sociali ed a creare condizioni economiche e sociali migliori. Alcuni governi hanno, però, reagito con una violenta repressione di queste manifestazioni popolari. Tenendo conto che la libertà di pensiero, di coscienza e di religione rappresenta un diritto fondamentale dell'uomo che dovrebbe essere garantito dalle autorità, condanniamo fermamente la violenta repressione di manifestanti pacifici; esprimiamo la nostra solidarietà ai popoli di questi paesi e sosteniamo con fermezza le loro legittime aspirazioni democratiche. Inoltre, riteniamo necessario che l'UE si avvalga dei numerosi strumenti a sua disposizione per scoraggiare tali azioni, imponga misure restrittive nei confronti di questi Paesi e delle autorità responsabili della violenta repressione a danno della popolazione civile, sospendendo tutti i lavori preparatori relativi a nuovi programmi di cooperazione bilaterale. Invitiamo, infine, la comunità internazionale a compiere ulteriori sforzi per sostenere ed incoraggiare il processo di riforma politica nei paesi del Nord Africa e del Medio Oriente.

4-202-750

**Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL)**, *par écrit*. – Je tiens à exprimer tout mon soutien à celles et ceux qui luttent pour la démocratie et la dignité humaine sur l'autre rive de la Méditerranée. Cette résolution commune fait de même; c'est pourquoi je ne m'y oppose pas. Mais je ne peux pas soutenir un texte qui ne condamne pas le primat belliciste conduit par l'OTAN en Libye, qui ne dénonce pas les crimes perpétrés par l'armée du Conseil de coopération du Golfe et qui se complaît dans une politique impérialiste abjecte et adresse des satisfecit sans réserve à d'autres. Je vote donc contre.

4-202-875

**Nuno Melo (PPE)**, *por escrito*. – Os manifestantes pacíficos no Norte de África e no Médio Oriente expressaram legítimas aspirações democráticas e uma forte reivindicação de reformas políticas, económicas e sociais, conducentes a uma verdadeira democracia, ao combate à corrupção e ao nepotismo, à garantia do respeito pelo Estado de direito, pelos direitos humanos e pelas liberdades fundamentais, à redução das desigualdades sociais e à criação de melhores condições económicas e sociais. Assim, é essencial que a UE mantenha a política de apoio a esses países para que as suas populações vejam melhoradas as suas condições de vida.

4-203-000

**Louis Michel (ALDE)**, *par écrit*. – L'Europe doit accentuer sa pression sur les gouvernements qui n'hésitent pas à tuer leurs ressortissants qui rêvent de se libérer de la dictature. En Syrie, l'armée empêche systématiquement les hôpitaux de soigner les blessés, elle tue et torture des enfants. On est face à des crimes innommables qui ne peuvent restés impunis. Les réformes promises par le président Bachar el-Assad ne sont pas mises en œuvre. Le peuple ne lui accorde plus aucun crédit. Au contraire, il nous demande d'agir,

de rappeler aux autorités syriennes que personne n'est au-dessus des lois, du respect des normes internationales et des droits humains.

J'ai soutenu cette résolution, car nous ne pouvons rester silencieux face aux atrocités et aux massacres qui sont commis dans le voisinage de l'Europe. Nous ne pouvons plus attendre une résolution des Nations Unies. Il est de notre devoir d'apporter notre soutien actif à la population syrienne car le projet européen est un socle de valeurs qui incarne l'ouverture, les droits de l'homme, le respect des normes, la solidarité, la justice et l'égalité.

4-203-500

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing*. – The attitude of the EU towards its Eastern and Mediterranean neighbours has often neglected dialogue with civil society, striving to provide stability but not to promote human rights. This resolution calls for the governments of Syria, Bahrain and Yemen to respect their international commitment to observe human rights and fundamental freedoms, and calls for an end to the extraordinary situation, the release of all prisoners of conscience and human rights defenders, the strengthening of corruption prevention measures and the provision of access to communication. I am, of course, in favour. However, I would like to ask those who have 'unexpectedly' become concerned about the situation in these countries: where were you before? Bearing in mind the recommendation of the European Parliament, I can imagine what will happen when half-literate people are taught democracy without a transitional period! It is necessary to approach the end of civil conflict in these countries in a serious, pragmatic and discreet manner. A long-term transitional programme is necessary.

4-203-625

**Rolandas Paksas (EFD)**, *raštu*. – Balsavau už šią rezoliuciją dėl padėties Sirijoje, Jemene ir Bahreine, atsižvelgiant į padėtį arabų pasaulyje ir Šiaurės Afrikoje. Visų pirma, dėl to, kad politinis nestabilumas regione yra pagrindinis veiksnys, lemiantis nekontroliuojamus migracijos srautus į ES. Atkreiptinas dėmesys į tai, kad ir toliau Sirijos saugumo pajėgos vykdo represiją prieš Sirijos civilius gyventojus, žudant protestuotojus, suimant antiviešybinį aktyvistus ir išvežant civilius iš savo namų. Visa tai priverčia tūkstančius asmenų bėgti į Turkiją. Siekiant užtikrinti pagarbą žmogaus teisėms ir numalšinti neramumus, Sirijos valdžios institucijos turėtų paleisti visus Sirijos politinius kalinius, sulaikytus dėl dalyvavimo antiviešybinėse demonstracijose, nutraukti kankinimus ir šiurkštų elgesį, žodžio bei spaudos laisvės apribojimus; Atkreiptinas dėmesys į tai, kad tiek Jemene tiek Bahreine esama situacija kelia didelį susirūpinimą. Bahreine valstybės chaosas ir Irano įtraukimas į Persijos įlankos karalystės vidaus reikalus kelia pavojų ne tik šios šalies gyventojams, bet ir visam regionui. Atsižvelgiant į tai, turime persvarstyti ir efektyviau įgyvendinti Europos kaimynystės politiką ir teikti humanitarinę ar kitą reikalingą pagalbą, tam kad šiame regione būtų atstatyta taika ir demokratija.

4-203-750

**Alfredo Pallone (PPE)**, *per iscritto*. – Cari colleghi, ho votato a favore della proposta di risoluzione sulla situazione in Siria, Yemen e Bahrein perché ritengo che l'Unione europea debba far sentire la sua voce e far pressione sui regimi che a suon di promesse non mantenute e violente repressioni stanno opprimendo i loro popoli. Il Parlamento europeo con la risoluzione condanna le repressioni, s'interroga sulla legittimità dei regimi in Siria, Yemen e Bahrein e auspica una soluzione pacifica delle controversie nel pieno rispetto dei

diritti umani delle popolazioni in rivolta; la speranza è che il dialogo politico e il riconoscimento delle volontà dei popoli sovrani abbiano il sopravvento sulla violenza.

4-203-875

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Associo-me à presente resolução do Parlamento Europeu sobre a situação no mundo árabe e ao apelo expresso à União Europeia para que continue a prestar a necessária ajuda humanitária aos deslocados da região, muitos dos quais vivem agora como refugiados nas fronteiras do seu país, e através do qual insiste em que os trabalhadores estrangeiros no país sejam evacuados o mais rapidamente possível.

4-204-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – In favour. The resolution stresses that the European Parliament: 1. strongly condemns the disproportionate use of force by the regimes against peaceful demonstrators and deplors the large number of persons killed and wounded; extends its condolences to the families of the victims and wounded; calls for an immediate end to the bloodshed and the release of the people arrested; calls for an investigation into the killings, arrests and alleged use of torture; 2. praises the people for the courage they have demonstrated in their peaceful fight for democratic change, in particular the women, who have been and often still are at the forefront of the protests; 3. calls on the political leaderships of the Arab countries to honour their commitments by engaging without delay or precondition in an open and constructive political dialogue, involving all democratic political parties and movements and representatives of civil society, aimed at paving the way for genuine democracy and the implementation of real, ambitious and significant institutional, political, economic and social reforms, which are essential for long-term stability and development in these countries and in the region as a whole.

4-205-000

#### **Report: Véronique De Keyser (A7-0231/2011)**

4-205-500

**Luís Paulo Alves (S&D)**, *por escrito*. – Aprovo a presente proposta, na medida em que insiste em critérios de elegibilidade rigorosos para beneficiar de apoio orçamental da UE; sublinho que a Comissão se deve abster de utilizar esta modalidade em países onde não existe garantia de transparência nas despesas públicas e que o apoio orçamental deve ser sempre acompanhado de medidas tendentes a desenvolver as capacidades de controlo parlamentar e auditoria do país beneficiário e a aumentar a transparência e o acesso do público à informação. Destaco também a necessidade de chamar a sociedade civil para participar no controlo do apoio orçamental. De igual modo, não há dúvidas da importância da independência do sistema judicial e dos meios de comunicação social na configuração e regulação de um processo democrático orientado para o reforço do Estado de direito, para a construção de instituições democráticas, incluindo um parlamento eficiente e representativo do pluralismo político, e para o fortalecimento do papel da sociedade civil.

4-206-000

**Χαράλαμπος Αγγουράκης (GUE/NGL)**, *γραπτώς*. – Η έκθεση του Ευρωκοινοβουλίου σχετικά με τις "έξωτερικές πολιτικές της ΕΕ υπέρ του εκδημοκρατισμού" θα μπορούσε κάλλιστα να αποτελεί εγχειρίδιο δράσης κάθε ιμπεριαλιστικής μυστικής υπηρεσίας για τις ιμπεριαλιστικές επεμβάσεις σε κάθε χώρα του πλανήτη. Με τη διαφορά ότι το Ευρωκοινοβούλιο διακηρύσσει

κυνικά και αποκάλυπτα με την έκθεση του αυτή το "δικαίωμα" της ΕΕ να επεμβαίνει σε κάθε γωνιά του πλανήτη, χρησιμοποιώντας το χυδαίο πρόσχημα της "προστασίας των ανθρωπίνων δικαιωμάτων και της δημοκρατίας". Το πολιτικό προσωπικό του ιμπεριαλισμού συστήνει στα όργανα της ΕΕ να ασκούν πιέσεις και ανοιχτούς εκβιασμούς στη κυβέρνηση οποιασδήποτε χώρας, χρησιμοποιώντας ως μοχλό τις οικονομικές σχέσεις της με την ΕΕ. Να επιβάλλει ρήτρες συμμόρφωσης με τη δημοκρατία και τα ανθρώπινα δικαιώματα -όπως φυσικά τα αντιλαμβάνεται η ιμπεριαλιστική ευρωένωση- σε κάθε εμπορική και οικονομική συναλλαγή με τρίτες χώρες και στη συνέχεια να τους επιβάλλει οικονομικές (και κατά συνέπεια και πολιτικές) κυρώσεις μέσω της μείωσης ή της διακοπής των όποιων χρηματοδοτήσεων τους παρέχει η ΕΕ, εάν δεν συμμορφώνεται με τις αντιλήψεις της ιμπεριαλιστικής Ένωσης για τη δημοκρατία και τα ανθρώπινα δικαιώματα. Καλεί τα όργανα της ΕΕ και τα κράτη μέλη "να ασκούν οποτεδήποτε κρίνεται απαραίτητο πίεση στις κυβερνήσεις κρατών με γνωστές αρνητικές επιδόσεις στον τομέα των ανθρωπίνων δικαιωμάτων".

4-207-000

**Pino Arlacchi (S&D)**, *in writing*. – I voted in favour of this report for its innovative point of view and because it calls on all EU institutions to use the dialogues for the partnership agreement in a more coherent manner. I fully support the proposal for the establishment of a forum bringing together national parliaments and the European Parliament to consider foreign policy issues, particularly on sensitive subjects such as human rights and democracy. The events unfolding in North Africa and the Middle East have proven the limitations of a focus on security and stability, which has failed to reduce poverty and social injustice. 'Security versus democracy' is a false dilemma, as we all know there can be no human security within a society without a democratic and accountable government. I strongly believe that the fight against inequalities has to become an essential objective of the Union's external policy and that the European Parliament must supervise these aspects more closely. For all these reasons, as underlined by this report, the Council and Commission must involve the European Parliament in every stage of the negotiation, conclusion, application and suspension of international agreements with third countries.

4-207-500

**Izaskun Bilbao Barandica (ALDE)**, *por escrito*. – He votado a favor de este informe porque ofrece unas directrices alineadas con los valores en que se cimienta la Unión Europea como bases para construir su acción exterior. Comparto especialmente la apuesta que se hace por el apoyo a los procesos de democratización y la inclusión de cláusulas concretas sobre derechos humanos, democracia, gobernanza y respeto a los pueblos autóctonos en todos los acuerdos, documentos, memorandos y cuantas relaciones se establezcan con países terceros. Creo muy útil, además, alertar a la Comisión sobre el mantenimiento de una actitud más contundente cuando sospeche inobservancia de los convenios basados en el Reglamento SPG+. Finalmente, considero un acierto el apartado que esta propuesta de resolución dedica a apoyar a la sociedad civil porque dinamizarla, aprovechar el conocimiento del que dispone e integrarla en la participación y la responsabilidad es una de las claves para un sano funcionamiento de la democracia.

4-208-000

**Mara Bizzotto (EFD)**, *per iscritto*. – Accolgo con particolare favore questa relazione sulle politiche esterne dell'UE a favore della democratizzazione, per la quale ho espresso voto positivo.

Nel corso della mia attività al Parlamento, ho dedicato numerosi sforzi alla denuncia delle violazioni dei diritti umani compiute, troppo spesso impunemente, dai governi di Stati con cui l'UE ha sviluppato partenariati politici e commerciali. Nelle interrogazioni che ho presentato alla Commissione, mi sono costantemente impegnata a chiedere una maggiore sollecitudine da parte delle istituzioni europee nell'applicare gli strumenti di condizionalità nei confronti dei governi partner che si rendono colpevoli di violazioni dei diritti di libertà politica, religiosa e di pensiero dei propri cittadini.

La presente relazione assume la medesima posizione e pertanto il mio voto è favorevole.

4-208-250

**Vilija Blinkevičiūtė (S&D)**, *raštu*. – Balsavau dėl šio pranešimo, nes manau, jog demokratijos plėtra pasaulyje yra vienas iš svarbiausių Europos Sąjungos uždavinių. ES ištis turi daugybę įvairių priemonių, skirtų demokratijai ir žmogaus teisėms pasaulyje remti, tačiau šiuo metu tos priemonės yra naudojamos nepakankamai efektyviai. Dėl šios priežasties Parlamento priimtoje rezoliucijoje ES institucijos raginamos nuosekliau bei veiksmingiau skirstyti paramą, kuri būtų suderinta, ir grindžiama standartiniais, visgi kiekvienos remiamos šalies pritaikytais metodais. Tačiau, kaip dar vienas esamos ES paramos vystant demokratiją trečiojoje šalyse trūkumas, rezoliucijoje yra nurodomas nenuoseklus ES sankcijų ir baudžiamųjų priemonių taikymas šalims, kurios nepaisydamos savo tarptautinių įsipareigojimų, šiurkščiai pažeidinėja žmogaus teises bei demokratijos principus. Taigi, teikiamą paramą Europos Parlamentas siūlo sustiprinti teisingai, proporcingai bei pagrįstai parinktomis sankcijomis, kurios leistų tinkamai ir efektyviai reaguoti į vis dar trečiojoje šalyse pasitaikančius tarptautinių įsipareigojimų demokratijai nevykdymus.

4-208-375

**Proinsias De Rossa (S&D)**, *in writing*. – I support this report on EU external policies in support of democratisation, while highlighting at the same time the need for a new European approach to this end. The EU needs to overhaul its approach to promoting democracy in the world while simultaneously placing values, coherence and a genuine culture of results at the heart of the project. Doing so requires an inclusive and more coherent policy that merges together the various external policy spheres, a central role for the European Parliament and evaluations of the different instruments in accordance with the results they produce, not simply how they operate. We must value the important role social movements have played in the recent revolutions within the Arab world. Support from Europe for civil society and trade unions, mutual societies, political parties, associations of women and young people, farmers' groups, NGOs, social movements and activists must be stepped up in order to enable them to become better organised. The new European External Action Service, through detailed knowledge of conditions on the ground, should serve to identify these. Moreover, there must be a firm emphasis on freedom and protection for the media as well as on social, cultural and political rights.

4-208-500

**Anne Delvaux (PPE)**, *par écrit*. – Les droits de l'homme et la démocratie sont des valeurs fondatrices de l'Union européenne et elles doivent guider l'action extérieure de l'Union. Ce rapport sur les politiques extérieures de l'UE en faveur de la démocratie rappelle les actions entreprises pour soutenir la démocratie dans le monde : missions d'observation électorale, aides à la mise en place d'institutions, défense des militants des droits de l'homme, soutien

à la société civile ... Lors des derniers scrutins présidentiels, législatifs et provinciaux en 2006 en République démocratique du Congo, l'UE avait envoyé une large mission d'observateurs chargés de vérifier le bon déroulement du scrutin et d'avaliser le caractère démocratique des résultats issus des urnes. J'ai voté en faveur de ce rapport notamment parce qu'il souligne l'importance d'établir à la fin de chaque mission d'observation des recommandations réalistes et réalisables et dont la mise en œuvre doit être soutenue par l'UE. Un travail de suivi et d'accompagnement est la meilleure garantie pour une appropriation des recommandations et pour ainsi permettre aux démocraties naissantes de maîtriser les outils nécessaires à cet élément clé de la démocratie que sont les élections.

4-208-750

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – A União Europeia deve resistir ao excesso de pragmatismo no tocante à promoção da democracia no mundo e deve munir-se de mecanismos ágeis e imaginativos que lhe permitam interagir com os cidadãos e os seus movimentos que trabalhem localmente com aquele propósito. As recentes convulsões no mundo muçulmano tornam evidente esta necessidade de conhecimento e interacção adequadas e de colocar a democracia e os direitos humanos entre as principais prioridades efectivas da União Europeia. Não bastam, por isso, as proclamações e os textos legislativos, havendo que traduzi-los com conhecimento directo e medidas concretas que reforcem a nossa capacidade de acção e influência, ao mesmo tempo que fortalecem a nossa legitimidade internacional e o *soft power* de que dispomos. A criação de um Fundo Europeu para a Democracia seria um excelente passo nesse sentido. Mais do que ser uma ilha em que os direitos, liberdades e garantias dos cidadãos são respeitados e promovidos, a União deve colocar a sua experiência ao serviço daqueles que a ela recorrem.

4-208-875

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – Reconhecendo o carácter indispensável do sistema democrático e pluralista para assegurar a representatividade de um povo, congratulo-me com o alargado consenso das diferentes políticas quanto ao reforço dos mecanismos de intervenção da União Europeia de apoio, promoção e monitorização dos sistemas de democracia constitucional no Mundo. A instabilidade e tensão social que, de forma mais acutilante, se verificam actualmente no Norte de África e no Médio Oriente, mas cujo fenómeno é extensível a outras zonas do globo – como a América Latina, a Ásia ou até a Europa – evidenciam a importância da justiça social e da estabilidade de um regime democrático assente no primado do Direito, enquanto pilares da construção de uma sociedade pacífica, próspera e democrática e da segurança global.

Pela sua experiência na superação de regimes ditatoriais e pela sua vivência democrática, a União Europeia deve assumir um papel cooperante com países terceiros e implementar programas de colaboração, de forma a incentivar a capacidade de iniciativa das instituições democráticas locais e assegurar compromissos em defesa dos interesses das populações e da sociedade civil.

4-209-000

**Ilda Figueiredo (GUE/NGL)**, *por escrito*. – O relatório De Keyser é a expressão concreta da arrogância e da hipocrisia da maioria do PE no quadro do aprofundamento da crise do capitalismo e do processo de re-arrumação de forças no plano mundial. Perante a emergência de um campo progressista na América Latina e a intensificação de processos de luta em defesa da sua soberania e por transformações sociais e democráticas no Norte

de África e no Médio Oriente, entre outros, colocando em causa os interesses dos grandes grupos económicos e financeiros da UE e dos EUA, a maioria do PE promove a ingerência, a violação da soberania dos povos e do Direito Internacional, tentando travar e fazer retroceder esses processos, a pretexto da *democratização*.

A sua posição é tanto mais arrogante e hipócrita quando a mesma maioria é actriz principal de um processo de empobrecimento da democracia por via do ataque aos direitos económicos e sociais dos trabalhadores e dos povos na UE, como está a acontecer em Portugal, ou violando os seus direitos, liberdades e garantias. A luta dos povos é a resposta mais certa e segura para travar todos os que, como a maioria do PE, tentam travar a marcha da História.

4-210-000

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Európska komisia v poslednej dekáde prijala niekoľko oznámení týkajúcich sa ľudských práv a demokratizácie. Nie je cieľom prepísať základnú politiku, skôr je žiaduce nastaviť ju v snahe priblížiť sa dosiahnutiu cieľov v oblasti vonkajších vzťahov vytýčených pre nasledujúce roky. Zmeny vo vonkajšom prostredí, rovnako ako interné reformy, si vyžadujú sústrediť sa nanovo na ľudské práva a demokratické stratégie. Základ Európskej únie je jasný. Snaží sa obhájiť univerzálnosť a nedeliteľnosť ľudských práv – občianskych, politických, ekonomických, sociálnych a kultúrnych – a tiež zachováva zásadu, že ľudské práva žien a dievčat sú integrálnou a nedeliteľnou súčasťou všeobecných ľudských práv. Ochrana ľudských práv spolu s podporou pluralitnej demokracie a záruk právneho štátu, spolu s bojom proti chudobe, patrí k hlavným a základným cieľom Európskej únie. Takáto snaha by mala byť podporovaná i globálnymi aktérmi, ako sú nadnárodné korporácie, aby sa podieľali na zvýšení dodržiavania ľudských práv na celom svete, a využiť ich často značný vplyv v rozvojových krajinách na podporu skôr, než tieto krajiny oslabí ich vlastné úsilie o dosiahnutie trvalo udržateľného rozvoja.

4-210-125

**Lorenzo Fontana (EFD)**, *per iscritto*. – Presidente, onorevoli colleghi, l'Unione europea nei suoi rapporti con i paesi in via di democratizzazione non dovrebbe temere di attuare le clausole vincolanti in materia di diritti umani presenti negli accordi internazionali. Chiedo uno sforzo all'Unione Europea che vada nella direzione indicata anche dal relatore. Per questo confermo il mio voto favorevole.

4-210-250

**Juozas Imbrasas (EFD)**, *raštu*. – Pritariau dokumentui, kadangi bendradarbiaujant su užsienio šalimis, ypač su trečiosiomis šalimis turi dalyvauti visi socialiniai partneriai, įskaitant žiniasklaidą, būtina ir toliau laikytis demokratių priemonių. Manau, kad tik demokratinės šalys, vadovaudamosi teisinės valstybės principais, gali būti pagrindas subalansuotai ir teisėtai ES ir trečiųjų šalių partnerystei, kurioje ES atsižvelgtų ir į abiejų šalių poreikius ir interesus. Dialogu ir konsultacijomis grindžiama partnerystė stiprina atsakomybę už demokratijos kūrimo procesus ir demokratinio valdymo elementus. Todėl visos ES institucijos turi labiau stengtis aiškiau, nuosekliau ir koordinuočiau pasinaudoti šiais įvairiais dialogais. Taip pat manau, kad ES, kaip „negrįžtos valdžios“, vaidmuo tarptautinėje sistemoje gali būti įtvirtintas tik tuo atveju, jeigu jos politikoje trečiųjų šalių atžvilgiu žmogaus teisių apsaugai tikrai bus skiriama pirmenybė. Šis dokumentas taip pat pabrėžia, kad būtina keisti paradigmą ir kad ji turėtų būti grindžiama tikru demokratijos

stiprinimu, parentu endogenine, tvaria, integracine ir gyventojams naudinga plėtra, laikantis teisinės valstybės principų, pagrindinių žmogaus teisių ir laisvių. ES turi padėti kurti demokratinės visuomenės vystymuisi palankią aplinką.

4-210-375

**Cătălin Sorin Ivan (S&D)**, *in writing*. – Firstly, the report stresses the importance of EU external policies by underlining the fact that partnerships based on dialogue and consultation on the protection of human rights must constitute a real priority in its policy towards third countries. Secondly, I believe that the democratisation process has to go hand-in-hand with social and economic development in third countries. Thirdly, the report gives a special place to civil society, which has proven to be a pillar of democracy. This is why I voted in favour of Véronique de Keyser's report.

4-210-500

**David Martin (S&D)**, *in writing*. – I voted for this report and agree with its conclusion that only democracies based on the rule of law can function as a foundation for balanced structural partnerships between third countries and the EU that are also in keeping with the needs and interests of both parties and their respective populations. In it Parliament stresses that partnerships based on dialogue and consultation enhance ownership of democracy-building processes and elements of democratic governance; calls on all EU institutions to make greater efforts to use these dialogues in a more coherent, consistent and coordinated manner; considers that the EU's role as a 'soft power' in the international system can only be consolidated if protection of human rights constitutes a real priority for it in its policy towards third countries; points out that it is essential, if the EU is to have a credible, consistent foreign policy and support the development of democracy, that an exemplary policy of respect for human rights and democracy is always pursued within the EU and its Member States, both now and in the future; considers that combating poverty and removing obstacles to countries' development can make a decisive contribution to democratic processes.

4-210-750

**Clemente Mastella (PPE)**, *per iscritto*. – L'Unione Europea, insieme alla comunità internazionale, può svolgere un ruolo attivo nel sostenere il processo di consolidamento democratico. Affinché la democratizzazione abbia successo, è fondamentale affrontare lo sviluppo sociale ed economico del paese interessato e garantire la soddisfazione dei diritti umani fondamentali, istruzione, salute e occupazione. L'aiuto europeo a sostegno di Stati autoritari non garantisce sempre lo sviluppo democratico; pertanto per valutare la sua efficacia, occorre concentrarsi sui risultati, piuttosto che sulla loro concessione. Fondamentale deve essere, inoltre, il ruolo che possono svolgere partiti politici democratici legittimi, movimenti sociali autentici e una stampa libera per tutelare gli interessi pubblici che contribuiscono a controllare la trasparenza e la responsabilità dei governi e danno un sostegno alle donne nella loro lotta per la parità dei diritti. Riteniamo sia necessario accordare priorità ad un dialogo approfondito sulle norme ed i valori democratici con gli attori impegnati in tutti i processi di consolidamento della democrazia, in quanto la costruzione e il consolidamento delle istituzioni democratiche possono contribuire a rafforzare lo sviluppo economico ed a ridurre la povertà. Accogliamo con vivo compiacimento, infine, la creazione di una Direzione per la democrazia e i diritti umani in seno al Servizio europeo per l'azione esterna della Commissione.



4-210-875

**Nuno Melo (PPE)**, *por escrito*. – Os tratados da União Europeia proclamam os direitos do Homem e a democracia como valores fundadores da União e enquanto princípios e objectivos da acção externa que a União deve promover como valores universais. Sendo a democracia a melhor salvaguarda dos direitos do Homem e das liberdades fundamentais, da tolerância de todos os grupos da sociedade e da igualdade de oportunidades para todas as pessoas, as políticas externas da UE têm de estar vocacionadas para ajudar na democratização dos países que ainda não vivem sob um regime democrático.

4-210-937

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing*. – The report proposes a more coherent dialogue on the partnership agreement. It also proposes to establish a forum, bringing together national parliaments and the European Parliament, to consider foreign policy issues, and particularly sensitive subjects such as human rights and democracy. I voted in favour.

4-210-968

**Rolandas Paksas (EFD)**, *raštu*. – Balsavau už šią rezoliuciją dėl ES išorės politikos, kuria remiamas demokratijos diegimas, kadangi socialinis teisingumas ir kova su nelygybe turi būti pagrindinių ES išorės politikos tikslu. Bendradarbiavimas su užsienio šalimis, ypač trečiosiomis šalimis, turi vykti laikantis demokratiškos priemonių. Jame turi dalyvauti visi socialiniai partneriai, įskaitant žiniasklaidą. Pažymėtina, kad perėjimo prie demokratijos patirtimi reikėtų pasidalinti su naujai besiformuojančiomis demokratinėmis jėgomis Šiaurės Afrikoje ir kitur Artimuosiuose Rytuose. Pritariu pasiūlymui steigti Europos demokratijos fondą, kuris teiktų paramą politiniams veikėjams siekiantiems demokratijos nedemokratinėse ir pereinamąjį laikotarpį išgyvenančiose šalyse, ypač ES rytinėje ir pietinėje kaimynystėje. Be to, ES turi aktyviau kurti koaliciją su Jungtinėmis Amerikos Valstijomis, sutelkiant bendras ES ir JAV pastangas geriau koordinuoti savo vystymosi politiką. Taipogi labai svarbu, kad būtų parengta atviresnė ir dinamiškesnė visuomenės varomųjų jėgų ir piliečių dalyvavimą skatinančių subjektų paramos politika. Būtina skatinti glaudų viešojo ir privačiojo sektorių bendradarbiavimą, stiprinti pilietinės visuomenės gebėjimus ir sudaryti jai sąlygas dalyvauti politikos procesuose

4-211-000

**Justas Vincas Paleckis (S&D)**, *in writing*. – This European Parliament resolution is a strong statement for the promotion of democratic values outside Europe and recognition that a 'one size fits all' policy on external democratisation may not be possible. The resolution affirms European values based on civil, political, cultural, and economic rights and highlights Europe's obligation to ensure that these rights are practised in Europe and around the world. In cases where states are perpetrating human rights abuses, this resolution outlines several methods for dealing with foreign governments, such as imposing appropriate sanctions on individuals or using effective conditionality agreements with these countries. I voted for this resolution, because it declares that any true promotion of democracy in foreign countries cannot happen with the support of and consultation with local actors. I believe that the resolution effectively outlines the European Parliament's strong but pragmatic support for democratisation in the world.

4-211-125

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente este relatório. Toda a reflexão que se faça sobre as políticas externas da UE a favor da democratização é importante. Do relatório, sublinho a ideia de que as parcerias baseadas no diálogo e na consulta reforçam a apropriação dos processos de construção da democracia e de elementos da governação democrática. A democracia vive-se e demonstra-se, pelo que me associo ao apelo feito no presente relatório a todas as instituições da União para intensificarem os esforços no sentido de utilizarem estes diferentes diálogos de forma mais coerente, consistente e coordenada.

4-211-250

**Rovana Plumb (S&D)**, *in writing*. – The EU needs to shift from a stability to a democracy paradigm. In the area of human rights and democracy, it needs to establish greater consistency between its values and democracy as it is actually practised, between its internal and its external policies, and between the institutions. The EU consequently has a duty, through its different programmes, to strengthen its support for civil society and social movements (trade unions, mutual societies, women's networks and youth networks), supporting the spread of those movements. However, it must also take steps to promote the freedom of expression of independent media and the protection of journalists and human rights defenders. It is important to emphasise the need for a gender perspective in the implementation of the guidelines, with targeted actions in favour of female human rights defenders and other particularly vulnerable groups, such as journalists and defenders working to promote economic, social and cultural rights, children's rights, and minority rights. I underline the necessity for women's full participation in all areas of peace and security in order to enhance conflict prevention, ensure sustainable peace and develop specific training programs allowing female entrepreneurs to increase their participation in world trade.

4-211-500

**Fiorello Provera (EFD)**, *per iscritto*. – Ringrazio l'on. De Keyser per aver voluto sviluppare alcuni punti della relazione sui flussi migratori causati dall'instabilità, recentemente adottata dal Parlamento europeo.

In particolare la relazione insiste sull'importanza di un approccio globale e coerente basato su strategie mirate di sviluppo, di diritti dell'uomo, di buona *governance*, di inclusione sociale e di promozione dei diritti delle donne e delle minoranze per promuovere la democrazia. Condivido la necessità di creare alleanze solide con altri attori sulla scena mondiale quale l'Unione Africana e la Lega Araba, al fine di promuovere più facilmente i valori democratici, e una maggiore coordinazione con gli USA.

4-212-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – In favour. The resolution stresses the European Parliament: 1. believes that only democracies based on the rule of law can function as a foundation for balanced structural partnerships between third countries and the EU that are also in keeping with the needs and interests of both parties and their respective populations; 2. stresses that partnerships based on dialogue and consultation enhance ownership of democracy-building processes and elements of democratic governance; calls on all EU institutions to make greater efforts to use these dialogues in a more coherent, consistent and coordinated manner; 3. considers that the EU's role as a 'soft power' in the

international system can only be consolidated if protection of human rights constitutes a real priority for it in its policy towards third countries.

4-213-000

**Licia Ronzulli (PPE)**, *per iscritto*. – Ho votato a favore di questo documento perché solo le democrazie basate su uno Stato di diritto possono essere una base solida per partenariati equilibrati tra i paesi terzi e l'UE, rispettosi delle necessità e degli interessi dei propri popoli.

Solo il dialogo e la consultazione infatti sono in grado di rafforzare i processi di democratizzazione e gli elementi della *governance* democratica, ed in questo ambito tutte le istituzioni dell'Unione possono fare di più. Il ruolo fondamentale dell'Unione europea di "soft power" che esercita nel sistema internazionale può essere consolidato infatti solo se la protezione dei diritti umani diviene nei fatti una vera priorità nella sue politiche nei confronti dei paesi terzi.

4-213-250

**Rafał Trzaskowski (PPE)**, *na piśmie*. – W tej rezolucji Parlament wyraził swoje silne poparcie dla powstania Europejskiej Fundacji na Rzecz Demokratyzacji, flagowej inicjatywy polskiej prezydencji.

4-213-500

**Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL)**, *par écrit*. – Le rapport touche effectivement la nécessité du changement de la position de l'UE dans sa politique extérieure dans le contexte de la démocratisation qui manque d'objectivité et de cohérence. Je soutiens la promotion des droits de l'homme et le rapport contient certains points positifs, comme l'application active des dispositions des droits de l'Homme dans les accords internationaux, le soutien d'une société civile large et profonde, la promotion de la transparence.

Toutefois le rapport ne souligne pas assez la responsabilité de l'UE quant à la réalité de la mise en œuvre des droits de l'Homme au sein de l'UE, et notamment des ses propres accords commerciaux qui contiennent des clauses démocratie et droits de l'Homme et qui trop souvent ne sont pas appliqués en raison des choix diplomatiques et politiques des Etats membres. En outre ce rapport ne reconnaît pas assez le principe de non ingérence aux processus de transition démocratique et fait trop mention au financement et à la multiplication d'outils et d'organismes supplémentaires, alors qu'il s'agit de volonté politique.

4-214-000

**Angelika Werthmann (NI)**, *schriftlich*. – Ich habe dem Bericht über die außenpolitischen Maßnahmen der EU zur Förderung der Demokratisierung zugestimmt. Die Berichterstatteerin unterstreicht die Bedeutung der Demokratie als internationaler Friedensgarant, erkennt aber auch an, dass es kein Definitionsmonopol für Demokratie gibt und es nicht zwangsläufig zielführend ist, einem Land das eigene Demokratiemodell aufzuzwingen. Die Berichterstatteerin hat einen sehr differenzierten und umfassenden Bericht vorgelegt.

4-214-500

**Anna Záborská (PPE)**, *písomne*. – Politická stabilita, ekonomický rozvoj a demokracia nie sú tri nezávislé témy zahraničnej politiky. Sú to tri spojené nádoby – ak z jednej odoberieme, prejaví sa to aj v ostatných dvoch. Udalosti v Alžírsku, Egypte, Maroku, Líbyi,

Sýrii a na Arabskom polostrove nastavili zrkadlo dvojkoľajnej zahraničnej politiky európskych štátov a EÚ samotnej. Pani De Keyser upozorňuje vo svojej správe na pretrvávajúcu nedôslednosť v tom, ako Európa uplatňuje svoje hodnoty vo vzťahu k tretím štátom. V januári tohto roku hovorila vysoká predstaviteľka EÚ pre oblasť zahraničnej politiky o tom, že súčasťou každej zmluvy o spolupráci, ktorú EÚ uzatvára s iným štátom, je klauzula požadujúca dodržiavanie ľudských práv. Predložená správa však upozorňuje na to, že samotná existencia tejto zmluvnej podmienky nestačí, pokiaľ sa sankcie za jej porušenie v praxi uplatňujú len výnimočne. Ak má EÚ skutočne ambíciu stať sa významným celosvetovým hráčom, supervelmocou, potom musí byť hodnotovo konzistentná. Základom dlhodobých a stabilných vzťahov medzi štátmi je dôvera a spoľahlivosť. EÚ musí urobiť viac pre to, aby o svojich hodnotách nielen hovorila, ale ich aj presadzovala, a to bez výnimiek. Len tak bude pre partnerov dôveryhodná.

4-215-000

**Iva Zanicchi (PPE)**, *per iscritto*. – Dai numerosi dibattiti svoltisi anche all'interno della commissione sviluppo è emersa la necessità di un cambiamento di paradigma nelle politiche esterne dell'Unione europea, con un maggior sviluppo della dimensione politica e un più ampio sostegno da parte della società civile.

Queste tematiche, riprese nel testo presentato dall'on. De Keyser, rappresentano una solida base da cui ripartire per migliorare le relazioni che l'UE ha instaurato a favore della democratizzazione. Ritengo una scelta valida quella di appoggiare la decisione della Commissione relativa all'istituzione di un Fondo europeo per la democrazia con lo scopo di assistere gli attori politici in tutti gli sforzi necessari verso una maggiore diffusione della democrazia nei loro paesi.

Per queste ragioni ho espresso il mio voto favorevole al testo presentato quest'oggi in Aula.

4-216-000

### **Motion for a resolution RC-B7-0396/2011**

4-216-250

**Luís Paulo Alves (S&D)**, *por escrito*. – Aprovo a presente proposta de resolução do Grupo S&D. O pluralismo político é um pilar da democracia e da sociedade moderna e uma fonte de legitimidade política - o Tribunal Europeu de Direitos Humanos condenou a Federação da Rússia por violações de direitos humanos em muitos casos e a implementação dessas sentenças continua a ser insuficiente. Deste modo, é importante que a UE fale a uma só voz, mostre solidariedade e unidade nas suas relações com a Federação da Rússia e faça assentar essas relações em interesses mútuos e valores comuns, ao reafirmar a sua convicção de que a Rússia continua a ser um dos mais importantes parceiros da União Europeia na cooperação estratégica. Observo, igualmente com preocupação, que na Federação da Rússia tenha sido negado o registo de um outro partido político independente - o Partido da Liberdade do Povo.

4-216-500

**Laima Liucija Andrikiienė (PPE)**, *in writing*. – I voted in favour of this important resolution on the preparations for the Russian State Duma elections in December. We Members of the European Parliament strongly deplore the decision by the Russian authorities to reject the registration of the People's Freedom Party (PARNAS) for the

forthcoming Duma elections in December 2011. It is not acceptable that Russia, which is one of the European Union's most important partners in building strategic cooperation, does not guarantee free and fair elections – which are the basis of a democratic society and one of the EU's main values. I would like to stress once again that the State Duma elections should be based on the implementation of the election standards set by the Council of Europe and the OSCE, and that the Russian authorities must allow the OSCE/Council of Europe to carry out a long-term election observation mission and must cooperate fully with it from its earliest stage. Those steps would send a signal to the EU and to the world that the Russian authorities are ready for the modernisation and democratisation of the country.

4-217-000

**Pino Arlacchi (S&D)**, *in writing*. – I voted in favour of this resolution because it condemns the obstacles to political pluralism in the country. Russia remains one of European Union's most important partners in building strategic cooperation so it is important to condemn the great difficulty faced by the political parties in registering for the Duma elections in December. The case of the People's Freedom Party is an example. I want to stress that political pluralism represents a cornerstone of democracy and modern society and a source of political legitimacy. Russia is committed to democracy via the OSCE and should aim to be a template of democracy for post-Soviet society. For these reasons the obstacles which effectively constrain political competition in Russia need to be overcome.

4-217-250

**Izaskun Bilbao Barandica (ALDE)**, *por escrito*. – He apoyado el texto de esta resolución porque comparto la crítica valoración que se hace sobre el comportamiento democrático de las autoridades rusas. Rusia es miembro del Consejo de Europa, de la OSCE, de las Naciones Unidas y socio preferente de la Unión Europea. De confirmarse sus intenciones de recortar el pluralismo impidiendo la libre participación de opciones democráticas en las elecciones y aprobando una ley para ignorar las decisiones del Tribunal Europeo de Derechos Humanos estaríamos ante un caso de extrema gravedad. Ambos comportamientos suponen un ataque contra la democracia y el contenido material del Convenio Europeo de los Derechos Humanos. Es impropio que un país que persista en esos comportamientos pueda sentarse en instituciones como el Consejo de Europa.

4-217-500

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – São conhecidos os progressos russos rumo à democracia e à instauração de um Estado de direito mas também, infelizmente, as dificuldades que ainda existem. Gostaria que se procurasse uma maior convergência material com as boas práticas seguidas internacionalmente e que, no contexto das próximas eleições para a Duma, se assegurasse que tais práticas são efectivamente seguidas. Serão, assim, respeitados os desejos e aspirações a uma democracia plena e à eleição de um parlamento que traduza a vontade popular. A autorização, por parte das autoridades russas, de uma missão de observação das eleições pela OSCE/Conselho da Europa durante um período alargado e a sua cooperação plena com esta reforçariam a credibilidade internacional do acto eleitoral e permitiriam que peritos independentes a avaliassem e avaliassem. Faço votos para que a Rússia, parceiro crucial da União Europeia, aproveite as próximas eleições para continuar na direcção certa.

4-217-750

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – O processo de democratização da Rússia carece de aprofundamento e maturação, de forma a proporcionar um ambiente de confiança e estabilidade nas relações com a União Europeia, o que é absolutamente fundamental para o melhor desenvolvimento de relações bilaterais mais fortes, duradouras e sustentáveis. São evidentes as limitações à liberdade democrática e de expressão, às garantias dos direitos humanos e à independência do sistema judicial que se mantêm hoje na Rússia. Temos de reconhecer que falamos de uma democracia recente e com uma história muito própria.

Mas é evidente que a evolução sócioeconómica e até cultural do país não está a ser acompanhada pelo sistema político, com consequências para o desenvolvimento do próprio Estado e das suas relações com o resto do mundo. A complexidade da legislação promove a burocracia, a corrupção, a instrumentalização judiciária e a manipulação legislativa, o que permitiu o afastamento de um novo partido político no novo processo eleitoral. Nesse quadro, subscrevo que a União Europeia deve avançar com prudência nas negociações de um novo acordo com a Rússia e manter, sob reserva, a evolução significativa de novo acordo de parceria e cooperação, até à concretização e avaliação dos resultados das eleições para a Duma em Dezembro e das eleições presidenciais de 2012, na Rússia.

4-218-000

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Vzťahy medzi Európskou úniou a Ruskom sa v posledných desaťročiach neustále vyvíjajú, čo vedie k hlbkej a komplexnej vzájomnej prepojenosti, ktorá sa v budúcnosti ešte nepochybne zvýši. Uzatvorenie dohody o strategickom partnerstve medzi EÚ a Ruskou federáciou zostáva naďalej kľúčové pre ďalší vývoj a zintenzívnenie spolupráce medzi oboma partnermi. Evidentne však pretrvávajú obavy v súvislosti s vývojom v Ruskej federácii, pokiaľ ide o dodržiavanie a ochranu ľudských práv a rešpektovanie spoločne dohodnutých demokratických zásad, pravidiel a postupov. Ruská federácia je plnoprávnym členom Rady Európy, Organizácie pre bezpečnosť a spoluprácu v Európe a OSN a zaviazala sa preto dodržiavať zásady demokracie a ľudské práva, ktoré presadzujú tieto organizácie. Znepokojujúcimi sú tiež ťažkosti, ktorým čelia politické strany pri registrácii do volieb a ktoré skutočne narúšajú politickú súťaž v Rusku, obmedzujú výber, ktorý majú voliči k dispozícii, a preukazujú, že v krajine ešte stále existujú skutočné prekážky pre politický pluralizmus. Ten je totiž základom demokracie a modernej spoločnosti a zdrojom politickej legitimacy. Je žiaduce, aby sa i voľby do Štátnej dumy zakladali na uplatňovaní volebných pravidiel stanovených Radou Európy a OBSE, a bolo by myslím preto korektné zo strany ruských orgánov, aby umožnili OBSE/Rade Európy zriadiť dlhodobú pozorovateľskú misiu a aby s ňou od jej úplného počiatku úzko spolupracovali.

4-218-500

**Juozas Imbrasas (EFD)**, *raštu*. – Pritariau dokumentui, kadangi dar kartą patvirtina savo įsitikinimą, kad, kuriant strateginį bendradarbiavimą, Rusija tebėra viena iš svarbiausių Europos Sąjungos partnerių, su kuria sieja ne tik ekonominiai ir prekybos interesai, bet ir tikslas veikti kartu glaudžiai bendradarbiaujant bendroje kaimynystės erdvėje bei pasauliniu lygmeniu. Yra apgailestaujama, kad Rusijos valdžios institucijos nusprendė atmesti prašymą įregistruoti Liaudies laisvės partiją (PARNAS) būsimuose 2011 m. gruodžio mėn. vyksiančiuose Dūmos rinkimuose dalyvauti. Manau, kad yra būtina raginti Rusijos valdžios institucijas užtikrinti laisvus ir sąžiningus rinkimus ir panaikinti visus šio principo neatitinkančius sprendimus ir taisykles. Taip pat yra išreiškiamas susirūpinimas dėl

sunkumų, kuriuos patiria politinės partijos, norinčios registruotis į rinkimus, dėl šių sunkumų iš tiesų suvaržoma politinė konkurencija Rusijoje, rinkėjai turi mažesnę pasirinkimą ir šie sunkumai parodo, kad vis dar yra realių kliūčių politiniam pliuralizmui šalyje.

4-219-000

**David Martin (S&D)**, *in writing*. – I welcome this resolution in which the European Parliament reaffirms its concerns regarding the difficulties faced by the political parties in registering for elections, which effectively constrain political competition in Russia, reduce the choice available to its electorate and show that there are still real obstacles to political pluralism in the country.

4-219-500

**Clemente Mastella (PPE)**, *per iscritto*. – Nonostante la crescente interdipendenza delle relazioni economiche e commerciali, i rapporti tra UE e Russia stanno registrando progressi limitati, a causa delle incomprensioni e della sfiducia in merito a questioni politiche ed economiche che hanno impedito alle parti di costruire un'autentica cooperazione strategica. Siamo dell'idea che le autorità russe debbano fare tutto ciò che è in loro potere per garantire che tutti i candidati e i partiti siano trattati in modo giusto ed equo in occasione delle elezioni parlamentari del dicembre 2011. Nella Federazione russa, spesso, sono messe a rischio le libertà di espressione, associazione e riunione. Sono altresì soggette a restrizioni, oppure ostacolate, le iniziative e le attività dei sostenitori dei diritti umani, delle organizzazioni indipendenti della società civile, degli oppositori politici, dei mezzi di informazione indipendenti e dei normali cittadini. Pertanto, riteniamo debbano essere ridotti gli ostacoli alla registrazione di nuovi partiti, assicurate pari condizioni a tutti i candidati e partiti nel corso della campagna elettorale e, soprattutto, dovrà essere garantito a tutti l'accesso ai mezzi di informazione. Sosteniamo, infine, che l'evoluzione futura delle relazioni UE-Russia debba essere legata a sforzi volti a rafforzare la democrazia, lo Stato di diritto ed il rispetto dei diritti fondamentali.

4-219-250

**Nuno Melo (PPE)**, *por escrito*. – O pluralismo político é uma pedra basilar da democracia e da sociedade moderna, bem como uma fonte de legitimidade política. Sendo a Rússia um dos parceiros mais importantes da União Europeia para criar uma cooperação estratégica, partilhando não só interesses económicos e comerciais, mas também o objetivo de uma cooperação estreita a nível da vizinhança comum e no plano internacional, a UE espera que as eleições para a Duma decorram da melhor forma possível, sem qualquer tipo de interferência.

4-219-625

**Rolandas Paksas (EFD)**, *raštu*. – Rusija yra viena iš svarbiausių Europos Sąjungos partnerių dėl to nuolat būtina plėsti politinį dialogą daugelyje sričių. Visų pirma, turi būti vystomas glaudesnis bendradarbiavimas ekonominių ir prekybos interesų atžvilgiu. Be to, reikia sustiprinti strateginę partnerystę su Rusija ir ieškoti sprendimų siekiant įveikti bendrus iššūkius bendroje kaimynystės erdvėje bei visame pasaulyje. Atsižvelgiant į tai, labai svarbu, kad Rusijoje visi procesai vyktų nepažeidžiant demokratijos ir teisinės valstybės principų, užtikrinant pagarbą žmogaus teisėms ir laisvėms. Be to, labai svarbu, kad būtų vykdomi

laisvi ir sąžiningi rinkimai, nevarojant prievartos ir nedarant jokių apribojimų nė vienai socialinei grupei, bei būtų panaikinti šio principo neatitinkantys sprendimai bei taisyklės.

4-220-000

**Justas Vincas Paleckis (S&D)**, *raštu*. – Balsavau už šią rezoliuciją, kurioje reiškiamas susirūpinimas Rusijos Teisingumo ministerijos sprendimu Dūmos rinkimų išvakarėse neregistruoti "Liaudies laisvės partijos". Dar reikėtų įsigilinti į neregistravimo priežastis, bet ES labai suinteresuota, kad įvyksiantys rinkimai Rusijoje žymėtų tvirtą žingsnį demokratijos stiprinimo kelyje. Atsisakymas registruoti minėtą partiją Rusijoje gali sumažinti pasirinkimo laisvę, piliečių pasitikėjimą savo valstybe. Rusija yra ir bus viena svarbiausių ES partnerių. Mus turėtų sieti ne tik ekonominė ir prekybos tarpusavio priklausomybė, bet ir bendri darnaus bendradarbiavimo kaimynystėje ir visame pasaulyje tikslai.

4-220-500

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente a presente resolução. A pluralidade é um vector fundamental da democracia. As nossas sociedades demonstram-no. O desejo de qualquer povo é saber que se encontra totalmente representado nos seus órgãos de soberania. As assembleias do povo devem receber representantes de todas as correntes de opinião. Faço votos para que sejam suprimidos na Rússia quaisquer obstáculos a esse fim.

4-221-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – In favour. The resolution stresses that the European Parliament: 1. reaffirms its belief that Russia remains one of European Union's most important partners in building strategic cooperation, sharing not only economic and trade interests but also the objective of acting closely together in the common neighbourhood, as well as at global level; 2. reconfirms its resolution of 9 June 2011 on the EU-Russia Summit in Nizhny Novgorod; 3. deplores the decision by the Russian authorities to reject the registration of the People's Freedom Party (PARNAS) for the forthcoming Duma elections in December 2011; calls on the Russian authorities to guarantee free and fair elections and to withdraw all decisions and rules that oppose this principle; 4. reaffirms its concerns regarding the difficulties faced by the political parties in registering for elections, which effectively constrain political competition in Russia, reduce the choice available to its electorate and show that there are still real obstacles to political pluralism in the country.

4-221-500

**Νικόλαος Σαλαβράκος (EFD)**, *γραφικώς*. – Υπερψήφισα την πρόταση ψηφίσματος σχετικά με τις προετοιμασίες των εκλογών για την Κρατική Δούμα της Ρωσίας τον Δεκέμβριο του 2011, διότι εκφράζει την πεποίθηση ότι η Ρωσία παραμένει ένας εκ των σημαντικότερων εταίρων της Ευρωπαϊκής Ένωσης για την οικοδόμηση στρατηγικής συνεργασίας, με τον οποίο η ΕΕ μοιράζεται όχι μόνον οικονομικά και εμπορικά συμφέροντα αλλά και τον στόχο της στενής συνεργασίας τόσο στις κοινές τους γειτονικές περιοχές όσο και στο διεθνές πεδίο.

4-221-750

**Rafał Trzaskowski (PPE)**, *na piśmie*. – Niepokojąca jest decyzja władz rosyjskich o odmowie zarejestrowania Partii Wolności Narodowej (PARNAS) w nadchodzących grudniowych wyborach. Trudności, na jakie napotykają obecnie w Rosji partie polityczne



przy rejestracji wyborczej są nieakceptowalne w kraju, który aspiruje do statusu jednego z najważniejszych strategicznych partnerów Unii.

4-222-000

### **Motion for a resolution RC-B7-0392/2011**

4-222-125

**Luís Paulo Alves (S&D)**, *por escrito*. – Aprovo a proposta de resolução do S&D, que recorda que a liberdade de circulação num espaço europeu de liberdade, segurança e justiça é um direito fundamental e um pilar da cidadania da UE, cujo âmbito de aplicação não pode deixar de ser alargado e reforçado, a fim de preservar os princípios e valores da União Europeia. Esta resolução acredita, igualmente, que um apoio eficaz aos Estados-Membros, a fim de assegurar o cumprimento do acervo de Schengen em caso de pressão nas fronteiras externas, já pode ser abordado de forma integral através do novo sistema de avaliação Schengen, actualmente a ser redefinido em processo legislativo ordinário. Lembra ainda que o afluxo maciço de migrantes e requerentes de asilo nas fronteiras externas não pode, em nenhum caso, por si só, ser considerado como um motivo adicional para a reintrodução dos controlos nas fronteiras e acredita que a resposta da União Europeia não pode ser o encerramento das fronteiras internas, mas a gestão conjunta das fronteiras externas com base em mecanismos de solidariedade rigorosos financiados ao abrigo do artigo 80.º do TFUE.

4-222-250

**Jean-Luc Bennahmias (ALDE)**, *par écrit*. – A l'occasion du vote de cette résolution, le Parlement a réaffirmé son soutien à Schengen : la libre circulation des personnes dans l'UE est une des quatre libertés fondamentales, c'est un des acquis fondamentaux de la communauté dans laquelle nous vivons. C'est pourquoi, nous sommes aujourd'hui sceptiques sur les tentatives de remise en cause de ces accords et l'introduction d'une clause de sauvegarde pour la réintroduction des frontières. L'attitude de certains pays dans la crise de Lampedusa a attisé les craintes et le repli sur soi conduisant même un Etat membre à organiser le retour des frontières! Schengen doit être respecté, la question de la clause de sauvegarde doit être examinée avec beaucoup de précaution mais surtout la gestion de Schengen doit être européenne! Il est inacceptable de concevoir la migration uniquement comme une menace. L'immigration zéro est une utopie scandaleuse ; les migrations, légales comme illégales, ont toujours existé. Si la gestion des flux est une nécessité, elle doit se faire de la façon la plus humaine possible!

4-222-375

**Izaskun Bilbao Barandica (ALDE)**, *por escrito*. – He apoyado esta resolución sobre los cambios en el sistema Schengen porque comparto la opinión de que la conducta de algunos Estados que tratan de restablecer los controles fronterizos es antieuropea, ya que se basa en la falta de solidaridad interestatal y en la nula confianza entre Estados limítrofes con situaciones no homogéneas en materia de inmigración ilegal. Es ineficaz porque no va a conseguir corregir los problemas que quiere enfrentar. Además, desconoce los positivos efectos sobre la calidad de vida de cientos de miles de personas y sobre la evolución económica que tiene el principio de libre circulación. Finalmente, vulnera procedimientos ya establecidos en los códigos de fronteras para reestablecer controles interiores, que están

perfectamente definidos y precisados en cuanto a causas y procedimientos en la normativa vigente.

4-222-500

**Vilija Blinkevičiūtė (S&D)**, *raštu*. – Balsavau už šį pranešimą, nes tai yra dar vienas svarbus Europos Parlamento žingsnis Šengeno laisvo judėjimo erdvės apsaugos link. Iš tiesų, pastaruoju metu dėl įvairių priežasčių, buvo iškilusi grėsmė laisvo judėjimo erdvei, ir tai sukėlė daug diskusijų viešojoje erdvėje, dėl to, kaip turėtų būti ateityje valdoma ir prižiūrima Šengeno erdvė. Esu įsitikinusi, kad esamą sistemą turime ne reformuoti, o tiesiog sustiprinti, nes Šengeno taisyklės, apibrėžtos Šengeno sienų kodekse, jau numato laikino vidaus sienų kontrolės atnaujinimo sąlygas ir procedūras. Kita vertus, ši sistema turi keletą trūkumų ir galėtų būti patobulinta. Pirma, ji yra vienašalio pobūdžio ir dėl to neįmanoma teikti pirmenybės kolektyviniam ES interesui. Šengeno sistemos stiprinimas ateityje turėtų tai pakeisti. Antra, dabar nustatytas vertinimo, kaip valstybės narės laikosi Šengeno teisyne nuostatų, mechanizmas, kuomet toks vertinimas yra atliekamas tarpvyriausybines darbo grupės, yra akivaizdžiai nepakankamas.

4-223-000

**Cristian Silviu Buşoi (ALDE)**, *în scris*. – Consider inacceptabilă inițiativa Consiliului European de modificare a regulilor spațiului Schengen. Regret faptul că liderii unor state membre doresc să punteze electoral cu riscul de a dilua una dintre cele mai importante realizări ale UE și unul dintre aspectele pozitive cu cea mai mare vizibilitate pentru cetățenii europeni.

Aceste propuneri de modificare denota o atitudine duală a UE. Pe de o parte, liderii europeni își afirmă în discursuri solidaritatea cu popoarele arabe care aspiră la democratizare, iar pe de altă parte se refuză accesul refugiaților în UE pe motiv că fluxurile migrației ar fi excesive.

Nu contest că în momentul în care toți refugiații ajung într-un singur stat membru, o astfel de situație poate prezenta dificultăți. Însă tocmai din acest motiv avem nevoie de mai multă solidaritate între statele membre și de definitivarea unui sistem european comun de azil și a unei veritabile politici de imigrație comune.

Soluția pentru eficientizarea Schengen nu constă în reintroducerea controalelor, care echivalează cu distrugerea spațiului Schengen, ci în introducerea unor mecanisme complementare de gestiune comună a fluxurilor migrației.

Refuz să subscriu acestor propuneri și sper că ne vom putea concentra pe problemele reale ale spațiului Schengen, lăsând la o parte diversivniunile de acest gen.

4-223-125

**Corina Crețu (S&D)**, *în scris*. – Am votat în favoarea adoptării Rezoluției Parlamentului European referitoare la modificările aduse sistemului Schengen, întrucât crearea spațiului Schengen și integrarea acquis-ului Schengen în cadrul UE reprezintă una dintre cele mai mari realizări ale procesului de integrare europeană, însemnând absența controalelor la frontierele interne și o libertate de circulație fără precedent în interiorul Uniunii Europene.

Libertatea de circulație a devenit unul dintre elementele de bază ale cetățeniei europene și una dintre pietrele de temelie ale UE ca spațiu de libertate, securitate și justiție, consacrand dreptul de liberă circulație și ședere în toate statele membre în condițiile unor drepturi, garanții și protecții egale, inclusiv interzicerea tuturor formelor de discriminare bazate pe

naționalitate. De aceea, se impun de urgență anularea tuturor barierelor încă existente pentru cetățenii români și bulgari, precum și o condamnare fermă a încercării anumitor state membre de a reintroduce controalele la frontieră, periclitând însuși spiritul acquis-ului Schengen.

4-223-250

**Marielle De Sarnez (ALDE)**, *par écrit*. – Les mouvements démocratiques dans les pays arabes et la guerre en Libye ont engendré et engendrent d'importants mouvements de population en direction de l'Union européenne. Face à cette arrivée massive de migrants et réfugiés, de nombreux gouvernements se prononcent pour une révision des accords Schengen et le 24 juin dernier, le Conseil européen (qui représente les Etats) a demandé à la Commission de présenter une proposition sur un mécanisme de sauvegarde pour faire face à des circonstances exceptionnelles de ce type et ainsi pouvoir réintroduire des contrôles aux frontières intérieures. Le Parlement européen réaffirme sa totale opposition à tout nouveau mécanisme de Schengen et déplore le fait que plusieurs États membres, tels que la France, l'Italie ou encore le Danemark, tentent de réintroduire des contrôles aux frontières. Les problèmes rencontrés récemment découlent pour beaucoup de la réticence des Etats membres à mettre en œuvre une politique européenne d'asile et d'immigration commune, que notre Parlement appelle de ses vœux depuis longtemps. Nous avons besoin d'une plus grande solidarité envers les États membres pour faire face à ces situations extraordinaires. Il faut renforcer Schengen plutôt que de l'affaiblir. Il faut réussir à mieux piloter le contrôle des frontières extérieures et non pas créer des barrières nationales.

4-223-500

**Christine De Veyrac (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté contre la résolution du Parlement européen sur l'espace Schengen car elle s'oppose à ce que, en cas d'afflux massif de migrants, un Etat puisse rétablir des contrôles à ses frontières nationales et ainsi se prémunir plus efficacement face à l'immigration illégale. La position que j'ai défendue est d'ailleurs partagée par l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement des 27 pays membres de l'Union européenne, de droite comme de gauche, lesquels lors du dernier Conseil européen ont souhaité élargir les critères permettant de rétablir ce type de contrôles aux frontières intérieures. Naturellement, la libre circulation demeure le principe de droit commun, et les restrictions l'exception.

4-223-625

**Edite Estrela (S&D)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente a proposta de resolução comum sobre as *alterações a Schengen*, porque a livre circulação de pessoas no interior do espaço Schengen constitui uma das maiores conquistas da integração europeia e a liberdade de circulação é um direito fundamental e um pilar da cidadania da UE.

4-223-750

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – A liberdade de circulação no interior da União Europeia é um dos factos mais notáveis do processo de integração entre os Estados que a compõem e mais emblemáticos do que de bom trouxe este processo. A restrição desta liberdade constituiria um retrocesso a que os nossos povos teriam dificuldade em voltar a habituar-se. Não obstante, é inegável que a faculdade de circular livremente em toda a União e o fim dos constrangimentos fronteiriços internos tem levantado problemas a diversos Estados-Membros confrontados, em diversos casos, com fenómenos de imigração ilegal.

Há, por isso, que procurar soluções equilibradas para este problema sem pôr em causa de modo definitivo um valor tão caro aos europeus, essencial para a manutenção de um espaço de verdadeira liberdade, segurança e justiça. Há, também, que reforçar a capacidade de controlo das fronteiras externas por parte dos Estados-Membros, avaliar de que modo estes aplicam o acervo de Schengen e procurar que adoptem melhores práticas visando uma melhor solidariedade e transmissão de informações, potenciando assim os seus objectivos, impedindo abusos e prevenindo situações de tensão fronteiriça.

4-223-875

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – Pelo seu impacto ao nível da circulação de pessoas e bens no interior da União Europeia, o sistema Schengen assume-se, de facto, como um dos pilares da construção europeia. Os tempos conturbados, de crise e as tensões sociais em que nos encontramos actualmente evidenciaram problemas relativos ao controlo das fronteiras externas e instigaram sentimentos populistas e nacionalistas, que negam a solidariedade e a necessária confiança que tem de prevalecer entre os Estados-Membros. O afluxo de migrantes às fronteiras externas, oriundos, designadamente, de África e do Médio Oriente, com consequentes responsabilidades para os Estados-Membros com fronteiras externas, não pode justificar derrogações suplementares ou medidas excepcionais na vigência do sistema de Schengen, tendo em vista, nomeadamente, a reintrodução de fronteiras ou limitações internas à livre circulação no espaço europeu. Saúdo, por conseguinte, a presente resolução, que vem reafirmar a importância de Schengen e dos valores europeus.

4-224-000

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – A resolução comum assinada e aprovada pelos principais grupos políticos – conservadores, sociais-democratas, liberais e incluindo também os verdes – espelha os objectivos de aprofundamento do Sistema de Informação Schengen, do Frontex e de toda uma política de imigração de cariz securitário, baseada, fundamentalmente, na criminalização da imigração, com as desumanas consequências que infelizmente bem conhecemos. Esta insistência no reforço da governação Schengen é feita num momento em que é visível, perante os olhos de todos, a situação em Lampedusa e os milhares de vítimas e de refugiados de conflitos e guerras em África. Guerras que a própria UE apoia e em que participam diversos dos seus países.

É necessário mais cooperação, mais solidariedade, mais diálogo. Não é este o caminho apontado por este relatório. A par de tudo isto, há uma insistência nas políticas comuns de asilo e migração, com o pretexto do combate à imigração ilegal e ao crime organizado, o que, pela experiência que temos com a directiva do retorno ou da vergonha, pode acabar em maiores atropelos aos direitos e garantias dos cidadãos, para além de limitar a soberania dos Estados-Membros.

4-225-000

**Ilda Figueiredo (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Consideramos que a resolução hoje votada sobre as alterações ao Acordo Schengen espelha os objectivos de aprofundamento do Sistema de Informação Schengen, do Frontex e de toda uma política de imigração que se baseia fundamentalmente numa política securitária e na criminalização da imigração. É particularmente grave que se insista no reforço da governação Schengen quando conhecemos a situação em Lampedusa e todos os milhares de vítimas e de refugiados de conflitos e guerras em África que a própria União Europeia apoia.

O que se impõe é uma maior cooperação e menos ingerência na vida interna desses países, é mais solidariedade, mais diálogo e menos recurso à intervenção militar. Por outro lado, há uma insistência nas políticas comuns de asilo e migração com o pretexto do combate à imigração ilegal e ao crime organizado, o que, pela experiência que temos com a directiva do retorno ou da vergonha, pode acabar em maiores atropelos aos direitos e garantias dos cidadãos, para além de limitar a soberania dos Estados-Membros.

4-226-000

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne* . – Najmä minulý rok sa vyznačoval hromadným odchodom obyvateľov z krajín severnej Afriky a schengenský systém sa nedávno ocitol pod tlakom, keď niektoré členské štáty vzhľadom na náhly prílev migrantov zvažovali obnovenie vnútroštátnych hraničných kontrol. Podmienky pre dočasné a výnimočné zavedenie kontrol na vnútorných hraniciach v prípade vážnej hrozby verejnej politiky či vnútornej bezpečnosti jasne stanovuje nariadenie o schengenskom hraničnom kódexe. Aktuálne problémy s prílevom prisťahovalcov však nesmú slúžiť ako dôvod pre ďalšie výnimky, pretože by to znamenalo významné ohrozenie schengenskej myšlienky. Voľný pohyb osôb v rámci schengenského priestoru je totiž jedným z najväčších úspechov európskej integrácie. Schengen má pozitívny vplyv na život státisícov občanov EÚ tým, že umožňuje pohodlné prekračovanie hraníc a prináša oživenie hospodárstva. Voľný pohyb je základným právom a pilierom občianstva EÚ, a preto zastávam názor, že úlohou Únie, a teda aj Komisie, by mal byť plán, ako migračné tlaky zo Stredozemia rozdeliť medzi členské štáty, ako efektívne zvládnuť integráciu imigrantov.

4-227-000

**Bruno Gollnisch (NI)**, *par écrit* . – Schengen est un échec. On avait promis aux citoyens européens que le démantèlement des contrôles aux frontières intérieures de l'Union irait de pair avec un renforcement des contrôles aux frontières extérieures et le maintien d'un haut niveau de sécurité.

La réalité? L'Europe est une passoire. Les contrôles aux frontières extérieures insuffisants. Le laxisme politique généralisé quant à la gestion des flux migratoires, en général, et des prétendus demandeurs d'asile, en particulier. Ce laxisme est alimenté désormais par des lois européennes élaborées par Bruxelles, qui croit fermement que l'importation massive d'immigrés extra-européens résoudra nos problèmes économiques et sociaux, voire démographiques!

Tout État a le droit, et même le devoir, de maîtriser ses frontières, de contrôler les marchandises et les hommes qui les franchissent. Ce qu'a montré la récente crise, toujours en cours, de Lampedusa, c'est que l'absence de contrôles aux frontières intérieures est un puissant incitatif pour les candidats à l'immigration illégale à se précipiter en n'importe quel point facilement accessible d'Europe. Ils savent qu'ensuite, il leur sera facile de jouer de nos lois et de cette absence de contrôle pour aller où bon leur semble.

Ce n'est pas la réforme de la clause de sauvegarde de l'accord de Schengen qu'il faut engager. C'est l'abolition de cet accord !

4-227-125

**Juozas Imbrasas (EFD)**, *raštu* . – Pritariau dokumentui, kadangi iki 2012 m. turi būti sukurta bendra Europos prieglobsčio sistema, siūloma jokiui būdu nedaryti išimčių Šengeno sistemų kodekse. Ypač pernai žmonės masiškai kėlėsi iš kai kurių Šiaurės Afrikos šalių ir

pastaruoju metu sistemai buvo daromas spaudimas dėl staigaus migrantų srauto kai kurios valstybėse narėse, todėl yra svarstoma galimybė atnaujinti patikrinimus prie nacionalinių sienų. Manau, kad nustačius bet kokias naujas papildomas dabartinių taisyklių išimtis, pvz., naują vidaus sienų kontrolės atnaujinimo išimtiniais atvejais pagrindą, Šengeno sistema tikrai nesustiprėtų. Pažymėtina, kad migrantų ir prieglobsčio prašytojų antplūdis prie išorės sienų negali būti savaimė laikomas papildoma priežastimi sienų kontrolei atnaujinti.

4-227-250

**Philippe Juvin (PPE)**, *par écrit*. – Je n'ai pas soutenu la résolution sur l'espace Schengen car j'estime qu'il n'est pas opportun d'avoir une résolution qui refuserait par principe tout élargissement des critères permettant d'établir un contrôle aux frontières intérieures et qui irait ainsi contre les conclusions du Conseil européen et contre les propositions de la Commission. Si on se limite aux critères existant aujourd'hui "d'ordre public et de sécurité publique", les Etats continueront d'agir de manière unilatérale en interprétant largement ces critères en cas de pressions migratoires fortes et, ce faisant, nous risquons de pousser à assimiler immigration et insécurité quand il faudra réagir à des pressions migratoires. Le dispositif proposé vise au contraire à créer un mécanisme permettant la réintroduction de contrôles aux frontières de façon exceptionnelle, en dernier recours et dans le cadre d'un mécanisme européen. Il nous faut aujourd'hui renforcer la gouvernance de l'espace Schengen. Cette initiative vise précisément à pouvoir apporter des réponses à la situation de crise que connaît actuellement l'espace Schengen, liée en particulier au fait que certains Etats membres ne sont plus en mesure d'assurer le respect de leurs obligations au titre de l'acquis Schengen s'agissant du contrôle effectif de leur portion de frontière extérieure.

4-227-500

**Constance Le Grip (PPE)**, *par écrit*. – J'ai décidé de voter contre la résolution commune sur l'espace Schengen. Il nous faut renforcer la gouvernance politique de l'espace Schengen, élaborer une véritable politique européenne de l'immigration et de l'asile et développer le rôle de FRONTEX. Il ne s'agit pas de porter atteinte à la liberté de circulation à l'intérieur de l'espace Schengen, mais d'adapter cet accord aux réalités migratoires. Or, le contenu de cette résolution ne me paraît pas judicieux car il refuse par principe tout élargissement des critères permettant de rétablir, à titre provisoire et exceptionnel, un contrôle aux frontières intérieures. Cette résolution va à l'encontre des conclusions du Conseil européen et des propositions récemment faites par la Commission, qui m'apparaissent équilibrées et réalistes. Il est important de revoir les critères actuels "d'ordre public et de sécurité publique", qui ne sont pas appropriés à la situation d'aujourd'hui et laissent aux Etats une trop grande marge d'interprétation, notamment en cas de pressions migratoires fortes, avec, in fine, le risque d'assimiler immigration et insécurité. C'est pourquoi la création d'un mécanisme européen permettant la réintroduction de contrôles aux frontières de façon exceptionnelle me paraît hautement souhaitable et permettrait de pallier les défaillances dont font preuve certains Etats dans le contrôle de leur frontière extérieure en cas de fortes pressions migratoires.

4-228-000

**David Martin (S&D)**, *in writing*. – I supported this resolution which stresses that free movement of people within the Schengen area has been one of the biggest achievements of European integration, that Schengen has a positive impact on the lives of hundreds of thousands of EU citizens, both by making border crossing convenient and by boosting the

economy, and that freedom of movement is a fundamental right and a pillar of EU citizenship.

4-228-250

**Clemente Mastella (PPE)**, *per iscritto*. – La sicurezza dello spazio Schengen dipende dal rigore e dall'efficacia con cui ogni Stato membro effettua i controlli alle proprie frontiere esterne, nonché dalla qualità e dalla rapidità con cui vengono scambiate le informazioni attraverso il SIS. Viste le pressioni subite recentemente dal sistema, a causa di un considerevole spostamento di persone da molti paesi nordafricani, concordiamo con la possibilità di ripristinare, in via temporanea, controlli limitati alle frontiere interne "in circostanze del tutto eccezionali". Siamo altresì dell'idea che la situazione non possa essere gestita unicamente a livello nazionale, ma che richieda la mobilitazione di tutti gli Stati membri a livello di Unione europea e l'uso di tutti gli strumenti operativi e finanziari di cui essa dispone. Riconosciamo che la libera circolazione delle persone attraverso le frontiere europee sia un importante successo, che costituisce di fatto uno dei principali pilastri dell'Unione europea, ma raccomandiamo vivamente il rafforzamento della "governance" di Schengen. Riteniamo, infine, sia necessario obbligare gli Stati membri a rispettare le norme derivanti da questo accordo e a proteggere in modo efficace le frontiere esterne, garantendo nel contempo che i diritti fondamentali siano rispettati e che l'accesso dei profughi alla protezione internazionale sia compatibile ed adeguato.

4-228-500

**Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL)**, *par écrit*. – Ce texte donne un signal défavorable aux tentatives des présidents Sarkozy et Berlusconi d'instrumentaliser l'arrivée de réfugiés aux frontières de l'Europe au profit d'une politique sécuritaire et xénophobe. Non, il n'est pas nécessaire d'introduire une clause de réintroduction temporaire des frontières aux accords Schengen. Cette possibilité est déjà prévue. Non, il n'est pas nécessaire de renforcer les capacités de l'agence Frontex. Elle fait déjà assez de dégâts comme ça.

Mais ce texte est faible sur ce dernier point et promet des sanctions à qui ne se conforme pas aux diktats de l'Europe forteresse. Je m'abstiens pour ces raisons. Je soutiens le signal donné contre la réintroduction injustifiée des frontières intérieures

4-228-750

**Nuno Melo (PPE)**, *por escrito*. – O sistema de Schengen sofreu recentemente uma pressão significativa devido ao facto de alguns Estados-Membros ponderarem a reintrodução dos controlos nas fronteiras nacionais como reacção ao fluxo de imigrantes vindos do Norte de África. Assim, é necessário elaborar uma proposta para um mecanismo de salvaguarda que permita dar resposta a *circunstâncias excepcionais* deste tipo. É necessária uma maior solidariedade para com os Estados-Membros que enfrentam o maior afluxo de migrantes, a fim de os ajudar a dar resposta a situações extraordinárias desta natureza, para que, no futuro, não se ponha novamente em causa o espaço Schengen.

4-229-000

**Louis Michel (ALDE)**, *par écrit*. – Le droit à la liberté de circulation est l'un des droits les plus fondamentaux et les plus visibles conférés aux citoyens de l'Union. La création de l'espace de Schengen et l'intégration de l'acquis de Schengen dans le cadre de l'Union représentent l'une des plus grandes réalisations du processus européen d'intégration. La

liberté de circulation est devenue un des piliers de la citoyenneté européenne et doit le rester.

Par conséquent toute nouvelle dérogation aux dispositions actuelles ou réintroduction, même à titre exceptionnel, des contrôles aux frontières ne jouera pas en faveur du renforcement du système de Schengen et ira à l'encontre de la lettre et de l'esprit des traités et de l'acquis communautaire. D'autant plus que les conditions à la réintroduction temporaire et exceptionnelle des contrôles aux frontières intérieures figurent déjà clairement dans le code des frontières de Schengen. Il faut absolument renforcer la gouvernance de Schengen afin de pouvoir garantir que chaque État membre soit en mesure de contrôler ses frontières extérieures de l'Union et renforcer la confiance mutuelle. Il est également nécessaire de faire preuve d'une plus grande solidarité envers les États membres qui doivent faire face à des flux importants de migrants.

4-229-500

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing*. – The European Parliament is therefore of the opinion that any new, additional exemptions from the current rules, such as new grounds for reintroducing border controls on an 'exceptional' basis, would definitely not reinforce the Schengen system. In order to exclude such cases of loose interpretation of Schengen rules, additional provisions should be made. An agreement is effective when parties cannot retreat from it. I voted in favour.

4-229-750

**Rolandas Paksas (EFD)**, *raštu*. – Atkreiptinas dėmesys, kad pastaraisiais metais padidėjo žmonių antplūdis iš kai kurių Šiaurės Afrikos šalių, dėl staigaus migrantų srauto kai kurios valstybės narės svarsto galimybę atnaujinti patikrinimus prie nacionalinių sienų. Kadangi iki 2012 m. turi būti sukurta bendra Europos prieglobsčio sistema, išimtyš Šengeno sistemų kodekse be abejonės neprisdėtų prie šio tikslo igyvendinimo, judėjimo laisvės ir ES valdymo Šengeno erdvėje stiprinimo. Tačiau išimtinais atvejais, kai susidaro nepaprasta padėtis ir iškyla pavojus valstybei narei, turėtų būti leista nukrypti nuo griežtų Šengeno erdvės taisyklių, tačiau tik atlikus išsamų tyrimą. Mes ir toliau turime dėti visas pastangas, kad būtų stiprinamas Šengeno sistemos valdymas ir vertinimo mechanizmas. Valstybei narei, turi būti teikiama efektyvi pagalba ir parama, kad ji galėtų veiksmingai kontroliuoti jai priklausančią ES išorės sienos dalį ir valdyti didžiausius migrantų srautus.

4-229-875

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente a presente resolução por considerar que a liberdade de circulação num espaço europeu de liberdade, segurança e justiça constitui um direito fundamental e um pilar da cidadania da UE. Neste sentido, lamento o facto de vários Estados-Membros tentarem reintroduzir o controlo de fronteiras, pondo claramente em causa o verdadeiro espírito do acervo de Schengen.

4-230-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – In favour. The European Parliament: 1. stresses that free movement of people within the Schengen area has been one of the biggest achievements of European integration, that Schengen has a positive impact on the lives of hundreds of thousands of EU citizens, both by making border crossing convenient and by boosting the economy, and that freedom of movement is a fundamental right and a pillar of EU citizenship, the conditions for the exercise of which are laid down in the



Treaties and in Directive 2004/38/EC; 2. strongly recommends strengthening the Schengen governance in order to help ensure that each Member State can effectively control its section of the EU's external borders, to reinforce mutual trust and to build confidence in the effectiveness of the EU system of migration management; firmly stresses the need for greater solidarity towards those Member States facing the greatest influx of migrants in order to help them deal with extraordinary situations of this nature;

4-230-250

**Νικόλαος Σαλαβράκος (EFD)**, γραπτώς. – Υπερψήφισα το κοινό ψήφισμα για το σύστημα Σένγκεν, καθώς εκφράζει έντονη απογοήτευση για την απόπειρα αρκετών κρατών μελών να επαναφέρουν τους συνοριακούς ελέγχους, λόγω της αδρόας εισροής μεταναστών από την Βόρεια Αφρική. Δεν είναι δυνατόν τα κράτη που βρίσκονται στα εξωτερικά σύνορα της ΕΕ να υφίστανται όλη την μεταναστευτική πίεση και τα υπόλοιπα κεντρικά ευρωπαϊκά κράτη να απειλούν με επαναφορά συνοριακών ελέγχων, προβαίνοντας σε διακριτική μεταχείριση εις βάρος των πρώτων και μετατρέποντας τα σε «μεταναστευτικές αποθήκες» όλης της Ευρώπης. Η δημιουργία του χώρου Σένγκεν καθόρισε κοινά εξωτερικά σύνορα, τα οποία η ΕΕ έχει κοινή ευθύνη να διαχειρίζεται βάσει των Συνθηκών. Παρ' όλα αυτά η ΕΕ δεν έχει ακόμη πλήρως συμμορφωθεί προς την απαίτηση αυτή. Το πρόβλημα της λαθρομετανάστευσης πρέπει να αντιμετωπίζεται συλλογικά. Είναι απαραίτητο, όπως σωστά αναφέρεται στο ψήφισμα, η ΕΕ να αναπτύξει μια κοινή πολιτική για τη μετανάστευση, το άσυλο και τη χορήγηση θεωρήσεων.

4-230-500

**Silvia-Adriana Țicău (S&D)**, în scris. – Am votat pentru rezoluția privind modificările aduse sistemului Schengen. Acesta are un impact pozitiv asupra vieților a sute de mii de cetățeni ai UE, nu doar prin facilitarea trecerii frontierelor, ci și prin stimularea economiei. Susțin consolidarea guvernantei Schengen pentru a se garanta că fiecare stat membru poate controla efectiv porțiunea sa din frontierele externe ale UE, pentru a construi încrederea în eficacitatea sistemului UE de gestionare a migrației. Subliniez faptul că trebuie garantată punerea în aplicare corectă și corespunzătoare a normelor Schengen de către statele membre, chiar și după aderarea lor.

Condițiile necesare pentru reintroducerea temporară a controalelor la frontierele interne în situații excepționale sunt deja clar stabilite în Regulamentul 562/2006 (Codul Frontierelor Schengen). Consider că în niciun caz afluxul de imigranți și de solicitanți de azil la frontierele externe nu poate fi considerat un motiv suplimentar de reintroducere a controalelor la frontiere.

Solicităm Comisiei să prezinte o inițiativă care să vizeze definirea aplicării stricte ale articolelor 23, 24 și 25 din Codul Frontierelor Schengen. Consider că orice nouă derogare suplimentară de la normele actuale, cum ar fi noi motive pentru reintroducerea controalelor la frontieră pentru situațiile „excepționale”, nu vor consolida în niciun caz sistemul Schengen.

4-230-750

**Rafał Trzaskowski (PPE)**, na piśmie. – Dzisiejszą rezolucją Parlament utwierdził jedynie swoją postawę strażnika dorobku Schengen. Przeciwstawiamy się wszelkim próbom ograniczenia jednego z największych osiągnięć integracji europejskiej. Odpowiedzią na wyzwania migracyjne, przed którymi stanęły dziś niektóre państwa członkowskie są budowanie wspólnej polityki migracyjnej i azylowej oraz bezpieczniejsze granice

zewnątrzne Unii, a nie przywracanie granic wewnętrznych. Bezpieczne granice zewnętrzne w żadnym wypadku nie mogą się jednak równać granicom zamkniętym.

4-231-000

**Angelika Werthmann (NI)**, *schriftlich*. – Ich habe dem gemeinsamen, fraktionsübergreifenden Entschließungsantrag bezüglich künftiger Änderungen des Schengen-Kodex zugestimmt. Die Wiedereinführung von Grenzkontrollen steht in keinem direkten Zusammenhang mit der Effektivität in der Kriminalitätsbekämpfung. Der Schengen-Kodex in seiner derzeitigen Fassung enthält hinsichtlich der – zeitlich begrenzten – Ausnahmen ausreichende Bestimmungen. Temporäre Politikalküle dürfen nicht den Fortschritt behindern.

4-232-000

### **Motion for a resolution RC-B7-0388/2011**

4-232-500

**Luís Paulo Alves (S&D)**, *por escrito*. – Aprovo a proposta de resolução do S&D, considerando que o Parlamento Europeu co-decide com o Conselho sobre o orçamento da UE para a acção externa, incluindo o orçamento para a PESC e PCSD, missões civis e os custos administrativos decorrentes da coordenação militar. Em conformidade com o Tratado, o Parlamento Europeu é regularmente consultado sobre os principais aspectos e opções fundamentais da PESC e o seu consentimento é necessário para traduzir as estratégias da UE em leis e celebrar acordos internacionais, incluindo acordos relativos principalmente para a PESC. Esta resolução recorda que o Parlamento Europeu é uma fonte de legitimidade democrática para a PESC e a PCSD, sobre os quais exerce controlo político.

4-233-000

**Pino Arlacchi (S&D)**, *in writing*. – I supported this report because the position taken by the national parliaments during the EU Speaker's Conference on 4 and 5 April, which minimises the role of the European Parliament, runs against the spirit of the Lisbon Treaty. The European Parliament is a source of democratic legitimacy and political scrutiny for the common foreign and security policy and the common security and defence policy. In accordance with Article 9 of the Lisbon Treaty the European Parliament and the national parliaments shall together determine the organisation and the promotion of effective and regular interparliamentary cooperation within the Union. I clearly support the view that strengthened interparliamentary cooperation in the area of CFSP and CSDP would reinforce the parliamentary influence on the political choices made by the EU and its states.

4-234-000

**Elena Băsescu (PPE)**, *în scris*. – Am votat în favoarea rezoluției PE, deoarece cooperării interparlamentare i se atribuie un rol central în cadrul noului tratat al UE în scopul construirii unei legitimități democratice adevărate. Contribuția parlamentelor naționale la modelarea politicii externe și de securitate comune este deosebit de utilă. Articolele 9 și 10 prevăd ca instrument de lucru comisiile specializate, ceea ce conferă mai multă flexibilitate procedurii. Consider că schimbul de bune practici între delegații contribuie la îmbunătățirea procesului de consultare și la o adaptare mai rapidă la celelalte mecanisme ale Uniunii. Salut crearea unei inițiative a conferinței organelor parlamentare de a semnala subiecte relevante instituțiilor europene. Comunicarea pe această cale cu autoritățile naționale va facilita

luarea deciziilor de politică externă la nivel european. De asemenea, cooperarea interparlamentară este o modalitate de a spori reprezentarea cetățenilor în procesele politice ale Uniunii.

4-234-125

**Izaskun Bilbao Barandica (ALDE)**, *por escrito*. – He votado a favor porque creo que la cooperación interparlamentaria reforzada en el ámbito de la PESC y de la PCSD puede mejorar las políticas que se adopten en la Unión Europea.

Quisiera destacar que hubiera preferido un acuerdo, pero espero que durante la Presidencia polaca sea posible el acuerdo entre el PE y los Parlamentos nacionales.

4-234-250

**Νικόλαος Χουντής (GUE/NGL)**, *γραφτώς*. – Επί της αρχής είμαι αντίθετος με τον στρατιωτικό χαρακτήρα της ΚΕΠΠΑ και της ΚΠΑΑ. Ψήφισα κατά στο ψήφισμα για τη διακοινοβουλευτική συνεργασία στο πεδίο αυτό για τους εξής επιπλέον λόγους: Περιορίζονται τα δικαιώματα των εθνικών κοινοβουλίων όπως και ο πραγματικός δημοκρατικός έλεγχος, από το ευρωπαϊκό και τα εθνικά κοινοβούλια, ολόκληρης της Ευρωπαϊκής Εξωτερικής Δράσης, αφού αυτή κατέστη το εκτελεστικό όργανο της ΚΕΠΠΑ.

Σχετικά με τη διακοινοβουλευτική συνέλευση "ελέγχου" της ΚΕΠΠΑ/ΚΠΑΑ, απορρίφθηκαν οι τροπολογίες της ευρωμάδας της Αριστεράς με τις οποίες θεσπίζονταν: α) δυνατότητα γνωμοδότησης από τη διακοινοβουλευτική συνέλευση· β) το δικαίωμά της να εγκρίνει δεσμευτικά συμπεράσματα/ψηφίσματα, ιδίως σε ό,τι αφορά τις στρατιωτικές και μη αποστολές, χωρίς περιορισμό των υφιστάμενων δικαιωμάτων ελέγχου των εθνικών κοινοβουλίων· γ) το νομικό δικαίωμα να απορρίπτει ή να εγκρίνει κάθε δράση ΚΕΠΠΑ και όλες τις στρατιωτικές και μη αποστολές· δ) να ενημερώνεται λεπτομερώς για κάθε σχεδιαζόμενη αποστολή ΚΕΠΠΑ/ΚΠΑΑ πολύ πριν το Συμβούλιο λάβει οποιαδήποτε απόφαση έναρξης μιας επιχείρησης, ε) το δικαίωμα να υποβάλλει ερωτήσεις και να λαμβάνει πληροφορίες· στ) να είναι παρατηρητής των δραστηριοτήτων ΚΕΠΠΑ/ΚΠΑΑ επισκεπτόμενη τις τρέχουσες αποστολές.

Τέλος, αυτή τη στιγμή το ευρωπαϊκό και τα εθνικά κοινοβούλια είναι αδύνατο να ελέγξουν τους "απόρρητους προϋπολογισμούς" της ΚΠΑΑ (Μηχανισμός ΑΘΗΝΑ και το μελλοντικό κονδύλι εκκίνησης).

4-234-500

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – O Tratado de Lisboa teve o mérito de pôr em destaque a necessidade de cooperação parlamentar e o acompanhamento e participação dos parlamentos nacionais na estruturação das políticas europeias. Este estreitar de laços é, em meu entender, essencial para aproximar os cidadãos dos Estados-Membros à vida corrente da União e permitir um processo decisório em rede que não descure o papel insubstituível dos parlamentares nacionais. Este contributo dos parlamentos nacionais aumenta a visibilidade das políticas europeias e, estou em crer, melhorará a aceitação e compreensão das mesmas por parte dos cidadãos. Estas são particularmente importantes nos domínios especialmente sensíveis das PESC e da PCSD.

4-234-750

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – Considerando a importância da cooperação entre os parlamentos nacionais de cada Estado-Membro e o Parlamento Europeu para o aprofundamento da integração europeia, assim como os benefícios de uma política externa

comum, apoio a presente resolução, que vem clarificar mecanismos para promover a partilha de responsabilidades na organização e no exercício de uma cooperação interparlamentar eficaz e regular, com particular incidência ao nível da Política Externa e de Segurança Comum (PESC) e da Política Comum de Segurança e Defesa (PCSD). A cooperação e a co-responsabilização interparlamentares visam também reforçar as garantias de protecção dos interesses e a segurança dos cidadãos europeus.

4-235-000

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Článok 9 protokolu (č. 1) stanovuje, že organizáciu a podporu efektívnej a pravidelnej medziparlamentnej spolupráce musia spoločne vymedziť Európsky parlament a národné parlamenty. Európsky parlament spolurozhoduje s Radou o rozpočte EÚ na vonkajšiu činnosť vrátane rozpočtu na civilné misie v rámci SZBP a SBOP a na administratívne náklady súvisiace s vojenskou koordináciou EÚ. V súlade so zmluvou sa s Európskym parlamentom pravidelne konzultuje o hlavných aspektoch a základných možnostiach SZBP a jeho súhlas je nevyhnutný na transformáciu stratégií EÚ na právne predpisy a na uzatváranie medzinárodných dohôd vrátane dohôd, ktoré sa týkajú hlavne SZBP. Je zrejmé, že Európsky parlament je zdrojom demokratickej legitimity v oblastiach SZBP a SBOP, nad ktorými vykonáva politickú kontrolu. Zároveň som presvedčená, že posilnenie medziparlamentnej spolupráce v oblasti SZBP a SBOP posilní parlamentný vplyv na politické rozhodnutia EÚ a jej štátov, a to vzhľadom na zodpovednosť Európskeho parlamentu za spoločné politiky Únie vrátane SZBP/SBOP a výsady všetkých národných parlamentov, pokiaľ ide o rozhodovanie o bezpečnostnej a obrannej politike na národnej úrovni. Parlament by mal byť v každej novej forme medziparlamentnej spolupráce zastúpený v takom rozsahu, ktorý odráža rozsah a význam jeho úlohy pri kontrole SZBP/SBOP, uznáva spoločnú európsku povahu týchto politik a spĺňa potrebu vyjadrovať jeho politický a geografický pluralizmus.

4-235-500

**Juozas Imbrasas (EFD)**, *raštu*. – Pritariau dokumentui, kadangi Protokolo Nr. 1 9 straipsnyje nurodyta, kad Europos Parlamentas ir nacionaliniai parlamentai turi kartu nustatyti, kaip organizuoti ir skatinti bet kokios formos veiksmingą ir nuolatinį tarpparlamentinį bendradarbiavimą. Europos Parlamentas bendrai su Taryba priima sprendimą dėl ES išorės veiksmų biudžeto, įskaitant BUSP ir BSGP civilinių misijų biudžetą ir ES karinės veiklos derinimo administracinės sąnaudas. Europos Parlamentas yra jo politiškai kontroliuojamos BSGP ir BUSP demokratinio teisėtumo šaltinis. Pritariu nuomonei, kad tvirtesnis tarpparlamentinis bendradarbiavimas BUSP ir BSGP srityje sustiprintų parlamentų įtaką ES ir jos valstybių narių politiniams pasirinkimams, atsižvelgiant į Europos Parlamento atsakomybę už bendrąsias Sąjungos politikos kryptis, įskaitant BUSP ir BSGP, bei į kiekvieno nacionalinio parlamento prerogatyvas priimant nacionalinės saugumo ir gynybos politikos sprendimus. Paties EP dalyvavimas bet kokiame naujos formos tarpparlamentiniame bendradarbiavime turėtų būti tokio masto, kad būtų atspindėtas EP vaidmens BUSP ir BSGP priežiūroje platumas ir svarba, būtų pripažinta šių politikos kryptių bendra europinė prigimtis ir būtų patenkintas poreikis atspindėti Parlamento kaip visumos politinę ir geografinę įvairovę. O siekiant papildomos naudos ir sąnaudų apribojimo, Europos Parlamento sekretoriatas ir patalpos iš esmės gali būti panaudoti tarpparlamentinių susitikimų organizavimui remti.

4-235-750

**Dan Jørgensen (S&D)**, *skriftlig*. – På vegne af de fire danske socialdemokrater i Europa-Parlamentet (Dan Jørgensen, Christel Schaldemose, Britta Thomsen og Ole Christensen). De danske socialdemokrater er ikke imod, at Europa-Parlamentet skal have indsigt i "skyggebudgettet" - FSFP-"skyggebudgetter" (ATHENA og den fremtidige opstartsfond). Vi mener dog ikke, at denne betænkning, der handler om kompetencefordelingen mellem de nationale parlamenter og Europa-Parlamentet inden for den fælles udenrigs- og sikkerhedspolitik og den fælles sikkerheds- og forsvarspolitik, er et relevant sted at anføre dette synspunkt. Derfor stemte de danske socialdemokrater nej til ændringsforslag 4, men ja til den samlede betænkning.

4-236-000

**David Martin (S&D)**, *in writing*. – I voted for this resolution which expresses Parliament's conviction that strengthened interparliamentary cooperation in the area of CFSP and CSDP would reinforce parliamentary influence over the political choices made by the EU and its States, owing to the European Parliament's responsibilities for the common policies of the Union, including the CFSP/CSDP, and to the prerogatives each national parliament enjoys in national security and defence policy decisions.

4-236-500

**Clemente Mastella (PPE)**, *per iscritto*. – In conformità al Trattato, il Parlamento europeo è periodicamente consultato sugli aspetti principali e le scelte di base della Politica Estera e di Sicurezza Comune. La sua approvazione è, infatti, un requisito indispensabile per tradurre le strategie dell'Unione Europea in norme legislative e per concludere gli accordi internazionali. Esso costituisce una fonte di legittimità democratica ed esercita un attento controllo democratico. Siamo dell'idea che una cooperazione interparlamentare più forte, nel settore della PESC/PSDC, potenzierebbe l'influenza parlamentare sulle scelte politiche effettuate dall'Unione Europea e dai suoi Stati membri. Deploriamo, invece, il fatto che non sia stato possibile raggiungere un accordo tra il Parlamento europeo ed i parlamenti nazionali sulle nuove forme di cooperazione interparlamentare in politica estera. Ciò avrebbe avuto enormi effetti positivi, avrebbe promosso la cotitolarità del diritto di consultazione, con il duplice obiettivo di ottenere un migliore valore aggiunto e di contenere i costi organizzativi. Ci dichiariamo pronti a sostenere tutti gli sforzi dell'attuale Presidenza Polacca dell'UE per arrivare ad un accordo in questo senso, nel più breve tempo possibile.

4-236-750

**Rolandas Paksas (EFD)**, *raštu*. – Balsavau už šią rezoliuciją, kadangi tvirtesnis tarpparlamentinis bendradarbiavimas BUSP ir BSGP srityje sustiprintų parlamentų įtaką ES ir jos valstybių narių politiniams pasirinkimams. Visų pirma dėl to, kad Europos Parlamentas yra jo politiškai kontroliuojamos BSGP ir BUSP demokratinio teisėtumo šaltinis. Jis kartu su Taryba priima sprendimą dėl ES išorės veiksmų biudžeto, įskaitant BUSP ir BSGP civilinių misijų biudžetą ir ES karinės veiklos derinimo administracines sąnaudas. Atsižvelgiant į tai, efektyvus tarpparlamentinis bendradarbiavimas BUSP ir BSGP srityje yra būtinas. Manau, kad tikslinga remti pirmininkaujančios Lenkijos pastangas siekti Europos Parlamento ir nacionalinių parlamentų susitarimo dėl naujų tarpparlamentinio bendradarbiavimo šioje srityje būdų.

4-236-875

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente a presente resolução por ser minha convicção que a intensificação da cooperação interparlamentar no domínio da PESC e da PCSD reforçaria a influência parlamentar sobre as opções políticas efectuadas pela UE e pelos seus Estados-Membros, graças às competências do Parlamento Europeu em matéria de políticas comuns da União, incluindo a PESC/PCSD, e às prerrogativas de cada parlamento nacional nas decisões nacionais sobre a política de segurança e de defesa. Neste sentido, apelo aos esforços da Presidência polaca para alcançar um acordo entre o Parlamento Europeu e os parlamentos nacionais sobre novas formas de cooperação interparlamentar neste domínio.

4-237-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – In favour. The European Parliament: 1. recalls that the European Parliament is a source of democratic legitimacy for the CFSP and the CSDP, over which it exercises political scrutiny; 2. is convinced at the same time that strengthened interparliamentary cooperation in the area of CFSP and CSDP would reinforce parliamentary influence over the political choices made by the EU and its states, owing to the European Parliament's responsibilities for the common policies of the Union, including the CFSP/CSDP, and to the prerogatives each national parliament enjoys in national security and defence policy decisions; 3. regrets the lack of agreement at the EU Speakers' Conference of 4 and 5 April 2011 and looks forward to supporting the efforts of the Polish Presidency to reach an agreement between the European Parliament and national parliaments on new forms of interparliamentary cooperation in this field.

4-238-000

**Angelika Werthmann (NI)**, *schriftlich*. – Unter dem Aspekt der Rechenschaftspflicht ist eine der bedeutsamsten Neuerungen des Vertrages von Lissabon die vollständige Integration der Gemeinsamen Außen- und Sicherheitspolitik/Gemeinsamen Sicherheits- und Verteidigungspolitik in der Europäischen Union. Seit Bestehen dieser gemeinsamen Politikbereiche als unabhängige Säule unter dem Dach der Europäischen Gemeinschaft wurde bar jeglicher parlamentarischen Kontrolle gehandelt. Diese Aufgabe soll nun gemeinschaftlich vom Europäischen Parlament und den nationalen Parlamenten, in Form einer Konferenz der Europa-Ausschüsse, nicht weiter vernachlässigt werden. Dafür bedarf es jedoch einer Einigung über die künftige Zusammenarbeit. Eine derartige Einigung muss konsequent verfolgt werden.

4-239-000

### **Motion for a resolution RC-B7-0397/2011**

4-239-125

**Luís Paulo Alves (S&D)**, *por escrito*. – Aprovo a proposta de resolução do S&D, que salienta que travar, de forma abrupta, sem aviso prévio ou preparação, um regime de auxílios existentes e em funcionamento terá um grande impacto sobre as pessoas mais vulneráveis na UE. Por conseguinte, solicita, e bem, que a Comissão e o Conselho devam desenvolver uma solução transitória para os restantes anos do período de financiamento (2012 e 2013), de modo a evitar uma redução imediata e acentuada na ajuda alimentar, resultante da redução no financiamento de 500 para 113 milhões de euros, e a garantir que as pessoas dependentes de ajuda alimentar não sejam vítimas de pobreza alimentar.

4-239-250

**Laima Liucija Andrikienė (PPE)**, raštu. – Balsavau už šią rezoliuciją dėl maisto skirstymo labiausiai nepasiturintiems Sąjungos asmenims programos. Komisijos vertinimu, 80 mln. ES gyventojų gresia skurdas, o dėl ekonomikos ir finansų krizės skurdą patiriančių asmenų gali daugėti. Tačiau net ir esant šiai sudėtingai situacijai yra planuojama staigiai sumažinti finansavimą pagalbai maistu nuo 500 mln. EUR 2011 m. iki 113 mln. EUR 2012 m. Pritariu rezoliucijoje išdėstytais nuostatais, raginančiais Komisiją ir Tarybą parengti pereinamojo laikotarpio sprendimą, kad likusiu finansavimo laikotarpiu (2012 m. ir 2013 m.) būtų išvengta staigaus ir didelio pagalbos maistu sumažinimo, atsiradusio sumažinus finansavimą nuo 500 mln. iki 113 mln., ir užtikrinti, kad žmonės, kurie yra priklausomi nuo pagalbos maistu, nekentės dėl maisto stygiaus. Būtina pabrėžti, teisė į maistą yra viena iš pagrindinių žmogaus teisių, ir ji užtikrinama, kai visi žmonės visą laiką turi fizinių ir ekonominių galimybių gauti tinkamo, saugaus ir maistingo maisto savo kasdieniams mitybos ir aktyvaus bei sveiko gyvenimo poreikiams patenkinti. Mūsų visų pareiga yra dirbti tam, kad ši teisė būtų garantuota kiekvienam ES gyventojui.

4-239-312

**Sophie Auconie (PPE)**, par écrit. – Le Programme Européen d'Aide aux plus Démunis (PEAD) (qui dépend de la PAC) vient en aide à 13 millions de personnes démunies à travers l'attribution de 500 millions d'euros d'aide européenne à 240 banques alimentaires, dont le Secours populaire, les Restos du cœur et la Croix-Rouge. Près de 25 ans après le lancement de cette initiative, l'Allemagne a porté plainte contre ce mécanisme permettant le financement d'une aide sociale non à travers le budget d'une politique sociale mais à travers le budget de la politique agricole. Ce mécanisme ayant été reconnu illégal, la Commission européenne a été contrainte d'annoncer sa remise en cause. Pour éviter que cette aide de 500 millions d'euros ne soit réduite à une centaine de millions d'euros dès cet hiver, mes collègues et moi avons exigé de la part de la Commission européenne et des États membres qu'à court terme ils prévoient un mécanisme de transition et qu'à moyen terme ils changent la législation pour permettre la poursuite de ce programme (je propose à titre personnel une implication du FSE). Nous allons continuer à nous battre sur ce sujet car on ne peut laisser ainsi 13 millions d'Européens sur le bord de la route !

4-239-343

**Zigmantas Balčytis (S&D)**, raštu. – Komisijos vertinimu, 80 mln. ES gyventojų gresia skurdas, o dėl ekonomikos ir finansų krizės bei didėjančių maisto kainų vis daugiau žmonių gresia pavojus patirti maisto stygių. maisto skirstymo programa labiausiai nepasiturintiems Sąjungos asmenims buvo sukurta 1987 m. pagal bendrą žemės ūkio politiką (BŽŪP), šiuo metu pagalba maistu 19 valstybių narių teikiama 13 mln. asmenų, kurie gyvena skurde, ir šioje skirstymo grandinėje dalyvauja maždaug 240 maisto bankų ir labdaros organizacijų. Dėl ES vykdomos bendrosios žemės ūkio politikos programos priklausomybė išaugo nuo rinkoje įsigyjamų produktų ir dėl to sumažėjo intervencinės atsargos, kurios yra tradicinis tiekimo šaltinis minėtajai programai. 2012 m. yra numatytas staigus finansavimo sumažinimas nuo 500 mln. EUR 2011 m. iki 113 mln. EUR 2012 m., kas turės didžiulį poveikį labiausiai pažeidžiamiems ES piliečiams. Pritariu raginimui parengti pereinamojo laikotarpio sprendimą, kad likusiu finansavimo laikotarpiu (2012 m. ir 2013 m.) būtų išvengta staigaus ir didelio pagalbos maistu sumažinimo, atsiradusio sumažinus finansavimą nuo 500 mln. iki 113 mln., ir užtikrinti, kad žmonės, kurie yra priklausomi nuo pagalbos maistu, nekentės dėl maisto stygiaus.

4-239-375

**Jean-Luc Bennahmias (ALDE)**, *par écrit*. – La décision de la Commission européenne de réduire drastiquement le Programme d'Aide aux plus Démunis (PEAD) a provoqué un tollé au sein des associations bénéficiaires et plus généralement un sentiment d'incompréhension chez les citoyens. Certes, il s'agit d'un problème juridique, suite à une décision de la Cour de Justice, la Commission n'avait pas d'autre choix. Mais la question de la pérennisation de ce fonds se pose depuis déjà plusieurs années. Le dossier étant bloqué au Conseil, la Commission aurait déjà du trouver des solutions pour éviter d'en arriver à cette situation extrême. En adoptant aujourd'hui à une très large majorité cette résolution sur l'avenir du PEAD, nous réaffirmons notre soutien au programme qui, selon nous, devrait conserver un budget d'environ 500 millions d'euros annuels et à la Commission dans sa recherche de solution. Elle doit, sur la nouvelle base juridique, formuler une proposition dans les meilleurs délais mais aussi trouver rapidement une solution transitoire pour permettre aux associations sur le terrain de continuer à jouer un rôle primordial dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

4-239-437

**Izaskun Bilbao Barandica (ALDE)**, *por escrito*. – He votado a favor de la propuesta de resolución común porque una reducción repentina de la financiación de la Comisión de 500 millones de euros en 2011 a 113 millones de euros en 2012, consecuencia de la sentencia del TJUE, puede perjudicar a las personas más vulnerables que dependen de la ayuda alimentaria. Esta situación puede verse agravada por la crisis económica.

Por ello, considero que debe pedirse un esfuerzo especial a la Comisión y al Consejo, al menos para el periodo de financiación 2012-2013, y mientras tanto estudiar las fórmulas más adecuadas para el futuro.

4-239-468

**Vilija Blinkevičiūtė (S&D)**, *raštu*. – Balsavau dėl šio pranešimo, kadangi visiškai pritariu, kad iki šiol veikusių maisto skirstymo programų staigus nutraukimas, likus 3 metams iki naujų patvirtintų maisto skirstymo finansavimo schemų pradžios, ir, be kita ko, išgyvenant krizės laikotarpį, yra nepateisinamas. Komisijos duomenimis, šiandien ES valstybėse net 43 mln. gyventojų patiria maisto nepriteklių, o dar 80 mln. ES gyventojų gresia atsidurti žemiau skurdo ribos dėl ekonomikos ir finansų krizės bei didėjančių maisto kainų. Taigi atsakas į vis didėjančią skurdą ES gyventojų tarpe, negali būti finansavimo nutraukimas, nenumatant jokių pereinamojo laikotarpio priemonių. Būtent todėl Europos Parlamentas savo rezoliucijoje skatina Komisiją bei Tarybą parengti pereinamojo laikotarpio sprendimą, kad likusiu finansavimo laikotarpiu (2012 m. ir 2013 m.) būtų išvengta staigaus ir didelio pagalbos maistu sumažinimo, atsiradusio sumažinus finansavimą nuo 500 mln. iki 113 mln., ir užtikrinti, kad žmonės, kurie yra priklausomi nuo pagalbos maistu, nekentės dėl maisto stygiaus.

4-239-476

**Christel Schaldemose (S&D)**, *skriftlig*. – På vegne af de fire danske socialdemokrater i Europa-Parlamentet (Dan Jørgensen, Christel Schaldemose, Britta Thomsen og Ole Christensen). Vi har undladt at stemme for beslutningsforslaget om uddeling af fødevarer til de socialt dårligst stillede personer i EU. Beslutningsforslaget rummer mange vigtige og gode forslag, som sigter mod at hjælpe de socialt dårligst stillede personer i EU. Det anerkender vi, og vi finder grundlæggende programmets grundtanke vigtig. Det er en vigtig



opgave at bekæmpe fattigdom. Dog kan vi ikke stemme for betænkningen, da vi ikke mener, at sådanne programmer skal finansieres over landbrugsstøtten. Vi mener derimod, at programmer som dette på sigt skal være et nationalt anliggende, og indtil da bør programmet finansieres over socialfondene. Vi mener heller ikke, at hensyn til landmænds indkomst og indtjening bør indgå i en beslutning om uddeling af fødevarer til de socialt dårligst stillede personer i EU. Vi mener, at programmet og de kriterier, man bruger til at kategorisere folk som "socialt dårligt stillede", bør evalueres og evt. revurderes.

4-239-484

**Corina Crețu (S&D)**, *în scris*. – Am votat pentru adoptarea rezoluției referitoare la programul pentru distribuirea de alimente către persoanele cele mai defavorizate din Uniune, întrucât Comisia Europeană estimează că 80 de milioane de persoane din UE se confruntă cu riscul sărăciei și că, din cauza crizei financiare și economice, numărul acestora ar putea crește, iar una dintre cele cinci priorități ale strategiei UE 2020 este de a reduce sărăcia și excluziunea socială în Uniunea Europeană. Este o formă esențială de solidaritate, într-un moment în care politicile conservatoare, egoismele naționale și decalajele sociale îi defavorizează pe cei mai nevoiași dintre concetățenii noștri.

4-239-500

**Christine De Veyrac (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de la résolution du Parlement européen sur le Programme européen d'aide alimentaire aux plus démunis (PEAD), parce que je suis inquiète de l'avenir de ce programme suite à une décision de la Cour de Justice européenne qui a remis en cause son mécanisme de financement. Cette décision implique une diminution drastique du budget du programme, le faisant passer de 500 millions d'euros par an en moyenne à 113 millions d'euros pour l'année 2012. Ceci n'est pas acceptable alors que le PEAD profite à plus de 13 millions d'Européens et soutient l'activité de la grande majorité des associations caritatives européennes. Je soutiens donc pleinement cette résolution qui demande à la Commission de trouver une solution rapide pour pallier le manque de financements de ce programme essentiel dans la lutte contre la pauvreté en Europe.

4-239-625

**Edite Estrela (S&D)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente a proposta de resolução comum sobre o regime de distribuição de alimentos às pessoas mais necessitadas da União, porque considero que a interrupção deste programa de ajuda poderá ter graves repercussões para os cidadãos mais carenciados da UE, sendo que o direito à alimentação é um direito fundamental.

4-239-750

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – Segundo dados da Comissão Europeia, há 43 milhões de pessoas na União Europeia que se encontram em risco de pobreza alimentar, fazendo com que os programas de ajuda sejam determinantes para lhes assegurar um mínimo de subsistência. Por isso mesmo, não se compreende que, num momento em que a crise ameaça aumentar o número das situações de pobreza, a Comissão se proponha a cortar o financiamento do programa de ajuda alimentar de 500 milhões de euros em 2011 para apenas 113 milhões de euros em 2012. Junto-me, por isso, aos vários grupos políticos que exortam a Comissão a rever a sua decisão de cortar a ajuda alimentar, chamando a atenção para o facto desta ser cada vez mais necessária e importante. A necessária redução

da despesa não pode justificar a insensibilidade social, sobretudo face aos mais pobres e mais vulneráveis da nossa sociedade.

4-239-875

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – O combate à pobreza, à exclusão social e à subnutrição alimentar reveste-se de importância fulcral para a coesão social e para o sucesso da integração europeia. É também uma das cinco prioridades da Estratégia 2020. Hoje, temos 79 milhões de pobres e cerca de 30 milhões de pessoas subnutridas na UE. Nesse contexto, a União Europeia não pode comprometer um programa que se tem revelado de importância vital para os mais pobres e que assegura mais de 440 mil toneladas de alimentos distribuídos por 18 milhões de pessoas. Subscrovo, por isso, a presente resolução, sublinhando a preocupação com os riscos de agravamento da pobreza rural e colapso das comunidades rurais, assim como a importância de uma alimentação saudável e de boa qualidade para as crianças, face às suas necessidades de desenvolvimento e de educação.

4-240-000

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – A resolução solicita à Comissão e ao Conselho que encontrem uma forma de prosseguir o regime de distribuição de géneros alimentícios às pessoas mais necessitadas em 2012 e 2013 (os restantes anos do actual período de financiamento) e também no novo período de financiamento 2014-2020, afastando a perspectiva da sua franca debilitação. Para além da solução de transição para 2012 e 2013, a longo prazo todos os agentes implicados devem avaliar cuidadosamente a adequação do programa de ajuda alimentar, em particular como um elemento da PAC, no contexto do novo período de financiamento a partir de 2014.

A resolução refere ainda a necessidade de modificação do regulamento relativo ao regime de distribuição de géneros alimentícios às pessoas mais necessitadas, a fim de procurar desbloquear o actual impasse ao nível do Conselho. E acrescenta que, para o próximo período de programação financeira, há que encontrar a base jurídica mais adequada para regular este assunto. Votámos favoravelmente esta resolução e congratulamo-nos com a aprovação da nossa proposta, que insiste de uma forma mais forte na manutenção deste programa, *mantendo os 500 milhões de euros como limite financeiro anual, de modo a garantir que as pessoas dependentes da ajuda alimentar não irão sofrer de pobreza alimentar.*

4-240-500

**Carlo Fidanza (PPE)**, *per iscritto*. – Sicuramente con l'adozione di una risoluzione sul programma per la distribuzione di derrate alimentari agli indigenti nell'Unione, votata oggi a larghissima maggioranza, diamo un segnale forte e deciso. E' indubbio che la brusca interruzione di un programma di aiuto esistente e funzionante, senza alcun preavviso o preparazione, si ripercuoterà sui cittadini più vulnerabili dell'UE. Credo più giusto sviluppare una soluzione transitoria per gli ultimi due anni del periodo di finanziamento, al fine di evitare un calo immediato e considerevole dell'aiuto alimentare in seguito alla riduzione del finanziamento da 500 milioni a 113 milioni di euro e a garantire che le persone dipendenti dagli aiuti non versino in condizioni di povertà alimentare. In seguito andrà valutata con attenzione l'adeguatezza del programma di aiuto alimentare, tenendo conto della politica agricola comune, nel quadro del nuovo periodo di finanziamento 2014-2020.

4-241-000

**Ilda Figueiredo (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Congratulamo-nos com a aprovação desta resolução e da nossa proposta que insiste de uma forma mais forte na manutenção deste programa. Pede-se à Comissão e ao Conselho que encontrem uma forma de prosseguir o regime de distribuição de géneros alimentícios às pessoas mais necessitadas em 2012 e 2013 (os restantes anos do actual período de financiamento) e também no novo período de financiamento 2014-2020, *mantendo os 500 milhões de euros como limite financeiro anual, de modo a garantir que as pessoas dependentes da ajuda alimentar não irão sofrer de pobreza alimentar*.

Para além da solução de transição para 2012 e 2013, a longo prazo todos os agentes implicados devem avaliar cuidadosamente a adequação do programa de ajuda alimentar, em particular como um elemento da PAC, no contexto do novo período de financiamento a partir de 2014. O PE quer ainda que a Comissão modifique o regulamento relativo ao regime de distribuição de géneros alimentícios às pessoas mais necessitadas, a fim de encontrar uma solução para o actual impasse em que se encontra esta questão a nível do Conselho. E acrescenta que para o próximo período de programação financeira deve encontrar-se a base jurídica mais adequada para regular este assunto.

4-242-000

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Približne 43 miliónov ľudí v Európskej únii je ohrozených nedostatkom potravín a z odhadov vyplýva, že hospodárska a finančná kríza, ako aj prudký rast cien ohrozujú nedostatkom potravín ľudí stále viac. Asi 80 miliónov ľudí v rámci krajín Únie je ohrozených chudobou a práve v dôsledku krízy by sa počet týchto ľudí mohol ešte zvýšiť. Program rozdeľovania potravín najodkázanejším osobám v EÚ, založený v roku 1987 v rámci spoločnej poľnohospodárskej politiky, v súčasnosti poskytuje potravinovú pomoc 13 miliónom ľudí postihnutých chudobou v 19 členských štátoch a zahŕňa distribučný reťazec 240 potravinových bánk a charít. Je nesporné, že prudké zastavenie existujúceho a funkčného programu pomoci bez predchádzajúceho oznámenia alebo prípravy by malo významný vplyv na najzraniteľnejších občanov EÚ. Keďže intervenčné zásoby EÚ sa však výrazne znížili, je potrebné nájsť riešenie súčasnej patovej situácie v tejto otázke na úrovni Rady, a taktiež pre budúce finančné plánovacie obdobie treba nájsť čo najvhodnejší právny základ. Právo na potraviny je totiž jedným zo základných ľudských práv a zabezpečiť sa len vtedy, ak budú mať všetci ľudia neustále fyzický, sociálny a ekonomicky únosný prístup k vhodnej, bezpečnej a výživnej potrave, ktorá splní ich výživové potreby a priority pre aktívny a zdravý život.

4-242-250

**Pat the Cope Gallagher (ALDE)**, *in writing*. – The European Commission estimates that 43 million people in the European Union are at risk of food poverty. This report calls on the European Commission to reverse a proposal to cut food aid to the most deprived persons living in the EU.

4-242-500

**Sylvie Guillaume (S&D)**, *par écrit*. – La décision de la Commission européenne, en date du 19 juin, de réduire l'aide allouée aux plus démunis de 500 à 113 millions d'euros a eu l'effet d'une bombe dans le paysage caritatif européen. Un an après l'année européenne de la lutte contre la pauvreté, et dans le cadre de l'objectif de réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale inscrit dans la stratégie UE 2020, cette décision de la Commission est

tout à fait surprenante, mais le fait qu'aucun mécanisme de substitution n'ait été mis en place dans le même temps l'est encore plus, qui plus est en période de crise. De ce fait, j'ai voté en faveur de la résolution commune aux groupes Verts/ALE, S&D, PPE, ALDE, GUE/NGL sur le régime de distribution de denrées alimentaires au profit des personnes les plus démunies dans l'Union Européenne. En effet, par cette résolution les eurodéputés, indépendamment de leur couleur politique, enjoignent la Commission et le Conseil à trouver une solution transitoire de financement du PEAD dès les années 2012-2013, dans le cas où ce dernier ne dépendrait plus de la Politique Agricole Commune.

4-242-625

**Juozas Imbrasas (EFD), raštu.** – Susilaikiau balsuodamas, nes paramos nepasiturintiems asmenims programos turi būti įgyvendinamos atsižvelgiant į teismo procesus Pirmosios instancijos teisme. Į tai Komisija pagrįstai atkreipia dėmesį 2012 m. biudžeto sąmatos ataskaitoje. Teismas savo 2011 m. balandžio 13 d. sprendime T-576/08 nurodė, jog pagal šią programą finansuojamas tik maistas iš intervencinių atsargų, o ne dengiamos išlaidos, patirtos perkant maisto produktus rinkoje. Manau, kad remiantis minėtuoju Teismo sprendimu, negalima Reglamento Nr. 983/2008 2 straipsnio laikyti teisiniu pagrindu skirstant maistą vargingai gyvenantiems žmonėms. Komisija turėtų pasiūlyti dalinius reglamento dėl programos labiausiai nepasiturintiems asmenims pakeitimus siekiant surasti išeitį iš dabartinės aklovietės Tarybos lygmeniu. Teisinis pagrindas turėtų būti surastas prieš prasidedant kitam finansinio programavimo laikotarpiui. Pritariu tam, kad teisė į maistą yra viena iš pagrindinių žmogaus teisių, ir ji užtikrinama, kai visi žmonės visą laiką turi fizinių ir ekonominių galimybių gauti tinkamo, saugaus ir maistingo maisto savo kasdieniams mitybos ir aktyvaus bei sveiko gyvenimo poreikiams patenkinti; pabrėžia, kad prasta mityba daro neigiamą įtaką sveikatai. Aukštos kokybės maistas ir sveika mityba ypač svarbūs vaikams, nes prisideda patenkinant jų vystymosi ir lavinimo poreikius. Tuo tarpu, ūkininkams turi būti užtikrintos tinkamos ir teisingos pajamos bei atlyginimas už jų atliekamą darbą. Komisija turėtų išspręsti kaimo skurdo ir kaimo bendruomenių žlugimo klausimą.

4-242-718

**Sandra Kalniete (PPE), rakstiski.** – Es aicinu Komisiju un Padomi rast risinājumu jautājuma par pārtikas paku finansēšanu, jo šī programma ar pārtiku nodrošina miljoniem cilvēku visā Eiropā. Vēlos atgādināt, ka pēc Komisijas datiem apmēram 43 miljonus Eiropas Savienības iedzīvotāju apdraud pārtikas trūkums. Ievērojama daļa no šiem cilvēkiem paļaujas uz Eiropas Savienības sagatavotajām pārtikas pakām, kuras ieņem svarīgu vietu cilvēku dzīvē, lai paēdināti būtu ne tikai pieaugušie, bet arī bērni. Tieši ekonomiskās krīzes laikā mums ir jāatbalsta sabiedrības vājākā un neaizsargātākā daļa. Latvijā pārtikas pakas šogad saņem ap 140 tūkstoši cilvēku, bet, ja nekas nemainīsies, 2012. gadā atvēlētais finansējums pārtikas pakām būs apmēram 10 reizes mazāks kā nepieciešams. Mēs to nedrīkstam pieļaut, jo tas ir pretrunā Eiropas vērtībām, kuru ievērošana lielai daļai Eiropas iedzīvotāju ir atnesusi labklājību. Viena no piecām stratēģijas "Eiropa 2020" prioritātēm ir nabadzības un sociālās atstumtības mazināšana. Ja mēs nespēsīm rast risinājumu programmas finansējuma saglabāšanai, tad nabadzība un trūkumcietēju skaits palielināsies. Mēs to nedrīkstam pieļaut.

4-242-812

**Elisabeth Köstinger (PPE), schriftlich.** – 80 Millionen Menschen in der EU leben unter der Armutsgrenze, 13 Millionen Menschen werden durch Lebensmittelhilfsprogramme

unterstützt. Diese Zahlen mahnen zum Handeln. Es ist wichtig, dass diese Hilfsprogramme weiterhin bereitgestellt und alle zur Verfügung stehenden Programme voll ausgeschöpft werden. Die Diskussion, aus welchem Topf die Mittel bereitgestellt werden, darf jedenfalls nicht zu Lasten jener gehen, die die Unterstützung benötigen. Die Programme aus dem Landwirtschaftsbereich sind effizient und haben sich jedenfalls bewährt. Es wird eine der größten Herausforderungen der Zukunft, dass angesichts der wachsenden Weltbevölkerung mehr Lebensmittel für mehr Menschen erforderlich sein werden. Darauf müssen dringend Antworten gefunden werden, es braucht einen globalen Masterplan zur Ernährung der ärmeren Weltbevölkerung.

4-242-875

**Giovanni La Via (PPE)**, *per iscritto*. – Presidente, onorevoli colleghi, ho votato a favore della risoluzione sul programma per la distribuzione di derrate alimentari agli indigenti nell'Unione europea. Il Programma Europeo di Aiuto Alimentare a favore degli indigenti rappresenta dal 1987 uno strumento essenziale per fornire aiuto alle fasce di popolazione in difficoltà. Il programma è finanziato dal fondo europeo agricolo di garanzia (FEAGA) e prevede una partecipazione volontaria degli Stati membri ad ognuno dei quali, sulla base ai dati EUROSTAT sulla povertà, la Commissione europea fissa, annualmente, un massimale di bilancio e compila una lista di prodotti da prelevare dalle scorte pubbliche o da acquistare sul mercato, nei limiti della dotazione assegnata. Il previsto taglio di 387 milioni per l'anno prossimo non deve colpire i 13 milioni di persone a rischio povertà che attualmente ricevono aiuto attraverso i numerosi enti di beneficenza e le banche alimentari presenti nell'UE. Dobbiamo insieme trovare un sistema per rendere sicura e costante questa forma di assistenza anche per il futuro nel quadro delle riforme in atto sia di quella sociale che di quella agricola.

4-243-000

**David Martin (S&D)**, *in writing*. – I welcome this resolution which stresses that the right to food is a basic and fundamental human right and is achieved when all people, at all times, have physical and economically-feasible access to suitable, safe and nutritious food to meet their dietary needs and preferences for an active and healthy life; points out that poor nutrition has a negative influence on health.

4-243-250

**Clemente Mastella (PPE)**, *per iscritto*. – Il diritto al cibo rientra tra i diritti umani fondamentali e si realizza quando tutti, in qualsiasi momento, possono accedere fisicamente ed economicamente ad un'alimentazione adeguata, sicura dal punto di vista sanitario e nutriente, per poter soddisfare il proprio fabbisogno nutrizionale. Nell'UE 43 milioni di cittadini sono esposti al rischio di povertà e, a causa della crisi economica e finanziaria, il numero potrebbe aumentare. Concordiamo con l'iniziativa della Commissione e delle Nazioni Unite di fare fronte comune contro l'insicurezza alimentare e la malnutrizione nel mondo. Siamo dell'idea che il programma per sostenere i soggetti più bisognosi della società vada mantenuto e che la Commissione debba individuare una base giuridica per il programma alimentare esistente o per un nuovo programma inteso ad aiutare gli indigenti. Dovrebbe, inoltre, essere considerata la possibilità di aumentare l'approvvigionamento dei prodotti destinati al programma, consentendo l'acquisto di prodotti ritirati dal mercato mediante strumenti diversi dall'intervento, quali le restituzioni all'esportazione o lo stoccaggio privato. Riteniamo, infine, necessario che nell'ambito dell'adeguamento dei Fondi strutturali, la Commissione garantisca che le singole qualifiche professionali e i titoli

di studio siano promossi in misura crescente, al fine di consentire la partecipazione dei più indigenti allo Stato sociale mediante il proprio lavoro.

4-243-500

**Marisa Matias (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Considero que o direito à alimentação é um direito inalienável de cada ser humano. Defendo que é através de um modelo económico justo que esse direito deve ser garantido, dando condições a todos de satisfazerem a suas necessidades fundamentais. Contudo, como o modelo económico seguido na União Europeia empurra para a pobreza 80 milhões de pessoas, é absolutamente necessário garantir esse direito por outros meios, nomeadamente através da ajuda alimentar. Reduzir a ajuda alimentar de 500 para 113 milhões de euros, ainda para mais em tempo de crise económica e social, é absolutamente vergonhoso. Várias famílias ficarão privadas de alimentação. É inadmissível que a União Europeia poupe cortando no apoio aos mais pobres dos pobres, aumentando drasticamente a desigualdade social. Por estes motivos, votei favoravelmente esta proposta de resolução.

4-243-750

**Nuno Melo (PPE)**, *por escrito*. – O regime de distribuição de géneros alimentícios às pessoas mais necessitadas, criado em 1987 no âmbito da PAC, fornece actualmente ajuda alimentar a 13 milhões de pessoas em situação de pobreza em 19 Estados-Membros e envolve cerca de 240 bancos alimentares e organizações de beneficência nas cadeias de distribuição. Na UE, 43 milhões de pessoas encontram-se em risco de pobreza alimentar, segundo estimativas da própria Comissão, número que tenderá a aumentar devido à crise económica e financeira e ao forte aumento dos preços dos alimentos.

Assim, temos que tentar evitar uma redução imediata e drástica da ajuda alimentar em consequência da redução do financiamento do programa de 500 milhões para 113 milhões de euros. A interrupção deste programa de ajuda, sem aviso prévio nem preparação, tem graves repercussões nos cidadãos mais vulneráveis da UE. Mostra-se, assim, necessário encontrar uma forma de prosseguir com o regime de distribuição de géneros alimentícios às pessoas mais necessitadas em 2012 e 2013 (os restantes anos do actual período de financiamento) e também no novo período de financiamento 2014-2020.

4-244-000

**Louis Michel (ALDE)**, *par écrit*. – 2010 a été l'année de la lutte contre la pauvreté. Si la décision de la Cour européenne de justice est juridiquement correcte, elle est injustifiable politiquement. On peut parler de problème d'éthique politique ou de scandale moral. Garantir à chaque être humain une alimentation adéquate et régulière ne constitue pas seulement un impératif moral: c'est l'accomplissement d'un droit humain fondamental. Qu'y a-t-il de plus choquant que de voir ce droit élémentaire bafoué, alors que le monde moderne, que l'Europe a les moyens pour le réaliser? Il n'est pas possible de continuer d'accepter l'opulence et le gaspillage, quand le drame de la faim prend des dimensions toujours plus grandes. Selon les dernières estimations, 80 millions de personnes dans l'Union sont menacées par la pauvreté alimentaire.

Dans un monde où règne une abondance mal répartie, il nous revient à tous de conjuguer nos efforts et nos talents pour œuvrer résolument à l'élimination de l'insécurité alimentaire. L'Europe a montré son unité, sa détermination et ses moyens pour soutenir son économie.

Elle doit faire de même pour soutenir les moins nantis. Il faut trouver une solution pour pérenniser ce programme d'aide aux plus démunis.

4-244-125

**Rolandas Paksas (EFD)**, *raštu*. – Teisė į maistą yra viena iš pagrindinių žmogaus teisių. Tačiau milijonams žmonių ES valstybėse gresia pavojus patirti maisto nepriteklių, dėl to maisto skirstymo programos nauda labiausiai nepasiturintiems žmonėms yra neabejotina. Atsižvelgiant į tai, labai svarbu, kad visos suinteresuotos šalys ilguoju laikotarpiu nuodugniai įvertintų maisto skirstymo programos, ypač kaip BŽŪP dalies, tinkamumą atsižvelgiant į naują finansavimo laikotarpį. Be to, Komisija ir Taryba kuo skubiau turėtų priimt reikiamus sprendimus, kad sumažinus finansavimą būtų išvengta staigaus ir didelio pagalbos maistu sumažinimo. Laiku nepriėmus sprendimų žmonės, kurie yra priklausomi nuo pagalbos maistu, kentės dėl maisto stygiaus. Manau, kad Komisija turėtų inicijuoti teisės aktų projektus dėl atitinkamų minimalių pajamų sistemų ir įmokinės kompensuojamųjų pajamų sistemos teikiant finansinę paramą, prilygstančią bent 60 proc. vidutinių nacionalinių pajamų.

4-244-187

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente a presente resolução. Saliento a preocupação com os agricultores, que precisam de ter a certeza de poderem obter um rendimento digno e justo e a remuneração do seu trabalho. De facto, em muitas regiões, os agricultores atravessam graves dificuldades financeiras, pelo que é necessário que a Comissão aborde a questão da pobreza rural e do colapso das comunidades rurais. Acredito igualmente que o aumento da segurança alimentar, a criação de sistemas de produção e de abastecimento sustentáveis e a minimização do desperdício de alimentos mantêm-se cruciais a longo prazo.

4-244-250

**Marit Paulsen och Olle Schmidt (ALDE)**, *skriftlig*. – Att miljontals människor i Europa idag lever i, eller riskerar att hamna i, fattigdom är givetvis en skam och en utmaning för oss alla. Även om ansvaret för det sociala skyddsnätet i första hand ligger på de enskilda medlemsstaterna, kan samordnade insatser och gemensamma EU-medel bidra till att bekämpa fattigdomen. Vi anser dock inte att europeiska matprogram, oavsett vilken rättslig grund som dessa vilar på, är rätt väg att gå. Fattigdomen i Europa bekämpas snarare genom rejäla satsningar på utbildning, sysselsättning och tillväxt. För att markera detta har vi valt att lägga ner våra röster i slutomröstningen av denna resolution.

4-244-375

**Robert Rochefort (ALDE)**, *par écrit*. – En Europe, c'est presque une personne sur dix (43 millions) qui est menacée par la pauvreté alimentaire, selon les estimations de la Commission européenne. L'Europe intervient pour leur venir en aide à travers le programme européen d'aide alimentaire aux personnes démunies, et je suis très attaché à ce dispositif. Suite à un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne disposant que seule la fourniture de denrées alimentaires provenant de stocks d'intervention est couverte par ce programme, contrairement aux dépenses générées par l'achat de denrées alimentaires sur le marché, la Commission prévoit une réduction drastique des financements : de 500 millions d'euros en 2011 ils passeraient à 113 millions d'euros en 2012. Il me paraît inconcevable que le programme européen d'aide alimentaire aux personnes démunies subisse une diminution

brutale des financements dont il dispose, d'autant plus lorsque cela est dû à un problème de base juridique. Je souhaite qu'une solution soit trouvée au plus vite, et apporte bien sûr mon soutien à cette résolution qui exige qu'une solution soit trouvée, quel que soit le montage juridique qui le permette !

4-244-500

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *por escrito*. – Estos últimos días he recibido mensajes de apuro de numerosos bancos que están al borde de la quiebra. Pero estos bancos no especulan, no hacen dinero, no invierten en guerras. Estos bancos, los bancos de alimentos, ayudan a que 13 millones de personas puedan, simplemente, comer.

Sería indignante —de hecho lo es ya— que Europa sea capaz de movilizarse rápidamente para salvar a banqueros y financieros y que, en cambio, no podamos garantizar la supervivencia de un programa de supervivencia básico. Es indignante e inasumible y nosotros, como parlamentarios y parlamentarias, no lo debemos permitir. Espero que durante esta Presidencia polaca que acaba de empezar se concrete un reglamento que establezca un nuevo programa de distribución de alimentos más estable, que no esté sujeto exclusivamente a los excedentes agrarios disponibles y que pueda seguir ofreciendo su ayuda, la de la UE, a las personas que más lo necesitan.

4-244-562

**Νικόλαος Σαλαβράκος (EFD)**, *γραφτώως*. – Υπερψήφισα την πρόταση ψηφίσματος σχετικά με το πρόγραμμα για τη διανομή τροφίμων στους άπορους της Ένωσης, διότι τονίζει πόσο σημαντική είναι η παροχή βοήθειας σε ευρωπαϊκό επίπεδο στα πλέον ευάλωτα και στερημένα μέλη της κοινωνίας, ιδίως υπό το πρίσμα της σημερινής οικονομικής, χρηματοπιστωτικής και κοινωνικής κρίσης, ενώ συνάμα μας υπενθυμίζει ότι ένας από τους πέντε στόχους της στρατηγικής της ΕΕ για το 2020 είναι η μείωση της φτώχειας και του κοινωνικού αποκλεισμού στην Ευρωπαϊκή Ένωση και τονίζει ότι απαιτείται ολοκληρωμένη πολιτική για την καταπολέμηση της φτώχειας, που θα συνδέει αξιοπρεπή εισοδήματα και συνθήκες εργασίας και διαβίωσης και την πρόσβαση σε όλα τα θεμελιώδη δικαιώματα: πολιτικά, οικονομικά, κοινωνικά και πολιτιστικά.

4-244-750

**Michèle Striffler (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de la résolution commune sur le "Régime de distribution de denrées alimentaires au profit des personnes les plus démunies de l'Union" afin de préserver ce programme particulièrement précieux pour toutes les associations caritatives françaises mais qui est menacé par des considérations d'ordre juridique. Ainsi par ce vote, j'appelle la Commission européenne et le Conseil à poursuivre le régime de distribution pour les deux dernières années de l'actuelle période de financement (2012 et 2013) et pour la période de financement à venir (2014-2020). Ce régime doit également être adossé à une base juridique qui ne puisse pas être contestée par la Cour de justice de l'Union européenne et conserver le plafond annuel de 500 millions d'euros, de telle sorte que les personnes tributaires de l'aide alimentaire ne souffrent pas de la pauvreté alimentaire en Europe.

4-244-875

**Alf Svensson (PPE)**, *skriftlig*. – Igår röstade Europaparlamentet om den gruppemensamma resolutionen "Ordningen för livsmedelsutdelning till de sämst ställda i unionen". Resolutionen behandlar den gradvisa nedtrappningen av stödet till den nyligen fastställda budgetnivån, vilket i sak inte är någonting jag är emot. Bakgrunden till min röst



emot resolutionen som helhet är istället de för mig problematiska paragraferna 7 och 10. I paragraf 7 beskrivs rätten till mat på ett felaktigt sätt, vilket är allvarligt eftersom det riskerar att underminera det juridiska värdet av de mänskliga rättigheterna, vilket i förlängningen kan få långtgående negativa konsekvenser för människor runt om i världen. Paragraf 10 betonar att europeiska bönder behöver bli garanterade en viss inkomstnivå. Att garantera minimilön för egenföretagare - vilket ju är vad bönder är - i någon bransch är varken rimligt eller politiskt eftersträvansvärt.

4-245-000

**Ramon Tremosa i Balcells (ALDE)**, *in writing*. – I would like to express my deepest satisfaction at the approval of this resolution. Ever since the crisis began, the poorest sections of our society have had major and ever-increasing difficulties. Now they need all the help that our institutions can provide, and this is why I have voted in favour of this resolution calling for a transition phase for the fund to ensure that very necessary organisations have enough money to continue trying to find a way out of the crisis, particularly in 2012 and 2013. I would also like to welcome the continuation of the successful relationship between the CAP and the fight against poverty and malnutrition in the Union.

4-245-500

**Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL)**, *par écrit*. – 13 millions de personnes dépendent actuellement de l'aide alimentaire attribuée par l'Union européenne dans le cadre de la PAC.

La Cour de justice de l'Union européenne a estimé que cette aide ne pouvait être soutenue par le Budget de la Politique agricole commune (PAC). Suite à cet arrêt, la Commission s'est précipitée pour proposer en 2012 une réduction radicale des financements pour l'aide alimentaire dont le montant passera de 500 millions d'euros en 2011 à 113 millions d'euros en 2012.

Au moment où les politiques d'austérité augmentent les situations de pauvreté, cette décision est insupportable.

Le Parlement européen s'est largement prononcé contre cette coupe drastique. Il a souligné les conséquences de cet arrêt brutal d'un régime d'aide alimentaire sur les citoyens les plus vulnérables de l'Union, et a demandé une modification rapide de la réglementation concernant le régime de distribution de denrées alimentaires aux personnes les plus démunies pour sortir de cette impasse juridique.

Je me félicite tout particulièrement de l'adoption de l'amendement de mon Groupe, la GUE/NGL, demandant le maintien du montant de 500 millions de l'aide alimentaire aux personnes démunies.

4-246-000

**Report: Andrew Duff (A7-0176/2011)**

4-246-500

**Luís Paulo Alves (S&D)**, *por escrito*. – Aprovo a presente moção, na medida que propõe encetar o diálogo com o Conselho Europeu, visando explorar a possibilidade de chegar a acordo sobre uma fórmula matemática duradoura e transparente para a distribuição de

lugares no Parlamento, na observância dos critérios estabelecidos nos Tratados e considerando os princípios do pluralismo entre partidos políticos e da solidariedade entre Estados-Membros. Além disso, exorta a Comissão a apresentar uma proposta de regulamento tendente a melhorar o grau de harmonização e a comparabilidade dos dados populacionais fornecidos pelos Estados-Membros. É importante sublinhar que é decisivo para a legitimidade da União que a composição do Parlamento reflecta a diversidade dos povos da Europa.

4-247-000

**Jan Březina (PPE)**, *písemně*. – Jednotný evropský volební systém považuji za dobrou myšlenku, která ale bohužel předbílá politickou i společenskou realitu. Je zřejmé, že v současné době neexistuje evropský politický národ, který by projevoval svou vůli jednotným způsobem v eurovolbách, a evropské politické strany jsou spíš diskusním fórem než sevřenými organizacemi usilujícími o získání politické moci. V tomto kontextu se mi rozhodnutí o 25 nových europoslancích jeví jako umělý krok, který nevychází zdola, z potřeb a přání voličů, ale odráží přání skupinky eurofederalistů, kteří se stůj co stůj snaží posouvat EU k federálnímu státu s jednotným politickým a volebním systémem. Přijaté řešení zůstává v mnoha ohledech na půli cesty. Nezaručuje, že mezi 25 panevropskými poslanci budou zastoupeny všechny členské státy, navíc číslo 25 ani neodpovídá počtu členských států. Jedná se sice spíše o symboliku, ale právě ta hraje při vytváření vztahu občanů k EU tradičně důležitou roli, proto mě udivuje, že ji autoři návrhu takto nepochopitelně podcenili. Zvláště voliči z menších členských států budou mít oprávněný pocit, že jejich hlas nemá váhu.

4-247-500

**Edite Estrela (S&D)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente o relatório referente à *modificação do Acto relativo à eleição dos representantes ao Parlamento Europeu* porque apresenta propostas que deverão contribuir para reforçar a participação dos cidadãos europeus nas eleições para o Parlamento Europeu, designadamente a criação de um círculo eleitoral pan-europeu único, a partir do qual serão eleitos 25 deputados para o próximo Parlamento em 2014, reflectindo assim a modificação introduzida pelo Tratado de Lisboa, que estabelece que os deputados ao Parlamento Europeu são agora *representantes dos cidadãos da União*.

4-247-750

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – Considerando que o que está em causa é a constituição de uma instituição base do sistema democrático europeu e a representatividade dos cidadãos europeus no Parlamento Europeu, matéria onde o debate de diferentes pontos de vista e propostas de reformas pode e deve estar em aberto, com o objectivo de melhor assegurar a expressão da vontade das populações, entendo que se impõe o aprofundamento e maturação da discussão sobre esta matéria, onde se incluem propostas que alteram de forma substancial o conteúdo do Tratado de Lisboa, como é o caso de formação de listas europeias de candidatos e aumento do número de deputados no PE. Voto, por isso, a favor do pedido do relator para adiamento do presente relatório.

4-248-000

**Ilda Figueiredo (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Concordamos com o adiamento da votação deste relatório que está claramente desfasado da realidade da União Europeia e do momento que vivemos. Como afirmámos em plenário, discordamos da proposta de 25 deputados

européus suplementares, a serem eleitos por uma circunscção única constituída pelo conjunto do território da União europeia, favorecendo sobretudo os países maiores, esquecendo que temos, actualmente, 27 Estados-Membros cujos povos têm o direito de eleger como deputados pessoas que conhecem e que os contactam regularmente.

Em segundo lugar, não é admissível que, mais uma vez, se faça um ataque ao direito dos representantes dos Estados-Membros de pequena e média dimensão, diminuindo a sua possibilidade de representação directa, o que acabará por afastar ainda mais os eleitos dos cidadãos eleitores, empobrecendo a democracia e contribuindo para o aumento da abstenção nas eleições para o Parlamento Europeu.

4-249-000

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Európsky parlament volený v priamych a všeobecných voľbách je kľúčovým prvkom ústavného poriadku Európskej únie. Popri dlhých rokovaníach o revízii zmluvy EÚ dosiahla podstatný pokrok pri vytváraní základných podmienok pre jednotné voľby Európskeho parlamentu aj napriek chýbajúcemu jednotnému volebnému zákonu. Čo sa týka problémov, s ktorými sa stretli prechádzajúci spravodajcovia pre túto problematiku, niektoré sa podarilo úspešne vyriešiť. Existuje ďalšia kategória otázok, ktoré sa mohli na začiatku procesu zavádzania priamych volieb zdať problematické, ale vďaka skúsenostiam to už tak nie je. Ide napríklad o spôsobilosť nezávislých kandidátov a kontrolu volebných výdavkov. Dôležitosť a právomoci Parlamentu sa od roku 1979 výrazne rozrástli. Aj Lisabonská zmluva, ktorá nakoniec nadobudla účinnosť, značne rozšírila právomoci poslancov EP. Parlament i preto potrebuje a zaslúži si volebný systém a vnútornú organizáciu, ktoré zodpovedajú jeho novým úlohám. Je zrejme, že zostáva ešte veľký počet dôležitých otázok týkajúcich sa volebného postupu, ktoré by po účinnom vyriešení prispeli k tomu, aby boli budúce parlamentné voľby jednotnejšie ako v minulosti, a mali by byť prínosom z hľadiska súdržnosti, legitimacy, efektívnosti a pluralizmu. Je možné, že práve nastal čas vážnejšie sa zamyslieť nad nájdením matematického vzorca prerozdelenia kresiel, ktorý bude trvalý, transparentný a politicky nestranný.

4-250-000

**David Martin (S&D)**, *in writing*. – I voted to send this report back to committee in order to allow more time to find a consensus.

4-250-500

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente o regresso do relatório à comissão competente por considerar que se trata de uma matéria em que é imperioso um consenso alargado.

4-251-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – Due to the insecurity of the majorities on the report Mr Duff has asked for a referral back to committee. We have supported his proposal.

4-252-000

**Report: Geoffrey Van Orden (A7-0211/2011)**

4-252-500

**Luís Paulo Alves (S&D)**, *por escrito*. – Aprovo este relatório que critica o facto de a União Europeia não dispor, desde a abolição da respectiva rubrica no orçamento geral da UE em 2007, de nenhum instrumento flexível e de dimensão transnacional que responda coerentemente às prioridades da luta contra as minas e que a contribuição financeira geral da UE para as acções de luta contra as minas tenha diminuído em termos quantitativos. E porque insta, por conseguinte, a União a dotar-se de uma abordagem mais especializada, que preveja uma rubrica orçamental sob a tutela de uma direcção competente.

4-253-000

**Pino Arlacchi (S&D)**, *in writing*. – I voted in favour of this report because I value its aim to find a synergy between the various dimensions of mine action, with a special focus on humanitarian and development aspects. This report condemns the fact that, since the elimination of the EU's dedicated budget line in 2007, the EU has not had an instrument able to respond coherently to mine action priorities. It is essential to restore a more dedicated approach by establishing a budget line managed by one lead directorate. The Commission, moreover, should take into account the specific needs of individual countries and acknowledges that in some areas of the world the existence of landmines has become a structural issue. I would like to underline that efforts should be concentrated on sustaining the development of greater local capacity, meant as training for local personnel on a structured and professional basis, and use of military units, specifically trained for humanitarian demining in post conflict situations.

4-253-125

**Izaskun Bilbao Barandica (ALDE)**, *por escrito*. – He votado a favor porque debe ponerse fin a tantas experiencias atroces que se han cobrado tantas vidas humanas. Me alegro de la inclusión de un número cada vez mayor de países. No obstante, manifiesto mi preocupación, ya que China y Rusia siguen teniendo los mayores arsenales de MAP, 100 y 24,5 millones respectivamente.

Por ello considero también positivo que en las negociaciones con estos países se incluya la destrucción de las MAP. Es necesario sin embargo tener en cuenta a las víctimas, que quedan marcadas para siempre, así como una mayor implicación y ayuda para los programas de ayuda a estos colectivos.

4-253-250

**Mara Bizzotto (EFD)**, *per iscritto*. – La messa al bando delle mine antiuomo costituisce un improrogabile impegno politico, morale e umano. È per questo che mi sono espressa favorevolmente nei confronti di questa relazione. Inoltre, tenendo conto che la denuncia delle violazioni dei diritti umani compiute dai regimi autoritari dell'Asia è sempre stata una priorità nella mia attività politica, condivido pienamente l'appello della relazione affinché l'Ue eserciti pressioni sulla Cina e la Russia, che detengono attualmente i più vasti arsenali di mine, per spingerle a procedere alla distruzione di tali scorte. Il mio voto è quindi decisamente a favore.

4-253-500

**Anne Delvaux (PPE)**, *par écrit*. – Le conflit qui oppose les rebelles libyens aux forces gouvernementales démontre, à nouveau, le caractère criminel des mines anti-personnel. Le pire étant qu'une fois les combats terminés, ces mines continueront à mettre en danger, durant de nombreuses années, la population civile et particulièrement les enfants. La Libye est l'un des 37 pays qui n'a pas adhéré à la Convention d'Ottawa de 1997. Au total, 156 pays font partie de cette Convention qui prohibe l'utilisation, la production, le stockage et la vente de mines terrestres anti-personnel.

Ce rapport, que je soutiens pleinement, demande notamment à l'Union européenne d'accroître sensiblement la part des fonds consacrés à l'assistance aux victimes, sans toutefois porter préjudice aux fonds consacrés au déminage, le problème devant bien entendu être résolu de manière structurelle. Une attention particulière doit être portée aux pays qui éprouvent des difficultés à résoudre seuls cet énorme défi du déminage. L'objectif majeur consiste à garantir qu'un nombre sans cesse croissant de régions soient débarrassées de leurs mines, afin de favoriser le développement économique et l'amélioration des conditions de vie de civils ayant déjà beaucoup trop souffert.

4-253-750

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – Em 1999, o número estimado de vítimas das minas terrestres antipessoais foi de 18 000 pessoas, tendo baixado, em 2009, para aproximadamente 4.000, das quais 70% são civis e um terço crianças. Esta é, portanto, uma situação grave à qual a comunidade internacional não pode permanecer indiferente, sobretudo quando alguns Estados continuam a utilizar minas terrestres antipessoais, como é o caso da Birmânia e da Líbia. Segundo dados da comunidade internacional, e apesar de todos os esforços feitos, há, ainda, mais de 90 países afectados pelas minas terrestres antipessoais, sendo o Afeganistão, a Colômbia, o Paquistão, a Birmânia, o Camboja e o Laos os mais gravemente afectados. Urge, por isso, prosseguir no processo de desminagem, no qual a acção dos nossos aliados americanos tem sido fundamental, quer no patrocínio de acções de desminagem, quer no apoio aos programas de apoio às vítimas, e envidar todos os esforços para que os governos abandonem o uso de minas terrestres antipessoais e adiram ao Tratado sobre a Proibição das Minas Antipessoal.

4-253-875

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – No contexto da defesa do direito à vida e da promoção da paz, a luta pela erradicação de minas e explosivos de ataque pessoal deve constituir uma acção prioritária por parte da política externa da União Europeia. Apesar dos muitos progressos positivos que se têm verificado nesta matéria, todos reconhecemos que ainda há muito trabalho a fazer. Trata-se de um problema que atinge sobretudo vítimas de países sob forte tensão social e económica. Por força das especificidades deste tipo de armas disseminadas e porque as técnicas e as tecnologias de detecção de explosivos não registam progressos significativos, impõe-se a manutenção do apoio financeiro a esta causa e também a procura de uma maior eficácia da utilização dos recursos disponíveis na luta contra as minas, designadamente no que toca ao reconhecimento, detecção, marcação e remoção de minas terrestres antipessoal e de outros resíduos explosivos de guerra, como munições explosivas abandonadas, explosivos não detonados, resíduos de munições de fragmentação e engenhos explosivos improvisados. Apoio ainda o presente relatório no apelo para que todos os países assinem e cumpram a Convenção de Otava sobre a Proibição

da Utilização, Armazenagem, Produção e Transferência de Minas Antipessoal e sobre a sua Destruição.

4-254-000

**Ilda Figueiredo (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Sabemos que a Convenção de Otava, de 3 de Dezembro de 1997, sobre a Proibição da Utilização, Armazenagem, Produção e Transferência de Minas Antipessoal e sobre a sua Destruição, que entrou em vigor em 1 de Março de 1999, foi assinada e ratificada por 156 países, entre os quais 25 Estados-Membros da EU. Apesar dos esforços registados na luta contra as minas antipessoal, há ainda 37 países que não o fizeram, incluindo dois da União Europeia, pelo que apoiamos o apelo feito para que o façam.

Por outro lado, como se salienta no relatório, é necessário *encontrar sinergias entre as várias dimensões da acção de luta contra as minas, com especial incidência nos aspectos humanitários e de desenvolvimento e através do reforço da autonomia local e da participação em projectos relacionados, a fim de melhor responder às necessidades da população directamente afectada*. Mas também não podemos esquecer que esta arma, por ser mais barata, foi mais usada por quem não tinha dinheiro para armas de destruição massiva, usando meios tecnológicos mais sofisticados. Assim, acima de tudo é preciso lutar pela justiça social e apostar na resolução pacífica de conflitos para evitar novas guerras, sejam quais forem as armas a utilizar.

4-255-000

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Európska únia sa aktívne zapája do opatrení proti mínám, najmä od jednotnej akcie z roku 1995, a prijala záväzný cieľ úplne zakázať a odstrániť protipechotné nášľapné míny na celom svete. Je vedúcim podporovateľom opatrení proti mínám a popredným prispievateľom v tomto smere, pričom táto téma patrí k jej prioritám v oblastiach ľudských práv, humanitárnej a rozvojovej pomoci. Opatrenia proti mínám zahŕňajú prieskum, odhaľovanie, označovanie a odstraňovanie protipechotných nášľapných mín a iných výbušných pozostatkov vojny vrátane opusteného arzenálu, nevybuchnutého arzenálu, pozostatkov kazetovej munície a improvizovaných výbušných zariadení, ako aj osvetu o riziku súvisiacom s mínami, pomoc obetiam, likvidáciu zásob a podporu zameranú na presadzovanie všeobecného rozšírenia príslušných medzinárodných dohovorov a zmlúv s cieľom ukončiť výrobu nášľapných mín, ich používanie a obchodovanie s nimi. Okrem toho, že spôsobujú straty na ľudských životoch, najmä medzi civilným obyvateľstvom, znamenajú vážnu prekážku obnovy postihnutých krajín po skončení konfliktu, pričom môžu slúžiť ako základný materiál pri výrobe improvizovaných výbušných zariadení. Potešujúci je fakt, že 156 krajín už podpísalo a ratifikovalo dohovor o zákaze mín vrátane 25 členských štátov EÚ.

4-255-250

**Lorenzo Fontana (EFD)**, *per iscritto*. – Presidente, onorevoli colleghi, la rimozione delle mine terrestri antipersona e di altri ordigni inesplosi e abbandonati, è un atto di umanità dovuto visto il dolore che questi ordigni malefici provocano. La relazione prevede di coinvolgere maggiormente i paesi oggetto dell'aiuto finanziario. La relazione trova il mio voto favorevole.

4-255-500

**Pat the Cope Gallagher (ALDE)**, *in writing*. – I fully support this report on mine action. The Mine Ban Treaty and the Convention on Cluster Munitions are key components of international law in this respect.

4-255-750

**Juozas Imbrasas (EFD)**, *raštu*. – Pritariau dokumentui, kadangi dauguma karinių pajėgų nebenaudoja priešpėstinių minų, tačiau jas kartu su aukų aktyvuojamais savadarbiais sprogstamaisiais užtaisais ir toliau naudoja įvairios ginkluotos ne valstybinės grupuotės, daugiau kaip 90 šalių vis dar kenčia nuo priešpėstinių minų ir kitų po karo likusių sprogmenų, o labiausiai kenčia Afganistanas, Kolumbija, Pakistanas, Mianmaras, Kambodža ir Laosas. EP palankiai vertina tai, kad 156 šalys, įskaitant 25 ES valstybes nares, šiuo metu yra pasirašiusios ir ratifikavusios Minų draudimo sutartį, bet apgailestauja, kad 37 šalys vis dar nėra pasirašiusios šios sutarties, todėl ragina visas Minų draudimo sutarties ir Konvencijos dėl kasetinių šaudmenų dar nepasirašiusias valstybes tai padaryti. Pritariu nuomonei, kad tarptautinė bendruomenė savo dėmesį turėtų skirti toms šalims, kurios mažiausiai gali sau padėti išminavimo ir pagalbos nukentėjusiems srityse, ir kad turi būti siekiama greičiau keisti padėtį, kad būtų galima paskelbti, jog šalyje nebėra minų ir gyvybei bei ekonomikos vystymuisi negresia joks pavojus.

4-256-000

**David Martin (S&D)**, *in writing*. – I voted for this resolution which applauds the progress that has been made in mine action over the past decade but emphasises that efforts need to be refocused and intensified if the APL threat is to be eliminated within a finite period.

4-256-500

**Clemente Mastella (PPE)**, *per iscritto*. – In alcuni Stati la presenza delle mine risulta essere un problema strutturale che miete ancora numerose vittime, in particolare civili. Pertanto, la lotta contro le mine dovrebbe costituire un elemento obbligatorio delle strategie nazionali dei Paesi in cui sono notoriamente presenti soprattutto quelle antipersona e/o scorte di tali ordigni. Malgrado i progressi fatti nelle tecnologie e nelle tecniche di rilevamento delle stesse, soluzioni rapide, affidabili e convenienti, rimangono ancora aleatorie. Riteniamo, dunque, che sia necessario promuovere l'universalizzazione e l'attuazione del Trattato sulla messa al bando delle mine antipersona e della Convenzione sulle munizioni a grappolo, invitando tutti gli Stati, che non l'hanno ancora fatto, ad aderirvi. Siamo dell'idea che bisognerebbe garantire anche un maggiore coinvolgimento dei Paesi colpiti, ricordando a questi ultimi le loro responsabilità; occorre individuare sinergie tra le diverse dimensioni della lotta contro le mine, con particolare riguardo agli aspetti umanitari e di sviluppo. Riteniamo, infine, che siano necessari finanziamenti per la ricerca nelle tecniche e nelle tecnologie di rilevamento e di censimento per garantire una maggiore assistenza alle vittime, sperando di realizzare un mondo finalmente libero dal pericolo che esse costituiscono per la vita, le risorse e lo sviluppo economico.

4-256-750

**Franz Obermayr (NI)**, *schriftlich*. – Minenlegung gehört zu den grausamsten Varianten der Kriegsführung. Betroffen ist hauptsächlich die Zivilbevölkerung, sie trägt die gesundheitlichen und menschlichen Folgen. Zudem werden Landstriche verwüstet und auf Jahre hinweg unnutzbar gemacht. Der Bericht fordert die Kommission auf, weitere

Gelder für Opfer und Fortschritte beim Aufspüren von Minen und in der Überwachungstechnik zur Verfügung zu stellen. Dies sind Forderungen im Sinne der Menschlichkeit. Daher habe ich diesem Bericht zugestimmt.

4-256-875

**Rolandas Paksas (EFD), raštu .** – Balsavau už šią rezoliuciją dėl kovos su minomis pažangos, kadangi minos vis dar kelia grėsmę žmonių gyvybei bei šalies ekonomikos vystymuisi. Atkreiptinas dėmesys į tai, kad priešpėstines minas naudoja įvairios ginkluotos ne valstybinės grupuotės ir tai sukelia dideles tragedijas, žūsta daugybė žmonių. Todėl būtina sustiprinti ir suaktyvinti pastangas, siekiant per apibrėžtą laikotarpį panaikinti priešpėstinių minų grėsmę. Be to, nuolat turi būti vykdoma minų aptikimo ir žvalgyimo metodų pažanga. Tarptautinė bendruomenė turėtų didesnę dėmesį skirti toms šalims, kurios mažiausiai gali sau padėti išminavimo ir pagalbos nukentėjusiems srityse. Tuo tarpu, pagalbos teikėjai, teikdami finansavimą, turi atlikti veiksmingesnį planavimą, stebėjimą ir vertinimą.

4-257-000

**Γεώργιος Παπανικολάου (PPE), γραπτώς .** – Υπερψήφισα την έκθεση για την πρόοδο που έχει επιτευχθεί στη δράση κατά των ναρκών. Είναι αδιανόητο το 2011 να μιλάμε ακόμα για τις νάρκες και νέοι άνθρωποι να χάνουν άδικα τη ζωή τους. Το 2009 ο αριθμός των θανάτων από νάρκες μειώθηκε σε λιγότερο από 4000 (το 1999 ανερχόταν σε 18.000), ωστόσο παρά τη μείωση ο αριθμός των θυμάτων δεν μπορεί να θεωρηθεί αποδεκτός και θα πρέπει να μειωθεί στο ελάχιστο. Η έρευνα, ο εντοπισμός και η εκκαθάριση των ναρκών αποτελεί θέμα ύψιστης σημασίας και προτεραιότητας, το οποίο πρέπει να λυθεί άμεσα ώστε να μην συζητάμε ακόμη και σήμερα για την τόσο άδικη απώλεια ανθρωπίνων ζωών.

4-257-250

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE), por escrito .** – É inequívoco o apoio generalizado à consecução do objectivo de proibição total e de eliminação das minas antipessoal a nível mundial. Saúdo os progressos observados no domínio da luta contra as minas ao longo da última década. Acompanho a preocupação expressa de que os esforços envidados para este objectivo necessitam de ser reorientados e intensificados para pôr cobro, num prazo específico, à ameaça representada pelas minas antipessoal. Por todos estes factos, votei favoravelmente a presente resolução.

4-257-500

**Fiorello Provera (EFD), per iscritto .** – Sono 156 gli Stati che hanno sottoscritto il trattato di Ottawa sulla proibizione dell'uso delle mine, ma altri 37 paesi mancano all'appello.

L'Europa dovrebbe quindi incoraggiare questi Stati a firmare e ratificare la convenzione. Condivido l'opinione espressa dal relatore, l'on. Van Orden, che sottolinea le conseguenze dell'utilizzo delle mine, sia sotto il profilo umanitario sia sotto il profilo economico, poiché oltre ai lutti ed alle mutilazioni delle vittime, di fatto le mine precludono l'utilizzo di aree vastissime per le attività umane.

4-258-000

**Crescenzo Rivellini (PPE), per iscritto .** – Signo Presidente, onorevoli colleghi, oggi durante la sessione plenaria di Strasburgo è stata votata la relazione "Progressi nella lotta



contro le mine". La relazione del collega Van Orden mira a chiarire la situazione corrente sulla produzione, sull'uso e sul numero di vittime delle mine anti uomo e gli sforzi fatti per aiutare gli Stati firmatari del trattato di Ottawa. Inoltre essa esamina la coerenza delle azioni intraprese e sottolinea i passi necessari per migliorare l'approccio comunitario nella lotta contro le mine focalizzando gli sforzi comunitari sugli aspetti più importanti in un momento di scarse risorse. Si chiede infine il ripristino della linea di bilancio per la lotta contro le mine che nel 2007 era stata soppressa.

4-259-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – In favour. The European Parliament: 1. applauds the progress that has been made in mine action over the past decade but emphasises that efforts need to be refocused and intensified if the APL threat is to be eliminated within a finite period; 2. strongly welcomes the fact that 156 countries have now signed and ratified the Mine Ban Treaty, including 25 EU Member States, but regrets that some 37 countries have still not signed; urges all non-party states to accede to the Mine Ban Treaty and the Convention on Cluster Munitions; urges, in particular, those EU Member States that have yet to accede to the Treaty to do so and encourages greater synergy between the various international instruments; 3. strongly welcomes the fact that 56 countries have now joined the Convention on Cluster Munitions, including 15 EU Member States; welcomes, also, the adoption of the 2010 Vientiane Declaration and its action plan; calls on the EU and its Member States to promote the universalisation and implementation of both the MBT and the CCM.

4-260-000

**Licia Ronzulli (PPE)**, *per iscritto*. – Ho votato a favore di questo testo perché, nonostante i progressi compiuti nella lotta contro le mine negli ultimi dieci anni, gli sforzi devono essere intensificati se si vuole eliminare questa minaccia in maniera definitiva. Ad oggi 156 Paesi, di cui 25 dell'UE, hanno firmato e ratificato il trattato sulla messa al bando delle mine antiuomo e molte pressioni si stanno facendo affinché questo possa essere adottato anche da chi non l'ha ancora fatto. Un altro aspetto su cui rimane molto da fare è sulla distruzione delle scorte di tali armi, soprattutto in riferimento agli arsenali di Cina e Russia, che vantano ad oggi scorte rispettivamente di 100 e 24,5 milioni di mine antiuomo.

4-261-000

**Oreste Rossi (EFD)**, *per iscritto*. – Sono favorevole alla relazione, in quanto affronta il tema della lotta contro le mine, specificando come questo termine comprenda le indagini, la rimozione delle mine antipersona e degli ordigni esplosivi.

La presenza di mine rappresenta non solo un problema umanitario, ma anche economico, in quanto le zone terrene sulle quali sono installate sono inagibili. La relazione pone particolare attenzione sulla prevenzione e sull'educazione, rivolta principalmente ai bambini, e su come evitare e ridurre i rischi provocati dall'esplosione delle mine. Sono proprio i minori che, a causa della loro giovane età, sono meno consapevoli dei rischi che corrono giocando o spostandosi su terreni minati. Non è possibile che ogni anno migliaia di piccoli innocenti muoiano o rimangano menomati per l'esplosione di bombe inesplose o mine disseminate ai campi di battaglia.

4-261-250

**Νικόλαος Σαλαβράκος (EFD)**, *γραπτώς*. – Υπερήφισα την έκθεση Van Orden, διότι η ΕΕ συμμετέχει ενεργά στη δράση κατά των ναρκών, ιδίως από τότε που εγκρίθηκε η κοινή δράση της το 1995, και διότι είναι προσηλωμένη στον στόχο της καθολικής απαγόρευσης και εξάλειψης των ναρκών ξηράς κατά προσωπικού (APL) σε ολόκληρο τον κόσμο • λαμβάνοντας υπόψη ότι η ΕΕ αποτελεί κορυφαίο υποστηρικτή και χρηματοδότη στη δράση κατά των ναρκών, πράγμα που συγκαταλέγεται στις προτεραιότητες της στους τομείς των ανθρωπίνων δικαιωμάτων και της ανθρωπιστικής και αναπτυξιακής βοήθειας.

4-261-500

**Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL)**, *par écrit*. – Le Parlement européen a pris position sur l'état d'avancement de la lutte contre les mines antipersonnel.

Le Parlement encourage vivement tous les États qui ne sont pas partie au traité sur l'interdiction des mines antipersonnel ni à la convention sur les armes à sous-munitions à y adhérer, en particulier les États membres de l'Union européenne qui ne l'ont pas encore fait.

Au niveau international, le rapport du Parlement européen encourage les USA à adhérer d'autant plus que nombres d'actions sont déjà entreprises par les Etats-Unis sur cette question. Le Parlement encourage également la Russie à signer le traité.

J'ai voté pour ce rapport, car si ce vote est un avis sans aucune force contraignante ce type de rappel n'est jamais inutile, en particulier dans le domaine du droit international.

4-262-000

**Iva Zanichchi (PPE)**, *per iscritto*. – Ho espresso il mio voto favorevole al testo presentato dall'on. Van Orden sul triste problema delle mine antiuomo.

La relazione fornisce dati dettagliati sulla produzione, sull'utilizzo e sul numero di vittime causato oggi giorno dalle mine antiuomo e sottolinea la bontà delle azioni intraprese negli ultimi anni nella lotta contro le mine. Di particolare importanza, a mio avviso, è il richiamo fatto per concentrare gli sforzi compiuti dall'Unione sulle problematiche più importanti, considerato anche il momento di crisi e la scarsità di risorse a disposizione.

## **9. Opravy hlasování a sdělení o úmyslu hlasovat: viz zápis**

4-264-000

*(The sitting was suspended at 12.50 and resumed at 15.00)*

4-265-000

**IN THE CHAIR: DIANA WALLIS**

*Vice-President*

## **10. Approval of the minutes of the previous sitting : see Minutes**

## **11. Debates on cases of breaches of human rights, democracy and the rule of law (debate)**

### 11.1. Democratic Republic of Congo, mass rape in South Kivu province (B7-0442/2011)

4-269-000

**President.** – The next item is the debate on six motions for resolutions on the Democratic Republic of Congo, mass rape in South Kivu province <sup>(2)</sup>.

4-270-000

**Charles Tannock,** *author* . – Madam President, the Democratic Republic of Congo is something of a misnomer, as it is certainly not democratic, nor is it really a functioning republic. If it was, we could perhaps hope to see the government take action to prevent the mass rape of women and to prosecute those responsible for that heinous crime. But in reality the government has little authority over vast swathes of this anarchic country.

The latest mass rapes in South Kivu province are another sorry chapter in the violent and troubled history of the DRC, which is verging on being a failed state. Those crimes were allegedly committed by former rebels who had been integrated into the national army but then deserted. Perhaps the most frustrating aspect of this appalling case is that the perpetrators are unlikely ever to be brought to justice. Nevertheless, that should not stop us trying, as impunity is completely unacceptable in the modern world. Having the International Criminal Court as a body of global jurisprudence for such vile crimes offers us at least some glimmer of hope for the victims of this savagery to see some justice – victims to whom we say today that we in this Parliament will not ignore what has happened to you.

4-271-000

**Raül Romeva i Rueda,** *author* . – Madam President, we have to remind ourselves that we are all responsible in different ways for what is happening because UN Resolution 1325 emphasises it is the responsibility of all states to put an end to impunity and prosecute those responsible for crimes against humanity and war crimes, including those relating to sexual or other violence against women and girls.

The time has come to go beyond condemnation; the Congolese Government and the UN should assume responsibility and take concrete action to end these atrocities. For the Congolese Government, for instance, it is necessary to make dealing with violence against women a national priority and put in place mechanisms such as establishing transitional justice to promote truth, requiring accountability for sexual violence; and organising a national campaign to heighten public awareness of the mass rape of women.

For the Commission: it is time to review the DRC's Country Strategy Paper and the national indicative programme of the EDF (2008-2013), with the objective of making the issue of mass rape and sexual violence against women a national priority to combat impunity. The EU's development funds to the DRC should be allocated as a matter of priority to providing medical, legal and social support for victims of sexual abuse and empowering women and girls as a way of preventing further sexual abuse.

---

(2) See Minutes.

4-272-000

**Michèle Striffler**, *auteure*. – Madame la Présidente, chers collègues, une fois de plus, malheureusement, notre Parlement est amené à condamner fermement les viols massifs commis régulièrement, en toute impunité ...

*(Le Président interrompt l'orateur)*

en République démocratique du Congo, en particulier, dans la province du Sud-Kivu.

La MONUSCO n'a pas su apporter une protection suffisante contre ces viols massifs et il incombe au gouvernement de la RDC d'assurer la sécurité sur son territoire et de protéger les civils. Les fonds alloués n'atteignent absolument que peu de victimes, et la coordination de l'aide n'est plus du tout assurée.

Il est essentiel que la Commission maintienne les financements qu'elle accorde à l'aide humanitaire dans l'est de la RDC.

Le plan de résolution du conflit au Sud-Kivu consistant à privilégier la solution militaire s'avère être un échec. La solution à apporter à ce conflit doit être politique et on ne peut que regretter le manque de courage de la communauté internationale.

Enfin, je conclurai en disant que les médias ont également un rôle essentiel à jouer, qu'ils ne jouent pas toujours, et, notamment, pour que la mobilisation reste forte et que l'opinion publique soit dûment alertée.

4-273-000

**Marietje Schaake**, *author*. – Madam President, the systematic and widespread practice of rape as a war crime may amount to crimes against humanity, according to the UN. The organisation has extended its mission to the DRC but, if our conclusion is that the mandate is insufficient to effectively intervene, we must encourage its revision. The UN must also carry out an independent inquiry so that we can learn about the scope and the scale of these horrific crimes. The impunity has to end. The international community, as well as the media, have an essential role to prevent sexual violence and to raise awareness. The authorities of the DRC must prioritise the ending of violence and of sexual violence in particular.

As a result of taboos, victims often do not speak out and, when they do, they risk being excluded from their communities. The fact that there are so many problems in the DRC must make us more vigilant and engaged. We must never allow a situation where rape is routine and where hundreds of thousands of people, particularly women, suffer in silence. At home we demand more transparency on the use of conflict minerals. We all use ICT products that potentially contain the minerals that fuel the conflicts in the DRC.

4-274-000

**Véronique De Keyser**, *auteure*. – Madame la Présidente, c'est avec beaucoup d'émotion, avec colère et, parfois, avec rage que je vois revenir sur la table le dossier de ces femmes violées dans l'est du Congo. Ce n'est pas la première fois et on reste impuissant devant cela.

Je voudrais dire simplement que je ne peux pas croire à cette impuissance. On a énuméré ce qui a été décidé à l'ONU et à la MONUSCO. Une loi est aujourd'hui en préparation en République démocratique du Congo pour instaurer des juridictions particulières pour ce

genre de violations. On l'a dit, c'est une négociation politique qu'il faut dans cette partie du pays où la guerre civile est en train de reprendre.

Mais laissez-moi vous dire, aussi, qu'il y a quelque chose qui me révolte encore plus que tout: nous avons rendu visite à ces femmes, nous les avons entendues, ici, au Parlement. Celles qui ont été violées n'ont même pas droit à une interruption volontaire de grossesse, et, aujourd'hui, les enfants du viol sont rejetés par toutes les communautés. C'est aujourd'hui un drame humain.

Ne croyez pas, chers collègues, que je veuille remettre sur la table le dossier de l'avortement, à la lumière des urgences. Dans la plupart des législations qui, aujourd'hui, refusent l'avortement, le cas du viol constitue une exception; il ne l'est pas encore au Congo, et ces cent femmes et les trois cents autres que nous avons rencontrées auront des enfants qu'elles n'aimeront pas et qui feront partie de ces enfants rejetés dans la rue au Congo.

Voilà, il y a là un drame humain. Je voudrais que l'on s'y attarde dans un autre lieu, à un autre moment. C'est inacceptable à tous points de vue.

4-275-000

**Filip Kaczmarek**, *w imieniu grupy PPE* . – Pani Przewodnicząca! Szanowni Państwo! Sytuacja w Kivu Południowym jest bardzo trudna. Trwa tam długotrwały konflikt, w wyniku którego codziennie dochodzi do aktów przemocy. Od początku tego roku Lekarze bez Granic pomogli tylko 500 ofiarom masowych gwałtów w regionie Fizi, w Kivu Południowym. Zgadzam się z panią De Keyser, że jest to bardzo frustrujące, że w zachodniej Demokratycznej Republice Kongo systematycznie rośnie liczba masowych gwałtów na ludności cywilnej, i że kolejny raz o tym musimy mówić. Ale musimy o tym mówić, dlatego że przemoc seksualna jest nie do zaakceptowania. To jest coś, w obliczu czego nie możemy milczeć. Wojsko miejscowe niewiele robi, żeby w tej sytuacji pomóc. Jest ono źle wyszkolone, źle wyposażone, zdarza się, że to sami żołnierze gwałcą. W związku z tym to na nas spoczywa obowiązek, aby bardziej pomagać ofiarom. Być może trzeba rozważyć, żeby zamiast wydawać 7 milionów euro na obserwację wyborów w Demokratycznej Republice Kongo, przeznaczyć te środki na pomoc ofiarom i na ściganie przestępców seksualnych.

4-276-000

**Ana Gomes**, *em nome do Grupo S&D* . – Os crimes de violência sexual no sul do Kivu têm que ser investigados e os responsáveis têm que ser punidos. É essencial combater a cultura de impunidade para impedir que outras atrocidades como esta se repitam. A União Europeia tem de fazer desta questão uma prioridade na sua cooperação com a RDC e tem que denunciar e condenar as empresas envolvidas na exploração de minerais que sustentam os militares e as milícias armadas envolvidos nestes crimes hediondos.

Assim como tem, também a União Europeia, que acordar com as autoridades congolezas outras graves violações dos direitos humanos, como a recente prisão de Agostinho Chicaia, um activista cívico de Cabinda, Angola, detido a 20 de Junho no aeroporto de Kinshasa, quando se deslocava em serviço da ONU. A detenção foi feita com base numa lista negra feita pelas autoridades de Angola, que dizem que não pediram a detenção, é um caso kafkiano que mostra que os direitos humanos também são, desta maneira, violados na República Democrática do Congo. Chicaia deve ser imediatamente libertado e a União Europeia tem de se bater também por isso.

4-277-000

**Izaskun Bilbao Barandica**, *en nombre del Grupo ALDE*. – Señora Presidenta, una vez más las mujeres son las grandes víctimas de los conflictos. En el Congo, ha vuelto a practicarse la violencia sexual como arma de humillación y destrucción máxima del adversario. En este caso, además, están claros los intereses económicos que hay detrás de un conflicto en el que una acción más decidida sobre el comercio y la utilización, en productos que utilizamos todos los días, de los llamados «minerales del conflicto» sería una verdadera herramienta de paz.

Por eso, pido más control y determinación en este aspecto concreto, y apoyo esta propuesta de Resolución, que apuesta por la democracia para evitar la violencia y la guerra. Creo que es bueno recordar, además, que se pide más coraje a las instituciones europeas también en el apoyo a los procesos políticos, que son los que acaban resolviendo, siempre, este tipo de conflictos. Espero que esa sea la implicación de todos nosotros.

4-278-000

**Ryszard Czarnecki**, *w imieniu grupy ECR*. – Pani Przewodnicząca! Jest nas tu niewielu, ale jednak jesteśmy i wołamy w imieniu Europy. Ten głos musi być słyszalny. Kraj, o którym mówimy, jest jednym z najbiedniejszych w Afryce. Z jednej strony nie ma tam władzy, panuje anarchia, władza leży na ulicy, a z drugiej strony władza jest bardzo silna, bo jest wszystkim. Czasem reprezentant władzy, policjant czy wojskowy, może decydować o życiu i zdrowiu ludzi. Jest to straszne. Chciałem powiedzieć, że Parlament Europejski po raz kolejny zajmuje się tą sprawą i po raz kolejny w sposób bardzo dramatyczny zwraca się do władz Demokratycznej Republiki Konga, aby rzeczywiście chroniły one własną ludność. Kończąc, chciałem zaznaczyć, że – jak powiedział pan poseł Kaczmarek – tak naprawdę rzeczywiście trzeba zastanowić się, na co idą pieniądze europejskiego podatnika w tym kontekście.

4-279-000

**Bastiaan Belder**, *namens de EFD-Fractie*. – Voorzitter, slechts enkele uren geleden had ik uitgebreid telefonisch contact met een Nederlandse hulpverlener in Kivu, Oost-Congo. Hij toonde zich oprecht verheugd dat het Europees Parlement, ons Huis, vanmiddag aandacht besteedt aan de acute nood van de Congolese bevolking, waarvoor hij zich met hart en ziel inzet. Want internationale aandacht, dus ook onze aandacht vanmiddag, waarbij het straffeloos begaan van gruweldaden en teugeleloos geweld in Oost-Congo veroordeeld wordt, samen overigens met de zichtbare presentie van de VN-missie MUNISCO ter plekke, werkt écht preventief en doorbreekt ook het verstikkende zwijgen en lijden van de talloze slachtoffers van massaverkrachtingen.

Klopt overigens, mevrouw de commissaris, het persbericht dat ik gistermiddag onder ogen kreeg dat het gerechtelijk onderzoek naar de verkrachting is opgeschort vanwege dreigementen met vergeldingsacties? Dat zou een barslecht signaal zijn, het meest naar de slachtoffers en hun families.

4-280-000

**Franz Obermayr (NI)**. - Frau Präsidentin! Verbrechen gegen die Menschlichkeit haben im Kongo leider eine 150-jährige Tradition. Kautschuk, Elfenbein und Kupfer waren Hauptexportgüter der belgischen Kolonie und die Bevölkerung wurde zu Zwangsarbeit auf den Plantagen und in den Minen gezwungen. Die Methoden der Ausbeuter waren

grauenhaft. Den einzelnen Dörfern wurden Lieferquoten auferlegt, bei Nichterfüllung wurden die Bewohner bestraft: Auspeitschung, Vergewaltigung, Abhacken von Gliedmaßen, Massenhinrichtungen waren an der Tagesordnung. Ich glaube, Europa, vor allem das koloniale Europa, hat hier einiges vor Ort wiedergutzumachen.

Solche Gewalt erzeugt einen Teufelskreis über Generationen hinweg und erzeugt neue Gewalt. Vergewaltigung wird in kriegerischen Konflikten gezielt eingesetzt, um grenzenlose Macht über das Opfer zu demonstrieren, es zu erniedrigen, zu demütigen, zu verletzen, und zerstört neben der Seele der direkt betroffenen Frauen ganze Familien. Und zu den körperlichen und psychischen Auswirkungen kommt, dass Vergewaltigung als Schande gilt, besonders wenn daraus eine Schwangerschaft resultiert, und dann werden Frauen in letzter Konsequenz auch noch von ihren Familien verstoßen.

Hinzu kommt die Unfähigkeit der Demokratischen Republik Kongo, Mitglieder der eigenen Streitkräfte für Verbrechen nach dem Völkerrecht vor Gericht zu stellen. In den seltenen Fällen, in denen eine Frau dann tatsächlich gegen ihren Peiniger vorgeht, wird ihr de facto kein Rechtsschutz gewährt. Derartige Verbrechen an der Menschlichkeit dürfen nicht toleriert werden. Hier ist massiver, insbesondere finanzieller Druck auf die Republik Kongo auszuüben. Es darf nicht sein, dass Europa sehr wohl auf die Reichtümer des Kongo schießt, bei Kriegsverbrechen aber beide Augen zudrückt!

4-281-000

**Monica Luisa Macovei (PPE).** - Mă alătur celor care condamnă crimele din provincia Kivu de Sud și violența sexuală ca armă de război. Surse locale arată că aproximativ 40 de violuri sunt comise zilnic și, deseori, autorii fac parte din armată sau grupuri armate. În timpul acesta, asistența medicală, socială sau juridică pentru victime lipsește, iar autorii crimelor rămân neanchetați și nepedepsiți. Este necesară protecția celor 170 de victime și a celor care pot depune mărturie, pentru a face posibilă o anchetă urgentă, independentă și imparțială pentru pedepsirea autorilor acestor violențe din iunie.

Insistăm să se pună capăt acestei situații și culturi a impunității. Solicit Comisiei să deblocheze urgent fonduri suplimentare pentru combaterea violenței sexuale și acordarea de asistență pentru victime. Presiunea financiară a Uniunii Europene trebuie folosită pentru această cauză.

4-282-000

**Justas Vincas Paleckis (S&D).** - seksualiniai nusikaltimai – tai viena iš bjauriausių nusikaltimų rūšių, ir demokratinėje Kongo Respublikoje šis nusikaltimo rūšis plinta kaip epidemija. Ir jokios, nei nacionalinės, nei tarptautinės priemonės nepajėgia jų sustabdyti. Ir tas bejėgiškumas ypač ryškus, turint omenyje Jungtinių tautų taikdarius, kurie irgi nieko negali padaryti. Sutinku su kolegomis, kad reikia finansinių injekcijų, ir Europos Sąjunga turi parodyti pavyzdį rasdama lėšų nusikaltimo aukoms pagelbėti ir nusikaltėjams išaiškinti. Na, ir tos tarptautinės monopolijos, kurios gauna pasakiškus pelnus iš Kongo gamtos turtų, iš elgetišškai apmokamo darbo, turėtų jausti ne tik moralinę pareigą, bet ir tarptautinės bendrijos įpareigojimą irgi prisidėti prie šios epidemijos išnaikinimo.

4-283-000

**Seán Kelly (PPE).** - A Uachtaráin, is scannalach, tragóideach, uafásach agus truamhéalach an scéal é seo. Agus arís, is iad na mná a fhulaingíonn an chuid is mó de.

This area has been described as the rape capital of the world. That is not a soubriquet that its citizens can be proud of, but it is probably true, because there is the rape of natural resources, which is destroying the wealth of the country and continuing the poverty cycle, and then the rape of women and children.

In particular, from 10 to 12 June, 170 women were raped. That is outlandish. The consequences for them, and for the children born as a result, are unbelievable. We therefore have to do everything in our power to try and bring some sense to bear on the situation, and particularly to get the government there to make the fight against rape a national priority, to combat impunity and eventually to bring the perpetrators to justice.

4-285-000

**Corina Crețu (S&D).** - Nu este prima dată când aducem în atenție situația din Congo și condamnăm cu toată fermitatea nu numai atrocitățile comise cu o ritmicitate înfiorătoare în această țară, ci și pasivitatea autorităților congoleze. În ultimele cinci luni, doar 11 militari au compărut în fața unui tribunal, acuzați de viol. Dar rapoartele organizațiilor non-guvernamentale vorbesc despre 400 000 de femei violate în Congo în ultimul deceniu și, potrivit statisticilor, 48 de femei cad victime violului în fiecare oră. Această criză umanitară este amplificată de impunitate și de prejudecățile care transformă violul într-un tabu, altfel, victimele riscă excluderea din familie și comunitate. E cazul multora dintre cele 121 de femei care au declarat că au fost violate în iunie în provincia Kivu de Sud.

Fac un apel către Comisie să aloce fonduri și atenție sporite creării de centre de îngrijire a victimelor și acțiunilor pentru reintegrarea lor familială și socială. Reînnoiesc, de asemenea, apelul pentru crearea unui tribunal penal internațional pentru Congo, singura soluție viabilă împotriva impunității. De asemenea, solicit ca autoritățile țărilor europene să faciliteze obținerea de permise de ședere pentru victimele violurilor care se refugiază în Uniunea Europeană.

4-286-000

**Sari Essayah (PPE).** - Arvoisa puhemies, Kongon itäosassa on käyty sotaa epävakaissa oloissa aina 1990-luvun alusta lähtien, ja seksuaalinen väkivalta on osa tätä sodankäyntiä.

Tuhansia ja tuhansia naisia on raiskattu vuosien 2006–2007 aikana eikä raiskausten määrä ole vähentynyt tämän jälkeenkään, kertovat tuoreimmat kansainväliset raportit, joiden tutkimustulokset ovat paljon synkempiä kuin aiemmat YK:n tilastot. Viimeisimmät joukkoraiskaustapaukset ovat tältä vuodelta: Mai Mai -kapinallisiin aiemmin kuuluneiden Kirafun joukkojen epäillään raiskanneen yli 60 naista tammikuussa ja nyt kesäkuussa myös Nakielen alueella lähes sata naista.

EU:n on harjoitettava voimakasta painostusta Kongon hallitusta kohtaan, jotta tämä tilanne saadaan lopetettua ja rikolliset saadaan vastuuseen. Myös YK:n on saatava alueella tilanne hallintaan.

4-287-000

**Mitro Repo (S&D).** - Arvoisa puhemies, Kongossa tapahtuneet vakavat ja erityisesti naisiin kohdistuneet ihmisoikeusrikkomukset ovat äärimmäisen tuomittavia. Naisiin kohdistunut fyysinen väkivalta on yksi vakavimmista ihmisoikeusrikkomuksista.

Erityisen vakavaksi teon tekee Kongossa se, että rikoksen tekijät ovat vielä valtion armeijan sotilaita. Kongossa tapahtuneiden joukkoraiskausten uhreja ovat myös koko perhe ja



yhteisö. Törkeä rikos jättää pysyvät arvet nuoriin naisiin ja tyttöihin koko heidän loppuelämäkseen. Rikoksen tekijät tuleekin ehdottomasti saattaa vastuuseen teoistaan.

Rikostutkimusten ohessa on erittäin tärkeää suojella uhreja leimautumiselta ja tarjota heille riittävää kriisiapua sekä oikeudellista ja psykologista tukea. Naisiin kohdistunut väkivalta tulee tuomita kaikissa sen muodoissa, ja ihmisoikeuskoulutusta tulisi lisätä osana armeijakoulutusta kaikkialla.

4-288-000

**Cristian Silviu Bușoi (ALDE).** - Sunt profund indignat de violurile în masă care au avut loc în iunie, în sudul provinciei Kivu. Din păcate, Republica Democrată Congo a fost, în ultimii 20 de ani, teatrul unor conflicte care au făcut cele mai multe victime după cel de-al Doilea Război Mondial, peste 5 milioane, și are deja o tristă tradiție în atrocități și încălcări grave ale drepturilor omului. Consider că Uniunea Europeană trebuie să dea dovadă de solidaritate, să sprijine victimele acestor atrocități, și, în măsura posibilului, să contribuie la găsirea unei soluții durabile situației extrem de dificile a Republicii Democrate Congo. Dar acum, în cel mai scurt timp, Uniunea Europeană trebuie să acorde asistență financiară pentru lupta împotriva violențelor sexuale, precum și pentru asistența acordată victimelor acestor violențe. Prioritatea numărul unu trebuie să fie acordarea îngrijirilor medicale adecvate și sprijinirea inserției acestor victime în societatea congoleză. Va trebui să fim siguri că banii ajung într-adevăr la victime și că sunt utilizați pentru asistență.

4-289-000

**Barbara Lochbihler (Verts/ALE).** - Frau Präsidentin! Wir hatten im Menschenrechtsausschuss zweimal eine Delegation von Frauen aus dem Ostkivu zu Besuch, und beide Male haben sie uns von den Gräueltaten dort berichtet, aber auch davon, was sie tun, damit man die Täter zur Rechenschaft ziehen kann, und wie sie das Leben der Frauen organisieren. Leider haben uns die Vertreterinnen vergangene Woche auch sehr glaubhaft versichert, dass sich im vergangenen Jahr die EU-Vertreter im Kongo leider nicht mit diesen Frauen treffen konnten, um zu erfahren, was für sie getan werden kann. Im Gegenteil, es wurde uns berichtet, dass sogar existierende Projekte eingestellt wurden. Deshalb verbinde ich das nun mit der Bitte an die Kommission, dem nachzugehen und dies zu korrigieren. Es wäre sehr schlecht, wenn solche Kleinprojekte, die auf die Hilfe der Opfer ausgerichtet sind, nicht mehr weitergeführt werden könnten.

4-290-000

**Eija-Riitta Korhola (PPE).** - Arvoisa puhemies, sota ja levottomuudet Kongon demokraattisessa tasavallassa ovat tuoneet mukanaan laajalle levinneen seksuaalisen väkivallan. Pahin tilanne on idässä Pohjois- ja Etelä-Kivun alueella, missä taistellaan myös arvokkaista luonnonvaroista. YK ja kansainväliset rauhanturvaajat ovat selvästi epäonnistuneet siellä naisten ja lasten suojelemisessa.

Raiskaus on julmasti turmeleva sodankäynnin väline. Henkisen ja fyysisen väkivallan lisäksi sen avulla levitetään tauteja, ja useissa tapauksissa raiskausten uhrit joutuvat lopulta yhteisönsä hylkäämiksi. Traagista on, jos mahdollisuutta aborttiin ei ole.

Aikaa on kulunut liikaa suhteessa siihen, miten vähän asian eteen on tehty. EU:n ja YK:n on ryhdistädyttävä ja otettava konkreettisia askeleita Kivun maakunnassa tapahtuneiden joukkoraiskausten selvittämiseksi ja pysäyttämiseksi. Kongon demokraattiseen tasavaltaan menevässä EU-rahoituksessa tulisi priorisoida raiskausuhrien lääketieteellinen ja juridinen

apu ja huomioda kansainvälinen aidsin vastainen taistelu. Myös muut ihmisoikeusloukkaukset ja korruption kitkeminen on nostettava agendallamme korkeammalle.

4-291-000

**Monika Smolková (S&D).** - Keďže Konžská demokratická republika má nedostatky v súdnom systéme postihujúcom zverstvú jednotlivých ozbrojených skupín, vítam predĺženie mandátu OSN do 30. júna 2012, ale súčasne chcem apelovať na osobitného zástupcu generálneho tajomníka OSN v Konžskej demokratickej republike, aby mandát bol vykonávaný dôsledne, aby sa nestávalo, že vedľa misijného tábora povstalci znásilňujú ženy, týrajú deti a celé rodiny tak, ako to bolo v Luvungi.

Prijímame veľmi striktné uznesenia i opatrenia na páchanie neprávosti inde vo svete a vysielame tam celé armády, a ku genocídám v Afrike sme benevolentnejší. Veď ako inak môžeme nazvať udalosti v Konžskej demokratickej republike v rokoch 1998 až 2003, kde zahynulo 5,5 milióna ľudí, čo je toľko, ako je obyvateľov mojej krajiny, Slovenska, a 2 milióny boli vyhnané z vlastných domovov. Prispějme aj my rigoróznejším prijatím uznesení k pokojnému životu žien a detí v tejto vojnou zmietanej africkej krajine.

4-292-000

**Zuzana Roithová (PPE).** - Paní předsedající, válečné zločiny, jako je hromadné znásilnění, sexuální otroctví či sterilizace, jsou jednou z nejhorších forem ponížení, které navíc v Kongu znamená doživotní vyloučení těchto obětí ze společnosti.

Je alarmující, že pachatelé z řad paramilitantních oddílů i armády nejsou většinou vůbec potrestáni. Prodloužení mandátu modrých přileb Radou bezpečnosti o další rok je nutné, ale je také třeba, aby jednotky Monusco opravdu začaly chránit civilisty, aby prezident Kabila vyhlásil nulovou toleranci pro znásilňování a také aby začalo nestranné vyšetřování těchto zločinů.

Konžská vláda musí mít program pro začlenění obětí do společnosti. Komise by měla uvolnit prostředky na azylové domy, ale také navrhnout legislativu pro označení produktů s obsahem minerálů, jejichž těžba je zdrojem násilí v oblasti Kivu.

4-293-000

**Rovana Plumb (S&D).** - Sigur că și eu am citit o serie de studii care arată căte violuri au loc în această perioadă în Republica Congo, dar mai grav mi se pare ce mi-a povestit colega mea Veronique De Keyser, care a fost acolo și a văzut câtă suferință este în rândul populației, câtă teroare, mai ales în rândul femeilor și în rândul copiilor. Această situație trebuie să înceteze și trebuie să cerem cu fermitate, noi, instituțiile Uniunii Europene, de aici, din Parlament, ca autoritățile din Congo să facă toate investigațiile necesare și să-i pedepsească pe cei vinovați, și, de asemenea, să acorde consiliere, atât medicală, cât și consiliere juridică și psihologică, tuturor victimelor, care trebuie să fie cuprinse într-un program de protecție, și, de asemenea, toată comunitatea internațională, în special organizațiile de femei, să reacționeze, să punem capăt acestei situații din Congo.

4-294-000

**Michael Cashman (S&D).** - Madam President, I will be very brief. These mass rapes have gone on for decades. Therefore we need to take vital action. It is vital that we support the NGOs which are bringing aid to the victims, and particularly the hospitals. However, can

I please ask the Commission to bring forward a legislative proposal similar to the Dodd-Frank Act in the United States, which imposes reporting requirements on conflict materials in manufacturing? That way, those who profit from such atrocities will be held accountable. The arguments are there. It is no use saying that the Member States do not want to do it: it is up to us and the Commission to lead.

4-295-000

**Maria Damanaki**, *Member of the Commission* . – Madam President, I would like to thank all the Members for their interest and their sensitive approach.

We all have again been appalled by perturbing news from Kivu, where a group of armed criminals abused and raped a considerable number of women in a systematic manner. These criminals were apparently ex-Mayi-Mayi deserting the Congolese armed forces after a transient and non-conclusive integration process.

This is an outrageous crime, and we are all concerned. It is therefore important to clarify the facts and bring the suspects before a court. In this regard we have been informed that a prosecutor of the Democratic Republic of Congo, supported by MONUSCO, should now be in the field in order to collect legal evidence and to prepare a prosecution case. We demand that the DRC authorities address this issue as a matter of urgency and to deliver justice.

However, indignation is not enough: I can understand this, and so we must all ask what further action needs to be taken, including by the United Nations Security Council and MONUSCO. Naturally, support for victims should be an immediate priority, and the EU is already committed to providing medical care and mitigating suffering. I can agree with you that victim support, especially healthcare, is one of the agreed priorities here, and I would like to inform you that the EU is at the forefront of these efforts through ECHO and development-funded health support actions. In addition, support for prevention, awareness-raising initiatives and political pressure is also part of the EU approach. These efforts will continue.

Sexual violence and rape continue to be pervasive in the DRC, with more than 15 000 reported cases in 2009, according to the United Nations: 15 000 rapes. It is therefore important to address the root causes of this serious issue and to ensure that Congolese justice will not remain confined to episodic reaction. The root causes are known: they lie within the endless conflicts in the eastern territory of the Republic of Congo and the absence of the rule of law in a context where the state authority remains to be concretised. Importantly, the prevalence of sexual violence both reflects and perpetuates the subordinate status of most women throughout the country.

It also has a very negative impact on a lot of children being born, as Ms de Keyser pointed out. To improve this situation, it is important to continue military and non-military action against the rebels. In this regard, it is important to bear in mind that this type of conflict – in many cases involving groups without a real political agenda, or criminals from neighbouring countries – is difficult to address in the short term. However, it is more and more urgent that decisive steps are taken in reforming the security sector. The persistent poor condition of defence, the police and justice in the Congo greatly worsens the situation.

The European Union therefore urges the Congolese authorities to give renewed priority to this challenge. Failure to make substantial progress in the defence, police and justice sectors will jeopardise the sustainability of achievements made in the economic, social and

political areas. In this period of elections, tackling these issues should undoubtedly be an agenda shared by all Congolese democratic forces, as the future of the whole country is at stake.

The EU is already providing support to the security sector reform through common security and defence policy missions and the European Commission, as well as bilateral support from Member States. These actions pay particular attention to the need to combat sexual violence; for example, EUPOL has deployed a specific team of experts on sexual violence in Goma (a city in North Kivu). Support to victims also needs to be continued. The EU is ready to do more if common ground for progress is found with Member States and the Republic of Congo authorities. However, this is an area where the ultimate responsibility will always lie with the DRC itself and where the Congolese Government needs to show true leadership and determination.

4-296-000

**President.** – The debate is closed.

The vote will take place shortly.

#### **Written statements (Rule 149)**

4-296-500

**Tadeusz Zwiefka (PPE), na piśmie.** – Demokratyczna Republika Konga już od momentu uzyskania niepodległości jest areną nieustannych walk, w wyniku których miliony osób poniosły śmierć lub zostały przymusowo przesiedlone. Konflikty te doprowadziły kraj do katastrofy humanitarnej, sprawiły, że zapewnienie przestrzegania podstawowych praw człowieka to fikcja. Na tym tle najbardziej cierpią zwykli obywatele, którzy żyjąc w ciągłym strachu o życie swoje i swoich rodzin, funkcjonują na skraju ubóstwa, bez pracy, nie uczęszczają do szkół. Najbardziej krytyczna sytuacja panuje w prowincji Kiwu. Mimo podpisanego 23 stycznia 2008 roku „Aktu Zobowiązaniowego”, w którym grupy zbrojne działające na terenie prowincji Kiwu Północnego zobowiązały się do zaprzestania okrucieństw, codziennie dochodzi tam do zabójstw, gwałtów, torturowania ludności cywilnej oraz werbunku dzieci żołnierzy. Jednak najczęściej popełnianą zbrodnią przez wszystkie strony konfliktu są masowe gwałty na kobietach. Znajdują się one w tragicznej sytuacji. Bez pomocy psychologicznej, w obliczu fatalnego stanu służby zdrowia, są najczęściej pozostawione same sobie, bezradne, zastraszone, często odtrącone przez swoich mężów, którzy uważają je za zhańbione. W obliczu tak ogromnej ludzkiej tragedii władze Demokratycznej Republiki Konga zachowują się opieszale, lekceważą problem, pozostawiając Kongijki bez pomocy, a sprawców - bezkarnymi. Musimy zdawać sobie sprawę, że tymczasowa stabilizacja w Demokratycznej Republice Konga to fasada, za którą dzieje się na oczach świata nieopisane okrucieństwo.

### **11.2. Indonesia, including attacks on minorities (B7-0394/2011)**

4-298-000

**President.** – The next item is the debate on seven motions for resolutions on Indonesia, including attacks on minorities <sup>(3)</sup>.

---

<sup>(3)</sup> See Minutes.

4-299-000

**Bastiaan Belder,** *Auteur* . – Voorzitter, als betrokken protestant heb ik deze week bij diverse zendingswerkers geïnformeerd naar de maatschappelijke positie van kerken, en respectievelijk christenen in Indonesië. Indien het Europees Parlement een land op zijn agenda van mensenrechtenschendingen plaatst, dan vereist dat immers van onze zijde een zorgvuldig omgaan met de feiten.

Een eerste conclusie uit deze contacten luidt dat er onder de kerken vooral zorgen bestaan over gebieden in de Indonesische archipel met een moslimmeerderheid. Met de woorden van een *insider*, om het vriendelijk te zeggen: de kerk wordt gedoogd, maar dat kan zó ineens omslaan. Met name uit Java klinken sombere geluiden: tegenwerking van de autoriteiten bij kerkbouw en intimidatie door kleine radicale moslimgroepen. Ter onderstreping daarvan citeer ik een kerkluider uit Bekasi, West-Java: "Ondanks een rechterlijke uitspraak dat wij onze kerk mochten gebruiken voor de eredienst, verbood de burgemeester dit. Daarom houden we onze kerkdiensten nu op straat, dopen wij er onze kinderen en vieren we er de sacramenten. Een onveilige, ongewenste situatie. De radicalen willen ons zo laten capituleren. Dat kan lang duren. Lokale moslims die onze kerk steunden, zijn eveneens bedreigd door radicale islamisten. Wij hebben de steun van de internationale gemeenschap nodig. Er dient vrijheid van godsdienst voor allen te zijn."

Deze dringende boodschap moeten de Europese instellingen overbrengen in hun contacten met de Indonesische autoriteiten, wel te verstaan, op een genuanceerde wijze. Want er is weliswaar geen sprake van algemene vervolging van christenen in Indonesië, aldus mijn plaatselijke bronnen, die ook dankbaar zijn voor heersende kerkelijke vrijheid. Maar het is evengoed waar "dat er over het hele land een arabisering van de islam waarneembaar is, waarover christenen zich uiteraard grote zorgen maken."

Die zorgen moeten wij zeker delen en meedelen aan Jakarta.

4-300-000

**Rui Tavares,** *Autor* . – Senhora Presidente, recentemente, numa reunião em Jacarta, o representante de uma organização de direitos humanos indonésia disse: *neste momento temos total liberdade de religião na Indonésia, podemos praticar a religião que quisermos, desde que não seja a religião Ahmadiyya*. Havia um certo exagero nas suas declarações porque sabemos que outras minorias também correm riscos na Indonésia, mas era compreensível esse exagero porque estávamos ainda sob o choque do massacre de Cikeusik, em que morreram três seguidores desta religião Ahmadiyya, que se considera a si mesma muçulmana e que alguns fanáticos não querem que seja considerada muçulmana.

E aqui temos um grave problema: nós sabemos que a maior parte dos indonésios querem paz e tolerância entre as religiões e é assim que interpretam os princípios nacionais do Pancasila, mas também sabemos que há uma minoria que pretende falar pelo todo da sociedade e este é um desafio muito grande para as autoridades. Por um lado, não deixar que uma minoria de fanáticos pretenda tomar a voz da sociedade como um todo e, em segundo lugar, que o Governo possa claramente exercer uma repulsa política em relação a essas tentativas e, deste ponto de vista, creio que é muito preocupante que determinadas declarações do Ministro dos Assuntos Religiosos da Indonésia tenham dado a entender que a religião Ahmadiyya fosse uma religião que não pudesse declarar-se a si mesmo muçulmana.

Eu creio que, se o Governo da Indonésia não quer que o espírito destes fanáticos contamine o resto da sociedade, têm de ser muito claros em combater a intolerância e é isso que, a partir daqui, do Parlamento Europeu, pedimos às autoridades indonésias.

4-301-000

**Adam Bielan,** *autor* . – Pani Przewodnicząca! Stale postępująca demokratyzacja społeczeństwa Indonezji budzi ogromny podziw, ale też zwiększa oczekiwania. Liczne przypadki dyskryminacji na tle religijnym kładą się cieniem na wizerunku kraju, przysłaniając cele i osiągnięcia bieżącego przewodnictwa w grupie ASEAN. Ponad 15% mieszkańców tego największego muzułmańskiego państwa stanowią mniejszości wyznaniowe.

Oburzenie wywołuje więc fakt, że Indonezja stała się areną krwawych represji antychrześcijańskich. Chociaż społeczeństwo obywatelskie, przywódcy religijni czy przedstawiciele umiarkowanego islamu stanowczo potępiają ataki na mniejszości wyznaniowe, wciąż bywamy świadkami wydarzeń niosących śmierć i zniszczenie. Doniesienia o braku zaangażowania oraz o nieudolności władz i policji w przeciwdziałaniu przemocy wywołują szczególne obawy. Restrykcyjne prawo umożliwiające wysokie wyroki za bluźnierstwo i herezję, którego zasadność krytykują również środowiska muzułmańskie, staje się wygodnym narzędziem do dyskryminacji i nadużyć. W imię poszanowania praw człowieka apeluję do władz Indonezji, by w duchu współpracy z Unią Europejską podjęły natychmiastowe działania zmierzające do zagwarantowania obywatelom bezpieczeństwa i podstawowych wolności.

4-302-000

**Cristian Dan Preda,** *Autor* . – Indonezia, așa cum se știe, e un partener important al Uniunii Europene în lumea musulmană, și trebuie spus că, în ultimii ani, au existat progrese în această țară pe calea democrației și a protejării drepturilor omului. Este suficient să amintim, de pildă, ratificarea unor instrumente internaționale importante. Situația minorităților și, în special, a minorităților religioase, că e vorba despre ahmadi, despre creștini sau budiști, s-a înrăutățit însă în mod considerabil. Proliferarea legilor care limitează drepturile minorităților religioase și a atacurilor din ce în ce mai violente la adresa acestora este dovada răspândirii intoleranței în Indonezia. Autoritățile de la Jakarta ar trebui să elaboreze o strategie clară pentru a asigura respectarea libertății religioase și a promova toleranța. E nevoie, desigur, de asemenea, de abolirea legislației discriminatorii și de pedepsirea celor care se fac vinovați de violență. Cred că acordul de parteneriat și cooperare pe care-l avem cu Indonezia e un cadru privilegiat pentru a aborda situația libertății religioase și a minorităților.

4-303-000

**Kristiina Ojula,** *author* . – Madam President, it is distressing that there has been an increased incidence of attacks against religious minorities in Indonesia. The most populous Muslim country in the world is a democracy committed to pluralism, cultural harmony, religious freedom and social justice, and the Indonesian authorities have repeatedly given reassurances in this connection.

However, Articles 156 and 156(a) of the Indonesian Criminal Code prohibiting blasphemy, heresy and religious defamation have been tools in the hands of extremists inciting religious

violence and hatred. Those articles have been grossly misused and the commitments to the International Covenant on Civil and Political Rights have not been upheld in Indonesia.

I call on the Indonesian authorities to repeal this legislation in order to avoid further deterioration of the situation and to bring the perpetrators of religious violence and hatred to justice.

4-304-000

**Mitro Repo**, *laatija*. – Arvoisa puhemies, Indonesian valtiollinen ideologia pancasila on sinänsä onnistunut esimerkillisesti sovittamaan yhteen moninaisuuden, uskontojen välisen harmonian, oikeudenmukaisuuden sekä uskonnonvapauden.

Indonesiassa, joka on maailman suurin muslimienemmistöinen maa, on kuitenkin yhä vielä voimassa lait jumalanpilkasta, jumalan häpäisystä sekä vääräuskoisuudesta. Todellisessa oikeusvaltiossa, jossa ihmisoikeuksia todella kunnioitetaan, on tilaa vähemmistöille ilman pakottavia lakeja, oli sitten kyse uskonnollisista, kielellisistä tai etnisistä vähemmistöistä. Tällaisen valtion tulisi olla myös avoin kansainvälisen yhteisön yhteistyölle, jotta ongelmia voidaan ennaltaehkäistä ja yhteiskuntaa parantaa edelleen.

Ihmisoikeuksia tulee suojella kaikkialla, missä ne ovat uhattuina. Kansalaisyhteiskunnalla ja vuoropuhelulla tulee olla vahva rooli eri yhteisöjen välisen todellisen rauhan, harmonian ja yhteiselon luomisessa.

4-305-000

**Csaba Sógor**, *a PPE képviselőcsoport nevében*. – Az Európai Unió lakosságának elsöprö többsége keresztény vallású. Az integrációban részt vevő tagállamok egykori kialakulása elválaszthatatlan a keresztény kultúrától, ám az Indonéziában vagy bárhol máshol a világban végbemenő, keresztények elleni támadások ellen elsősorban azért kell felemelnünk szavunkat, mert az európai államok az alapvető emberi jogok magas szintű védelmének biztosítását vállalták, és ezt az elvet fontos kereskedelmi partnereikkel szemben is képviselni akarják. Ez a bátor kiállás ugyanakkor feltételezi, hogy az EU tagállamai is tiszteletben tartják a területükön élő kisebbségek jogait, így az őshonos nemzeti kisebbségek különleges státuszának elismerését. Indonézia, mint a világ legnépesebb – túlnyomórészt muzulmán többségű – országa különös felelősséget visel a területén élő vallási és etnikai kisebbségekkel szembeni bánásmód szempontjából. Hasonlóképpen az Európai Unió felelőssége is óriási a saját kisebbségeihez való viszonyulás, a problémáikra való fokozottabb odafigyelés terén.

4-306-000

**Marc Tarabella**, *au nom du groupe S&D*. – Madame la Présidente, Madame la Commissaire, chers collègues, la situation qui règne en Indonésie, à l'heure actuelle, est plus que préoccupante.

Traditionnellement décrite comme une mosaïque de peuples et d'ethnies où se côtoient musulmans, chrétiens, bouddhistes, hindouistes ou animistes, avec une certaine liberté religieuse, l'Indonésie sombre aujourd'hui dans l'extrémisme musulman. Les musulmans ahmadis, mais aussi les chrétiens et les bouddhistes, par exemple, sont victimes d'une intolérance religieuse qui n'en est, je le crains, qu'à son début.

Que l'État, par l'intermédiaire de son ministre des affaires religieuses et de sa police, cautionne cette violence est totalement inacceptable de la part d'un pays qui, de surcroît, est en plein développement économique et qui entend peser, de plus en plus, sur la scène

internationale. Le gouvernement doit agir de concert avec la société civile pour mettre un terme à ces atrocités et rétablir le respect des droits humains et de la liberté religieuse. Il doit le faire vite, avant que ce pays ne sombre dans une guerre civile.

4-307-000

**Marietje Schaake**, *on behalf of the ALDE Group*. – Madam President, Indonesia is a beautiful country with deep traditions of pluralism, cultural harmony, religious freedom and social justice, but regrettably we are seeing an increase in extremist attacks against religious minorities, including against the Ahmadis, who consider themselves Muslim but who are not recognised as such by everyone. We see attacks on Christians, Buddhists and against progressive civil society organisations. On video clips placed on the Internet we have seen well-documented human rights violations when an angry mob set fire to churches, killing a number of people.

It is important that the rule of law be upheld and that the perpetrators are held accountable, including when they belong to the security forces. The abusive blasphemy and religious defamation laws must end. Initiatives by civil society organisations, as well as the government and the judiciary, are welcome steps. Political support for the protection of pluralism is important, and the progress on the implementation of democracy and the rule of law in recent years should be deepened and strengthened. We encourage the Government of Indonesia to take up recommendations made by the UN High Commissioner for Human Rights and to invite the UN Special Rapporteur for freedom and religion and belief to visit the country.

4-308-000

**Charles Tannock**, *on behalf of the ECR Group*. – Madam President, the attacks on members of the Ahmadi Christian community in Indonesia are symptomatic of a worrying trend in many Muslim societies, even those like Indonesia that are considered relatively enlightened under their system of Pancasila. Ahmadis, who, having been expelled from Pakistan now happen to have their global headquarters in London, my constituency, are considered apostates by mainstream Sunni Islam. The penalty for apostasy under Sharia is the death penalty. Thankfully Indonesia, whose functioning democracy has made great strides in recent years, does not widely practise Sharia law except in Aceh.

However, the government needs to do more to promote tolerance and protect religious freedom across this vast and geographically fragmented country. In particular Indonesia's political leaders should no longer turn a blind eye to those who seek to sow hatred and violence through exacerbated religious tensions and differences, and they must criminally prosecute all those who are carrying out such atrocities against minorities. As well as lifting the ban on Ahmadis, the government should revise all decrees and the blasphemy laws, which are used effectively to prevent Christians and others from building new places of worship. We in Europe expect such high standards of Indonesia precisely because it is a pluralist democracy.

4-309-000

**Eija-Riitta Korhola (PPE)**. - Arvoisa puhemies, Indonesian uskonnollisten vähemmistöjen tilanne vaatii kiireellistä huomiota. Ihmisiä on pidätetty, kidutettu ja tapettu. Määrä on kasvava, ja asialle on tehtävä jotain.



Hyökkäykset ovat ristiriidassa Indonesian pluralismin perinteen ja kulttuurisen harmonian arvostuksen kanssa. Iskujen kohteeksi ovat joutuneet niin kristityt, buddhalaiset kuin muslimeina itseään pitävät ahmadit. Esimerkkinä voin mainita helmikuun kahdeksannen päivän tapahtumat: tuolloin sadat ihmiset sytyttivät kolme kirkkoa palamaan ja hyökkäsivät papin kimppuun Javan kaupungissa. Syynä hyökkäykseen oli se, että islamia heidän näkemyksensä mukaan loukannut kristitty oli saanut vain viiden vuoden vankeustuomion kuolemantuomion sijaan.

Viimeisen kuuden vuoden aikana kristittyjä kirkkoja vastaan on hyökätty 430 kertaa. Esimerkkejä olisi paljon kaikista uskonnollisista vähemmistöistä, ja ihmisoikeusloukkaukset ovat toinen toistaan vakavampia.

4-310-000

**Ryszard Czarnecki (ECR).** - Sytuacja największego muzułmańskiego państwa świata, gdzie władza nie potrafi zapanować nad coraz silniejszym nurtem radykalnego islamu, którego celem jest zniszczenie chrześcijaństwa lub ograniczenie jego wpływów, jest sytuacją bardzo poważną. Oczywiście możemy mówić, że układa się to w szerszą mozaikę prześladowania chrześcijan, bowiem co parę minut na świecie ginie kolejny chrześcijanin. Ale powiedzmy sobie też wprost, że nie tylko mniejszość chrześcijańska jest prześladowana w Indonezji. Można nawet powiedzieć, że w historii tego państwa i okupowanego przez Indonezję Timoru Wschodniego mamy do czynienia z rzeziami chrześcijan, którzy walczyli o niepodległość własnego państwa. A jednak jest to inna sytuacja.

Z całą pewnością Parlament Europejski powinien w tej sprawie bardzo mocno zareagować, ponieważ niestety bezczynność ze strony Europy jest grzechem zaniechania, mówiąc językiem teologicznym.

4-311-000

**Bogusław Sonik (PPE).** - W świetle tragicznych doniesień z Indonezji chciałbym wyrazić głębokie zaniepokojenie tą sytuacją. Obywatele tego kraju nie mogą się czuć bezpiecznie we własnym państwie pomimo teoretycznie zagwarantowanych im praw i wolności. Ataki i prześladowanie mniejszości religijnych i innych nie są incydentalne, ale nagminne. A przecież w 2006 roku Indonezja ratyfikowała międzynarodowy pakt praw obywatelskich i politycznych, który zapewnia podstawowe prawa obywatelskie i polityczne, między innymi ochronę mniejszości etnicznych, religijnych i językowych. Konstytucja Indonezji w rozdziale 29 także gwarantuje wolność religii swoim obywatelom.

Opinia publiczna w Europie jest wstrząśnięta i zaniepokojona występującymi przejawami agresji i dyskryminacji wobec mniejszości religijnych, głównie chrześcijańskich, ale nie tylko. Potrzebna jest stanowcza reakcja ze strony władz publicznych na działania ekstremistycznych grup terroryzujących mniejszości religijne i my, jako Unia Europejska, powinniśmy takich kroków się domagać.

4-312-000

**Lidia Joanna Geringer de Oedenberg (S&D).** - Pani Przewodnicząca! Dołączam do apelu moich przedmówców wyrażających obawy o los grup mniejszościowych w Indonezji, które doświadczają przemocy i dyskryminacji ze względu na przynależność religijną lub kulturową. Indonezja to przecież kraj z długą tradycją pluralizmu i społeczeństwa obywatelskiego, który dawał wcześniej przykład wysokich standardów wielu krajom w regionie i poza nim. Ratyfikowanie przez Indonezję podstawowych porozumień

dotyczących praw człowieka, jak również wybór jej na członka Rady Praw Człowieka ONZ są osiągnięciami bardzo docenianymi w Europie i na świecie. Dziwi mnie zatem, że Indonezja, będąc nowoczesnym i postępowym krajem, nie zauważa i nie reaguje na powtarzające się incydenty przemocy wobec mniejszości religijnych takich jak ahmadyjczycy, chrześcijanie, buddyści i bahaici, którym powinna gwarantować wolność wypowiedzi i wyznania. Uważam, że brak poszanowania dla wolności sumienia w Indonezji powinien się spotkać z ostrym sprzeciwem całej wspólnoty międzynarodowej, a szczególnie Unii Europejskiej.

4-313-000

**Elena Băsescu (PPE).** - Recentele tensiuni din Indonezia contrazic conceptul de societate multiculturală promovat de autorități în ultimii ani. Atrag atenția asupra creșterii numărului de atacuri împotriva minorităților religioase, în special a comunităților Ahmadia și creștine. Autoritățile indoneziene au datoria să ia măsurile necesare pentru a-și proteja cetățenii, indiferent de religie sau opinie. Dintre acestea fac parte investigarea și pedepsirea adecvată a actelor de violență, inclusiv a celor din 6 februarie 2011, dar și combaterea manifestărilor de intoleranță. Fac apel la guvernul de la Jakarta să acorde o atenție prioritară acestor aspecte. De asemenea, societatea civilă are un rol important în refacerea coeziunii sociale în acest moment. La rândul său, UE poate contribui în mod concret la promovarea unui nivel crescut de protecție a drepturilor omului, prin intermediul dialogului și cooperării cu autoritățile indoneziene.

4-314-000

**Nirj Deva (ECR).** - Madam President, it is important to remember that Indonesia is a very good friend of the European Union and has made great strides in democracy. I was the chairman of the observer group that monitored the Indonesian elections over a period of time, and I have to commend them for their achievements recently.

I chaired an inter-faith conference in the European Parliament that was sponsored by the Indonesian Government. It is therefore very regrettable and unfortunate that they do not seem to have acted fast enough in dealing with this intolerant behaviour by some of their people. They need to recognise that what we are saying in this Parliament we are saying as friends: we need to be in partnership with Indonesia, the world's largest Muslim democracy, to strengthen the democracy institutions of Indonesia. So I stress – because this debate will be on the front pages of the Indonesian newspapers – that we are talking as friends to strengthen the democratic arm of the Indonesian institutions and state.

4-315-000

**Seán Kelly (PPE).** - Madam President, Members have given a very good overview of the situation in Indonesia, and no doubt Indonesia has made rapid progress in recent years, with growing economic power, and will be looking forward to having a more comprehensive economic partnership agreement with the European Union. All that makes sense, but concomitant with that, there has to be recognition of human rights and particularly the rights of religious minorities, not just in theory but in practice.

Legislation that is used to discriminate against religious minorities must be revoked and those who engage in these activities must be brought to justice, otherwise the problems will continue and the fanatics will have their way. This cannot be the situation. Indonesia

has only a little way to go to become an example to the rest of the world and to be a real partner with the European Union, going forward in every possible way.

4-316-000

**Corina Crețu (S&D).** - Indonezia este cea mai mare țară musulmană a lumii și totodată o democrație consolidată. Din păcate, în ultimii ani, au avut loc, la fel ca în tot mai multe zone ale lumii, acte de violență împotriva minorităților religioase. Fundamentalismul religios este în ascensiune, iar Indonezia este una din țările afectate de acest flagel. Rezoluția face trimitere la o serie de acte discriminatorii împotriva mai multor minorități, care induc tensiuni între diverse comunități, victime ale intoleranței religioase. S-au raportat și cazuri extreme de aplicare a Shariei, acest lucru contravenind legislației indoneziene. Cred că se impune o colaborare mai strânsă cu guvernul indonezian pentru a sprijini îmbunătățirea respectării drepturilor tuturor minorităților în această țară.

4-317-000

**Maria Damanaki, Member of the Commission.** – Madam President, the Vice-President/High Representative shares Parliament's concerns about discrimination against religious minorities, in particular the Ahmadi and Christian communities. She also shares the concerns about the impact of introduction of Sharia-based laws on human rights, in particular the rights of women.

I would, though, like to underline that we have good long-standing relations with Indonesia, with whom we signed the first partnership and cooperation agreement in Asia. The EU has raised the matter of violence against religious minorities through established channels. We have made it clear to Indonesia that this problem has to be tackled seriously, based on respect and protection of beliefs, without discrimination.

Following the attacks last February against the Ahmadiyyah, the European Union issued a statement expressing strong concern, and emphasising the need for an effective response by the government. The EU Delegation in Jakarta met with representatives of the Ahmadi community.

The EU also raised this issue in the official human rights dialogue that we established with Indonesia in 2010, at the meeting which took place in March in Brussels. We emphasised the government's obligation to protect all religious communities and stressed that the police should be trained, including on human rights, to respond to threats and violence against religious minorities.

We are delivering practical assistance in these areas. Since 2002, the EU has funded, for an amount of EUR 7 50 000, eight projects carried out by civil society organisations. These projects are aimed at enhancing tolerance and peace and promoting pluralism and multiculturalism.

We are also working with the Indonesian Government to foster inter-faith dialogue. Last year we organised together a seminar on Islam and a globalising world, which brought together NGOs, government representatives, European academics and Islamic religious scholars. Looking ahead, we are preparing a major conference with EU and Indonesian civil society in Jakarta this October, on freedom of religion and protection of minorities. Its recommendations will be fed into the next session of the human rights dialogue.

We follow closely developments concerning the implementation of Sharia-based laws, in particular in the province of Aceh. We raised this question in the human rights dialogue last March. The Indonesian Government informed us that Aceh has agreed to abide by international obligations and is in dialogue with local authorities and civil society to harmonise local by-laws with human right standards.

I would also like to mention the case of the torture of Papuan prisoners and the lenient sentences imposed on the soldiers convicted by a military tribunal in relation to recent cases. We discussed this issue in the human rights dialogue and underscored the need for dissuasive punishment for those who commit torture. The Indonesian Government is committed to ratifying the Optional Protocol of the Convention Against Torture and is pursuing initiatives to build better community relations in Papua.

I would like to conclude by mentioning that we are also supporting Indonesia in addressing the underlying causes of religious violence, such as the spread of Islamic extremism in schools and in society generally. In this regard, we plan to fund a cooperation programme with Indonesia aimed at deradicalisation in the context of the fight against terrorism.

4-318-000

**President.** – The debate is closed.

The vote will take place shortly.

**Written statements (Rule 149)**

4-318-500

**Monica Luisa Macovei (PPE),** *written* . – Violence against the Ahmadis (who consider themselves Muslims) and other religious minorities – such as Christians, Bahá'ís and Buddhists – as well as progressive civil society organisations has increased in Indonesia. The government is lagging far behind in addressing the underlying causes. Investigations have not revealed who was behind the attacks against Ahmadis in February 2011. Two weeks ago, a 22-year-old female Pentecostal pastor was abducted by three Islamic radicals. Islamic extremism has spread in schools and other public areas. Combating discrimination and securing the human rights of all, including minorities, should be a prerequisite for good relations between the EU and Indonesia. I urge the Indonesian authorities to take effective action to protect the life and personal integrity of all members of religious minorities. I call for the Commission to include a binding human rights clause in the Comprehensive Economic Partnership, insist on a moratorium on the application of blasphemy laws, and persuade the Indonesian government to repeal a 2008 ban on Ahmadi Muslim teachings, which encourages such attacks and infringes upon the freedom of religion.

**11.3. India, in particular the death sentence on Davinder Pal Singh (B7-0395/2011)**

4-320-000

**President.** – The next item is the debate on seven motions for resolutions on India, in particular the death sentence on Davinder Pal Singh <sup>(4)</sup>.

---

<sup>(4)</sup> See Minutes.

4-321-000

**Karima Delli**, *auteure*. – Madame la Présidente, mes chers collègues, la peine de mort est la peine la plus cruelle, la plus inhumaine, la plus dégradante, qui constitue une violation du droit à la vie, tel que proclamé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Davinder Pal Singh risque d'être exécuté de manière imminente à New Delhi, en Inde, la présidente indienne ayant rejeté son recours en grâce au mois de mai, et il faut savoir que c'est le second recours rejeté au cours de ce mois.

C'est pourquoi cette résolution est un signe fort du Parlement européen. Le Parlement européen doit condamner toutes les exécutions, où qu'elles aient lieu. Le Parlement européen doit encourager l'Union européenne et ses États membres à garantir l'application de la résolution des Nations unies appelant à un moratoire universel sur les exécutions en vue d'une abolition totale dans tous les États qui pratiquent encore la peine capitale.

Je remercie l'ensemble de mes collègues qui ont contribué à cette résolution, et je terminerai juste en mentionnant que j'ai déposé deux amendements parce que je souhaite rappeler que Davinder Pal Singh avait demandé l'asile politique en Allemagne, mais qu'il a été renvoyé de force en Inde, où il a été arrêté dès son arrivée à l'aéroport de New Delhi en janvier 1995. Pourtant, deux ans plus tard, la Cour de Francfort a déclaré son expulsion illégale. Il n'aurait donc jamais dû être expulsé vers l'Inde où sa vie était menacée.

Et enfin, un faisceau d'indices indiquent que Davinder Pal Singh n'a pas eu droit à un procès équitable. Tel est l'objet du deuxième amendement qui sera mis aux voix. Je remercie mes collègues, et j'espère que l'ensemble de la résolution ainsi que ces deux amendements seront votés.

4-322-000

**Cristian Dan Preda**, *Autor*. – Un articol publicat în presa internațională pe 13 iunie semnala faptul că statul indian Assam nu are niciun călău disponibil pentru a executa pedeapsa cu moartea la care a fost condamnat Mahendra Nath Das și a cărui cerere de grațiere a fost respinsă de către președintele țării. Un alt condamnat cu moartea, a cărui cerere de grațiere a fost respinsă, este Davinder Pal Singh. Ne-am dori ca un partener atât de important al Uniunii Europene, precum India, să respecte moratoriul solicitat de Adunarea Generală a Națiunilor Unite și să nu execute cele două persoane menționate. Din fericire, așa cum se știe, India nu a mai aplicat pedeapsa cu moartea din 2007. Ne-am bucura însă ca, la fel ca Uniunea Europeană, India să considere abolirea pedepsei cu moartea ca un factor de întărire a demnității umane. Poate că faptul că nu se găsește niciun doritor pentru a executa pedeapsa cu moartea e un semn al faptului că a venit momentul ca India să interzică această pedeapsă.

4-323-000

**Charles Tannock**, *author*. – Madam President, the ECR has no collective view on the death penalty for murder, leaving it to MEPs to decide individually according to their own conscience. India, as a democratic country, reserves the right to impose death sentences on those convicted of the most heinous capital crimes.

We in the ECR agree that the EU has a right to request clarification of the controversial circumstances of the arrest, police custody and apparent confession made by Davinder Pal Singh Bhullar, including the issue of his deportation from Germany and the fact the

conviction was based on a majority decision, leaving some doubt as to whether the conviction is totally safe.

India is a democracy with an independent judiciary and by and large has an adequate appellate process. It is also important to note that Mr Singh Bhullar is allegedly linked to the Khalistan Liberation Force, which is committed to carving out an independent Sikh state in India by armed force. In the past its followers have allegedly committed many terrorist atrocities and assassinations of high-level political targets. The EU's position on the death penalty is of course well known in India. However, we also need to understand the enormous internal security pressures facing India, not only from the Khalistan armed movement but from the Naxalite insurgency and more generally from Jihadi terrorism emulating from extremists in Pakistan.

4-324-000

**Graham Watson**, *author*. – Madam President, when speaking of the death penalty, two large countries normally spring to mind: China and the United States of America. Judicial executions are cruelly common in each, although thankfully increasingly uncommon elsewhere. In India, with whose people Europeans share many values, the Supreme Court ruled nearly 30 years ago that the death penalty should be imposed only in the rarest of rare cases; in fact it has been used only once in the past 15 years and that was seven years ago.

It is therefore deeply disturbing that decisions have been taken to execute the two convicts Davinder Pal Singh and Mahendra Nath Das, especially at a time when moves in the United Nations for a moratorium on the death penalty gain more support every year. It seems likely that both men's alleged confessions were extracted under duress and therefore should not be relied on. Mr Pal Singh's was made without access to a lawyer and was later retracted. Judicial execution, which is a cruel, inhumane and degrading penalty, allows no room for later access to justice should the convicted felons one day be found to be innocent.

This House therefore appeals to the people and the President of India, in the name of humanity and of our common commitment to human progress, to commute those sentences.

4-325-000

**Lidia Joanna Geringer de Oedenberg**, *autorka*. – Okoliczności, w których indyjski sąd uznał podejrzanego Davindera Pala Singha winnym za jego zbrodnie nie są dyskusyjne, gdyż uznajemy, że Indie są krajem demokratycznym, który przyznał oskarżonemu prawo do sprawiedliwego procesu. Problemem w dyskusji jest kwestia skazania go na karę śmierci, która od dawna jest przedmiotem sporów i dyskusji wśród krajów na całym świecie.

Kraje Unii Europejskiej zniosły karę śmierci, uznając ją za sprzeczną z wartościami uniwersalnych praw i godności człowieka. Unia nie ustaje też w dążeniu do powszechnego zniesienia kary śmierci zgodnie z rezolucjami przyjętymi przez Zgromadzenie Ogólne Narodów Zjednoczonych w grudniu 2007, 2008 i 2010 roku, które wyraźnie wzywają wszystkie państwa stosujące ciągle karę śmierci do podjęcia kroków w celu jej zaniechania.

W przypadku skazanego Davindera Pala Singha my, Europejczycy, możemy jedynie próbować apelować do Indii będących suwerennym i demokratycznym państwem oraz ważnym strategicznym partnerem Unii, aby powstrzymały się od wykonania wyroku śmierci na tym skazanym i na innych w przyszłości.

4-326-000

**Bogusław Sonik**, *w imieniu grupy PPE*. –Niespełna miesiąc Indie temu zgłosiły swoją kandydaturę do Rady Praw Człowieka w ONZ. Kraj ten wyraził zatem wolę przestrzegania norm w dziedzinie propagowania i ochrony praw człowieka. Niestety praktyki sądów indyjskich nie spełniają standardów ONZ-u. Pomimo tego, iż obowiązuje tam siedmioletnie moratorium na wykonywanie kary śmierci i nie dokonano żadnej egzekucji od 2004 roku, to w sądach wciąż zapadają wyroki skazujące na śmierć. Jak donosi sprawozdanie Amnesty International, w przeważającej większości wyroki te dotyczyły osób, które nie mogły zapewnić sobie odpowiedniej reprezentacji i obrony podczas procesów. Dlatego apeluję o przestrzeganie prawa do rzetelnego procesu. W obecnej sytuacji w Indiach kara śmierci powinna być zastąpiona karą dożywotniego więzienia. Władze i organy sądownicze jak najszybciej powinny wprowadzić odpowiednie reformy.

Prawa człowieka nie są dobrem luksusowym, ale dobrem powszechnym – bez względu na to, czy ktoś mieszka w Indiach, czy w innym rejonie świata.

4-327-000

**Silvia-Adriana Țicău**, *în numele grupului S&D*. – În calitate de membru al Delegației UE-India, subliniez că drepturile omului, democrația și securitatea sunt elemente esențiale ale relației dintre UE și India. Reamintesc promisiunea Uniunii Europene și a Indiei de a face progrese majore în vederea încheierii rapide a unui acord de liber schimb, cuprinzător și echilibrat. Susțin includerea în acest acord a unor clauze obligatorii din punct de vedere juridic, referitoare la drepturile omului, care să cuprindă un mecanism de consultare elaborat după modelul articolului 96 al Acordului Cotonou. India s-a angajat să respecte cele mai înalte standarde de promovare și de protecție a drepturilor omului și ne exprimăm îngrijorarea cu privire la faptul că guvernul indian ar putea recurge din nou la executarea pedepsei cu moartea după un moratoriu *de facto* de șapte ani. Invităm Guvernul și Parlamentul din India să adopte un moratoriu permanent privind execuțiile în vederea abolirii pedepsei cu moartea în viitorul apropiat.

4-328-000

**Kristiina Ojula**, *on behalf of the ALDE Group*. – Madam President, Professor Davinder Pal Singh Bhullar was extradited from Germany, in violation of the principle of non-refoulement, as he has been sentenced to death in India. Despite the fact that there have no executions in India since 2004, the Member States of the European Union must avoid at all costs returning refugees to places where their lives or freedoms could be threatened or they may be subjected to persecution.

I call on the Indian authorities not to carry out any death penalties and to work on upholding the moratorium. India is in a good position to set an example to that part of the world and abolish the death penalty. The death penalty is the ultimate denial of human rights and should not be used by any democratic country. This cruel, inhumane and degrading punishment cannot be used in the name of justice.

4-329-000

**Barbara Lochbihler**, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. – Frau Präsidentin! Die Todesstrafe ist eine besonders grausame und inhumane Strafe, die nicht abschreckt, sondern vielmehr zu einer weiteren Brutalisierung der Gesellschaft führt. Dies gilt ebenso für Davinder Pal Singh und Mahendra Nath Das in Indien, auch wenn die Straftaten im Einzelnen besonders

verwerflich sind. Wir fordern daher die indische Regierung auf, diese Todesstrafen in Haftstrafen umzuwandeln.

Zu denken gibt uns aber auch die Vorgeschichte von Professor Singh, der in Deutschland um Asyl nachgefragt hat und abgelehnt wurde. Trotz öffentlicher Proteste in Deutschland, die vor einer möglichen Hinrichtung in Indien warnten, wurde er 1995 abgeschoben und gleich bei seiner Ankunft in Delhi verhaftet. Die deutschen Behörden haben sich leichtfertig darüber hinweggesetzt, dass es verboten ist, jemanden abzuschicken, wenn Folter und die Todesstrafe drohen. Dies war illegal. Das wurde auch von einem Frankfurter Gericht festgestellt.

Ein Appell deshalb an uns und die Entscheide in europäischen Behörden, den Menschenrechtsschutz auch ernst zu nehmen. Das gilt für die Abschiebepolitik genauso wie für die Rüstungsexportpolitik, die sich auch in Deutschland an der Menschenrechtslage vor Ort ausrichten sollte. Aber gerade jetzt hören wir wieder, dass dies eklatant mit Füßen getreten wird, wenn selbst nach Saudi-Arabien Rüstungsexportgüter wie Panzer ausgeführt werden sollen. Mit einer auch nur ansatzweise menschenrechtsorientierten Politik hat das in keiner Weise zu tun.

4-330-000

**Sari Essayah (PPE).** - Arvoisa puhemies, me EU:ssa vastustamme kategorisesti kuolemanrangaistusta riippumatta siitä, mihin rikoksiin syytetty on mahdollisesti syylistynyt.

Niin kuin täällä on käynyt useassa puheenvuorossa ilmi, ovat Davinder Pal Singhin syytteet todella vakavia. Häntä syytetään terroriteosta, jossa vuonna 1993 Delhissä yhdeksän henkeä sai surmansa. Niinpä me haluamme tällä päätöslauselmalla kertoa sen, että emme todellakaan hyväksy näitä hänen tekojaan emmekä tue terrorismia, mutta me vetoamme kuolemanrangaistuksen lopettamisen puolesta Intiassa. Amnesty International on kuvaillut armahduspyyntöjen viimeaikaista hylkäämistä suurena takaiskuna Intian ihmisoikeustilanteelle.

4-331-000

**Eija-Riitta Korhola (PPE).** - Arvoisa puhemies, meidän on jälleen kerran korostettava Euroopan unionin pitkäaikaista sitoutumista kuolemantuomion vastustamiseen kaikissa tapauksissa ja olosuhteista riippumatta.

Näin ollen halusimme päätöslauselmassamme nostaa esiin Intian, joka on tuominnut kuolemaan kaksi ihmistä, Davinder Pal Singh Bhullarin ja Mahendra Nath Dasin. Vaikka molemmat ovat syylistyneet vakaviin rikoksiin, emme me kuitenkaan voi hyväksyä heidän teloittamistaan. Intiassa ei ole pantu täytäntöön yhtään kuolemantuomiota sitten vuoden 2004. Kuitenkaan Intian presidentti Pratibha Patil ei ole myöntänyt kummallekaan tuomituihin miehistä armahdusta toukokuun lopussa.

Meidän on vietävä viestiä eteenpäin, jotta Intia edelleen lykkäisi kuolemantuomioiden täytäntöönpanoja ja työskentelisi koko kuolemantuomion lakkauttamiseksi. Tämä on tärkeää, jotta ihmisoikeudet voisivat toteutua täysimääräisinä Intiassa.

4-332-000

**Corina Crețu (S&D).** - Discuțăm acum un caz punctual: condamnarea la moarte a lui Davinder Pal Singh, cetățean al Indiei, țară în care mai există pedeapsa cu moartea. Principal,



pedeapsa cu moartea nu este o opțiune în lumea noastră și în sistemul nostru de valori. India a impus, de asemenea, un moratoriu în privința aplicării pedepsei cu moartea. A fost un gest important și rostul acestei rezoluții a Parlamentului European este să îndemne instituțiile statului indian să respecte moratoriul și în acest caz, precum și diversele rezoluții ale ONU pe această temă. Consider că Uniunea Europeană are datoria de a continua să folosească întreaga influență pentru abolirea pedepsei capitale în întreaga lume.

4-333-000

**Róza Gräfin von Thun und Hohenstein (PPE).** - Madam President, frankly speaking, I was convinced that we in this House all agreed that the death penalty is the ultimate denial of human rights. I am most astonished by some of our colleagues since, in my mind, the death penalty must be opposed in all cases without exception, regardless of the nature of the crime, the characteristics of the offender or the method used by the state to kill the prisoner. That is the standard for which I am struggling, as, I hope, are many of us.

As a Member of the European Parliament, and also on behalf of Amnesty International Poland, together with many others here I call once again upon the Government of India not to carry out the execution of Davinder Pal Singh. He should immediately be retried in proceedings that are in compliance with international standards on fair trials, without recourse to the death penalty.

4-334-000

**Ryszard Czarnecki (ECR).** - Oczywiście możemy mówić o Indiach, o kraju, w którym od siedmiu lat kara śmierci nie jest wykonywana. Możemy też mówić o karze śmierci jako takiej i zbierać brawa. Ale może jednak uderzmy się we własne piersi. Zastanówmy się nad odpowiedzialnością jednego z krajów członkowskich Unii Europejskiej, które wydaje uchodźcę na prawdopodobną, czy pewną śmierć. I wydaje mi się, że może mówienie o tym jest niepopularne, ale może jednak zrobmy europejski rachunek sumienia. Czy tak należy robić?

4-335-000

**Charles Tannock (ECR)** (*replying to Róza Gräfin von Thun und Hohenstein under Rule 149(8) (blue-card questions)*) . – Madam President, a reference was made to my speech in which I said the ECR Group has no collective view on the death penalty for murder. That is a statement of fact. We always have a free vote in my group for these matters. I would like to make the point that Parliament is supposed to reflect the views of the population we represent and, whether you like it or not, a very large number of citizens of the European Union still agree with the death penalty for the most heinous capital crimes. I am afraid that is a fact, so I think it is perfectly reasonable that some Members do believe in the death penalty for murder.

4-336-000

**Róza Gräfin von Thun und Hohenstein (PPE).** - Madam President, of course we listen carefully to our electorate and are in constant dialogue with them, but we also help to find the honest and proper way. We represent here the highest values and 'thou shalt not kill'.

(Applause)

4-337-000

**Maria Damanaki**, *Member of the Commission*. – Madam President, we all share the deep concern of the European Parliament about the possibility that India may soon break its de facto moratorium, in place since 2004, on the application of the death penalty in the cases of Davinder Pal Singh Bhullar, and Mahendra Nath Das.

Vice-President/High Representative Ashton has been in regular correspondence with a number of Members of the European Parliament regarding the death penalty in India, and she is well aware of the circumstances surrounding this case, which has been discussed with the Indian authorities in the past in the context of the death penalty issue.

The Vice-President/High Representative wrote to India's Home Minister Chidambaram on 1 June, immediately after President Patil rejected the mercy petitions of Mr Bhullar and Mr Das. In that letter, she made a humanitarian appeal on their behalf, as well as regarding Mr Surinder Kohli, who has also appealed for mercy to the President after his death warrant was issued in early May. She urged Minister Chidambaram to commute their sentences to life imprisonment.

The EU is opposed to the death penalty under all circumstances, regardless of the crimes committed. This is absolutely clear. The EU's view is that capital punishment does not serve as an effective deterrent to criminal behaviour, whereas its abolition contributes to the enhancement of human dignity and the progressive development of human rights.

The Vice-President/High Representative pleaded for India to join the global moratorium that the EU aims to establish, in line with the global trend towards the abolition of the death penalty. At present, last minute appeals on health grounds are being considered by the courts, in both cases.

We hope that the strong domestic and international pressure currently being exerted on the Indian authorities will result in the executions not taking place, and in the moratorium being preserved. We stand ready to consider further urgent action in case the executions become imminent, and will continue to keep the European Parliament and its Members informed of further developments. I thank you all for your interest and for your support in this common cause.

4-338-000

**President.** – The debate is closed.

The vote will take place shortly.

## **12. Voting time**

4-340-000

**President.** – The next item is the vote.

*(For the results and other details on the vote: see Minutes)*

### **12.1. Democratic Republic of Congo, mass rape in South Kivu province (B7-0442/2011)**

## 12.2. Indonesia, including attacks on minorities (B7-0394/2011)

4-343-000

– *Before the vote:*

4-344-000

**Ana Gomes (S&D).** - Madam President, I lived in Indonesia and I love Indonesia. I know well the extraordinary progress that Indonesia has made since the first free elections in 1999 in practising democracy and respect for human rights and civic and political freedoms.

I believe that in Europe we must appreciate – and I think we do in this resolution – how society in Indonesia, now the third largest democracy and the largest Muslim nation in the world, has firmly engraved in its fabric the values of diversity, pluralism, and tolerance, be it ethnic, linguistic, religious or political. It is that which makes Indonesia strong and appealing and inspiring throughout the world. I would say like Europe, the Europe that I want.

But in Indonesia, as in Europe, we see that extremists and fanatics are sowing bigotry, hatred and intolerance. This is shown in crimes like the ones against Ahmadiyya followers or people in Papua. In Indonesia some of these extremists may be used by terrorist organisations or incite people to undermine the democratic system.

This is one more reason why these extremists must be combated politically and ideologically and their crimes must receive exemplary punishment. I hope that the people in the Indonesian Government will read this resolution as an expression of concern for the victims and as a genuine expression of solidarity and encouragement for all those brave people in Indonesian civil society – in government, in parliament, in the judiciary and in the media – that are fighting against these criminals and for the end of their impunity.

I would like to recall a good friend who has been doing just that: Suciwati, the widow of the great human rights campaigner Munir who was murdered a couple of years ago. The perpetrators of his murder have not yet been fully brought to justice.

## 12.3. India, in particular the death sentence on Davinder Pal Singh (B7-0395/2011)

**13. Corrections to votes and voting intentions: see Minutes**

**14. Decisions concerning certain documents: see Minutes**

**15. Written declarations included in the register (Rule 123): see Minutes**

**16. Forwarding of texts adopted during the sitting: see Minutes**

**17. Dates of forthcoming sittings: see Minutes**

**18. Adjournment of the session**

4-352-000

**President.** – I declare adjourned the session of the European Parliament.

*(The sitting closed at 16.35)*

**ПРИЛОЖЕНИЕ (Писмени отговори)**

**ANEXO (Respuestas escritas)**

**PŘÍLOHA (Písomné odpovedi)**

**BILAG (Skriftlige svar)**

**ANLAGE (Schriftliche Antworten)**

**LISA (Kirjalikud vastused)**

**ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ (Γραπτές απαντήσεις)**

**ANNEX (Written answers)**

**ANNEXE (Réponses écrites)**

**ALLEGATO (Risposte scritte)**

**PIELIKUMS (Rakstiskās atbildes)**

**PRIEDAS (Atsakymai ra.tu)**

**MELLÉKLET (Írásbeli válaszok)**

**ANNESS (Tweġiba bil-miktub)**

**BIJLAGE (Schriftelijke antwoorden)**

**ZAŁĄCZNIK (Odpowiedzi pisemne)**

**ANEXO (Respostas escritas)**

**ANEXĂ**

**PRÍLOHA (Písomné odpovede)**

**PRILOGA (Pisni odgovori)**

**LIITE (Kirjalliset vastaukset)**

**BILAGA (Skriftliga svar)**

**QUESTIONS TO COUNCIL (The Presidency-in-Office of the Council of the European Union bears sole responsibility for these answers)**

## **QUESTIONS AU CONSEIL (La Présidence en exercice du Conseil de l'Union européenne est seule responsable de ces réponses)**

**Question no 1 by Marian Harkin ( H-000219/11 )**

**Subject: Priorities for volunteering**

I would like to welcome the Polish Presidency and wish them well in their six-month stewardship of the European Council.

In this light, what are the Council's priorities for volunteering for the upcoming Presidency and what does it hope to achieve?

### **Answer**

The present answer, which has been drawn up by the Presidency and is not binding on either the Council or its members as such, was not presented orally at Question Time to the Council during the July 2011 part-session of the European Parliament in Strasbourg.

In the context of the European Year of Voluntary Activities Promoting Active Citizenship (2011) the incoming Polish Presidency is planning to discuss the role of voluntary work in social policy during its Presidency. The examination of this topic, which will be dealt with in the form of Council Conclusions, will start mid-July. The Presidency intends to submit draft conclusions to the Council, which will be invited to adopt them in a Council meeting next October. This exercise will set out an integrated approach including contributions from the social policy, culture and youth sectors.

Voluntary activities are particularly important in the sports sector, where they provide the backbone and basis for the organisation of both grassroots and elite sport. The Polish Presidency has the intention to submit draft conclusions to the Council on the role of sports volunteering in promoting active citizenship with a view to their adoption at a November meeting .

Moreover, the Council recently adopted an EU Work Plan for Sport <sup>(5)</sup> for the years 2011-2014 which establishes three priority areas: integrity, social values and economic aspects of sport. The area of social values includes among others volunteering.

\*  
\* \*  
\*  
\* \*

**Anfrage Nr. 2 von Bernd Posselt ( H-000221/11 )**

**Betrifft: Überprüfung des Vertrages von Dayton**

Wie beurteilt der Rat die Möglichkeiten einer Überprüfung des Vertrages von Dayton zugunsten einer funktionsfähigen Föderation aller drei Staatsvölker Bosnien-Herzegowinas, und ist im Vertrag selbst nicht vorgesehen, dass im Lichte der Erfahrungen eine solche Überprüfung stattfinden muss?

---

<sup>(5)</sup> 9509/1/11

**Answer**

The present answer, which has been drawn up by the Presidency and is not binding on either the Council or its members as such, was not presented orally at Question Time to the Council during the July 2011 part-session of the European Parliament in Strasbourg.

The Constitution of Bosnia and Herzegovina, which is the Annex 4 to the Dayton Peace Agreement (General Framework Agreement for Peace), determines that "Bosnia and Herzegovina shall consist of the two Entities, the Federation of Bosnia and Herzegovina and the Republika Srpska". This Constitution may indeed be amended by a decision of the Parliamentary Assembly of Bosnia and Herzegovina, with a two-thirds majority of those present and voting in the House of Representatives.

The Council supports changes to the current Constitution of Bosnia and Herzegovina, in particular in relation to the decision of the European Court of Human Rights in December 2009 with regard to the representation of minorities in Bosnia and Herzegovina's Presidency and House of Peoples. Respect for democratic principles and human rights as defined in the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms constitutes an essential element of the Stabilisation and Association Agreement between the EU and Bosnia and Herzegovina.

Further constitutional changes to Bosnia and Herzegovina's Constitution may be required in the future as the result of the European integration process. The Council will be ready to facilitate progress in this regard in close coordination with the authorities of Bosnia and Herzegovina.

\*  
\* \*  
\*  
\* \*

**Question no 3 by Jim Higgins ( H-000223/11 )****Subject: Accession of Croatia**

Could the Council outline whether it believes the accession of Croatia to be desirable given the current economic situation and the euro crisis in certain Member States?

**Answer**

The present answer, which has been drawn up by the Presidency and is not binding on either the Council or its members as such, was not presented orally at Question Time to the Council during the July 2011 part-session of the European Parliament in Strasbourg.

In the light of the progress made and the Commission's positive assessment, the European Council, at its meeting on 23-24 June 2011 invited the Council to take all necessary decisions for the conclusion of the accession negotiations with Croatia by the end of June 2011 on the basis of the draft common positions recently presented by the Commission, with a view to the signing of the Accession Treaty before the end of the year.

At the Intergovernmental Conference at Ministerial level on 30 June 2011, the Council successfully concluded the accession negotiations with Croatia.

Croatia should continue its reform efforts with the same vigour, in particular as regards the judiciary and fundamental rights, so as to be able to assume fully the obligations of

membership from the date of accession. Monitoring up to accession of these reform efforts will give the necessary assurance to Croatia and current Member States.

Moreover, work will continue in the coming months with a view to the signing of the Accession Treaty later in the year.

These developments bring a new momentum to the European perspective of the Western Balkans, provided these countries continue on the path of reform.

The Council remains committed to enlargement, in line with the renewed consensus on enlargement adopted by the European Council in December 2006, as well as the Council conclusions of 14 December 2010, which were also endorsed by the European Council.

\*  
\* \*  
\*  
\* \*

**Zapytanie nr 4 skierowane przez Ryszard Czarnecki ( H-000230/11 )**

**Przedmiot: Współpraca militarna Chiny-Pakistan**

Jak Rada komentuje fakt potencjalnej współpracy militarnej między Chinami i Pakistanem?

Jaki to może mieć zdaniem Rady wpływ na równowagę sił na tym kontynencie?

**Answer**

The present answer, which has been drawn up by the Presidency and is not binding on either the Council or its members as such, was not presented orally at Question Time to the Council during the July 2011 part-session of the European Parliament in Strasbourg.

The Council has not addressed this issue. However, the EU has a comprehensive strategic partnership with China in which the two sides exchange views and perspectives on international and regional security issues, including on Pakistan.

The EU and China share a desire for stability both in Pakistan and the wider region. The EU considers that a stable, democratic and prosperous Pakistan is key to securing stability in the region and to addressing global issues such as counter-terrorism, non-proliferation or counter-narcotics. With regard to Afghanistan, it is in the common interest of China and the EU to ensure that an Afghan-led political process culminates in an inclusive and sustainable settlement. This will ultimately contribute also to strengthening Pakistan's own capacity to combat terrorism and extremism, to enhance economic stability and prosperity, and to strengthen cooperation for peace, stability and security in Afghanistan and the wider region.

\*  
\* \*  
\*  
\* \*

**Question no 5 by Laima Liucija Andrikiene ( H-000232/11 )**

**Subject: Recognition of the Palestinian State**

You may well be aware of the campaign launched by the President of the Palestinian Authority, Mahmoud Abbas, to achieve the recognition of an independent Palestinian State within the UN General Assembly this autumn. What is the position of the Council regarding this campaign and will the EU coordinate its actions within the UN system ahead of this important decision to be considered and voted upon in the UN General Assembly?

What is the assessment of the unity pact made between Fatah and Hamas at the beginning of May in Cairo? Does the Council see this agreement as a positive or a negative factor in the ongoing peace talks between Israel and the Palestinian Authority? How will this agreement change the position of the EU regarding the peace process and especially its relations with the Palestinian Authority?

**Answer**

The present answer, which has been drawn up by the Presidency and is not binding on either the Council or its members as such, was not presented orally at Question Time to the Council during the July 2011 part-session of the European Parliament in Strasbourg.

The Council considers that negotiations are the best way to achieve the objective of a two-state solution with the State of Israel and a sovereign, independent, democratic, contiguous and viable State of Palestine living side by side in peace and security.

The Council has, on several occasions, including in its Conclusions of 23 May 2011, recalled the Berlin Declaration <sup>(6)</sup> and reiterated its readiness to recognize a Palestinian state when appropriate, although it must be recalled that the recognition of states ultimately lies within the competence of each individual Member State.

The EU will actively promote its position with regard to the parameters already stated in the Council conclusions of December 2009 and December 2010 and as recently expressed by the EU in the UN Security Council on 21 April 2011.

Those parameters are:

- agreement on the borders of the two states, based on 4 June 1967 lines with equivalent land swaps as may be agreed between the parties;
- security arrangements which, for Palestinians, respect their sovereignty and show that the occupation is over and, for Israelis, protect their security, prevent the resurgence of terrorism and deal effectively with new and emerging threats;
- a just, fair and agreed solution to the refugee question;
- fulfilment of the aspirations of both parties with regard to Jerusalem. A negotiated solution must be found for status of Jerusalem as the future capital of both states.

The Council welcomes the recent consultations between the parties and the Quartet envoys. In the margins of the Council on 20 June 2011 the High Representative held discussions on the Middle East Peace Process focusing on the efforts to convene a Quartet principals meeting and to encourage the parties to return to the negotiating table. The parties and

---

<sup>(6)</sup> DECLARATION on the occasion of the 50th anniversary of the signature of the Treaties of Rome, signed in Berlin the 25 March 2007.



the international community must contribute to the resumption of substantive talks as a matter of urgency, leading to a framework agreement by September 2011, as agreed by the parties and endorsed by the Quartet.

The EU looks forward to continuing its support, including direct financial support, for a new Palestinian government composed of independent figures that is committed to the principles set out in President Abbas' speech in Cairo on 4 May 2011. The EU's ongoing engagement with the new Palestinian government will be based on its adherence to these policies and commitments. The EU considers that reconciliation is an important element for the unity of a future Palestinian state and it should also be in the long term interest of Israel.

\*  
\* \*  
\*  
\* \*

**Question no 6 by Gay Mitchell ( H-000233/11 )**

**Subject: Recycling of electrical waste**

As technology becomes more advanced, people are upgrading their old electrical items at an ever-increasing rate. Old mobile phones, televisions, computers and other electrical and battery-operated devices may cause pollution if not disposed of correctly. The new Waste Framework Directive, which should have been transposed by 12 December 2010, has still not passed into national law in many EU countries. The Commission published a report in January 2011 showing that there are huge differences between Member States in relation to recycling electronic devices.

How does the Council plan to tackle this problem?

**Answer**

The present answer, which has been drawn up by the Presidency and is not binding on either the Council or its members as such, was not presented orally at Question Time to the Council during the July 2011 part-session of the European Parliament in Strasbourg.

The Council would like to draw the Honourable Member's attention to the fact that it is the Commission's responsibility to oversee the application of Union law under the control of the Court of Justice <sup>(7)</sup>. It is therefore suggested that the specific question on transposition of the Waste Framework Directive <sup>(8)</sup> be addressed to the Commission.

Furthermore, the Council confirms its commitment to ensure that an effective regulatory framework for the management of waste, including waste electric and electronic equipment, is in place. On 8 June 2011, Directive 2011/93 of the European Parliament and of the Council on the restriction of the use of certain hazardous substances in electrical and electronic equipment (RoHS) <sup>(9)</sup> was signed by both Institutions. On 14 March 2011, the

<sup>(7)</sup> Article 17 TEU

<sup>(8)</sup> Directive 2008/98/EC of the European Parliament and of the Council of 19 November 2008 on waste and repealing certain Directives, OJ L 312, 22.11.2008, p. 3

<sup>(9)</sup> PE-CONS 62/5/10 REV 5

Council reached a political agreement <sup>(10)</sup> on the proposal for a recast of Directive 2002/96/EC of the European Parliament and of the Council of 27 January 2003 on waste electrical and electronic equipment (WEEE) <sup>(11)</sup>. The Council is looking forward to the negotiations in view of reaching an agreement in second reading in the second semester of this year.

Once adopted and implemented, these Directives will contribute to improve the situation reported in January 2011 by the Commission in its report on the Thematic Strategy on the Prevention and Recycling of Waste <sup>(12)</sup> and, among others, to a reduced use of hazardous substances in a greater number of marketed EEE, to achieve a higher separate collection rate, to improve the implementation of the waste hierarchy and notably the preparing for re-use, recycling and recovery of WEEE, and enable a better fight against illegal shipments <sup>(13)</sup>.

\*  
\* \*  
\*  
\* \*

#### **Ερώτηση αρ. 7 του κ. Γεωργίου Κουμουτσάκου ( H-000250/11 )**

##### **Θέμα: Αντιμετώπιση της οικονομικής κρίσης στην ευρωζώνη**

Σύμφωνα με τις προτεραιότητες της πολωνικής προεδρίας, όπως αναφέρεται σε σχετική ανακοίνωση, η πολωνική κυβέρνηση πιστεύει ότι "είναι απαραίτητο ένα νέο μοντέλο οικονομικής ανάπτυξης [...]" και ότι δεν αρκεί μόνο να περιοριστούν τα δημοσιονομικά ελλείμματα για να καταστεί η Ευρώπη ανταγωνιστική σε διεθνές επίπεδο, αλλά απαιτείται επιπλέον δράση [...]. Υπό το φως των ανωτέρω, ερωτάται το Συμβούλιο:

Έχει συγκεκριμένες προτάσεις και πρωτοβουλίες να ανακοινώσει για την αντιμετώπιση της οικονομικής κρίσης στην ευρωζώνη;

Στο πλαίσιο αυτό, προτίθεται να υποστηρίξει την έκδοση των ευρωπαϊκών ομολόγων;

Πώς κρίνει τη λειτουργία των διεθνών οργανισμών αξιολόγησης πιστοληπτικής ικανότητας; Προτίθεται να υποστηρίξει την ιδέα για ένα νέο ρυθμιστικό πλαίσιο λειτουργίας τους, σε διεθνές επίπεδο, και εκ παραλλήλου να υποστηρίξει τη σύσταση ενός ευρωπαϊκού οίκου αξιολόγησης;

#### **Answer**

The present answer, which has been drawn up by the Presidency and is not binding on either the Council or its members as such, was not presented orally at Question Time to the Council during the July 2011 part-session of the European Parliament in Strasbourg.

Council has worked in several areas to ensure that Europe will have adequate tools to prevent future financial crises, as well as to manage the present crisis.

The European Semester that the Council set up in September 2010 in order to strengthen economic coordination between Member States, reached a momentum on 23 June 2011,

<sup>(10)</sup> 7689/11, 7906/11

<sup>(11)</sup> 7851/11

<sup>(12)</sup> 5646/11

<sup>(13)</sup> 7906/11, Articles 10 and 23 and Annex VI

with the European Council endorsing the recommendations of the Commission to the Member States. Those recommendations bring together the Broad Economic Policy Guidelines (including the employment guidelines) and the review of Stability and Convergence programmes, thus allowing a stronger economic governance in the EU.

To the same aim, six legislative proposals are being negotiated between the European Parliament and the Council within the economic governance package <sup>(14)</sup>. The package, that aims to strengthen the Stability and Growth Pact and create a procedure to avert macroeconomic imbalances, forms a centrepiece of the strengthened economic governance. Once adopted, it will help to minimize future economic shocks and build a stronger framework for the economic governance in the euro area and the EU as a whole. As part of the draft compromise agreement on the package, the Council supports a compromise whereby the Commission would present a report to the European Parliament and the Council, on the setting up of a system of common issuance of European sovereign bonds (eurosecurities), before the end of 2011.

As for the credit rating agencies, on 11 May 2011 the Council and the European Parliament adopted a Regulation amending Regulation (EC) No 1060/2009 and entrusted supervisory powers of all credit rating businesses on EU level to the European Securities and Markets Authority <sup>(15)</sup>.

A new proposal to regulate credit rating agencies is expected from the Commission. The consultation procedure has been completed in January this year, and the legislative proposal is being drafted. As the Commission legislative proposal will be tabled, the Council will examine it, in order to quickly open a negotiating table with the European Parliament.

\*  
\* \*  
\*  
\* \*

### **Întrebarea nr. 8 a doamnei Silvia-Adriana Țicău ( H-000256/11 )**

**Subiect: Eliminarea barierelor pentru lucrătorii români și bulgari - Președinția ungară a UE**

Președinția ungară a Uniunii Europene a recunoscut faptul că libertatea de circulație a persoanelor constituie una dintre libertățile fundamentale garantate de Tratat și de legislația secundară, acest lucru incluzând dreptul cetățenilor UE de a trăi și de a lucra în alt stat

<sup>(14)</sup> OJ C 121 of 19 April 2011, p. 25 and 26. The package consists of:

- a draft regulation amending regulation 1466/97 on the surveillance of member states budgetary and economic policies;
- a draft regulation amending regulation 1467/97 on the EU's excessive deficit procedure;
- a draft regulation on the enforcement of budgetary surveillance in the euro area;
- a draft regulation on the prevention and correction of macroeconomic imbalances;
- a draft regulation on enforcement measures to correct excessive macroeconomic imbalances in the euro area;
- a draft directive on requirements for the member states' budgetary frameworks

<sup>(15)</sup> Regulation (EU) No 1095/2010 of the European Parliament and of the Council establishing the European Supervisory Authority (OJ L 331, 15.12.2010, p. 84).

membru. Consiliul a subliniat totodată că nu ar trebui să fie invocată criza economică și financiară ca justificare unică și generală pentru continuarea aplicării de către anumite state membre a măsurilor restrictive la adresa cetățenilor României și Bulgariei, state ce au aderat după 2007.

Aș dori să întreb Consiliul UE care sunt realizările concrete ale Președinției ungare în acest domeniu?

### Answer

The present answer, which has been drawn up by the Presidency and is not binding on either the Council or its members as such, was not presented orally at Question Time to the Council during the July 2011 part-session of the European Parliament in Strasbourg.

Concerning the temporary restrictions in the Accession Treaties <sup>(16)</sup>, it is to be recalled that it is up to each Member State still applying restrictions for Romanian and Bulgarian workers to assess the impacts on its labour markets and to decide whether to continue or to ease the remaining restrictions before the end of the transitional period in December 2013.

Currently, 15 Member States have opened their labour markets completely to the workers from Bulgaria and Romania: the Czech Republic, Denmark, Greece, Spain, Estonia, Cyprus, Latvia, Lithuania, Hungary, Poland, Portugal, Slovenia, Slovakia, Finland and Sweden. Most of the 10 Member States that have maintained restrictions have simplified their procedures or have reduced restrictions in some sectors/professions. These countries must lift the remaining restrictions by 31 December 2011 unless a country informs the Commission before that date that it will continue to apply them because of serious disturbances in its labour market. In this case, restrictions in the third phase of the transitional arrangements may apply until 31 December 2013 at the latest.

The Council has indeed recalled in numerous occasions that freedom of movement for persons is one of the fundamental freedoms guaranteed by the Treaty and the secondary legislation and that it includes the right of EU citizens to live and work in another Member State. The Council has also invited Member States that continue to apply restrictions under the transitional arrangements set out in the Accession Treaties to lift restrictions in the third phase if serious disturbances to the labour markets of the Member States concerned, or a threat of thereof, cannot be established. <sup>(17)</sup>

\*  
\* \*  
\*  
\* \*

### Ερώτηση αρ. 9 του κ. Γεωργίου Τούσσα ( H-000260/11 )

#### Θέμα: Βομβαρδισμοί και δολοφονίες αμάχων στη Λιβύη

Στις 20/6/2011 το NATO παραδέχτηκε ότι έπληξε και κατοικημένες περιοχές στη Λιβύη, τόσο στην Τρίπολη όσο και σε γειτονικές πόλεις. Εκπρόσωπος του NATO αναφέρθηκε σε «λάθη», αν και πρόκειται για «πλήγματα ακριβείας». Απέφυγε όμως να αναλάβει την ευθύνη για δύο πλήγματα

<sup>(16)</sup> OJ L 157/138, 21.6.2005; OJ L 157/104, 21.6.2005

<sup>(17)</sup> Doc. 6480/09.

σε 24 ώρες με θύματα αμάχους. Επίσης στις 19/6/2011 νατοϊκοί πύραυλοι έπληξαν τη συνοικία Αράντα, στην ανατολική Τρίπολη, με αποτέλεσμα να σκοτωθούν επτά άμαχοι, και χτες τα ξημερώματα έπληξαν συγκρότημα κατοικιών, στην πόλη Σορμάν, με αποτέλεσμα να σκοτωθούν 15 άμαχοι, μεταξύ αυτών και τρία παιδιά.

Καταδικάζει το Συμβούλιο τους νατοϊκούς βομβαρδισμούς και τις δολοφονίες αμάχων; Προτίθεται να σταματήσει τη στήριξη στον πόλεμο του NATO ενάντια στη Λιβύη;

### **Answer**

The present answer, which has been drawn up by the Presidency and is not binding on either the Council or its members as such, was not presented orally at Question Time to the Council during the July 2011 part-session of the European Parliament in Strasbourg.

The NATO-led coalition is strictly implementing United Nations Security Council Resolution 1973. The EU deeply deplores any loss of life in Libya. In this regard the EU notes the decision of the International Criminal Court to issue arrest warrants for Colonel Gaddafi, Said Ali-Islam and Abdullah Al-Senussi for alleged crimes against humanity.

The EU is actively supporting a political resolution to the conflict in Libya under the auspices of the United Nations notably through its participation in the meetings of the International Contact Group and the Cairo Group (the African Union, the Arab League, the European Union, the United Nations and the Organization of the Islamic Conference).

\*  
\* \*  
\*  
\* \*

## **QUESTIONS TO THE COMMISSION**

### **QUESTIONS À LA COMMISSION**

**Question no 18 by Seán Kelly ( H-000254/11 )**

**Subject: Delay in granting EU approval for the extension of the Renewable Energy Feed-in Tariff (REFIT 1) deadline for Ireland**

It has come to my attention that the Irish Department of Communications, Energy and Natural Resources (DCENR) has lodged a formal request with DG Competition for an extension of the REFIT 1 deadline of 2025 for Irish onshore wind farms. The longstop date of 2025 is hampering development and affecting financial closure. The issue is not insignificant and it is estimated that €1.5 billion worth of wind farm development is being delayed.

Can the Commission confirm that it has received the application from the DCENR for the extension of the REFIT 1 deadline? Did the application specifically address the 2025 longstop date issue for REFIT 1 projects? If there are any problems or delays in the process, could the Commission state the reasons for them?

### **Answer**

On 29 June 2011 the Irish authorities formally notified to the Commission a measure to support renewable energy sourced electricity such as wind energy. The measure is being

assessed and therefore no more details on the case can be provided. The process is taking place according to the normal State aid procedures.

\*  
\* \*  
\*  
\* \*

**Question no 25 by Liam Aylward ( H-000251/11 )**

**Subject: Delivering the Single European Sky**

Effective transport systems are central to European companies' ability to compete in the world economy. For Ireland, a country reliant on exports and isolated from the EU geographically, an efficient and functioning air transport and freight system with increased capacity is essential.

Can the Commission outline how delivery of the Single European Sky is progressing? What is the anticipated timeline for delivering the Single European Sky? How does the Commission expect the Single European Sky to benefit export-based businesses, frequent air travellers and those reliant on air travel?

**Answer**

The Commission believes in the importance of an effective transport systems as an enabler for economic growth in Europe. The White Paper "Roadmap to a Single European transport Area – Towards a competitive and resource efficient transport system" builds on this principle.

The Single European Sky is one of the main initiatives to make air transport more efficient, environmentally friendly and safe while coping with the expected traffic growth. The European Air Traffic Management system is therefore being modernised. The final objective is to move away from national air traffic control systems and gradually evolve towards an integrated system regardless of national borders.

The Single European Sky II legislative package emphasises the importance of a performance of this fragmented system. Performance is today measured in concrete indicators relating to safety, cost-efficiency, flight-efficiency and punctuality. Clear targets have been set to promote change and Member States' compliance with these targets will be evaluated. In addition, the legislators have also indicated concrete avenues for reforming air traffic control systems, such as creating the functional airspace blocks and setting up a network manager (Eurocontrol).

While the regulatory framework is finally in place, it is now up to Member States and the service providers to demonstrate that they respect their obligations. The year 2012 will definitely be a crucial to judge the extent to which the Single European Sky has been delivered.

It is clear that some Member States have not made much progress in setting up the FABs. On the other hand Ireland has embraced the Single European Sky initiative and is actively cooperating within the established UK-Ireland FAB. Underpinned by the 'design and build' concept, the governing bodies of the cooperation are continually identifying opportunities for performance improvements, creating new areas of work to satisfy the needs of airspace users and air navigation service providers alike. Simultaneously concrete steps towards

integration of elements of activity at the level of the air navigation service provision are happening as part of the FAB work but also in a wider context. The recently signed Memorandum of Cooperation between the main air navigation service providers in the UK, Ireland, Denmark and Sweden is proof of this and will lead to enhanced integration also on the regulatory side changing the existing FAB map in Europe.

\*  
\* \*  
\*  
\* \*

**Întrebarea nr. 26 a doamnei Silvia-Adriana Țicău ( H-000257/11 )**

**Subiect: Pachetul e-mobilitate**

În programul de lucru pentru anul acesta, la domeniul transporturilor, Comisia a indicat că va veni cu un set de măsuri legislative pentru a implementa noile tehnologii în diversele moduri de transport, în sprijinul unui sistem de transporturi eficient și durabil. Măsurile vor viza sistemul integrat de emiteră a biletelor pentru transportul feroviar, tahografele digitale, sistemele electronice de taxare rutieră, datele maritime integrate etc.

Aș dori să întreb Comisia care este stadiul acestui pachet legislativ și care este calendarul prevăzut?

**Answer**

In October 2010, the Commission presented its Work Programme for 2011 <sup>(18)</sup> announcing a package of measures called e-mobility.

The Commission is now working on the different measures but has decided to present the measures as they become ready and not as a single package.

Therefore already on 5 May 2011 the Commission presented a regulation on the technical specification for interoperability between certain systems for rail passenger services. This regulation sets standards that will define how stakeholders must interact with travel-related data in the rail sector, in particular for timetables and fares. This is the basic data for journey planning, reservation and ticketing systems.

The Commission is also working on a proposal to amend the Regulation on the digital tachograph. The aim is to ensure that the digital tachograph remains a reliable and tamper-proof system to record and control driver's activities. This will improve road safety as well as the functioning of the internal market. The Commission should put forward its proposal in the very near future.

The third item is the European Electronic Toll Service (EETS) Mid-Term Review report that is currently being finalised and it will be ready in the coming months. It will report on the advancement of EETS deployment.

And at the end of 2011 the Commission intends to present a proposal on e-maritime. The objective is to improve the maritime sector through coherent, transparent, efficient and simplified solutions based on advanced information technologies.

<sup>(18)</sup> COM(2010) 623 of 27 October 2010

Several other measures are under preparation for the years to come. The Commission will present them in the 2012 Commission Work Programme later in 2011, after a discussion with the TRAN committee in September and October.

\*  
\* \*  
\*  
\* \*

**Zapytanie nr 28 skierowane przez Ryszard Czarnecki ( H-000231/11 )**

**Przedmiot: Łamanie wolności słowa w Polsce**

Czy Komisja zamierza zareagować na praktyki łamania wolności słowa w Polsce przez służby specjalne i policję? Przykładem tego jest rewizja w domu 25-letniego właściciela strony internetowej krytykującej prezydenta Polski, co doprowadziło do zamknięcia tej strony, jak również przykłady aresztowania kibiców piłkarskich skandujących hasła antyrządowe i posiadających transparenty o takiej samej treści. W tym drugim przypadku interwencję podjęła Helsińska Fundacja Praw Człowieka w Polsce.

**Answer**

The Commission is not aware of the facts reported by the Honourable Member.

Freedom of expression constitutes one of the essential foundations of our democratic societies, enshrined in Article 11(1) of the Charter of Fundamental Rights of the European Union and Article 10 of the European Convention on Human Rights.

The Commission is fully committed to ensuring and promoting the respect of fundamental rights, including freedom of expression. However, it can only do so within the scope of its competences. According to Article 51(1) of the Charter of Fundamental Rights, the provisions of the Charter are addressed to the Member States only when they are implementing Union law. On the basis of the information provided by the Honourable Member, it does not appear that the matter referred to involves acts or omissions by the Member State concerned that occurred when implementing EU law. In such matters it is thus for Member States alone to ensure that their obligations regarding fundamental rights – as resulting from international agreements and from their internal legislation – are respected. Therefore, the Commission is not in a position to comment further on the question of the Honourable Member.

\*  
\* \*  
\*  
\* \*

**Pregunta nº 29 formulada por Teresa Riera Madurell ( H-000235/11 ):**

**Asunto: Consolidación de CALYPSO tras el fin de la acción preparatoria**

El éxito de la acción preparatoria CALYPSO es tanto económico como social, ya que permite los intercambios turísticos transnacionales, en temporada baja, de grupos con ciertas dificultades para viajar.



Cuando se pretende consolidar el turismo como importante actividad económica en Europa y la estacionalidad se presenta como uno de los principales retos para el sector turístico europeo, deberían mantenerse iniciativas como CALYPSO, de éxito contrastado.

Este es el último año de CALYPSO como acción preparatoria y el incremento de su presupuesto a 1,5 millones de euros es, tal y como ha señalado la Comisión, un signo claro del apoyo del Parlamento a esta acción. ¿Piensa la Comisión apoyar la continuidad de CALYPSO como programa comunitario tras la finalización de la acción preparatoria?

### Réponse

La Commission est favorable à une interprétation moderne du tourisme social, en complétant la notion traditionnelle par d'autres messages-clé sur sa contribution à l'amélioration de l'emploi, à l'extension de la saison touristique, au renforcement de la citoyenneté européenne, à la production de croissance durable à travers l'Europe, ainsi qu'à l'amélioration des économies régionales et locales. Ceci permet de mettre en valeur non seulement la dimension sociale mais aussi les retombées économiques du tourisme social, de façon à augmenter son attrait auprès des acteurs du secteur.

Au cours de l'action préparatoire CALYPSO, la Commission a mis en place une série d'actions visant à aider les États membres dans le développement du tourisme social en basse saison. L'étude «Echanges touristiques en Europe, développer l'emploi, étendre la saisonnalité, renforcer la citoyenneté européenne et faire progresser les économies locales et régionales à travers le développement du Tourisme Social»<sup>(19)</sup> a été finalisée en Juillet 2010, avec la participation encourageante de 21 pays (États membres / pays candidats) de différentes parties de l'Europe. Les pays participants étaient: l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, la Croatie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, l'Irlande, la Pologne, l'Italie, la France, l'Espagne, le Portugal, la République tchèque, Malte, Chypre, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, la Turquie et la Grèce. Des profils par pays et un recueil de bonnes pratiques ont été notamment produits dans le cadre de cette étude.

Suite aux recommandations de l'étude, un appel à propositions a été publié en 2010 dont l'objectif général était d'assister les autorités publiques du secteur du tourisme à procéder à des échanges transnationaux en saison basse pour les groupes cibles de CALYPSO. Les quatre projets sélectionnés ont débuté en mars 2011, en permettant aux autorités nationales ou régionales de huit pays (Pologne, Finlande, Italie, France, Espagne, Portugal, République tchèque et Malte) de bénéficier de cofinancement. A ce sujet, la Commission constate avec plaisir que certains projets impliquent une collaboration entre les pays du Nord et du Sud de l'Europe.

L'augmentation du budget en 2011 (1,5 million d'euros au lieu de 1 million au cours des deux premières années) a permis à la Commission de lancer d'autres initiatives. En s'appuyant sur le succès de l'exercice 2010, un appel à propositions similaire a été publié en avril 2011. Un autre appel à propositions portant sur la création d'une plate-forme web liant l'offre et la demande pour faciliter les échanges touristiques est prévu pour le mois de juillet 2011.

Lorsque l'action préparatoire de trois ans arrivera à sa fin en 2011, les efforts de la Commission dans ce domaine seront loin d'être terminés, comme d'ailleurs indiqué dans la Communication «L'Europe, première destination au monde - un nouveau cadre politique

(19) [http://ec.europa.eu/enterprise/sectors/tourism/files/docs/calypso/calypso\\_study\\_annexes\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/enterprise/sectors/tourism/files/docs/calypso/calypso_study_annexes_en.pdf)

pour le tourisme européen”<sup>(20)</sup>. À court terme, la Commission essayera de trouver des synergies positives en termes de contribution de CALYPSO à la compétitivité du secteur du tourisme afin de permettre une possibilité de cofinancement des initiatives liées à CALYPSO dans le cadre du Programme-cadre pour la compétitivité et l’innovation (CIP). A long terme, la Commission espère pouvoir assurer des ressources financières appropriées pour les mesures dans le secteur du tourisme, y compris CALYPSO, dans le cadre financier pluriannuel post-2013.

En outre, la Commission espère que les projets d’échanges touristiques transnationaux ainsi que la plate-forme web qui sont ou seront cofinancés par CALYPSO puissent se poursuivre au-delà de la durée de mise en œuvre des appels à propositions, et cela grâce à une participation active accrue des acteurs publics et privés du secteur et des États membres. Le retour sur investissement positif (plus de 1,5 euro par euro dépensé) des bonnes pratiques existantes telles que celles de la péninsule ibérique est un exemple révélateur à cet égard.

\*  
\* \*  
  
\*  
\* \*

**Question no 30 by Laima Liucija Andrikiene ( H-000240/11 )**

**Subject: The closure of the Ignalina nuclear power plant in Lithuania**

In Lithuania’s EU accession treaty, provision was made for separate funding from the EU budget for the closure of the Ignalina nuclear plant. The total cost of the closure is projected to come to EUR 2.9 billion. Although the last nuclear reactor was shut down in December 2009, phasing-out is a very protracted process which continues to require considerable investment. Between 2007 and 2013, Lithuania will have received EUR 840 million from the EU budget for this purpose. During the next multiannual financial framework period, i.e. 2014-2020, Lithuania will need a further EUR 870 million. Additional funding will be needed beyond 2020 as well. However, in its first draft of the next multiannual financial framework the Commission proposed to allocate only EUR 400 million to Lithuania and also indicated that, after 2020, the EU would not finance the closure of the Ignalina plant. In the Commission’s view, would this not contradict Lithuania’s EU accession treaty? What are the Commission’s precise plans for funding the closure of the Ignalina plant? What amount does the Commission estimate will be needed for Lithuania to complete this process?

**Answer**

The European Commission is currently considering the level of resources to be provided in this area under the next MFF. The European Court of Auditors and the European Parliament have requested the European Commission to establish an end date and maximum value for the financial support for decommissioning. At this moment the European Commission cannot make any financial commitments beyond 2013.

\*  
\* \*

---

<sup>(20)</sup> COM(2010)352 final

\*  
\* \*

**Fråga nr 31 från Anna Hedh ( H-000241/11 )**

**Angående: Yttrande om EU:s anslutning till FN:s barnkonvention**

I samband med konferensen "Europe de l'Enfance" som anordnades av det belgiska ordförandeskapet i september 2010 ställde sig de närvarande medlemsstaterna bakom ordförandeskapets syn på barnstrategin. I punkt 6 slutdokumentet från konferensen uppmanades kommissionen att utarbeta ett yttrande om EU:s anslutning till FN:s konvention om barns rättigheter utifrån erfarenheterna från FN:s konvention om rättigheter för personer med funktionsnedsättning, med utgångspunkten att undertecknande och ratificering troligen skulle äga rum genom en unilateral förklaring, ett steg som FN:s kommitté för barnens rättigheter har ställt sig positivt till.

Har kommissionen följt ordförandeskapets uppmaning, och när kan yttrandet i så fall beräknas vara klart?

**Answer**

The possible accession of the European Union to the UN Convention on the Rights of the Child raises a number of questions, in particular as regards the limited powers of the European Union in this area. Under the Treaty on European Union and the Treaty on the Functioning of the European Union, the European Union has no general power in relation to protection of children's rights. The European Union can act only within the limits of the competences conferred upon it by Treaties. Moreover, in accordance with Articles 46 and 48 of the UN Convention on the Rights of the Child, this international instrument is open to accession by State parties only.

For these reasons, the accession of the European Union to the UN Convention on the Rights of the Child is not at this stage envisaged by the Commission. However, the Communication on an EU Agenda for the Rights of the Child reaffirms the Commission's commitment to ensure the protection and promotion of children's rights in all actions of the European Union in accordance with international standards as defined by the UN Convention on the Rights of the Child.

\*  
\* \*  
\*  
\* \*

**Question n° 32 de Estelle Grelier ( H-000246/11 )**

**Objet: Perspectives de la pêche au chalut des espèces d'eau profonde répondant aux objectifs de conservation de la politique commune de la pêche**

Depuis 10 ans, une coopération entre professionnels et scientifiques a permis la récolte, validée scientifiquement, de nombreuses données sur les stocks d'espèces d'eau profonde dans les eaux nord-atlantiques, qui montrent aujourd'hui une adéquation entre les prélèvements et l'état de la ressource, permettant une pêche responsable et durable. Ces évolutions positives de la ressource sont le résultat de la mise en place d'un encadrement fort de ces pêcheries et de pratiques ayant un impact minimal sur le milieu: limitation des captures, restriction de l'accès à ces pêcheries, renforcement des contrôles, suivi satellitaire

systématique, pêche sur moins de 4 % des surfaces chalutables, pas d'extension géographique des zones de pêche, pas de destruction des fonds marins grâce à l'utilisation de pratiques et d'engins adaptés au milieu.

Comment la Commission compte-t-elle prendre en compte et valoriser ces démarches de pêche durable en eau profonde?

**Answer**

The Commission welcomes the cooperation between French deep-sea trawlers and the scientific institute IFREMER and is aware of the fact that the data collected from the commercial fishing vessels has enabled the international scientific bodies, which advise the Commission on the state of the stocks, to estimate biological trends in some of the stocks fished by those vessels. The Commission places high priority on deep-sea specific data collection in the context of the evaluation and improvement of the regulation on access to deep-sea fisheries (Regulation (EC) No 2347/2002 <sup>(21)</sup>). On the basis of that evaluation, the Commission is now finalising a proposal for the revision of this regulation.

The Commission shares the view that management measures for deep-sea fisheries have to some extent reduced the activity and in this way contributed to a certain stabilisation of some of the stocks. It does not share, however, the view that the fisheries on deep-sea stocks in the North-East Atlantic are sustainable. To achieve that state, the targeted stocks would need to be of a size allowing the necessary rates of reproduction and thus renewal, and the fishing intensity would have to be such that the stock provides the maximum sustainable yield. While the knowledge base for those stocks is insufficient to establish the stock sizes and the fishing mortality, it is apparent from trends that the stocks are at very low levels, and catch limits are not yet fully in line with precautionary scientific advice. In addition, to be sustainable, the fishery needs to have as little impact on the ecosystem as possible. In this regard bottom trawlers present a risk to vulnerable marine ecosystems on the floor of the deep sea and have a considerable amount of unwanted catch of fish species which are particularly vulnerable to fishing. The Commission thus sees a need for the undertakings operating in that fishery to continue to commit to measures that ensure the sustainability of their activity.

\*  
\* \*  
\*  
\* \*

**Question no 33 by Helmut Scholz ( H-000255/11 )**

**Subject: Colombia-EU FTA and rights of indigenous people**

In its Country Strategy Paper 2007-2013 the Commission recognises that the indigenous peoples of Colombia are especially vulnerable because of the continuous human rights violations they are suffering. In 2010 alone 122 indigenous people were assassinated, and the situation continues the same in 2011. Colombia's main indigenous and human rights organisations consider that if the free trade agreement negotiated between the EU and Colombia enters into force, their situation will be exacerbated, mainly because of the pressure on land for agribusiness, and because of the extension of mining.

<sup>(21)</sup> Council Regulation (EC) No 2347/2002 of 16 December 2002 establishing specific access requirements and associated conditions applicable to fishing for deep-sea stocks, OJ L 351, 28.12.2002.

In its resolution of 7 October 2010 on 'Trade relations between the EU and Latin America' the European Parliament insisted on the importance of human rights and food security of local populations.

Is the Commission aware of this new threat to the survival of the indigenous people of Colombia? What will the Commission do to ensure that this will not occur?

**Answer**

The Commission is well aware of the concerns regarding the situation of the indigenous population in Colombia. This has been the subject of political dialogue between the EU and the Colombian Government, notably in the framework of the bilateral human rights dialogue established in 2009. In this context, the EU has insisted on the need for advancing dialogue between the government and organisations representing the indigenous population and for comprehensive judicial protection of the latter's rights. The EU has also underlined the necessity for harmonising and reinforcing mechanisms for the protection of indigenous communities, which remain particularly exposed and vulnerable to threats and acts of violence from illegal armed actors. Such protection mechanisms should be adjusted to the different cultural contexts of the different indigenous peoples.

The EU is also keen to uphold the Colombian Constitutional Court's Judgment T-769 on the consultation of indigenous communities prior to the exploration for and exploitation of natural resources in native territories. It should be noted that the EU, through the programmes financed under the European Instrument for Democracy and Human Rights, as well as under its budget line for Non-State Actors, supports the development of such prior consultation mechanisms, as well as the construction of local models of development ("Planes de Vida"), as instruments to help these communities preserve their ethnic, social, economic and cultural identity.

Finally, inputs from civil society including the representatives of indigenous organisations are sought regularly by the EU both during the trade agreement negotiation process and in the context of the design of Country Strategy Papers. In both cases, representatives from indigenous organisations, such as Organización Nacional Indígena de Colombia (ONIC) provided their input. The design of the next Country Strategy Paper will follow the same procedure.

\*

\* \*

\*

\* \*